



RECEUIL DES TEXTES

RELATIFS A L'EXERCICE

DES ACTIVITES BANCAIRES

ET FINANCIERES

BANQUE CENTRALE DES COMORES

10/12/2015



SOMMAIRE

I.CONVENTIONS ET ACCORDS DE COOPERATIONS INTERNATIONALES	8
1.ACCORD DE COOPERATION MONETAIRE ENTRE LA REPUBLIQUE FEDERALE ISLAMIQUE DES COMORES ET LA REPUBLIQUE FRANÇAISE	8
2.LA CONVENTION DE COMPTE D'OPERATIONS	9
3.LOI N°80-05, AUTORISANT LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE A RATIFIER L'ACCORD DE COOPERATION MONETAIRE ENTRE LA REPUBLIQUE FEDERALE ISLAMIQUE DES COMORES ET LA REPUBLIQUE FRANÇAISE SIGNE A MORONI ET A PARIS LE 23 NOVEMBRE 1979	11
4.LA CONVENTION RELATIVE A L'EXECUTION PAR LA BANQUE CENTRALE DES COMORES DES OPERATIONS ET TRANSACTIONS RESULTANT DE LA PARTICIPATION AU FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL DE LA REPUBLIQUE FEDERALE ISLAMIQUE DES COMORES	11
5.LA DECISION COMMUNE DE LA REPUBLIQUE FEDERALE ISLAMIQUE DES COMORES ET DE LA REPUBLIQUE FRANÇAISE CONCERNANT LE CHANGEMENT DE PARITE DU FRANC COMORIEN VIS-A-VIS DU FRANC FRANÇAIS	12
6.DECISION DU CONSEIL DE L'UNION EUROPEENNE DU 23 NOVEMBRE 1998 CONCERNANT LES QUESTIONS DE CHANGE RELATIVES AU FRANC CFA ET AU FRANC COMORIEN	13
7.CONVENTION ENTRE LA BANQUE CENTRALE DES COMORES ET LA BANQUE DE TANZANIE SUR LA SUPERVISION BANCAIRE	14
8.LA CONVENTION ENTRE LA BANQUE CENTRALE DES COMORES ET L'AUTORITE DE CONTROLE PRUDENTIEL ET DE RESOLUTION FRANÇAISE	16
II-LA BANQUE CENTRALE DES COMORES	20
A.LE CADRE JURIDIQUE	20
1.STATUTS DE LA BANQUE CENTRALE DES COMORES DU 22 AVRIL 2008	20
2.LOI N°08-015/AU DU 06 DECEMBRE 2008 AUTORISANT LE PRESIDENT DE L'UNION A RATIFIER LES STATUTS DE LA BANQUE CENTRALE DES COMORES	28
3.Lettre circulaire n°006/2010/cob, relative a l'entrée en vigueur des nouveaux statuts de la banque centrale des Comores en application de la loi n°08-015/au	28
B-L'ORGANISATION DE LA BANQUE CENTRALE:	28
III-LE CADRE LEGAL ET REGLEMENTAIRE REGISSANT LE SYSTEME BANCAIRE ET FINANCIER	28
A.LE CADRE LEGAL :	28



1.LA LOI N°13-003/AU PORTANT REGLEMENTATION DES ACTIVITES DES INSTITUTIONS FINANCIERES	28
2.LOI CADRE FEDERALE N°80-08, RELATIVE A LA MONNAIE ET AU ROLE DE LA BANQUE CENTRALE DES COMORES DANS LE CONTROLE DES BANQUES, DES ETABLISSEMENTS FINANCIERS, DU CREDIT ET DES CHANGES	43
3.LA LOI N°12-008/AU DU 28 JUIN 2012, RELATIVE A LA LOI PORTANT LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT D'ARGENT ET LE FINANCEMENT DU TERRORISME	45
4.LA LOI N°12-011/AU DU 28 JUIN 2012, RELATIVE A LA LOI PORTANT REGLEMENTATION ET ORGANISATION DU CREDIT BAIL EN UNION DES COMORES	66
5.DECRET N°15 - 187/PR MODIFIANT ET COMPLETANT CERTAINES DISPOSITIONS PORTANT SUR LES SAISIES ET ATTRIBUTIONS	73
6.LE DECRET N°15-026/PR SUR LES SYSTEMES, MOYENS ET INCIDENTS DE PAIEMENTS	74
7.LE DECRET N° 87-005/PR, PORTANT REGLEMENTATION DES RELATIONS FINANCIERES ENTRE LA REPUBLIQUE FEDERALE ISLAMIQUE DES COMORES ET L'ETRANGER	101
B.LA REGLEMENTATION DE LA BANQUE CENTRALE DES COMORES	102
I-LA REGLEMENTATION PRUDENTIELLE	102
1.Règlement n°001/2015/BCC/DSBR relatif au capital social minimum des institutions financières en application a la loi 13-003/AU.	102
2.Règlement n° 002 /2015/BCC/DSBR relatif a la définition des fonds propres des établissements de crédit, en application a la loi 13-003/au	103
3.Règlement n°003 /2015/ BCC/DSBR relatif aux exigences en fonds propres pour la couverture des risques de crédit et de hors bilan, des risques opérationnels et des immobilisations en application a la loi 13-003/AU.....	105
4..Règlement n°004 /2015/BCC/DSBR relatif à la division des risques et au contrôle des grands risques des établissements de crédit, en application a la loi 13-003/AU.....	108
5.Règlement n°005/2015/BCC/DSBR relatif a la classification et au provisionnement des créances des établissements de crédit, en application a la loi 13-003/AU.....	110
6.Règlement n°006 /2015/BCC/DSBR relative aux situations comptables périodiques à remettre par les établissements de crédits	114
7.Règlement n°007 /2015/BCC/DSBR relatif aux réserves obligatoires sur les dépôts des institutions financières qui reçoivent des fonds du public en application a la loi 13-003/AU	115
8.Circulaire n°001 /2015/ BCC/DSBR relative a la remise des situations comptables périodiques par les établissements de crédit en application du règlement n°006/2015/BCC/DSBR.....	116
9.Règlement N°008/2015/BCC/DSBR relatif a l'abrogation de textes applicables aux institutions financières	117
10.Règlement n°009/2015/BCC/DSBR relatif aux mouvements enregistrés sur les comptes des correspondants extérieurs des établissements de crédit.....	118



11.Règlement n°10/2015/BCC/DSBR relative aux opérations interbancaires réalisées par les établissements de crédits, en application de la loi 13-003/AU	119
12.Règlement n°011/2015/BCC/DSBR relatif au dispositif de contrôle interne, de gestion et de maîtrise des risques des établissements de crédit	120
13.Règlement n°012/2015/BCC/DSBR relatif à la mise en place d'un taux effectif global pour les opérations de crédit des établissements de crédits.....	133
II- LA REGLEMENTATION DES CHANGES	134
1.Instruction n°2 aux intermédiaires agréés, prise en application du décret n°87-005/PR portant réglementation des relations financières entre la République Fédérale Islamique des Comores et l'Etranger. 134	
2.Instruction n°5 sur la réglementation des changes, prise en application du décret n°87.005/PR portant réglementation des relations financières entre la République Fédérale Islamique des Comores et l'Etranger : Dispositions relatives aux comptes ouverts à des non-résidents	136
III- LA POLITIQUE ET LE CADRE MONETAIRE	139
3.Règlement n° 07 /2015/ BCC/DSBR relatif aux réserves obligatoires sur les dépôts des institutions financières qui reçoivent des fonds du public en application a la loi 13-003/AU	140
4.CIRCULAIRE N° 002 /2015/ BCC/DSBR RELATIVE AU TAUX DE RESERVES OBLIGATOIRES DES INSTITUTIONS FINANCIERES QUI REÇOIVENT DES FONDS DU PUBLIC EN APPLICATION DU REGLEMENT N°007 /2015/BCC/DSBR.....	142
5.Lettre N° 2783/CD, portant taux d'escompte et des avoirs de l'Etat.....	142
IV- LES AGREMENTS ET LES DIVERSES AUTORISATIONS	143
1.Circulaire N°001-2014/COB relative à l'agrément de Comores Assistance Internationale (CASi - SA) 143	
2.Lettre circulaire N°002/2014/COB relative aux opérations de transferts d'argent et de change entre l'Union des Comores et l'Etranger, réalisées par la Société Comores Assistance International (CASi-SA)143	
3.Instruction N°003/2014/DSBR/BCC relative à la conformité des établissements de crédits comoriens à la Loi FATCA	144
4.Instruction N°002/2014/DSBR/BCC relative aux institutions financières agréées	145
5.Lettre Circulaire relative à l'adhésion de la Meck Iconi Au sein de L'Union des Meck	145
6.Lettre-circulaire relative à l'ouverture d'une agence MCTV Aéroport Hahaya " Maison comorienne des transferts et valeurs " MCTV).	146
7.Circulaire N°002/2012/COB relative à la publication par les Banques, les établissements financiers et les institutions financières décentralisées des produits et services proposés à leur clientèle	146
8.Lettre circulaire N° 006/2012/COB/BDC relative aux opérations de transfert d'argent Entre l'Union des Comores et l'Etranger, réalisées par la Banque de Développement des Comores.	146
9.Circulaire N° 03 /2012/COB relative à l'enregistrement des clients des Banques et Etablissements Financiers (BEF), et des Institutions de Finance Décentralisée (IFD) par un identifiant uniformisé par type de clientèle.....	147



10.Circulaire N°001/2012/COB relative à l'agrément de l'Union des Sanduks de Mohéli et ses Institutions affiliées	148
11.Lettre circulaire N° 004/2011/COB/BFC relative aux opérations de transfert d'argent réalisées par la Banque Fédérale de Commerce en partenariat avec la société Money Gram.....	148
12.Lettre circulaire N°002/2011/COB relative à l'adhésion de la Meck Koimbani au sein de l'Union des Meck.....	149
13.Lettre Circulaire N°004/2010/COB, relative aux opérations de transferts d'argent entre l'Union des Comores et l'Etranger, réalisées par la Société «Maison Comorienne des Transferts et Valeurs" (MCTV)	149
14.Lettre Circulaire N° 002/2010/ COB relative aux opérations de change réalisées par la Société « Maison comorienne des transferts et valeurs » (MCTV).....	150
15.Instruction N°001/2010/COB relative aux opérations d'achat et de vente d'euro réalisées par le réseau des Sanduks Anjouan	151
16.Lettre Circulaire N005/2009/COB/UNION DES MECKS relative aux opérations de transfert d'argent entre l'union des Comores et l'étranger, réalisées par l'Union des Mecks	151
17.Circulaire N°006/2009/COB relative à la nomination de la Banque Fédérale du Commerce en qualité d'intermédiaire agréé pour les relations financières entre l'Union des Comores et l'Etranger	152
18.Lettre Circulaire N° 006/2009/ COB relative à la nomination de la Banque Fédérale du Commerce en qualité d'intermédiaire agréé pour les relations financières entre l'Union des Comores et l'étranger	153
19.Lettre Circulaire N° 007/2009/ COB relative aux opérations de changes (achats et ventes) en euros et en dollar USD réalisées par la Banque Fédérale de Commerce	153
20.Circulaire N° 005/2008/ COB relative aux opérations de ventes d'euros réalisées par le réseau Meck	154
21. Lettre Circulaire N° 03/2008/ COB/EXIM BANK relative aux opérations de transfert d'argent entre l'Union des Comores et l'Etranger, réalisées par l'Exim Banque-Comores	155
22.Lettre Circulaire N° 001/2008/ COB relative à la nomination d'Exim Banque-Comores en qualité d'intermédiaire agréé pour les relations financières entre l'Union des Comores et l'étranger	155
23.Lettre Circulaire N° 002/2008/ SP relative à la confiscation des billets douteux	156
24.Lettre Circulaire relative à l'exercice de la SNPSF en qualité d'Intermédiaire Financier	156
25.Circulaire N°005/2006/COB, relative à l'agrément de la Banque Fédérale du Commerce (BFC)	157
26.Circulaire N°004/2006/COB, relative à l'agrément de l'Union des Sanduks d'Anjouan et des Institutions affiliées	157
27.Circulaire N°008/2009/ COB relative à l'agrément de la Maison Comorienne des Transferts et des Valeurs (MCTV)	158
28.Lettre Circulaire N°001/2008/COB, relative à la nomination d'Exim Banque-Comores en qualité d'intermédiaire agréé pour les relations financières entre l'Union des Comores et l'Etranger	158
29.Lettre Circulaire N°005/2006/COB relative à l'agrément de la Banque « Exim Bank Comores »	159



30. Instruction n°001/2006/COB, relative aux opérations d'achat d'euro réalisées par le réseau Meck	159
31. Lettre Circulaire N°004/2006/COB relative à l'agrément de l'Union des Sanduks d'Anjouan et des Institutions affiliées	160
32. Lettre Circulaire N° 002./2006/ COB relative à l'exercice de la SNPSF en qualité d'Intermédiaire Financier.....	160
33. Circulaire n° 003/2006/ COB, prise en application de l'article 4 de l'instruction n°2 du 17 février 1987 relative à la réglementation aux opérations de changes de la SNPSF	161
34. Circulaire N°006/2011/COB, relative à la nomination de la Banque de Développement des Comores en qualité d'intermédiaire agréée pour les relations financières entre l'Union des Comores et l'Etranger	162
35. Lettre Circulaire n°001/2006/ COB, relative aux opérations de transfert d'argent entre l'Union des Comores et l'Etranger, réalisées par la SNPSF	162
V-AUTRES REGLEMENTS DE LA BANQUE CENTRALE	163
14. Règlement n° 17/2015/bcc/dsbr relatif à l'agrément des dirigeants responsables des institutions financières, en application de la loi 13-003/au.	163
15. Règlement n°19/2015/bcc/dsbr relatif à certaines dispositions organisationnelles des institutions financières décentralisées (IFD), en application à la loi n°13-003/au.	164
16. Règlement n°18/2015/bcc/dsbr relatif à l'agrément des commissaires aux comptes, en application à la loi n°13-003/AU	164
17. Règlement n°16/2015/bcc/dsbr relatif à l'agrément des institutions financières, en application à la loi n°13-003/au.	165
18. Règlement n°013/2015/BCC/DSBR relatif au fonctionnement de la centrale des risques et des incidents de paiements	166
19. Règlement n°14/2015/BCC/DSBR portant attribution des codes banques et normalisation du relevé d'identité bancaire	171
21. Règlement N°15 /2015 /BCC / DSBR Relatif à l'application de certaines dispositions relatives au décret n° 15-026/PR sur les systèmes, moyens et incidents de paiements	176
LES ANNEXES	178
Annexe 1 : Règlement N°002/2015/BCC/DSBR sur les Fonds propres	178
ANNEXE 2 : Règlement N°005/2015/BCC/DSBR sur la Gestion risque crédit	179
ANNEXE 3 : Règlement n°009/2015/DSBR/BCC comptes de correspondants	179
Annexe 4 : Règlement n°011/2015/BCC/DSBR sur le contrôle interne : Canevas indicatif du rapport annuel de contrôle interne	180
ANNEXE 5 : Règlement n°004/2015/DSBR/BCC sur la division des risques	186
ANNEXE 6 : Règlement n°003/2015/DSBR/BCC sur les exigences en fonds propres	187
ANNEXE 7 : Règlement n°10/2015/DSBR/BCC relatif aux opérations interbancaires	189



ANNEXE 8 : REGLEMENT N°12/2015/DSBR/BCC RELATIF AU TAUX EFFECTIF GLOBAL (TEG).....	190
ANNEXE 9 : Circulaire N° 002 /2015/ BCC/DSBR relative à la déclaration des réserves obligatoires ...	193
ANNEXE 10 : Demande d'agrément ou de renouvellement de commissaires aux comptes	194

I. CONVENTIONS ET ACCORDS DE COOPERATIONS INTERNATIONALES

1. ACCORD DE COOPERATION MONETAIRE ENTRE LA REPUBLIQUE FEDERALE ISLAMIQUE DES COMORES ET LA REPUBLIQUE FRANÇAISE

Entre

Le Ministre des Finances, de l'Economie et du Plan de la République Fédérale Islamique des Comores, agissant au nom du Gouvernement Comorien d'une part,

Et

Le Ministre de l'Economie de la République Française, agissant au nom du Gouvernement français d'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}. - La République Fédérale Islamique des Comores et la République Française décident d'établir une coopération monétaire dans le cadre organique défini ci-après.

Article 2. - Cette coopération est fondée sur la garantie illimitée donnée par la France à la monnaie émise par la Banque Centrale des Comores et sur le dépôt auprès du Trésor français des réserves de change des Comores dans des conditions précisées par la convention de compte d'opérations prévue à l'article 6 du présent accord.

TITRE PREMIER-DISPOSITIONS ORGANIQUES

Article 3. -

L'organe chargé de la mise en œuvre de la coopération monétaire est la Banque Centrale des Comores, dont les statuts sont annexés au présent accord.

Article 4. -

La Banque Centrale des Comores est un établissement public comorien à la gestion et au contrôle duquel participe la France en contrepartie de la garantie qu'elle apporte à la monnaie émise par cette Banque. La Banque Centrale des Comores assume à l'égard des tiers les droits et obligations attachés au service de l'émission monétaire antérieurement assumés par l'Institut d'Emission des Comores auquel elle se substitue.

Article 5. -

La République Française cède, à titre gratuit, à la République Fédérale Islamique des Comores, la dotation de 250 millions de francs CFA ayant constitué le capital initial de l'Institut d'Emission des Comores. Cette dotation est affectée au capital de la Banque Centrale des Comores.

TITRE II - DISPOSITIONS RELATIVES À LA MONNAIE

Article 6. -

La monnaie émise par la Banque Centrale des Comores est le franc comorien dont la convertibilité avec le franc français est illimitée.

A cet effet, une Convention, jointe, au présent accord, relative à un compte d'opérations ouvert dans les écritures du Trésor français, est signée entre le Ministre des Finances, de l'Economie et du Plan de la République Fédérale Islamique des Comores et le Ministre de l'Economie de la République Française.

Article 7. -

Les transferts de fonds entre les deux pays sont libres.

Article 8. -

Le franc comorien est défini par rapport au franc français sur la base de 1 franc comorien pour 0,02 franc français.

Cette définition et cette parité ne pourront être modifiées que par accord des parties.

Dans toute la mesure du possible, toute modification de la parité entre le franc français et les autres monnaies fera l'objet, à l'initiative du Gouvernement Français, d'une consultation entre la République Fédérale Islamique des Comores et la République Française.

La République Française associera la République Fédérale Islamique des Comores à la préparation des négociations pouvant conduire à la modification du système monétaire international.

Article 9.-

Le Gouvernement de la République Fédérale Islamique des Comores s'engage à harmoniser sa législation et sa réglementation monétaire, bancaire et des changes avec celle de la République Française.

Cette harmonisation vise notamment :

- la répression de la falsification des signes monétaires et de l'usage des signes falsifiés ;
- la législation du chèque et des effets de commerce ;
- le régime des changes ;
- l'exercice de la profession bancaire et des activités s'y rattachant ;
- l'organisation de la distribution et du contrôle du crédit.

Article 10.-

Les deux Gouvernements prendront toutes dispositions utiles pour transférer le service de l'émission monétaire de l'Institut d'Emission des Comores à la Banque Centrale des Comores.

TITRE III - DISPOSITIONS DIVERSES

Article 11.-

Le présent accord est conclu pour une durée indéterminée. Toutefois, il pourra être dénoncé par l'un ou l'autre des deux gouvernements, la dénonciation prenant effet de la date de sa notification à l'autre partie.

La dénonciation de l'accord emporte, de droit et concurremment, la suspension de la Convention de compte d'opérations prévue à l'article 6 ci-dessus.

La négociation des arrangements nécessaires sera entreprise immédiatement entre les deux parties, à la diligence de l'une quelconque d'entre elles.

Article 12.-

Chacune des parties notifiera à l'autre, l'accomplissement des formalités requises sur son territoire pour l'entrée en vigueur du présent accord.

Celui-ci entrera en vigueur à la date de la dernière des notifications.

Fait à Moroni et à Paris, le 23 novembre 1979, en deux exemplaires

Le Ministre des Finances, Le Ministre de l'Economie de l'Economie et du Plan de la République de la R.F.I.C.
Française

Signé : SAID KAFE Signé : René MONORY

2. LA CONVENTION DE COMPTE D'OPERATIONS

Entre,

D'une part,

Le Ministre des Finances, de l'Economie et du Plan de la République Fédérale Islamique des Comores, agissant au nom du Gouvernement Comorien,

D'autre part,

Le Ministre de l'Economie de la République Française, agissant au nom du Gouvernement Français,

La Banque Centrale des Comores, représentée par le Président de son Conseil d'Administration, étant chargée de l'exécution de la présente Convention,

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}.-

Conformément à l'article 6 de l'Accord de Coopération monétaire entre la République Fédérale Islamique des Comores et la République Française du 23 novembre 1979, il est ouvert dans les écritures de l'Agence Comptable Centrale du Trésor français à Paris, au nom de la Banque Centrale des Comores (ci-après dénommée « la Banque Centrale »), un compte courant intitulé « Compte d'opérations ».

A l'expiration de la présente convention :

- le solde débiteur du compte d'opérations ne sera exigible que sur le territoire de la République Fédérale Islamique des Comores et sera réglé en francs comoriens ;
- le solde créditeur ne sera exigible que sur le territoire de la République Française et sera réglé en francs français.

Article 2.-

Le compte d'opérations sera débité ou crédité, suivant le cas, du montant des transferts provoqués par le nivellement ou l'approvisionnement du compte courant ordinaire du trésor français ouvert dans les écritures de la Banque Centrale et gérée conformément aux dispositions de l'article 7 de la présente convention.

Article 3.-

La Banque Centrale versera au compte d'opérations les disponibilités qu'elle pourra se constituer en dehors de sa zone d'émission, exception faite des sommes nécessaires à sa trésorerie courante.

Elle pourra cependant prélever sur ses disponibilités les sommes nécessaires à l'exécution des obligations contractées par la République Fédérale Islamique des Comores envers le Fonds Monétaire International, obligations qu'elle assume dans les conditions fixées par convention conclue avec la République Fédérale Islamique des Comores après accord du Conseil d'Administration de la Banque Centrale.

Les avoirs qui figureront au bilan de la Banque Centrale au titre de la tranche de réserve du quota de souscription au Fonds Monétaire International seront productifs d'intérêts. Ces intérêts seront versés par la République Fédérale Islamique des Comores à due concurrence du montant des intérêts que la Banque Centrale aurait perçus si les sommes correspondantes étaient restées en dépôt au Compte d'opérations.

Article 4.-

La Banque Centrale tiendra une situation :

- des disponibilités extérieures du Trésor, des établissements, entreprises et collectivités publiques de la République Fédérale Islamique des Comores ;
- de la part des disponibilités extérieures correspondant à leur activité en République Fédérale Islamique des Comores, des banques et établissements de crédit qui y sont établis.

En cas d'épuisement des disponibilités du Compte d'opérations, la Banque Centrale demandera cession à son profit, contre francs comoriens, des disponibilités extérieures, en francs français ou autres devises, détenues par tous organismes publics ou privés ressortissants de la République Fédérale Islamique des Comores.

En proportion des besoins prévisibles, elle pourra limiter cet appel aux seuls organismes publics et banques.

Article 5.-

En cas d'insuffisance de disponibilités en dehors de sa zone d'émission, la Banque Centrale est autorisée à prélever sur le Compte d'opérations les sommes nécessaires pour la couverture des transferts de la République Fédérale Islamique des Comores et pour les dépenses qu'elle doit effectuer en France.

Article 6.-

Lorsque le solde du Compte d'opérations sera débiteur, le Trésor français percevra sur ce solde des intérêts dont les taux sont fixés de la manière suivante :

- sur la tranche de 0 à 5 millions de francs français (soit de 0 250 millions de francs comoriens) : 1% l'an ;
- sur la tranche de 5 à 10 millions de francs français (soit de 250 à 500 millions de francs comoriens) : 2% l'an ;
- au-dessus de 10 millions de francs français (soit 500 millions de francs comoriens) taux égal à celui fixé au dernier alinéa du présent article.

La République Fédérale Islamique des Comores remboursera à la Banque Centrale le montant des intérêts que celle-ci aura dû verser au Trésor français.

Lorsque le solde sera créditeur, il restera en dépôt au Trésor français et portera intérêt chaque trimestre au profit de la Banque Centrale des Comores au taux des pensions consenties par la Banque de France sur effets publics au plus court terme sans que ce taux puisse être inférieur à 2,50% l'an.

Article 7.-

La Banque Centrale tiendra le Compte Courant Ordinaire du Trésor français sur les places où elle dispose d'installations propres.

A cet effet, elle procèdera sans frais :

- à l'encaissement des sommes versées à ce compte ;
- au recouvrement sur place des effets et à l'encaissement des chèques émis ou endossés à l'ordre des comptables publics français ;
- au paiement des chèques et virements émis ou effectués par les comptables publics français au moyen du Compte Courant du Trésor français.

Elle assurera gratuitement :

- la garde des valeurs de caisse appartenant au Trésor français ;
- l'émission des valeurs du Trésor français souscrites par des personnes ou des établissements ayant un compte dans ses livres ;
- le paiement des coupons au porteur et le remboursement des valeurs du Trésor français qui seront présentés à ses guichets par des personnes ou établissements ayant un compte dans ses livres ;
- tous placements de fonds demandés par le Trésor français.

Article 8.-

L'application des dispositions de la présente Convention sera soumise au contrôle des censeurs de la Banque Centrale.

Sur demande adressée à la Banque Centrale, ces derniers obtiendront communication de tous registres, relevés ou pièces justificatives leur permettant d'exercer leur mission.

Article 9.-

La présente Convention est conclue pour une durée indéterminée. Toutefois, elle pourra être dénoncée par l'un ou l'autre des deux Gouvernements, la dénonciation prenant effet de la date de sa notification à l'autre partie.

La négociation des arrangements nécessaires sera entreprise immédiatement entre les deux parties, à la diligence de l'une quelconque d'entre elles.

Article 10.-

Chacune des parties notifiera à l'autre l'accomplissement des formalités requises sur son territoire pour l'entrée en vigueur de la présente Convention. Celle-ci entrera en vigueur à la date de la dernière des notifications.

Fait à Moroni et Paris, le 23 novembre 1979

En deux exemplaires.

Le Ministre des Finances,
de l'Economie et du Plan
de la R.F.I.C.

Le Ministre de l'Economie
de la République française

Signé : SAID KAFÉ

Signé : Renée MONORY

Le Président du Conseil d'Administration de la Banque Centrale des Comores

3. LOI N°80-05, AUTORISANT LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE A RATIFIER L'ACCORD DE COOPERATION MONETAIRE ENTRE LA REPUBLIQUE FEDERALE ISLAMIQUE DES COMORES ET LA REPUBLIQUE FRANÇAISE SIGNE A MORONI ET A PARIS LE 23 NOVEMBRE 1979

L'Assemblée Fédérale de la République Fédérale Islamique des Comores,

A DELIBERE ET ADOPTE,

ET LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI DONT LA TENEUR SUIT :

Article Unique

Le Président de la République est autorisé à ratifier l'accord de Coopération Monétaire entre la République Fédérale Islamique des Comores et la République Française signé à Paris et à Moroni le 23 novembre 1979.

Fait à Moroni, le 26 Juin 1980

Par le Président de la République,

AHMED ABDALLAH ABDEREMANE

4. LA CONVENTION RELATIVE A L'EXECUTION PAR LA BANQUE CENTRALE DES COMORES DES OPERATIONS ET TRANSACTIONS RESULTANT DE LA PARTICIPATION AU FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL DE LA REPUBLIQUE FEDERALE ISLAMIQUE DES COMORES

Article 1^{er}.-

La Banque Centrale des Comores (ci-après dénommée la Banque Centrale) assurera les fonctions d'agent financier de l'Etat auprès du Fonds Monétaire International (ci-après dénommé le Fonds), telles que définies par l'article V, section I des Statuts de celui-ci.

Elle sera également le dépositaire du Fonds en francs comoriens en application de l'article XIII, section 2 des Statuts du Fonds.

Article 2.-

La Banque Centrale sera associée à toute consultation et négociation entre l'Etat et le Fonds.

Article 3.-

La Banque Centrale agissant pour le compte de l'Etat :

- exécutera toutes les opérations et transactions avec le Fonds ;
- acquittera les versements tant en droits de tirage spéciaux ou devises étrangères qu'en monnaie de son émission résultant des obligations contractées par l'Etat du fait de son adhésion au Fonds ;
- prendra en charge les versements en devises effectués par le Fonds en faveur de l'Etat, au titre de ses concours.

La Banque Centrale rendra compte au Ministre des Finances de toutes les transactions effectuées par elle avec le Fonds.

Article 4.-

Les commissions, frais divers et les différences de change enregistrés à l'occasion des opérations exécutées en application de la présente convention seront pris en compte par la Banque Centrale.

Article 5.-

En contrepartie de la libération par la Banque Centrale des quotes-parts au Fonds de l'Etat, le produit des tirages effectués par celui-ci dans sa tranche de réserve sera conservé par elle. En conséquence, l'Etat renonce à la mise à sa disposition de la contre-valeur en francs comoriens des concours correspondants.

Article 6.-

La Banque Centrale prend en compte les droits de tirage spéciaux qui seront alloués à l'Etat. Ce dernier s'engage à ne pas réclamer la contre-valeur en francs comoriens de ces cessions éventuelles de DTS dont la mobilisation réservée à la reconstitution ou au renforcement des réserves de change de la Banque centrale.

Article 7.-

A l'exception des tirages dans la tranche de réserve et des cessions de DTS, l'Etat bénéficiera de la contre-valeur en francs comoriens, calculée au cours du jour de l'opération, de tous les autres tirages sur le Fonds dans les quatre cas ci-après :

- si la nature du concours correspond à des ressources destinées au financement du processus de correction des déséquilibres de la production, du commerce et des prix, au travers de mesures d'assainissement économique et financier, d'opérations d'investissement ou de restructuration de l'économie ;
- si l'objet du tirage est de suppléer à une baisse des recettes de l'Etat ;
- si l'opération d'achat envisagée est de permettre à l'Etat d'honorer des engagements particuliers, notamment dans le cadre des accords internationaux de produits de base.

Article 8.-

La mise à la disposition de l'Etat de la contre-valeur en francs comoriens des tirages dans les mécanismes de financement du Fonds visés à l'article 7 ci-dessus, s'effectuera dans le cadre de conventions particulières signées entre l'Etat et la Banque Centrale, conformément à la convention-type jointe en annexe.

Article 9.-

Les intérêts et commissions divers perçus par le Fonds sur les achats dont la contrepartie en francs comoriens n'est pas mise à la disposition de l'Etat, seront payés par la Banque Centrale, de même que le montant du principal à rembourser.

Les paiements en devises des échéances en intérêts et en principal afférents aux tirages dont l'Etat bénéficie de la contre-valeur en francs comoriens seront acquittés par la Banque Centrale. L'Etat sera cependant redevable envers celle-ci, aux mêmes dates de valeur, des règlements correspondants en francs comoriens déterminés sur la base des concours en monnaie nationale qu'il avait obtenus.

Toutefois, la Banque Centrale remboursera à l'Etat la contre-valeur en monnaie nationale calculée sur la base de l'encours des versements en francs comoriens et du taux retenu par le FMI des bonifications d'intérêts qui pourraient être accordées par le Fonds sur l'utilisation de certains de ses concours.

Article 10.-

Lorsque la contre-valeur en francs comoriens des tirages sur le Fonds aura été mise à la disposition de l'Etat, la Banque Centrale débitera à bonne date le compte du Trésor, du montant en principal et intérêts des échéances de remboursement telles qu'elles auront été fixées par le Fonds.

Article 11.-

Toutes les opérations réalisées avec le Fonds seront comptabilisées, d'après leur nature, dans la comptabilité de la Banque Centrale. Afin d'assurer la concordance entre la comptabilité du Fonds et celle de la Banque Centrale, ces opérations seront comptabilisées en DTS d'une part, en francs comoriens d'autre part.

Article 12.-

Les dispositions de la présente convention prendront effet à compter du 1^{er} janvier 1994.

5. LA DECISION COMMUNE DE LA REPUBLIQUE FEDERALE ISLAMIQUE DES COMORES ET DE LA REPUBLIQUE FRANÇAISE CONCERNANT LE CHANGEMENT DE PARITE DU FRANC COMORIEN VIS-A-VIS DU FRANC FRANÇAIS

Vu l'accord de coopération monétaire entre la République Française et la République Fédérale Islamique des Comores du 23 novembre 1979 et notamment son article 8,

Le Conseiller du Président de la République, Monsieur CAABI EL YACHROUTU, mandaté à cet effet par le Président de la République,
et

Le Ministre de l'Economie de la République Française représenté par M. NOYER, Directeur du Trésor, agissant par délégation,

Décident :

La parité entre le franc comorien et le franc français est fixé à 75 francs comoriens pour 1 franc français à compter du 12 janvier 1994 à 0 heure.

Fait à Dakar, le 11 Janvier 1994

6. DECISION DU CONSEIL DE L'UNION EUROPEENNE DU 23 NOVEMBRE 1998 CONCERNANT LES QUESTIONS DE CHANGE RELATIVES AU FRANC CFA ET AU FRANC COMORIEN

LE CONSEIL DE L'UNION EUROPEENNE

Vu le traité instituant la Communauté Européenne et notamment son article 109, paragraphe 3.

Vu la recommandation de la Commission.

Vu l'avis de la Banque Centrale Européenne.

1/ considérant que, conformément au règlement (CE) n°974/98 du conseil du 3 mai 1998 concernant l'introduction de l'euro, l'euro remplacera la monnaie de chaque Etat membre participant au taux de conversion, à compter du 1^{er} janvier 1999 ;

2/ considérant que la Communauté sera compétente pour les questions monétaires et de change dans les Etats membres adoptant l'euro à compter de cette même date ;

3/ considérant que le Conseil décide des arrangements appropriés relatifs aux négociations et à la conclusion des accords sur des questions se rapportant au régime monétaire ou de change ;

4/ considérant que la France a conclu avec l'UEMOA (Union Economique et Monétaire Ouest-Africaine), la CEMAC (Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale) et les Comores plusieurs accords destinés à garantir la convertibilité en franc français, à parité fixe, du franc CFA et du franc comorien ;

5/ considérant que l'euro remplacera le franc français le 1^{er} janvier 1999 ;

6/ considérant que la convertibilité du franc CFA et du franc comorien est garantie par un engagement budgétaire des autorités françaises que les autorités françaises ont assuré que les accords signés avec l'UEMOA, la CEMAC et les Comores n'avaient pas d'implications financières substantielles pour la France ;

7/ considérant que ces accords ne sont pas susceptibles d'influer sur la politique monétaire et de change de la zone euro que, sous leur forme actuelle et dans l'état actuel de leur mise en œuvre. Ces accords ne risquent donc pas de faire obstacle au bon fonctionnement de l'Union économique et monétaire que rien dans ces accords ne peut être interprété comme impliquant l'obligation pour la Banque Centrale Européenne et les banques centrales nationales de soutenir la convertibilité du CFA ou du franc comorien que les modifications des accords existants n'entraîneront aucune obligation pour la BCE ou les banques centrales nationales ;

8/ considérant que la France et les pays africains signataires des accords souhaitent maintenir les accords actuels après le remplacement du franc français par l'euro qu'il est opportun que la France puisse maintenir ces accords après le remplacement du franc français par l'euro et que la France et les pays africains signataires de ces accords conservent la responsabilité de leur mise en œuvre ;

9/ considérant qu'il est nécessaire que la Communauté soit informée régulièrement de la mise en œuvre des accords et des modifications envisagées ;

10/ considérant que la modification ou la mise en œuvre d'accords existants se fera sans préjudice de l'objectif essentiel de la stabilité des prix de la politique communautaire de change, conformément à l'article 3A, paragraphe 2, du traité ;

11/ considérant qu'il convient que les organes communautaires compétents puissent se prononcer avant toute modification de la nature ou de la portée des accords actuels que cela s'applique aux modifications concernant les parties à l'accord et le principe de la libre convertibilité à parité fixe entre l'euro et les francs CFA et comoriens, cette convertibilité étant garantie par un engagement budgétaire du trésor français ;

12/ considérant que la décision ne doit pas créer de précédent s'agissant des arrangements qui pourraient être décidés à l'avenir au sujet de la négociation et de la conclusion d'accords similaires concernant le régime monétaire ou le régime de change par la Communauté avec d'autres Etats ou organisations internationales ;

13/ considérant que, sans préjudice des compétences et des accords communautaires dans le domaine de l'Union économique et monétaire, les Etats membres peuvent négocier dans les instances internationales et conclure des accords internationaux ;

A ARRETE LA PRESENTE DECISION :

Article premier.-

Après le remplacement du franc français par l'euro, la France peut maintenir les accords sur des questions de change qui la lient actuellement à l'UEMOA (Union Economique et monétaire ouest-africaine), à la CEMAC (Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale) et aux Comores.

Article 2.-

La France et les pays africains signataires de ces accords conservent la responsabilité de la mise en œuvre de ces accords.

Article 3.-

Les autorités françaises compétentes tiennent la Commission, la Banque Centrale Européenne et le Comité Economique et Financier régulièrement informés de la mise en œuvre de ces accords. Les autorités françaises informent le Comité économique et financier préalablement à toute modification de la parité entre l'euro et les francs CFA et comorien.

Article 4.-

La France peut négocier et conclure des modifications des accords actuels dans la mesure où la nature ou la portée de ces accords n'est pas changée. Elle en informe au préalable la Commission, la Banque Centrale Européenne et le comité économique et financier.

Article 5.-

La France soumet à la Commission, la Banque Centrale européenne et au Comité économique et financier tout projet tendant à modifier la nature ou la portée de ces accords. Ces projets doivent être approuvés par le Conseil sur recommandation de la Commission et après consultation de la Banque Centrale européenne.

Article 6.-

La présente décision entre en vigueur le 1^{er} janvier 1999.

Article 7.-

La République française est destinataire de la présente décision.

Fait à Bruxelles, le 23 novembre 1998.

Par le Conseil,

Le Président, R. EDLINGER

7. CONVENTION ENTRE LA BANQUE CENTRALE DES COMORES ET LA BANQUE DE TANZANIE SUR LA SUPERVISION BANCAIRE

LA PRESENTE CONVENTION est signée ce Jeudi 06 Août 2009, à Moroni

ENTRE

LA BANQUE CENTRALE DES COMORES, établissement public de droit comorien, représenté par son Gouverneur d'une part,
ET

LA BANQUE DE TANZANIE, un établissement de droit public, créée aux termes de la Bank of Tanzania Act de 2006, PO Box 2939 Dar-es Salam, en Tanzanie, d'autre part,

CONSIDERANT QUE LA BANQUE CENTRALE DES COMORES et LA BANQUE DE TANZANIE, ci-après désignées comme ("les Autorités"), ont reconnu leur intérêt commun à coordonner les activités d'inspection sur place des établissements transfrontaliers.

ET CONSIDERANT QUE les Autorités ont exprimé leur intérêt mutuel et leur engagement aux principes de supervision et de coopération efficaces communs et sont désireuses de mettre en place des arrangements pour faciliter l'accomplissement de leurs devoirs de Supervision respectifs et d'encourager le fonctionnement sûr et sain des institutions financières avec les établissements transfrontaliers dans leurs pays respectifs.

PAR CONSEQUENT les Parties conviennent de ce qui suit :

SECTION 1 DEFINITIONS

"Banque" signifie une entité qui exerce des activités bancaires et dont les activités sont soumises à la supervision de la délivrance d'une licence et des activités bancaires selon les lois tanzanienne et comorienne.

"Agence" signifie une division de la banque

"Organe de supervision du pays d'accueil" signifie l'Organe de supervision autorisé du pays où se trouve la filiale.

"Organe de supervision local" signifie l'Organe de supervision autorisé du pays où se trouve le siège ou la société-mère.

"Pays d'accueil" signifie le pays de l'organe de supervision du pays d'accueil.

"Etablissement transfrontalier" indique une agence, une filiale ou un bureau de représentation ou toute autre structure au sein de la juridiction, qui d'un commun accord, suscite le besoin d'une supervision commune.

"Information de supervision" est l'information reçue ou obtenue dans l'exercice de la fonction de supervision ainsi que par l'échange d'informations ou par la réalisation d'inspections conformément à la présente Convention, par l'une ou l'autre instance de supervision.

"Filiale" signifie une institution juridiquement indépendante qui appartient totalement ou majoritairement à une banque immatriculée dans un pays autre que celui de la filiale.

"Bureau de représentation" est un bureau qui représente et défend les intérêts d'une banque mais où aucune activité bancaire n'est exercée.

SECTION 2 : DISPOSITION GENERALE

- 2.1 Les Autorités reconnaissent que l'échange d'informations de supervision est indispensable pour soutenir la supervision efficace commune des institutions financières intervenant dans leurs territoires nationaux. Les Autorités s'engagent à coopérer et à échanger des informations concernant la délivrance de la licence, la supervision continue et les institutions qui prennent en charge les problèmes.
- 2.2 Les demandes d'informations de supervision seront faites normalement par écrit. Cependant, lorsqu'une des Autorités ressent le besoin d'accélération du processus, les demandes peuvent être faites sous toute forme, mais devraient être confirmées par la suite par écrit.
- 2.3 Les Autorités fournissent régulièrement de manière réciproque des informations sur la législation bancaire nationale en vigueur, les normes et obligations de la supervision bancaire et tous changements majeurs de ceux-ci.
- 2.4 La coopération dans le cadre de la présente Convention s'effectue à l'initiative ou sur la base de demandes d'assistance en matière de supervision bancaire exprimées par l'une ou l'autre Autorité.
- 2.5 Les Autorités conviennent d'organiser, si nécessaire, des rencontres entre elles pour discuter de questions d'intérêt commun et de la façon d'améliorer la supervision bancaire des activités des banques.

SECTION 3 : CONDITIONS DE DELIVRANCE DE LICENCE

- 3.1 Si une banque immatriculée dans un des pays adresse une demande de licence (autorisation) à un autre pays pour l'ouverture d'une agence, d'une filiale ou d'un bureau de représentation (établissement frontalier), l'organe de supervision du pays d'accueil étudie une telle demande dans les délais impartis et conformément aux procédures prévues par sa législation ou sa réglementation bancaire nationale.
- 3.2 L'organe de supervision du pays d'accueil va immédiatement informer l'organe de supervision local des détails de ces demandes d'agrément pour l'établissement d'une agence, d'une filiale ou de bureaux de représentation ou la réalisation d'acquisitions ou de fusions dans la juridiction d'accueil.
- 3.3 Sur demande, l'organe de supervision local informe l'organe de supervision du pays d'accueil si la banque demandeuse est en conformité avec les lois et réglementations bancaires et si la banque, étant donné sa structure administrative et les contrôles internes, serait en mesure de gérer l'établissement frontalier de manière régulière. L'organe de supervision local aidera aussi, sur demande, l'organe de supervision du pays d'accueil à vérifier ou à compléter toutes informations fournies par la banque demandeuse.
- 3.4 L'organe de supervision local informera l'organe de supervision du pays d'accueil sur la nature de son système de contrôle et la portée de la supervision commune de la banque demandeuse. De même, l'organe de supervision des coûts devrait indiquer la portée de sa supervision et toutes les caractéristiques spécifiques qui pourraient susciter le besoin d'arrangements spéciaux.
- 3.5 Jusqu'à la limite autorisée par leurs lois nationales respectives, les Autorités partageront l'information sur l'aptitude et la probité des futurs directeurs, gestionnaires et principaux actionnaires d'un établissement frontalier.
- 3.6 L'organe de supervision du pays d'accueil notifie, par écrit, à l'organe de supervision local, sa décision concernant l'attribution d'une licence (autorisation) à une banque pour l'ouverture d'un établissement transfrontalier.

SECTION 4 : SUPERVISION CONTINUE

- 4.1 Les instances de supervision des banques du pays d'accueil exercent une supervision prudente des activités des établissements transfrontaliers conformément à la législation ou à la réglementation bancaire nationale.
- 4.2 Les Autorités fourniront à leurs homologues les informations utiles sur les développements matériels ou les problèmes de supervision concernant les opérations d'un établissement transfrontalier.
- 4.3 Les Autorités répondront aux demandes en fournissant des informations sur les systèmes nationaux de contrôle et en s'informant mutuellement de toutes modifications qui y sont apportées, en particulier celles ayant un grand impact sur les opérations des établissements frontaliers.
- 4.4 Les Autorités conviennent de s'informer mutuellement des sanctions matérielles administratives ou d'autres mesures d'exécution prises à l'encontre d'un établissement transfrontalier. Une notification préalable doit être faite lorsqu'elle est réalisable et soumise aux lois nationales en vigueur.
- 4.5 Les Autorités conviennent de faciliter la communication de toute autre information utile qui pourrait être nécessaire dans le cadre du processus de supervision.

SECTION 5 : SUPERVISION SUR PLACE

- 5.1 Avant de décider de la nécessité d'une inspection sur place, l'organe de supervision local devrait passer en revue tous les rapports d'étude ou de supervision utiles préparés par l'organe de supervision du pays d'accueil.
- 5.2 L'organe de supervision local informera, à l'avance, l'organe de supervision du pays d'accueil de son intention de procéder à l'inspection d'un établissement transfrontalier et indiquer les buts et la portée de l'inspection.

- 5.3 Comme les Autorités pourraient convenir mutuellement d'une étude au cas par cas, les inspections peuvent être effectuées par l'organe de supervision local seul ou avec la collaboration de l'organe de supervision du pays d'accueil. Dans les deux cas, les Autorités partageront leurs points de vues sur toutes les conclusions matérielles.
- 5.4 Les représentants de l'organe de supervision du pays d'accueil se réservent le droit d'assister à l'inspection effectuée sur place par l'organe de supervision local.

SECTION 6 : CONFIDENTIALITE

- 6.1 Toute information de supervision confidentielle reçue de l'autre Autorité est utilisée exclusivement pour les besoins du contrôle légal aux termes de la présente Convention.
- 6.2 Les Autorités s'engagent à appliquer les mêmes normes de confidentialité aux informations obtenues de l'une d'elles de même qu'elles les appliqueraient aux informations obtenues, selon la loi nationale en vigueur, d'une institution financière ou de toute autre instance de contrôle locale.
- 6.3 Si une Autorité reçoit une demande d'un tiers qui manifeste un intérêt légitime pour les informations provenant de l'autre Autorité, l'Autorité réceptrice consulte l'autre Autorité, avant la communication des informations au tiers, et demande son autorisation et ladite Autorité pourrait fixer des conditions pour la transmission des informations, y compris si l'autre destinataire visé est ou peut être obligé de garder les informations secrètes.
- 6.4 Au cas où une Autorité a l'obligation juridique de révéler à un tiers, y compris une tierce Autorité de supervision, des informations fournies conformément à la présente Convention, l'Autorité réceptrice informera immédiatement l'Autorité émettrice en indiquant les informations qu'elle est obligée de divulguer et les circonstances dans lesquelles cela doit se faire. A la demande de l'Autorité émettrice, l'Autorité réceptrice fera de son mieux pour préserver la confidentialité des informations dans la limite autorisée par la loi.

SECTION 7 : COORDINATION CONTINUE

- 7.1 Les Autorités conviennent que, si nécessaire, des réunions seront organisées pour discuter des questions concernant les banques qui entretiennent des établissements frontaliers dans les pays respectifs, la bonne exécution de la présente Convention et d'autres questions d'intérêt commun.
- 7.2 Les Autorités sont conscientes que d'autres amendements de la présente Convention peuvent s'avérer nécessaires à cause d'éventuelles évolutions dans le secteur bancaire, la législation des deux juridictions et l'expérience de supervision des institutions financières.
- 7.3 Les Autorités saisiront les occasions d'échange de personnel, de formation conjointe et d'autres activités pour contribuer aux pratiques de supervision saines.

SECTION 8 : DUREE ET RESILIATION

- 8.1 La présente convention entre en vigueur à la date de signature et continue d'être valable jusqu'à sa résiliation telle que prévu par la sous-section 8.2.
- 8.2 La convention peut être résiliée à n'importe quel moment par une des Parties après remise d'un préavis de soixante (60) jours, par écrit, à l'autre Partie.

SECTION 9 : AMENDEMENT DU CONVENTION

Tout amendement des termes ou modalités d'exécution du présent Convention doit se faire par accord écrit entre les Parties concernées.

SECTION 10 : CESSION

Aucune des deux Parties n'a le droit de céder ou de transférer aucun de ses droits, aucun titre ou intérêt et aucune de ses obligations aux termes de la présente Convention sans l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

EN TEMOIGNAGE DE QUOI la présente Convention a été signée par les parties à la date indiquée ci-dessus et de la manière suivante :

CACHETE avec le Sceau Commun de la dite **Banque of Tanzania** et REMIS en notre présence

8. LA CONVENTION ENTRE LA BANQUE CENTRALE DES COMORES ET L'AUTORITE DE CONTROLE PRUDENTIEL ET DE RESOLUTION FRANÇAISE

PREAMBULE

1.Considérant que certaines banques et autres établissements financiers implantés en France ou aux Comores réalisent des opérations dans le ressort des deux États, *l'Autorité de Contrôle Prudentiel* (ci-après l'« ACP ») et *la Banque centrale des Comores* (ci-après «la BCC») consentent aux dispositions du présent accord afin d'établir un cadre d'entente relatif à la collecte et l'échange d'informations, afin d'assurer un contrôle bancaire efficace et de promouvoir un fonctionnement sûr et solide des banques et autres établissements financiers dans leur ressort respectif.

2. Le Comité de Bâle relatif à la surveillance bancaire a publié des Principes Fondamentaux pour un contrôle bancaire efficace (ci-après les « Principes Fondamentaux »)¹.
3. L'objectif général du présent accord est d'améliorer la solidité du système financier du ressort de chaque Autorité conformément aux Principes Fondamentaux susvisés, participant ainsi au maintien de la stabilité financière et de la confiance dans les systèmes financiers nationaux et dans le système financier international, et à la réduction des risques de perte pour les déposants et les créanciers.

Article 1^{er} : LÉGISLATION ET AUTORITÉS COMPÉTENTES

1. La loi française applicable aux fins du présent accord est le *Code monétaire et financier*, notamment son article L.632-13. Les dispositions relatives aux modalités du secret professionnel est défini à l'article L.612-17 du *Code monétaire et financier*.
Le cadre légal en vigueur aux Comores et applicable aux fins du présent accord est défini par les Statuts de la BCC (articles 13 et 15). Les dispositions relatives à la confidentialité et au secret professionnel sont prévues aux articles 91 de la loi n° 80-07, 75 du décret n° 04/069 PR ainsi qu'aux articles 44 et 51 des Statuts de la BCC et 13 du Règlement intérieur de la BCC.
3. L'ACP est chargé de la surveillance des établissements de crédit, des entreprises d'investissement (autres que les sociétés de gestion de portefeuille), des membres des marchés réglementés, des adhérents aux chambres de compensation et certains autres établissements financiers établis en France, y compris les territoires français d'outre-mer.
4. La BCC s'est vue conférer par les lois n° 80-07 et 80-08 et par le décret n° 04/069 PR la mission de réguler, autoriser et surveiller l'exercice des activités des banques, des établissements financiers et des institutions de micro finance exercées au sein de l'Union des Comores.

ARTICLE II : DÉFINITIONS

Les définitions suivantes s'appliquent au présent accord :

1. "Autorité" désigne l'ACP ou la BCC.
2. "Succursale" désigne l'unité organisationnelle d'un établissement assujetti dont le siège social est situé dans l'un des deux États et qui a reçu un agrément ou une autorisation pour effectuer des opérations transfrontières.
3. "Établissement transfrontière" désigne une succursale ou une filiale d'un établissement assujetti implantée dans un pays, agréé dans l'autre pays.
4. "Autorité d'origine" désigne l'Autorité située en France ou aux Comores, responsable de la surveillance sur base consolidée d'un établissement assujetti.
5. "Autorité d'accueil" désigne l'Autorité située dans l'autre pays, dans lequel l'établissement assujetti implanté dans l'autre pays dispose d'une succursale ou d'une filiale.
6. "Participation qualifiée" désigne le fait de détenir dans une entreprise, directement ou indirectement, au moins 10 % du capital ou des droits de vote ou toute autre possibilité d'exercer une influence notable sur la gestion de cette entreprise.
7. "Filiale" désigne établissement assujetti situé dans l'un des deux États et qui est contrôlé (au sens du droit applicable) par un autre établissement assujetti implanté dans l'autre État.
8. "Établissement assujetti" désigne tout établissement soumis au contrôle de l'ACP en application du *Code monétaire et financier* ainsi que tout établissement soumis au contrôle de la BCC en application des lois n° 80-08, 80-07, du décret n°04/069/PR, du décret 87-005/PR portant réglementation des changes et de l'Ordonnance 09/002/PR sur la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme.

ARTICLE III : ÉCHANGE D'INFORMATIONS POUR LE CONTRÔLE PRUDENTIEL

1. L'ACP et la BCC ne reconnaissent qu'une coopération plus étroite durant le processus d'autorisation d'un établissement transfrontière, de même qu'un échange d'informations par la suite dans la supervision des activités courantes transfrontières, représenteraient un avantage réciproque pour les deux Autorités pour une surveillance consolidée efficace des établissements assujettis.
2. Toute demande d'information en application du présent Article est formulée par écrit (courrier, courrier électronique, télécopie...) et, en cas d'urgence, par téléphone, et confirmée par écrit dans un délai de 10 jours.
3. Une demande doit contenir les éléments suivants :
 - (a) l'information recherchée par l'Autorité requérante ;
 - (b) une description détaillée de l'objet de la demande et des fins auxquelles l'information est recherchée ; et
 - (c) le délai de réponse souhaité et, le cas échéant, le caractère urgent de la réponse
4. L'Autorité qui reçoit une demande en accuse réception immédiatement par courrier, télécopie ou courrier électronique et, le cas échéant, précise le délai envisagé pour fournir une réponse.

Échange d'informations durant le processus d'autorisation d'un établissement transfrontière

5. Durant le processus d'agrément d'un établissement transfrontière, les Autorités s'accordent pour procéder de la façon suivante :
 - (a) L'Autorité d'accueil doit informer l'Autorité d'origine de la réception de toutes les demandes de délivrance d'autorisation et sollicite son avis avant d'accorder l'agrément ;
 - (b) L'Autorité d'origine indique à l'Autorité d'accueil si l'établissement assujetti à l'origine de la demande doit obtenir son approbation afin d'exercer l'activité pour laquelle l'agrément est demandé ;
 - (c) A demande de l'Autorité d'accueil, l'Autorité d'origine doit lui fournir toute information relative à l'établissement assujetti concernant le respect de la législation qui lui est applicable et toute information, en accord avec sa législation nationale, relative à l'honorabilité, la compétence, et l'expérience des dirigeants pressentis de l'établissement transfrontière.
-

Échange d'informations durant le processus d'acquisition de prise d'une participation qualifiée.

6. Sur demande de l'Autorité d'accueil, l'Autorité d'origine lui fournit toutes les informations appropriées sur la personne physique ou morale qui sollicite l'autorisation de prendre une participation qualifiée dans un établissement assujéti situé dans le pays d'accueil, si cette information est disponible.

Échange d'informations pour les besoins de la surveillance consolidée.

7. Sur demande et afin de satisfaire aux exigences de la surveillance consolidée d'un établissement transfrontière assujéti, les Autorités s'engagent à :

- a) partager toute information pertinente afin de s'assister dans l'exercice de leurs fonctions respectives ;
- b) s'informer des sanctions administratives prononcées, de toute décision ou tout autre décision prise à l'encontre d'un établissement transfrontière ou ses employés situés dans leur ressort;
- c) répondre aux demandes d'information sur tout aspect de leur système bancaire et leur régime de contrôle national respectif et s'informer de tout changement majeur sur le sujet ;
- d) s'efforcer de s'informer dans des délais opportuns et dans la mesure du raisonnable, de tout événement pouvant mettre en danger la stabilité des maisons mères des établissements transfrontières situés aux Comores et/ou en France.

Informations non sollicitée

8. Les Autorités feront tous les efforts raisonnables pour se communiquer toute information, ou faire en sorte que l'information soit communiquée, lorsqu'elles considèrent cette information comme utile à l'autre Autorité dans l'exercice de ses fonctions.

Contrôles sur place

9. Les Autorités reconnaissent que la coopération est particulièrement utile pour l'assistance mutuelle en cas de contrôle sur place des établissements assujétis et de leur établissement transfrontières. Les Autorités s'apportent tout soutien dans la conduite de ces contrôles dans leur propre ressort.

10. Chaque Autorité autorise l'autre Autorité à effectuer des contrôles sur place des établissements assujétis relevant de leur compétence, sous réserve du respect des formalités suivantes :

- a. une notification est adressée à la personne désignée au moins 2 mois avant la date envisagée pour ledit contrôle ; elle doit indiquer en particulier l'objet du contrôle, l'estimation de sa durée, le ou les établissements inspecté(s) ainsi que des précisions relatives aux personnes effectuant l'inspection ;
- b. le contrôle est effectué dans les conditions prévues par l'article V(6) et (7).

11. Dans la mesure où une demande de contrôle sur place respecte les stipulations précédentes, l'Autorité d'origine peut effectuer un contrôle en France ou aux Comores. L'Autorité d'accueil peut désigner un représentant pour mener le contrôle conjointement avec les représentants de l'Autorité d'origine.

12. L'Autorité d'accueil s'efforce d'exercer ses pouvoirs légaux afin de s'assurer qu'il soit répondu aux demandes formulées par l'Autorité d'origine au cours des contrôles sur place effectuées en application du présent accord.

13. Un rapport écrit sur les résultats du contrôle doit être soumis à l'autre Autorité à titre informatif. L'information sur les résultats du contrôle peut constituer une base pour une action ultérieure, y compris des procédures disciplinaires, engagées par l'Autorité à l'origine de la demande du contrôle sur place.

14. Cette possibilité ne porte pas préjudice au droit de l'Autorité d'accueil d'engager une action contre un établissement assujéti situé sur son territoire, fondé sur le rapport d'inspection, en cas de violation présumée de la législation française ou comorienne.

Lutte anti-blanchiment et lutte contre le financement du terrorisme.

15. Chaque Autorité fera de son mieux, en conformité avec sa législation, pour coopérer avec l'autre dans le cadre de la prévention du blanchiment d'argent et de la lutte contre le financement du terrorisme, ainsi qu'en cas de soupçon d'activités bancaires illégales effectuées par un établissement assujéti ou un établissement transfrontière.

Échange d'expérience

16. Les parties conviennent de promouvoir des échanges d'expérience entre elles, dans le cadre de l'animation de séminaires et dans toutes autres matières spécifiques relatives à leur mission de supervision.

17. Elles faciliteront la mise en œuvre de programmes de formation des agents commis aux contrôles sur pièces et sur place des établissements de crédit, pour des stages de courte durée.

18. Les parties conviennent de définir, au cas par cas, par échange de lettres, les modalités d'application de la présente section.

ARTICLE IV - CONFIDENTIALITÉ DE L'INFORMATION ÉCHANGÉE ENTRE LES AUTORITÉS ET SECRET PROFESSIONNEL

1. Toute information confidentielle obtenue par une Autorité dans le cadre du présent accord doit uniquement être utilisée exclusivement à des fins licites de surveillance, conformément à la demande d'information et à la loi.

2. Les Autorités considèrent que toute information obtenue conformément aux dispositions du présent accord doit demeurer confidentielle. A cet effet, il est rappelé que les employés, les chargés de mission, les consultants des Autorités, sont tenus par une obligation de garder secrète toute information obtenue dans l'exercice de leurs fonctions. Aucune stipulation de cet accord n'ouvre droit au bénéfice d'une quelconque personne, entité ou autorité gouvernementale autre que les Autorités, directement ou indirectement, à obtenir une information ou contester une demande d'information prise dans le cadre de cet accord.

3. L'Autorité qui a reçu l'information confidentielle ne pourra la révéler que conformément aux lois et règlements qui lui sont applicables. En vertu du paragraphe 4, si cette Autorité envisage de transmettre l'information à une autre personne, elle doit consulter l'Autorité à l'origine de l'information et obtenir son consentement.

4. Lorsqu'une Autorité est juridiquement tenue de divulguer une information confidentielle obtenue dans le cadre du présent accord, cette dernière doit pleinement coopérer avec l'autre Autorité afin de préserver la confidentialité de l'information, dans l'entière mesure de ce qui est permis par la loi applicable à l'Autorité qui a demandé l'information. Ladite Autorité consulte

l'Autorité ayant fourni l'information avant de la transmettre à l'entité requérante. Si l'Autorité à l'origine de l'information ne consent pas à la divulgation, l'Autorité contrainte de fournir l'information :

- (a) invoquera les exemptions et privilèges appropriés pouvant protéger cette information ; et
- (b) avisera l'organe requérant qu'une divulgation forcée pourrait affecter de manière négative la transmission, à l'avenir, d'informations confidentielles par les autorités étrangères de contrôle et elle demandera à l'organe requérant de garder l'information confidentielle.

5. En cas de non-respect, par une Autorité, des conditions énoncées ci-dessus, l'autre Autorité peut suspendre, avec effet immédiat, la mise en œuvre de la coopération prévue par le présent accord. Ladite suspension n'affectera pas l'obligation de garder confidentielles les informations déjà échangées entre les Autorités.

6. Chaque Autorité doit garder confidentielles les demandes effectuées dans le cadre du présent accord, le contenu de ces demandes, et toute autre question soulevées au cours de l'application du présent accord, y compris les consultations entre les Autorités.

ARTICLE V : DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1. Rien dans le présent accord ne doit :

- a) affecter la compétence des Autorités en vertu de leur droit national respectif ou du droit communautaire européen le cas échéant, ni leurs méthodes de contrôle ; ou
- b) prévaloir sur, altérer ou créer, le moindre accord d'échange d'informations que chaque Autorité pourrait avoir déjà établi.

2. Cet Accord ne modifie ni ne remplace les dispositions légales et réglementaires en vigueur en France ou aux Comores, ou applicables à l'ACP ou à la BCC. Cet accord établit une déclaration d'intention et ne crée en aucun cas des droits opposables.

Information réciproque sur les lois et réglementations.

3. Les Autorités ont échangé des documents destinés à s'informer réciproquement sur les lois (y compris, le cas échéant, les réglementations et procédures) régissant les établissements assujettis et les organisations bancaires dans leur ressort respectif.

4. Les Autorités déclarent qu'elles se sont informées réciproquement de toutes les lois, réglementations et procédures régissant la confidentialité des informations qui sont susceptibles d'être échangées en application du présent accord.

5. Les Autorités reconnaissent que le présent accord est conforme aux lois et réglementations en vigueur en France et aux Comores et repose sur les déclarations faites et les documents échangés entre les Autorités.

Restriction à la fourniture des informations et de l'assistance.

6. Les Autorités reconnaissent qu'elles ne peuvent échanger des informations dans le cadre de cet accord, que lorsque cet échange est permis ou n'est pas interdit par les dispositions légales et réglementaires applicables.

7. Les Autorités entendent que la fourniture d'informations ou l'assistance à une Autorité doivent être refusées par l'autre Autorité lorsque l'exécution de la demande est de nature à porter atteinte à la souveraineté, à la sécurité, aux intérêts économiques essentiels ou à l'ordre public ou lorsqu'une procédure pénale a déjà été engagée sur la base des mêmes faits et contre les mêmes personnes, ou bien lorsque celles-ci ont déjà été sanctionnées par une décision définitive pour les mêmes faits. Rien dans la présente déclaration ne porte atteinte à cette obligation.

Coûts

8. L'Autorité fournissant l'assistance demande à l'Autorité requérante d'apporter sa contribution aux coûts dans le cas où ceux-ci se révéleraient substantiels.

La mise en œuvre de l'accord.

9. Le présent accord entre en vigueur à la date de signature par les Autorités. Dans le cas où cet accord serait signé par les Autorités à des dates différentes, il prendra effet à la date la plus tardive.

10. Les dispositions du présent accord peuvent être amendées d'un commun accord, par écrit.

11. Le Secrétaire général de l'ACP et le Gouverneur de la BCC peuvent édicter des modalités pratiques de coopération entre les Autorités.

12. Les Autorités se consulteront en cas de tout changement de leurs lois respectives ou en cas de toute autre difficulté qui pourrait rendre nécessaire d'amender ou d'interpréter le présent accord.

13. En cas de difficulté dans l'interprétation de cet accord, les Autorités rechercheront une interprétation commune.

14. Le présent accord restera en vigueur sans limitation de durée à compter de la date d'entrée en vigueur. Si une des Autorités souhaitait résilier le présent accord, elle en donnerait notification écrite à l'autre Autorité le plus tôt possible. Dans tous les cas, le devoir de confidentialité mentionné à l'Article IV du présent accord continue de produire ses effets pour toute information déjà transmise.

Successeur

15. Les Autorités conviennent que toute entité devenant successeur, ou assumant légalement les fonctions, les pouvoirs et les devoirs d'une Autorité doit, à la date d'obtention de cette qualité de prise de possession de telles fonctions, pouvoirs et devoirs, devenir partie au présent accord.

Le présent accord est rédigé en français.

Fait en quatre exemplaires originaux

II- LA BANQUE CENTRALE DES COMORES

A. LE CADRE JURIDIQUE

1. STATUTS DE LA BANQUE CENTRALE DES COMORES DU 22 AVRIL 2008

Le Ministre de l'Economie, de l'Industrie et de L'Emploi de la République française

Et

Le Ministre, du budget et du plan de l'Union des Comores

CONVIENNENT DE CE QUI SUIIT :

Chapitre I : Disposition générales

Article 1^{er}

La Banque Centrale des Comores, ci-après désignée « la Banque » est un établissement public comorien doté de la personnalité civile, de l'autonomie administrative, financière, de gestion et patrimoniale.

La banque peut acquérir et aliéner des biens mobiliers et immobiliers et ester en justice.

L'objet, les fonctions, les opérations ainsi que les modalités d'administration et de contrôle de la Banque sont arrêtés par les présents statuts ainsi que par les textes pris pour son application.

Ses opérations, énumérées par les présents statuts, se rapportent au territoire de l'Union des Comores et sont exécutées et comptabilisées suivant les règles et les usages commerciaux et bancaires.

Article 2

Le siège social de la Banque est fixé à Moroni. La Banque peut créer des succursales ou agences sur le territoire de l'Union. Elle peut avoir des correspondants ou des Représentants tant dans l'Union des Comores qu'à l'étranger.

Article 3

La Banque dispose d'un capital de 1,1 milliard de francs comoriens, entièrement détenu par l'Etat. Ce capital peut être augmenté sur délibération du Conseil d'Administration.

Article 4

Dans l'exercice des pouvoirs qui lui sont attribués par la loi et dans l'accomplissement des missions et des devoirs conférés par les présents statuts, la Banque Centrale des Comores, en la personne de son Gouverneur et du Vice-gouverneur, ainsi que tous les agents de la Banque ne peuvent solliciter ni accepter d'instructions du Gouvernement, de tout organisme ou de toute personne.

Le Gouvernement s'engage à respecter ce principe et à ne pas chercher à influencer la Banque centrale dans l'accomplissement de ses missions.

Article 5

Son considérés comme établissements financiers pour l'application des présents statuts, les établissements publics, semi-publics ou privés habilités à faire des opérations de crédits, tels qu'ils sont définis par la législation et la réglementation de la profession bancaire.

Article 5: La Banque a le privilège exclusif d'émettre les signes monétaires, billets et monnaies métalliques, ayant cours légal et pouvoir libératoire sur le territoire de la République.

Chapitre II: Objets et missions

Missions fondamentales

Article 6

La Banque est la seule autorité monétaire de l'Union des Comores

La Banque garantit la stabilité de la monnaie de l'Union des Comores. Sans préjudice de cet objectif, elle apporte son soutien à la politique économique de l'Union des Comores.

La Banque définit et met en œuvre la politique monétaire de l'Union. Elle détient gère les avoirs en Or et les réserves de change de l'Union des Comores. Ces avoirs en or et ces réserves sont inscrits à l'actif de son bilan.

Article 7

La banque assure du bon fonctionnement du système bancaire. Elle exerce la surveillance et le contrôle des activités bancaires et financières et financières, d'assurances et assimilées, et donne un avis conforme à l'agrément des banques et des établissements financiers. Elle veille à l'application de la réglementation des changes, de la lutte contre la délinquance financière, le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme telle que définie par la loi.

Article 8

La banque a le privilège exécutif d'émettre les signes monétaires, billets et monnaie métalliques, ayant cours légal et pouvoir libératoire sur le territoire de l'Union des Comores. Elle est seule habilitée à décider des quantités des signes monétaires émis.

Article 9

La Banque veille au bon fonctionnement et à la sécurité des systèmes de paiement et règlement.

Elle peut offrir des facilités à ces systèmes tels que des chambres de compensation sur les places ou elle le juge nécessaire. Elle fixe les conditions de leur fonctionnement.

Autres missions

Article 10:

La Banque est l'agent du trésor pour ses opérations de banque dans le territoire de l'Union des Comores et à l'étranger. Elle peut être chargée, pour le compte du trésor et dans les conditions fixées par voie de conventions approuvées par le Conseil d'administration, des opérations d'émission, de convention et de remboursement des emprunts publics et des effets publics et d'une manière générale, du service financier des emprunts émis par l'Etat.

Aucun compte ouvert par le Trésor ne peut présenter de solde débiteur, sans préjudice de l'article 22 des présents statuts.

Article 11

La Banque est le conseiller financier du Gouvernement. Elle peut donner son avis au Gouvernement sur toutes questions de son ressort lorsqu'elle le juge opportun. Le Gouvernement peut acquiescer l'avis de la Banque sur toute mesure ou projet de mesure, situation ou opération particulière, sur la situation de la monnaie et du crédit ainsi que sur l'état de l'économie en générale dans l'Union des Comores.

Elle est consultée, notamment, sur toutes les mesures ou projets de mesure susceptibles d'affecter l'exercice de ses prérogatives et de ces fonctions.

La Banque est consultée sur tout projet d'ordre législatif et réglementaire intéressant la monnaie, le crédit et les assurances concernant notamment :

- l'exercice de la profession bancaire et des activités s'y rattachant,
- l'exercice des professions d'assurance et des activités s'y rattachant,
- l'organisation de la distribution et du contrôle du crédit,
- la réglementation des chèques, effets de commerce, et instruments de paiement en général,
- la répression et la falsification des signes monétaires et de l'usage des signes falsifiés.

Elle est chargée de l'application des dispositions arrêtées à ces titres.

La Banque prête, à sa demande, son concours au Gouvernement pour la gestion de la dette publique, la négociation des emprunts extérieurs et l'étude des conditions d'émissions et de remboursement des emprunts intérieurs.

Article 12

La banque peut participer aux instances et institutions monétaires internationales.

En vue de promouvoir la coopération internationale dans le domaine monétaire et financier, la Banque assiste le Gouvernement, à sa demande, dans ses relations et négociations avec les institutions financières étrangères ou internationales et dans les négociations qu'il entreprend en vue de la conclusion d'accords financiers. Elle peut être chargée, pour le compte de l'Etat qui en assure les risques et les charges, de l'exécution de ces accords dans les conditions fixées par conventions approuvées par le Conseil d'administration. En tout état de cause, elle est tenue informée des accords financiers et commerciaux conclus et de leur exécution.

Article 13

La Banque pourra développer des relations de partenariat et d'échange avec les Banques centrales et instituts d'émission étrangers en vue de promouvoir la coopération monétaire, la stabilité et la solidité financière, dans les conditions fixées par des conventions approuvées par le conseil d'administration.

La Banque collecte, établit et publie les statistiques sur la monnaie et le crédit. Elle établit la balance des paiements et la position extérieure de l'Union. A cet effet, elle est habilitée à demander à tous les organismes publics, parapublics et privées la documentation et les renseignements statistiques qui lui sont nécessaires.

La Banque assure la centralisation des risques bancaires à partir des déclarations qui lui sont fournies par les banques. Elle assure également la centralisation et la publication auprès des banques et des comptables publics des renseignements relatifs aux chèques et instruments de paiement sur lesquels sont constatés des impayés.

Chapitre III : Opérations

A- les opérations de politique monétaire

Article 14

La Banque peut escompter ou prendre en pension aux banques installées sur le territoire de l'Union des Comores des effets commerciaux revêtus au moins de deux signatures de personnes notoirement solvables, dont celle d'une banque. L'échéance maximale de ces effets par le Conseil d'administration.

La Banque peut également escompter dans les mêmes conditions des effets documentaires sur l'extérieure accompagnés des justifications habituelles.

Elle peut subordonner l'admission des effets à l'escompte ou en pension à la constitution de garanties.

Article 15

La Banque peut escompter ou prendre en pension, pour une durée maximale et dans les conditions fixées par le Conseil d'administration, des effets mobilisant des crédits de trésorerie qui lui sont présentés par les banques installées sur le territoire de l'Union des Comores.

Article 16

La Banque peut consentir aux banques des avances garanties par des titres agréés par elle ou par des dépôts d'or ou de devises étrangères.

L'emprunteur souscrit envers la Banque l'engagement de rembourser le montant des avances qui lui ont été consenties et de couvrir la Banque des sommes correspondant à la dépréciation qui affecte la valeur de la garantie toute les fois que celle-ci atteint 10%.
Faute pour l'emprunteur de satisfaire à cet engagement, le montant des avances devient de pleine droit exigible.
Le Conseil d'administration établit la liste des valeurs mobilières, matières d'or ou devises étrangères admises en garantie ainsi les délais maximaux de remboursement et la quotité à consentir.

Article 17

La Banque peut consentir aux banques des avances sur les effets publics créés ou garantis par l'Union des Comores à concurrence des quotités autorisées par le Conseil d'administration.

Article 18

La Banque peut escompter aux banques les traites et les obligations souscrites à l'ordre du Trésor et d'une durée restant à courir fixée par le Conseil d'administration sous condition de solvabilité et d'une caution bancaire.

Article 19

La Banque peut escompter aux banques des effets représentatifs de crédits d'une durée maximale fixée par le Conseil d'administration. Ces effets doivent être garantis par deux ou plusieurs signatures de personnes notoirement solvables, dont celle d'une banque.

Pour être mobilisables auprès de la Banque, ces crédits doivent avoir reçu l'accord préalable de la Banque qui peut subordonner celui-ci à la constitution de garanties dont elle détermine la nature.

Le montant total des crédits qui peuvent être admis au réescompte est fixé par le Conseil d'administration.

Article 20

La Banque peut acheter ou vendre ferme (au compte et à terme) des créances et des titres négociables dans des conditions fixées par le conseil d'administration et dans le respect des dispositions de l'article 22.

Article 21

Dans le cadre de la politique monétaire, la Banque peut prescrire aux banques, dans des conditions et selon des modalités fixées par le Conseil d'administration, de maintenir à leurs comptes dans ses livres un solde créditeur correspondant à un pourcentage des dépôts reçus par elles ou des crédits qu'elles ont accordés.

Article 22

La Banque peut consentir à l'Union des Comores à un taux fixé par le Conseil d'administration, des découverts en comptes courant dont la durée ne peut excéder 12 mois consécutifs.

Le total des concours accordés à l'Etat ne peut pas dépasser 20% de la moyenne annuelle des recettes ordinaires de l'Union des Comores effectivement recouvrées au cours des trois exercices budgétaires précédents. Les montants effectivement utilisés sont rémunérés au taux fixé par le Conseil d'administration.

Le Conseil d'administration peut suspendre l'utilisation de cette facilité lorsqu'il estime que la situation économique et financière le justifie.

Aucune autre forme de crédit ou avance à l'Union des Comores ou à tout autre organisme ou entreprise publics ne peut être accordée par la Banque, directement ou indirectement.

Les dispositions du précédent alinéa ne s'appliquent pas aux établissements de crédit publics qui, dans le cadre de la mise à disposition de liquidités de la Banque, bénéficient du même traitement que les établissements de crédit privés.

Article 23

A la demande du Gouvernement, la Banque assure gratuitement :

- la garde des valeurs appartenant au Trésor,
- l'émission ou placement de bons à court terme auprès des organismes ayant un compte dans ses livres,
- le paiement des coupons et le remboursement des valeurs du Trésor qui seront présentés à ses guichets par ces mêmes organismes.

Elle prête son concours à l'exécution, hors de sa zone d'émission, des opérations financières du Gouvernement.

Article 24

La banque peut émettre et racheter ses propres titres d'emprunts. Ces opérations ne sont pas soumises aux dispositions régissant l'appel public à l'épargne.

B- Les opérations d'émission, de circulation et de retrait des billets et pièces

Article 25

La Banque assure l'entretien de la circulation fiduciaire sur le territoire. Les billets et les monnaies qui ne satisfont plus aux conditions de la circulation monétaire sont retirés par la Banque.

Le remboursement d'un billet mutilé ou détérioré relève de la seule compétence de la Banque.

Article 26

A l'initiative du Conseil d'administration, la Banque décide de l'émission des signes monétaire, billets et monnaies métalliques, ayant cours légal sur le territoire national. Elle décide dans les mêmes conditions de leur circulation et de leur retrait, fixe leur valeur faciale ainsi que le type de coupures et des pièces.

La mise en circulation d'une nouvelle coupure ou le retrait d'une coupure ou de pièce est arrêtée par le Conseil d'administration et est entérinée par un arrêté du Ministre des finances.

Article 27

Le conseil d'administration arrête :

- Les dénominations, formats, vignettes, couleurs et toutes autres caractéristiques des billets ;
- Les dénominations, types, natures, titres, poids, dimensions, tolérances et toutes autres caractéristiques des monnaies métalliques.

Les billets portent la griffe du Gouverneur et celle du Président du Conseil d'administration.

Article 28

En cas de retrait de la circulation d'une ou plusieurs catégories de billets ou de pièces de monnaie, la contre-valeur des signes monétaires adirés (qui n'auraient pas été présentés à la Banque dans les délais fixés par le Conseil d'administration) sera versée sur le compte du Trésor ouvert dans les livres de la Banque centrale.

Article 29

La falsification et la reproduction des billets et des pièces émis par la Banque, l'usage, la vente, le colportage et la distribution des billets et des pièces falsifiés ou reproduit sont punis conformément aux dispositions pénales en vigueur.

La Banque peut se constituer partie civile, sans préjudice des peines qui peuvent être prononcées, pour réclamer à titre de réparation le montant estimé des pièces et des monnaies ainsi mises en circulation par les auteurs et complices de la contrefaçon ou de la falsification.

Les billets ou les pièces de monnaie contrefaits ou falsifiés reconnus par ses services de caisse sont confisqués par la Banque et conservés comme preuve de l'infraction pénale, puis détruits après extinction de la procédure judiciaire.

C- Les opérations en or et en devises

Articles 30

Conformément aux accords de coopération monétaires et aux conventions signées par la Banque et par l'Union des Comores, la Banque peut procéder à toute opération sur :

- l'or,
- les billets de banques étrangers et tout instrument de paiement libellé en monnaie étrangère et utilisé dans les transferts internationaux,
- les avoirs en devises étrangères, en compte à vue et à terme,
- les titres ou les valeurs émis ou garantis par des Etats ainsi que ceux émis par des banques centrales ou des institutions internationales,
- les titres émis par des organismes financiers étrangers.

Article 31

La Banque procède périodiquement à l'évaluation des avoirs en or et en devises. L'écart de cette évaluation est inscrit globalement au passif du bilan, au compte de réserves spéciales de réévaluation. Le solde créditeur de ce compte ne peut être ni porté au produit de l'exercice, ni distribué ou affecté à un quelconque emploi.

Article 32

Sur accord du Conseil d'administration, la Banque peut prêter ou emprunter des sommes en monnaie nationale ou en devise à des banques étrangères, institutions ou organismes monétaires étrangers ou internationaux. Elle demande ou octroie, pour ces opérations, les garanties qui lui paraissent appropriées.

Article 33

La Banque exécute les transferts de fonds entre l'Union des Comores et les pays étrangers en application des conventions en vigueur.

D- Autres Opérations

Article 34

La Banque peut ouvrir dans ses livres des comptes courants ou tous autres comptes de dépôt :

- au Trésor et à tous organismes à caractère public ou semi-public,
- aux Banques,
- aux institutions financières décentralisées,
- aux intermédiaires financiers,
- aux autres établissements financiers,
- aux Banques centrales et établissements de crédit étrangers,
- aux organismes financiers internationaux et organisations internationales,
- à tout autre organisme ou personne expressément autorisés par le Conseil d'administration.

La Banque peut payer les dispositions sur ces comptes jusqu'à concurrence du montant des soldes disponibles.

A chaque arrêté quotidien des écritures de la Banque, ces comptes ne peuvent présenter un solde débiteur. La gestion de ces comptes est définie par convention passée entre la Banque et chaque titulaire de compte.

Article 35

La Banque n'est autorisée à prendre de participations, sous réserve de l'accord préalable du Conseil d'administration, que sur ses fonds propres disponibles et seulement au capital d'organismes, publics ou privés, présentant un caractère d'intérêt général pour l'Union des Comores.

Article 36

La Banque peut acquérir, vendre ou échanger des immeubles pour les besoins de ses services.

Les dépenses correspondantes ne peuvent être engagées que sur ses fonds propres et sont subordonnées à l'autorisation du Conseil d'administration.

Article 37

La Banque établit chaque mois et publie la situation de ses comptes.

Article 38

Les comptes de la Banque sont arrêtés et balancés le 31 décembre de chaque année. Avant d'être présentés au Conseil d'administration, ils font l'objet d'un audit externe et sont soumis à l'appréciation du comité d'Audit.

A la fin de chaque exercice, la Banque établit :

- le rapport de gestion, concernant tous les éléments d'information utiles aux membres du Conseil pour leur permettre d'apprécier l'activité de la Banque au cours de l'exercice écoulé, les opérations réalisées, les difficultés rencontrées, les résultats obtenus, la formation du résultat, la proposition d'affectation dudit résultat et la situation financière de la Banque ;
- les états de synthèse, comportant le bilan, le compte de produits et charges ainsi que l'état des informations complémentaires.

Le rapport de gestion et les états de synthèse sont présentés par le Gouverneur à l'approbation du Conseil, accompagnés de l'avis du Comité d'Audit.

Les états financiers audités ainsi que le rapport des commissaires aux comptes sont publiés dans le mois qui suit leur approbation par le Conseil.

Article 39.

Les Produits nets, déduction faite de toutes charges, amortissements et provisions, constituent les bénéfices.

Sur ces bénéfices, il est prélevé 50% au profit du Fonds général de réserve, tant que le montant du fonds n'atteint pas le montant du capital. Lorsque le montant du Fonds général de réserve atteint le montant du capital, une dotation de 20% seulement des bénéfices lui est affectée.

Dans le cas où un exercice se solderait par une perte, celle-ci serait amortie par imputation sur le Fonds général de réserves. Si le solde de ce Fonds ne permettait pas d'amortir intégralement la perte, le reliquat serait pris en charge par l'Union des Comores.

Article 40

Après constitution de toutes provisions ou réserves générales, facultatives ou spéciales, le solde des bénéfices de la Banque ainsi que la contre-valeur des billets et des pièces adirés sont versés à l'Union des Comores.

Article 41

En application de l'article 6, alinéa 3, nouveau de l'accord de coopération monétaire du 23 novembre 1979, le produit intégral de la garantie de change est versé à la réserve spéciale destinée à garantir la valeur externe des avoirs en devises de la Banque.

Cette réserve spéciale ne peut pas donner lieu à la distribution de bénéfices. Elle peut sur décision du Conseil d'administration, être incorporée au capital de la Banque, selon les modalités prévues à l'article 3 des présents statuts.

Chapitre IV : Administration

Article 42

Les Organes d'administration de la Banque sont :

- le Conseil d'administration,
- le Gouvernement de la Banque

Section 1- Le conseil d'administration

Article 43

Le Conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour l'administration des affaires de la Banque.

Le Conseil d'administration est composé de huit membres au plus désignés pour moitié par le Gouvernement français, pour moitié par le Gouvernement de l'Union.

Le Gouverneur et le Vice-gouverneur assistent le conseil d'administration. Ils ne participent pas au vote.

Les membres du Conseil sont choisis en fonction de leur compétence et de leur expérience professionnelle dans le domaine monétaire, financier ou économique.

Ils sont désignés pour une durée de quatre ans, renouvelable.

Le mandat de membre du conseil est incompatible avec tout mandat législatif, gouvernemental ou assimilé. L'accession à un tel mandat ou charge emporte d'office cessation du mandat d'administrateur.

Les membres du conseil doivent jouir dans leur statut respectif de leurs droits civils et politiques et n'avoir subi aucune peine afflictive ou infamante.

Il ne peut être mis fin avant terme aux fonctions des membres du conseil d'administration que par suite d'incapacité ou de faute grave, sur demande motivée du conseil statuant à la majorité des membres autres que l'intéressé.

Chacun des membres du conseil a un suppléant désigné dans les mêmes conditions que le titulaire et qui siège en son absence.

Article 44

Les membres du conseil d'administration exercent leur mandat en toute indépendance et ne doivent recevoir de directives ou instructions du Gouvernement ou toute personne. Ils sont astreints au respect d'un code de déontologie que la Banque publie.

Ils sont soumis au secret professionnel sous peine de sanctions prévues par la loi.

Ils peuvent être choisis parmi les administrateurs, les directeurs ou agents de banques susceptibles de recourir à un concours de la Banque.

Article 45

Le mandat des membres du Conseil d'administration est gratuit. Les frais de voyage et les séjours imposés par leurs fonctions sont à la charge de la Banque selon les conditions fixées par décision du conseil.

Article 46

Le président du conseil d'administration est choisi par le conseil en son sein parmi les administrateurs comoriens.

Le président :

- convoque le conseil d'administration,
- préside les séances du Conseil,
- signe les procès verbaux des délibérations du Conseil,
- veille à l'application des statuts de la Banque.

Le président peut se voir confier par le Conseil toute mission jugée utile par celui-ci.

Article 47

Le Conseil d'administration se réunit au moins deux fois par an en session ordinaire. Il peut se réunir en session restreinte dans une composition respectant la parité entre administrateurs nommés par le Gouvernement comorien et entre administrateurs nommés par le Gouvernement français.

Il peut également décider dans le cadre d'une procédure écrite ou par téléconférence, à l'initiative soit à la demande de la moitié des administrateurs. Dans ce cas la décision prise est consignée au PV de la réunion suivante. Le Président du Conseil d'administration peut également convoquer le Conseil en session extraordinaire, soit de sa propre initiative soit à la demande de la moitié des administrateurs.

Le projet d'ordre du jour arrêté par le président du conseil d'administration doit être communiqué aux administrateurs dix jours au moins avant chaque réunion.

Article 48

Le conseil définit, conduit, suit et évalue la politique monétaire. Dans ce but, le Conseil détermine les objectifs quantitatifs de la politique monétaire. A cet effet, le Conseil :

- fixe les taux d'intérêt des opérations de la banque,
- détermine l'assiette et les conditions de constitution et de rémunération des réserves obligatoires,
- arrête les caractéristiques des opérations d'escomptes, de pension,
- fixe les avances au Trésor ainsi que le taux et la durée de ces avances,
- détermine les conditions d'émission des titres,
- arrête les règles générales de placement des réserves de changes, sans préjudice de l'article 10 des présents statuts,
- contrôle le respect des conditions générales de couverture externe de la monnaie,
- conformément à l'article 55 des présents statuts,
- arrête les règles des opérations de la Banque,

Article 49

Le Conseil est chargé de l'administration de la Banque. A cet effet, le Conseil :

- fixe les dispositions du règlement intérieur de la Banque qui prévoit notamment les délégations de pouvoir qu'il peut accorder au Gouverneur et les conditions dans lesquelles ces délégations peuvent être accordées,
- détermine les conditions d'emploi du Gouverneur et du Vice-gouverneur,
- approuve le statut du personnel et le régime de rémunération ainsi que les régimes de retraite et de prévoyance des agents de la Banque,
- statue sur l'acquisition, la vente et l'échange d'immeuble,
- statue sur l'établissement et la fermeture des succursales et agences de la banque,
- décide de l'emploi des Fonds propres approuve les budgets prévisionnels et rectificatifs, arrête le bilan et les comptes de la Banque ainsi que l'affectation du bénéfice et la fixation du dividende revenant à l'Etat,
- désigne les commissaires aux comptes après avis du Comité d'Audit sur leur qualité et leur indépendance et examine leurs rapports,
- délibère de toute question relative à l'organisation et à la politique générale de la Banque.

Article 50

Le Conseil d'administration délibère valablement lorsqu'au moins deux tiers de ses membres sont présents ou représentés.

Les membres absents peuvent se faire représenter aux délibérations du Conseil par leur suppléant ou, en cas d'empêchement de celui-ci, par un de leurs collègues. En aucun cas, cette faculté ne peut donner aux administrateurs plus d'une voix en sus de leur.

Chaque pouvoir délégué par un membre du Conseil d'administration à l'un de ses collègues n'est valable que pour une réunion déterminée.

Les délibérations doivent être adoptées à la majorité absolue des membres du conseil d'administration.

Les délibérations du Conseil d'administration sont définitives et sont communiquées au Ministre chargé des finances de l'Union des Comores pour information.

Section 2-Le Gouvernement de la Banque

Article 51

Le Gouverneur et le Vice-gouverneur doivent jouir dans leur statut respectif de leurs droits civils et politiques et n'avoir subi aucune peine afflictive ou infamante. Ils sont astreints à un code de déontologie que la Banque publie.

Ils exercent leur fonction à la Banque à temps pleine. Ils peuvent exercer aucune autre profession rémunérée ni faire aucune commerce ni prendre d'intérêts dans une entreprise.

Aucuns effets ou engagement revêtu de leur signature ne peut être admis au réescompte. Ils sont astreints au secret professionnel sous peine des sanctions prévues par la loi.

Article 52

Le Gouverneur de la Banque est nommé par le Président de l'Union des Comores pour période de cinq ans renouvelable. Il est choisi en fonction de sa compétence et de son expérience professionnelle dans le domaine monétaire ou financier.

Article 53

Cette nomination intervient sur proposition du Ministre chargé des finances de l'Union des Comores après avis conforme du Conseil d'administration de la Banque.

Sa révocation est limitée aux cas d'incapacité ou de faute grave. Dans ce cas, son mandat prend fin sur demande motivée du Conseil statuant à la majorité de ses membres. La décision de révocation peut faire l'objet d'un recours par l'intéressé auprès des tribunaux compétents.

Le renouvellement de son mandat ou son remplacement intervient dans les mêmes conditions que lors de sa nomination.

La rémunération du Gouverneur est fixée par le Conseil d'administration.

Article 54

Le Gouverneur assure l'exécution des décisions du Conseil d'administration. Il organise et dirige l'ensemble des services de la Banque.

Dans le cadre de sa mission le Gouverneur :

- veille au respect de législation relative à la monnaie et au contrôle des banques et des assurances, du crédit et des changes ;
- signe les accords ou conventions approuvés par le Conseil d'administration ainsi que ceux ne nécessitant pas l'approbation préalable du Conseil dans les conditions prévues par le règlement intérieur ;
- représente la Banque à l'égard des tiers et notamment de tous les organismes nationaux ou internationaux auxquels la Banque participe ;
- prépare et met en œuvre les décisions du Conseil d'administration,
- élabore le budget d'investissement et de fonctionnement qu'il soumet au Conseil d'administration ;
- exerce toute action judiciaire et prend toutes les mesures d'exécution ou conservatoires qu'il juge utile ;
- recrute, nomme et révoque le personnel de la Banque ;
- nomme les Directeurs et arrête les attributions respectives des départements ;
- décide les avancements et les promotions des agents ;
- arrête les conditions de passation des marchés de la Banque ;
- désigne les représentants de la Banque aux Conseils d'administration d'autres institutions lorsqu'une représentation est prévue.

Le Gouverneur peut déléguer ses pouvoirs.

Article 55

Le Gouverneur gère les avoirs extérieurs inscrits à l'actif de la Banque dans le cadre défini par le Conseil d'administration conformément à l'article 48 des statuts. Il doit veiller à ce que le rapport entre le montant moyen des avoirs extérieurs de la Banque et le montant moyen de ses engagements à moins d'un an ne soit pas inférieur à 20%.

Lorsque ce rapport est demeuré, au cours de trois consécutif, égal ou inférieur à 20%, le Gouverneur alerte le président du Conseil d'administration qui convoque immédiatement le Conseil. Celui-ci peut demander cession au profit de la Banque des disponibilités extérieures en euros ou en toute autre devise étrangère détenues par tous organismes publics ou privés ressortant de l'Union.

Le Vice-Gouverneur

Article 56

Le Vice-gouverneur assiste le Gouverneur. Il est nommé par le Conseil d'administration sur proposition du Ministre chargé des finances de l'Union de Comores pour une durée de quatre ans renouvelable.

Il est choisi en fonction de ses compétences et de son expérience dans le domaine bancaire, monétaire ou financier.

Il exerce les fonctions qui lui sont dévolues par délégations définies dans le règlement intérieur.

Sa rémunération est fixée par le Conseil d'administration.

Sa révocation est limitée aux cas d'incapacité ou de faute grave constaté par le Conseil d'administration. La décision de révocation peut faire l'objet d'un recours par l'intéressé auprès des tribunaux compétents.

Le renouvellement de son mandat ou son remplacement intervient dans les mêmes conditions que sa nomination.

Article 57

Le Vice-gouverneur remplace le Gouverneur en cas d'empêchement de celui-ci.

Chapitre V : Contrôle

Article 58

Outre le dispositif du contrôle interne, les comptes de la Banque sont soumis à un audit annuel réalisé par un cabinet de commissaires aux comptes indépendant :

- certifiant que les comptes sont réguliers et sincères et qu'ils donnent une image fidèle de son patrimoine,
- appréciant son dispositif de contrôle interne.

Le cabinet de commissaires aux comptes est désigné par le Conseil d'administration parmi les cabinets appliquant les normes internationales d'audit externe.

Le rapport des commissaires aux comptes est communiqué au Conseil d'administration et au Comité d'Audit.

Article 59

Le contrôle des opérations et des activités de la Banque est assuré, pour le compte du Conseil d'administration, par un Comité d'Audit composé de deux censeurs désignés pour une durée de quatre ans renouvelable une fois, l'une par l'Union des Comores, l'autre par la France, d'un administrateur et d'un expert auditeur désignés par le conseil d'administration pour une durée de deux ans renouvelable une fois.

Le Comité d'Audit assiste le conseil d'administration et dispose de tout pouvoir d'investigation et de proposition à cette fin. Dans le cadre de sa mission, le comité a un droit d'accès à tous les documents de la Banque ; il peut en tant que besoin, auditionner les membres du personnel.

Le Comité d'Audit donne son avis au conseil d'administration sur le cadre comptable de la Banque. Il contrôle la fiabilité des états financiers, l'exhaustivité de l'information financière et le fonctionnement des organes de contrôle.

Dans le cadre de ses fonctions, le Comité d'Audit peut auditionner les commissaires aux comptes et fait appel, en tant que de besoin, à une expertise externe. Il revoit les documents produits par les auditeurs et assure le suivi de leurs recommandations.

Le comité d'Audit se réunit au moins une fois par an et remet un rapport au conseil d'administration à l'issue de chaque réunion.

Le Règlement intérieur du Comité d'Audit est adopté par le conseil d'administration.

Article 59 bis

Les censeurs assistent aux séances du conseil d'administration et y disposent d'une voix consultative.

Chapitre IV : Dispositions diverses

Article 60

La Banque est exonérée de tous impôts, prélèvements et taxes directs. Le Gouvernement de l'Union est garant de la sécurité des établissements de la Banque et de ses transferts de fonds ou valeurs.

Article 61

La Banque ne peut effectuer des opérations autres que celles qui sont autorisées par les présents statuts, sauf si :

- les opérations en cause sont nécessitées par l'exécution ou la liquidation d'opérations autorisées,
- de l'avis du Conseil d'administration, l'extension ou amélioration de ses services bancaires exige qu'il soit dérogé ou en partie aux limitations imposées aux opérations de la Banque en vertu des présents statuts.

Article 62

Les agents de la Banque doivent jouir dans leur statut respectif de leurs droits civils et politiques et n'avoir subi aucune peine affective ou infamante. Ils ne peuvent faire aucune commerce ni prendre d'intérêts dans une entreprise, aucune effet ou engagement revêtu de leur signature ne peut être admis au réescompte. Ils sont astreints au secret professionnel sous peine des sanctions prévues par la loi.

Article 63

Dans les six mois qui suivent la clôture de l'exercice et après approbation du conseil d'administration, le Gouverneur présente au Président de l'Union et au parlement de l'Union un rapport sur les activités de la Banque et un rapport de la situation économique et monétaire du pays.

Le Gouverneur peut, à la demande du parlement de l'Union, ou de sa propre initiative, être entendu par le parlement de l'Union réuni en session plénière ou restreinte.

Article 64

La Banque reçoit communication des prévisions recettes et de dépenses de l'Union en francs comoriens ou en devises. Elle peut prêter son concours au Gouvernement en vue de l'établissement de ces prévisions.

Un décret de l'Union des Comores, pris sur recommandation du conseil d'administration de la Banque, fixe le régime des sanctions applicables aux personnes physiques et morales soumises aux décisions et réglementations de la Banque en cas de non-respect de ces décisions et réglementations.

Article 65

Le conseil d'administration peut proposer, à l'unanimité, des modifications aux statuts de la Banque. Celles-ci sont soumises à la ratification par les Ministres des finances français et comorien.

Fait à Paris, le 22 Avril 2008, En deux originaux en langue française,

Le Ministre de l'Economie, des Finances, du Budget et du plan, de l'industrie et de l'Emploi

Mohamed Ali SOILIH

Pour le Ministre et par délégation, Le Directeur Général du Trésor et de la Politique Economique

Xavier MUSCA

2. LOI N°08-015/AU DU 06 DECEMBRE 2008 AUTORISANT LE PRESIDENT DE L'UNION A RATIFIER LES STATUTS DE LA BANQUE CENTRALE DES COMORES

Conformément aux dispositions de l'article 19 de la constitution de l'Union des Comores du 23 Décembre 2001, l'assemblée a délibéré et adopté la loi dont la teneur suit :

Article 1^{er} :

L'assemblée de l'Union autorise le Président de l'Union des Comores à ratifier les statuts de la Banque Centrale des Comores conformément aux accords de coopération monétaire signé le 23 novembre 1979 entre la France et l'Union des Comores.

Article 2 :

La présente loi sera publiée au journal officiel et exécutée comme loi de l'Etat

Délibérée et adoptée en séance plénière du 6 décembre 2008
Les Secrétaires,
Mohamed ABDOPU Ali
Mohamed ABDOUROIHAMANE

Le Président de l'Assemblée de l'Union,

3. Lettre circulaire n°006/2010/cob, relative à l'entrée en vigueur des nouveaux statuts de la banque centrale des Comores en application de la loi n°08-015/au

Article unique :

Conformément aux accords de coopération monétaire signés le 23 novembre 1979 entre la France et l'Union des Comores; En référence à la loi N°08-015/ AU du 06 décembre 2008 autorisant le Président de l'Union des Comores à ratifier les statuts de la Banque Centrale des Comores et aux échanges de notes entre les autorités comoriennes et françaises, les nouveaux statuts de la BCC sont entrés en vigueur dès le 1er décembre 2010.

Le Vice-gouverneur,
Mzé Abdou Mohamed Chanfiou

B- L'ORGANISATION DE LA BANQUE CENTRALE:

Consulter le site de la Banque Centrale des Comores par le lien suivant :

<http://www.banque-comores.km/index.php?pg=organigramme>

III- LE CADRE LEGAL ET REGLEMENTAIRE REGISSANT LE SYSTEME BANCAIRE ET FINANCIER

A. LE CADRE LEGAL :

1. LA LOI N°13-003/AU PORTANT REGLEMENTATION DES ACTIVITES DES INSTITUTIONS FINANCIERES

TITRE I –DISPOSITIONS GENERALES

CHAPITRE I –CHAMP D'APPLICATION ET DEFINITIONS

ARTICLE 1er –

Sont soumises aux dispositions de la présente Loi, les institutions financières de droit comorien exerçant leur activité sur le territoire de l'Union des Comores.

On entend par « institutions financières » les établissements de crédit (banques, institutions financières décentralisées, sociétés financières, institutions financières spécialisées) et les intermédiaires financiers (les entreprises d'investissement, changeurs manuels, établissements de paiement, établissements de monnaie électronique, intermédiaires en opérations de banque) comme précisé à l'article 2 de la présente loi

La présente Loi ne s'applique pas :

- 1) à la Banque Centrale des Comores
- 2) au Trésor Public
- 3) aux institutions financières internationales, aux institutions publiques étrangères d'aide ou de coopération, dont l'activité sur le territoire de l'Union des Comores est autorisée par des traités, accords ou conventions internationales auxquels est partie l'Union des Comores
- 4) aux sociétés d'assurances, de réassurance et aux organismes de retraite.

ARTICLE 2-

Les institutions financières sont classées en deux catégories selon les opérations qui leur sont autorisées :

- les établissements de crédit

- les intermédiaires financiers.

ARTICLE 3-

Un établissement de crédit est une personne morale effectuant à titre de profession habituelle des opérations de collecte de dépôt et d'octroi de crédit.

Les établissements de crédit comptent quatre sous-catégories :

- les banques sont des personnes morales qui exercent à titre habituel des opérations de banque ainsi que des opérations connexes nécessaires à leur activité, définies aux articles 5 et 6 de la présente loi ;
- les institutions financières décentralisées (IFD) sont des personnes morales qui collectent les dépôts de ses membres et leur octroient des concours à court et à moyen terme ;
- les sociétés financières sont des personnes morales qui ne peuvent pas recevoir, sauf exception, des dépôts de fonds à moins de trois ans de la part du public ;
- les institutions financières spécialisées sont des personnes morales de droit public ayant des missions spécifiques de financement à l'intérieur du système bancaire.

ARTICLE 4 -

Les intermédiaires financiers sont des personnes morales ou physiques qui font profession pour leur propre compte de vente à crédit, de change ou qui servent habituellement d'intermédiaires en opérations de banque, en tant que commissionnaires, courtiers ou pour le compte d'autrui pour des opérations financières notamment de crédit ou de placement.

L'activité d'intermédiation en opérations de banque et en services de paiement est l'activité qui consiste à présenter, proposer ou aider à la conclusion des opérations de banque ou des services de paiement ou à effectuer tous travaux et conseils préparatoires à leur réalisation.

ARTICLE 5 -

Constituent des opérations de banque et ne peuvent être effectuées que par les établissements de crédit définies à l'article 3 de la présente Loi :

- La collecte habituelle de dépôts du public ;
- La mise à disposition de la clientèle et la gestion de moyens de paiement légalement acceptés définis à l'article 9 de la présente Loi ;
- Toutes les opérations de crédit, quelle que soit leur forme, dans la limite des dispositions de la présente Loi définies à l'article 10 de la présente Loi ;
- La fourniture de produits financiers islamiques.

ARTICLE 6 -

Constituent des activités connexes pour les banques et peuvent être exercées par d'autres institutions financières sous réserve d'agrément de la Banque Centrale :

- Les opérations sur or et métaux précieux ;
- Les opérations de change scriptural ou de change manuel, qui constituent un échange immédiat de billets ou monnaies libellés en devises différentes ;
- Les opérations de placement, à savoir les prises de participation dans des entreprises existantes ou en formation et toutes acquisitions de valeurs mobilières émises par des personnes publiques ou privées ;
- Les opérations de conseil et d'assistance en matière de gestion financière, gestion de patrimoine, gestion et placement de valeurs mobilières et produits financiers, opérations d'ingénierie financière et, de manière générale, toutes opérations destinées à faciliter la création et le développement des entreprises, notamment la recherche de financements et de partenaires ;
- Les opérations d'intermédiation en tant que commissionnaires, courtiers ou autrement dans tout ou partie des opérations de banque et des opérations visées au présent article ;
- Les services de paiement (notamment versements d'espèces, retraits d'espèces, virements, prélèvements, transferts de fonds, paiements effectués avec un moyen de paiement électronique) ;
- La fourniture par un établissement de crédit de produits islamiques.

ARTICLE 7-

Constitue une opération offshore pour une banque, une opération telle que définie aux articles 5 et 6 de la présente Loi, effectuée hors de l'Union des Comores par une banque dont le siège social est située en Union des Comores.

ARTICLE 8-

Sont considérés comme fonds reçus du public, les fonds qu'une personne recueille d'un tiers, notamment sous forme de dépôts, avec le droit d'utiliser pour son propre compte, mais à charge pour elle de les restituer. Les fonds provenant d'une émission de bons de caisse sont considérés comme reçus du public.

Toutefois, ne sont pas considérés comme fonds reçus du public :

Les fonds reçus en contrepartie de titres émis ou placés dans le public :

- Les fonds obtenus par la mise en pension ou l'escompte d'effets publics ou de commerce ou de prêts ou d'avances auprès des institutions financières ;
- Les fonds reçus des dirigeants ou autres responsables d'une entreprise détenant au moins 10 pour cent du capital social ;
- Les dépôts du personnel n'excédant pas 10 pour cent du capital social ;
- Les fonds reçus pour constituer ou augmenter le capital d'un établissement de crédit ou financier.

ARTICLE 9-

Sont considérés comme moyens de paiement tous les instruments, qui, quelque soit le support ou le procédé technique utilisé, permettent à toute personne de transférer des fonds.

ARTICLE 10 -

Constitue une opération de crédit tout acte par lequel un établissement de crédit met ou promet de mettre à la disposition d'une autre personne des fonds où prend, dans l'intérêt de celle-ci, un engagement par signature tel qu'un aval, un cautionnement ou une garantie.

Sont assimilés à des opérations de crédit les découverts en compte, les opérations de crédit-bail et d'affacturage.

CHAPITRE II –REGLES GENERALES APPLICABLES AUX INSTITUTIONS FINANCIERES

ARTICLE 11–

Les banques doivent avoir la forme d'une société anonyme à capital fixe ;

- Les institutions financières décentralisées doivent prendre la forme de mutuelles, de coopératives ou de sociétés ;
- Les autres établissements de crédit et les intermédiaires financiers peuvent revêtir la forme juridique appropriée à leurs activités.

La mention du capital et de la forme juridique, le numéro d'agrément de la Banque Centrale et l'adresse du siège social des institutions financières doivent figurer sur leurs documents officiels.

ARTICLE 12 -

Le capital minimum des institutions financières doit être intégralement libéré à la date de leur agrément.

Son montant est égal à une somme fixée par la réglementation de la Banque Centrale.

Les parts sociales et les actions émises doivent revêtir la forme nominative et cessible avec l'agrément du Conseil d'administration ou de l'Assemblée Générale des actionnaires et selon les conditions fixées par les statuts.

ARTICLE 13–

Deux ou plusieurs institutions financières décentralisées peuvent se constituer entre elles en Union qui doit être dotée de la personnalité morale. Elle les représente notamment auprès des autorités monétaires.

Elle est notamment chargée :

- de veiller à la cohésion de son réseau et au bon fonctionnement des IFD affiliées,
- de veiller à l'application des dispositions législatives et réglementaires,
- de définir les procédures internes de gestion,
- d'assurer l'ensemble de la documentation demandée par la Banque Centrale,
- d'assurer la gestion des excédents de liquidité et de la caisse de solidarité des IFD affiliées, la mobilisation des ressources extérieures
- de fournir une assistance technique aux IFD affiliées
- de prendre toutes les dispositions pour soutenir toute caisse affiliée en difficulté, dans le but de protéger les déposants. Elle peut, selon les circonstances, mettre sous tutelle toute caisse affiliée présentant des difficultés financières graves.

Sans préjudice des prérogatives de la Banque Centrale, l'Union est responsable du contrôle périodique sur les IFD affiliées. A cet effet, elle doit établir un programme annuel de contrôle et transmettre à la Banque centrale à la fin de chaque exercice un rapport annuel relatif aux contrôles effectués.

ARTICLE 14–

Une IFD ou une Union d'IFD peut obtenir le statut de banque dans les conditions fixées par la Banque Centrale.

ARTICLE 15–

Les Unions d'IFD ainsi que les IFD doivent chacune être administrées par un Conseil d'administration qui peut déléguer une partie de ses pouvoirs à l'organe exécutif.

ARTICLE 16-

Toute personne qui participe à l'administration, à la direction, à la gestion et au contrôle d'une institution financière est tenue au secret professionnel, sous peine des sanctions prévues à l'article 76 de la présente loi .

L'utilisation des informations confidentielles dont elle a connaissance dans le cadre de son activité pour réaliser directement ou indirectement des opérations pour son propre compte ou en faire bénéficier d'autres personnes est également interdite et passible des mêmes sanctions pénales.

ARTICLE 17-

Outre les cas où la loi le prévoit, le secret professionnel n'est opposable ni à la Banque Centrale dans l'exercice de sa mission de surveillance du système financier, ni à l'Autorité Judiciaire agissant dans le cadre d'une procédure pénale

TITRE II –DE L'AGREMENT

CHAPITRE I –PROCEDURE D'AGREMENT ET SES EFFETS

ARTICLE 18 -

Nul ne peut, sans avoir été préalablement agréé par la Banque Centrale et inscrit sur le registre des établissements de crédit ou des intermédiaires financiers, exercer les activités définies aux articles 5 et 6 de la présente Loi ni se prévaloir de la qualité d'institution financière, de banque, de banquier, d'établissement de crédit ou d'intermédiaire financier.

- 1) La demande d'agrément est adressée à la Banque Centrale qui procède à son examen et se charge de notifier à la société requérante la décision prise ;
- 2) La demande d'agrément doit préciser notamment le statut juridique, le capital social, le lieu du siège social sur le territoire national de la société requérante, les places sur lesquelles elle se propose d'ouvrir des succursales, agences ou guichets face aux besoins existants ou prévisibles dans les régions concernées, les noms et qualités des personnes chargées de son administration, de sa direction ou de sa gestion, sa solidité financière, l'expérience qu'elle a pu acquérir, les activités qu'elle compte exercer et les perspectives financières ;
- 3) La Banque Centrale apprécie l'aptitude de la société requérante à réaliser ses objectifs de développement en tenant compte, entres autres, de l'impact de l'agrément sur le bon fonctionnement du système bancaire et sur la protection des déposants conformément aux dispositions du titre III, chapitre 2 de la présente Loi. Elle peut exiger que lui soient fournis tous renseignements ou documents qu'elle jugerait utile pour éclairer sa décision, en particulier sur la qualité des personnes ayant apporté les capitaux, sur celle de leurs garants, sur l'origine des fonds destinés à constituer le capital social ainsi que sur la compétence et l'honorabilité des personnes chargées de son administration et de sa direction ;
- 4) Si le siège social de l'institution financière est à l'étranger, la demande d'agrément doit préciser le lieu du principal établissement sur le territoire national ;
- 5) L'agrément peut être assorti de modalités spécifiques fixées par la Banque Centrale ;
- 6) Les modalités de l'agrément peuvent être ultérieurement modifiées à l'initiative de la Banque Centrale ou à la demande de l'établissement agréé. Dans ce cas, la Banque Centrale instruit la demande de modification et se prononce comme en matière de demande d'agrément ;
- 7) Une fois agréée, l'institution financière est inscrite, selon les cas, sur le registre des établissements de crédit ou sur celui des intermédiaires financiers ;
- 8) La Banque Centrale est chargée de la publication de l'agrément.

ARTICLE 19-

L'agrément est prononcé sur décision du Conseil d'administration de la Banque Centrale.

L'agrément est réputé avoir été refusé s'il n'est pas prononcé dans un délai de six (6) mois à compter de la réception de la demande par la Banque Centrale, sauf avis contraire donné au demandeur.

L'agrément peut être limité à l'exercice de certaines opérations définies par l'objet social du demandeur.

L'agrément est constaté par l'inscription sur le registre des établissements de crédit, des institutions financières décentralisées et des intermédiaires financiers.

Ces registres sont établis et tenus à jour par la Banque Centrale, qui affecte un numéro d'inscription à chaque institution financière. Les listes des établissements de crédit, des institutions financières décentralisées et des intermédiaires financiers, ainsi que les modifications dont elles font l'objet, y compris les radiations, sont publiées au Journal Officiel, à la diligence de la Banque Centrale.

ARTICLE 20-

Pour les institutions financières décentralisées, l'agrément peut être accordé à une institution ou à une Union d'institutions financières décentralisées.

- 1) Dans le cas où la demande d'agrément est formulée par une Union pour ses institutions affiliées, la Banque Centrale peut à son initiative accorder un agrément soit individuel à chaque institution soit collectif à tout le réseau.

La Banque Centrale précisera par voie réglementaire les modalités d'application du présent alinéa.

- 2) Tout institution financière décentralisée agréée à titre individuel et affiliée par la suite à une Union, bénéficie de l'agrément collectif, à compter de la date de son affiliation ;

- 3) La perte de la qualité d'institution affiliée entraîne pour celle-ci le retrait automatique de son agrément.

L'institution concernée doit cesser toutes activités à partir de la date de notification du retrait de l'agrément.

Pour reprendre ses activités, elle doit demander un nouvel agrément selon les conditions fixées par la présente Loi. A défaut, l'institution doit se conformer, selon les cas, aux dispositions du titre IV, chapitre 3 de la présente Loi.

ARTICLE 21-

- 1) Tout établissement de crédit doit désigner au moins deux dirigeants responsables pour la direction de l'établissement ;

- 2) Ces dirigeants ou gérants sont soumis à l'agrément de la Banque Centrale qui apprécie notamment l'honorabilité et l'expérience des personnes chargées de la direction ;

- 3) La Banque Centrale fixera par voie réglementaire les conditions d'agrément des dirigeants ou gérants des institutions financières agréées ;

- 4) Les dispositions citées à l'alinéa 1 sont applicables aux institutions financières décentralisées qui ont atteint un certain seuil d'activité fixé par règlement de la Banque Centrale et aux Unions ;

- 5) Toute institution financière doit disposer et tenir à jour auprès de la Banque Centrale la liste des personnes exerçant des fonctions d'administration, de direction et/ou de gestion de son siège, de ses succursales, de ses filiales, agences et guichets.

ARTICLE 22-

Aucune personne physique ou morale ne peut :

- a) être administrateur, dirigeant ou gérant d'une institution financière,
- b) exercer l'une des activités définies aux articles 5 et 6 « de la présente loi »,

- c) proposer au public la création d'une institution financière,
 - d) prendre des participations dans le capital d'une institution financière si elle a été, en vertu de la législation en vigueur en Union des Comores ou à l'étranger :
 - a) déclarée en faillite et n'a pas été réhabilitée,
 - b) condamnée par jugement ayant acquis l'autorité de la chose jugée comme auteur ou complice de l'une des infractions suivantes :
 - émission de fausse monnaie,
 - contrefaçon ou falsification d'effets publics ou de commerce, d'actions, d'obligations, de coupons d'intérêts ou de billets de banque,
 - contrefaçon ou falsification de sceaux, timbres, poinçons ou marques,
 - faux et usage de faux en écriture publique ou privée, de commerce ou de banque,
 - corruption de fonctionnaire public ou concussion,
 - vol aggravé, extorsion de fonds ou de valeurs, détournement de deniers publics, abus de confiance, escroquerie ou recel,
 - circulation fictive d'effets de commerce ou autres titres ou infraction aux dispositions relatives aux moyens et système de paiements, notamment émission de chèques sans provision
 - banqueroute ou infraction assimilée,
 - fraude fiscale,
 - crime de droit commun,
 - infraction à la réglementation des relations financières extérieures et du contrôle de change,
 - infraction à la législation contre le blanchiment de capitaux, le financement du terrorisme et le trafic d'armes ou de produits destinés à la prolifération d'armes et de destruction massive,
 - crimes et délits contre la sûreté de l'État.
- 1) Aucune personne physique ou morale ne peut sans avoir été agréée préalablement par la Banque Centrale :
 - a) se prévaloir de la qualité d'institution financière, de banque ou de banquier, d'établissement de crédit ou d'intermédiaire financier telle que définie aux articles 4 et 5 de la présente Loi ;
 - b) exercer les activités définies aux articles 5 et 6 de la présente Loi ;
 - c) créer l'apparence de cette qualité par l'emploi de termes tels que banque, banquier, institution financière décentralisée dans sa dénomination sociale, son nom commercial, sa publicité, ou d'une manière quelconque dans son activité.

Toute violation aux dispositions sus citées est passible des sanctions pénales prévues à l'article 70 de la présente Loi.

ARTICLE 23-

Toute institution financière est tenue de demander l'autorisation préalable de la Banque Centrale pour toute :

- 1) opération de prise de participation, de cession, d'échange ou de toute autre opération qui aurait pour résultat de modifier de plus de 10% directement ou indirectement la composition de l'actionnariat ;
- 2) modification portant sur son statut juridique ou sa raison sociale ;
- 3) opération de fusion ou d'absorption ;
- 4) cession ou mise en gérance par une institution financière de l'ensemble ou d'une partie importante de son actif ;
- 5) réduction de son capital social ou de sa dotation.

Nonobstant les dispositions précitées, toute institution financière est tenue d'aviser la Banque Centrale préalablement à toute modification significative concernant entre autres son actionnariat, son organisation, son fonctionnement ou sa situation financière, ou tout autre évènement susceptible de modifier l'appréciation de la Banque Centrale sur cette institution financière.

CHAPITRE II –RETRAIT D'AGREMENT ET CONSEQUENCES

ARTICLE 24 -

1- Le Conseil d'administration de la Banque Centrale peut prononcer le retrait de l'agrément dans les cas suivants :

- a) si l'institution financière en fait la demande ;
 - b) si elle n'exerce aucune activité dans l'année qui suit son agrément ;
 - c) si elle contrevient aux dispositions de la présente Loi, aux textes
 - d) réglementaires de la Banque Centrale ou à toute autre législation applicable aux institutions financières.
- 2- Le retrait de l'agrément est constaté par la radiation du registre des institutions financières. La radiation est portée à la connaissance du public à la diligence de la Banque Centrale. Les frais qui en découlent sont à la charge de l'institution financière.

Les institutions financières radiées doivent cesser leur activité dans le délai fixé par la décision de retrait d'agrément. Un délai sera accordé par la Banque Centrale pour l'apurement des opérations et contrats en cours.

Ce délai peut être prorogé dans l'intérêt des déposants et autres créanciers de l'institution financière.

3-L'institution radiée demeure soumise au contrôle de la Banque Centrale jusqu'à la clôture de la liquidation. Elle ne peut effectuer que les opérations strictement nécessaires à l'apurement de son passif.

ARTICLE 25 -

Lorsque le retrait d'agrément est demandé par l'institution financière, la Banque Centrale se prononce sur cette demande dans un délai de trente (30) jours calendaires.

TITRE III – CONTRÔLE ET REGLEMENTATION PRUDENTIELLE

CHAPITRE I – CONTROLE DES INSTITUTIONS FINANCIERES

ARTICLE 26–

Les institutions financières sont soumises au contrôle de la Banque Centrale.

Celle-ci est chargée de veiller au bon fonctionnement et à la qualité de la situation financière des institutions soumises à son contrôle, au respect des dispositions qui leur sont applicables et à la protection de leurs déposants. Elle sanctionne les manquements constatés.

Elle dispose pour cette mission d'un pouvoir réglementaire, administratif, et disciplinaire.

a). Pouvoir réglementaire :

La réglementation de la Banque Centrale précise en tant que de besoin les dispositions d'application de la présente loi. Elle fixe notamment les informations requises pour l'agrément des institutions financières et de leurs dirigeants, les modèles des situations comptables et des divers états périodiques qui doivent être communiqués par les institutions financières. Elle fixe également les règles de gestion auxquelles doivent se soumettre les institutions financières, notamment en ce qui concerne la liquidité, la solvabilité, la division des risques, le contrôle interne et la gestion des risques, le contrôle des changes, la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme.

b). Pouvoir administratif :

Elle délivre les agréments et les autorisations prévues dans le cadre de la présente Loi et procède à leur retrait.

Elle exerce le contrôle sur pièces et sur place. A ce titre, elle définit les sources de financement lui permettant d'assurer sa mission de contrôle des institutions financières.

c). Pouvoir disciplinaire :

Si un contrôle révèle qu'une institution financière a enfreint les règles qui lui sont applicables ou n'a pas déféré à une injonction prononcée à son égard, la Banque Centrale peut, sans préjudice des sanctions pénales applicables, prendre des sanctions disciplinaires conformément aux dispositions du chapitre 2 du titre IV de la présente Loi.

ARTICLE 27 -

Le contrôle de la Banque Centrale porte sur tous les aspects touchant à l'organisation et au fonctionnement des institutions financières, en application des textes législatifs et réglementaires y afférents, y compris ceux relatifs à la lutte contre le blanchiment, le financement du terrorisme et la délinquance financière.

Le contrôle peut être étendu aux filiales et aux personnes morales qui les contrôlent ainsi qu'aux prestataires de services externalisés.

ARTICLE 28–

La Banque Centrale est l'autorité de contrôle des institutions financières. Aucune action en responsabilité civile ou pénale ne peut être intentée contre la Banque Centrale ni contre son personnel agissant dans l'exercice de leurs fonctions, sauf en cas de fautes lourdes ou d'infractions relevant du droit commun engageant leur responsabilité personnelle.

ARTICLE 29–

La Banque Centrale fixe :

1. les conditions dans lesquelles peuvent être modifiés la situation juridique et les autres éléments pris en compte lors de l'agrément des institutions financières ;
2. la liste, le format et les délais de communication des divers états périodiques qui doivent lui être remis par les institutions financières,
3. les normes de gestion et règles de prudence que ces institutions doivent respecter en vue notamment de garantir leur liquidité, leur solvabilité, la division de leurs risques et l'équilibre de leur structure financière ;
4. le plan comptable, les conditions d'arrêté périodique et de consolidation des comptes et les modalités de publication des documents comptables.
- 5.

ARTICLE 30 –

L'exercice social des institutions financières court du 1er janvier au 31 décembre, sauf pour le premier exercice qui débute à la date d'obtention de l'agrément.

Pour chaque fin d'exercice, les institutions financières sont tenues de transmettre à la Banque Centrale, dans le délai et les formes prescrites par celle-ci, son bilan et son compte de résultat arrêté au 31 décembre de l'année écoulée, ainsi que tout autre document annexe requis.

Elles sont tenues de publier avant le 30 juin de chaque année leur bilan et leur compte de résultat arrêtés au 31 décembre de l'année précédente.

ARTICLE 31 -

- 1) La Banque Centrale peut exiger, dans le cadre de la présente Loi et sans restriction, la communication dans un délai raisonnable de tout renseignement qu'elle juge nécessaire dans le cadre de sa mission de contrôle des institutions financières.
- 2) La Banque Centrale est autorisée à publier, en totalité ou en partie, les renseignements qui lui ont été fournis. Toutefois, la publication ne peut entraîner la divulgation de renseignements confidentiels relatifs aux institutions financières ou à leur clientèle, sauf dans les cas prévus par la loi.
- 3) Les dispositions de l'alinéa 2 ne font pas obstacle à :
 - a) l'échange entre institutions financières de renseignements concernant leurs clients,

- b) la communication par la Banque Centrale aux institutions financières des renseignements qu'elle a recueillis en vue d'assurer la centralisation des risques relatifs aux opérations de crédit des institutions financières,
- c) la publication des renseignements relatifs aux moyens de paiements et effets de commerce.

Toutefois, l'échange d'informations nominatives entre institutions au sujet de la clientèle est strictement limité aux besoins de la surveillance des risques et non pas à des fins commerciales ou autres.

ARTICLE 32-

Les institutions financières qui ont leur siège social hors de l'Union des Comores doivent tenir, de façon distincte, la comptabilité de l'ensemble de leurs établissements installés dans l'Union des Comores, conformément au plan comptable en vigueur en Union des Comores.

ARTICLE 33-

Les institutions financières qui effectuent des opérations dites « offshore » comme définies à l'article 7 de la présente Loi doivent tenir une comptabilité desdites opérations conforme au plan comptable en vigueur en Union des Comores.

Ces opérations feront l'objet de déclaration périodique définie par la Banque Centrale.

ARTICLE 34 -

- 1) Dans l'exercice de ses missions de contrôle, la Banque Centrale peut faire appel à d'autres Banques Centrales ou à d'autres organismes de contrôle
- 2) dans le cadre de conventions conclues à cet effet.
- 3) La Banque Centrale peut aussi faire appel à des experts extérieurs dans le cadre de protocoles d'accord pour effectuer des missions ou éclairer son opinion sur toute question.
- 4) Chaque protocole d'accord doit notamment comporter une clause de confidentialité stipulant que l'expert agit et s'organise de manière à éviter tout conflit d'intérêts et respecte le secret professionnel prévu dans la présente Loi.

La Banque Centrale s'assure que les informations obtenues dans l'exercice des missions de ces experts extérieurs ne soient utilisées que pour l'accomplissement de celles-ci.

- 5) La Banque Centrale peut transmettre des informations aux autorités chargées de la surveillance des institutions financières dans d'autres pays, dans le cadre de conventions conclues à cet effet, à condition que ces autorités soient soumises au secret professionnel

ARTICLE 35 -

A l'issue d'un contrôle sur place, la Banque Centrale établit un rapport écrit.

Le projet de rapport est porté à la connaissance des dirigeants responsables de l'établissement contrôlé, qui peuvent faire part de leurs observations à la Banque Centrale. Celle-ci pourra en tenir compte dans le rapport définitif.

La Banque Centrale adressera ensuite à l'institution contrôlée une lettre de suite au dit rapport, qui pourra notamment prescrire la mise en œuvre de mesures destinées à remédier aux insuffisances constatées, selon un calendrier de réalisation déterminé.

Si le contrôle sur place révèle des manquements aux dispositions légales et réglementaires applicables, la Banque Centrale pourra prendre des mesures disciplinaires conformément aux dispositions du chapitre 2 du titre IV de la présente Loi.

ARTICLE 36 -

Toute institution financière doit se doter d'un dispositif de contrôle interne et de gestion des risques portant sur tous les aspects relatifs à son organisation et à son fonctionnement, en référence aux textes législatifs et réglementaires qui les régissent.

Un tel dispositif doit comprendre notamment :

- des procédures internes et un système de contrôle des opérations ;
- une organisation comptable et un système normalisé de traitement de l'information,
- des systèmes de mesure des risques et des résultats ;
- des systèmes de surveillance et de maîtrise des risques ;
- un dispositif de lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme, conformément à la loi en vigueur.

Les établissements de crédit sont tenus d'élaborer un rapport annuel sur le contrôle interne dans les conditions fixées par la Banque centrale et qui sera transmis à son organe délibérant et le cas échéant à son comité d'audit. Une copie de ce document doit être communiquée à la Banque Centrale.

Les Unions d'IFD ainsi que les IFD ayant atteint un certain seuil d'activité fixé par règlement de la Banque Centrale doivent remettre chacune un rapport annuel relatif au fonctionnement du dispositif de contrôle interne.

ARTICLE 37-

Toute institution financière est tenue de faire valider et certifier ses comptes annuels par un Commissaire aux comptes agréé par la Banque centrale. Sa désignation est notifiée sans délai à la Banque Centrale.

Sauf dérogation accordée par la Banque Centrale, le Commissaire aux comptes doit avoir son domicile ou une représentation sur le territoire national. La Banque Centrale fixe les conditions d'agrément des commissaires aux comptes.

ARTICLE 38 -

Les Commissaires aux comptes sont désignés pour une période de trois ans renouvelable.

Les Commissaires aux comptes ne peuvent être révoqués qu'avec l'accord préalable exprès de la Banque Centrale.

ARTICLE 39 –

Si, à la suite de vacance, d'empêchement ou de révocation, aucun Commissaire aux comptes n'est en mesure d'exercer ses fonctions auprès d'une institution financière, celle-ci est tenue de désigner un nouveau Commissaire dans un délai de trois mois.

Ce délai écoulé, la Banque Centrale en désigne un d'office pour l'exercice en cours, aux frais de l'institution **financière**.

Le défaut de désignation d'un Commissaire aux comptes expose le ou les dirigeant(s) de l'institution financière à des sanctions pénales.

ARTICLE 40 -

Les Commissaires aux comptes sont rémunérés par l'institution financière auprès de laquelle ils exercent leurs fonctions. Leur rémunération est établie en fonction de l'importance des diligences à mettre en œuvre, de la taille, de la nature et de la complexité des activités de l'institution financière à auditer.

Cette rémunération sera fixée par l'Assemblée Générale de l'institution ou par l'organe dirigeant ou, à titre exceptionnel par la Banque Centrale.

ARTICLE 41 –

Le Commissaire aux comptes doit exercer sa mission avec indépendance à l'égard de l'institution et être exempt de tout conflit d'intérêts avec celle-ci ou ses dirigeants, administrateurs, actionnaires, filiales ou toute personne liée.

Les Commissaires aux comptes ne peuvent recevoir de l'institution financière, de ses actionnaires, administrateurs, dirigeants, ni d'aucune entreprise dans laquelle l'institution financière détient une participation, aucun avantage direct ou indirect autre que la rémunération prévue à l'article **41** de la présente Loi.

ARTICLE 42 –

Nul ne peut exercer les fonctions de Commissaire aux comptes auprès d'une institution financière :

- a) S'il possède un intérêt quelconque dans cette institution financière, sauf en qualité de déposant, ou s'il y exerce une fonction quelconque,
- b) s'il exerce une fonction autre que celle de Commissaire aux comptes auprès d'une entreprise dans laquelle cette institution financière, ses actionnaires, administrateurs ou dirigeants, détiennent une participation.

ARTICLE 43 –

Tout Commissaire aux comptes régulièrement nommé auprès d'une institution financière qui contrevient aux dispositions de la présente Loi ou autres textes législatifs ou réglementaires engage sa responsabilité et se trouve immédiatement démis de ses fonctions. L'institution financière doit alors pourvoir à son remplacement dans un délai de trois mois maximum.

A défaut, la Banque Centrale nomme un nouveau Commissaire aux comptes, aux frais de l'institution, pour l'exercice en cours.

ARTICLE 44–

Les Commissaires aux comptes soumettent annuellement au Conseil d'administration et à l'Assemblée Générale de l'institution financière un rapport sur la situation comptable de l'institution. Dans ce rapport, ils expriment notamment leur opinion sur les méthodes, procédures, modalités d'établissement du bilan et du compte de résultat et doivent faire ressortir les changements éventuels constatés. Ils certifient en particulier que les états annuels reflètent de manière sincère la situation de l'institution financière.

La Banque Centrale peut demander directement toute information concernant l'établissement au Commissaire aux comptes.

Le Commissaire aux comptes est tenu d'informer sans délai la Banque Centrale en cas de difficulté grave constatée, notamment l'entrave à l'exercice de sa mission ou un problème susceptible d'altérer gravement la situation financière de l'institution.

Lorsque le Commissaire aux comptes n'est pas en mesure de certifier les comptes, il doit en aviser la Banque Centrale sans délai en lui justifiant les raisons.

Les Commissaires transmettent copie de leur rapport à la Banque Centrale avant la tenue de l'Assemblée Générale de l'institution financière.

L'institution doit transmettre à la Banque Centrale avant le 31 mai copie du rapport définitif du commissaire aux comptes approuvé par l'Assemblée Générale.

ARTICLE 45 –

La Banque Centrale établit le règlement organisant le fonctionnement de la centrale des risques et des incidents de paiement.

Elle assure la centralisation des risques bancaires et des incidents de paiement à partir des déclarations qui lui sont fournies par les établissements de crédit.

Ces derniers sont tenus d'y adhérer, d'en assurer les frais de fonctionnement et de fournir toutes les informations nécessaires à son fonctionnement.

CHAPITRE II – NORMES PRUDENTIELLES ET PROTECTION DES DEPOSANTS

ARTICLE 46 –

Les établissements de crédit qui reçoivent des fonds du public sont tenus, dans les conditions fixées par la Banque Centrale, de respecter l'ensemble des normes prudentielles et de gestion, notamment celles destinées à garantir la liquidité, la solvabilité ainsi que l'équilibre de la structure financière.

ARTICLE 47-

Le capital social des institutions financières ne peut être inférieur à un montant minimal fixé par la Banque Centrale. Ce montant minimal peut être différent selon les diverses catégories d'institutions financières.

Toutefois, pour une institution financière donnée, la décision d'agrément peut fixer un montant minimal supérieur à celui visé au premier alinéa du présent article.

Le capital social doit être intégralement libéré le jour de l'agrément de l'institution financière à concurrence du montant minimal exigé dans la décision d'agrément.

ARTICLE 48 –

Les « fonds propres de base » doivent, à tout moment, être au moins égaux au capital social minimal déterminé en application de l'article 47 de la présente loi

La réglementation de la Banque Centrale définit les fonds propres de base et les fonds propres complémentaires, pour l'application du présent article et de l'article 47 de la présente loi.

ARTICLE 49 -Tout établissement de crédit recevant des fonds du public est tenu, avant toute distribution de bénéfice, d'affecter chaque année à un fonds de réserve

10 % de ces bénéfices annuels nets après paiement des taxes et impôts afférents à ces opérations sur le territoire national.

Ce taux sera ramené à 5 % dès lors que le montant de ce fonds de réserves atteint le capital minimum de l'institution financière considérée.

La Banque Centrale peut exiger d'un établissement de crédit recevant des fonds du public d'augmenter son fonds de réserve au-delà du taux légal.

ARTICLE 50-

Il est interdit aux établissements de crédit qui reçoivent des fonds du public :

a). de consentir à une même personne physique ou morale des prêts, avances ou concours quelconques, se porter caution en sa faveur, lui accorder sa garantie ou, d'une manière générale, de prendre aucun engagement en sa faveur pour un montant global supérieur à un pourcentage des fonds propres défini par la Banque Centrale ;

Toutefois, la limite prévue au présent article n'est pas applicable aux crédits couverts par une garantie reconnue par la Banque Centrale ;

b). de consentir en faveur de leurs dirigeants, administrateurs et de leur personnel, des prêts, avances ou concours quelconques ou de se porter caution, d'accorder leur garantie ou, d'une manière générale, de prendre un quelconque engagement pour un montant global excédant un pourcentage des fonds propres défini par la Banque Centrale.

Sont toutefois à exclure du calcul de ce ratio la partie des crédits qui sont garantis par un bien d'une valeur marchande généralement reconnue ou vérifiée par l'établissement de crédit et à concurrence de la quotité fixée par la réglementation de la Banque Centrale.

ARTICLE 51-

Les engagements auxquels les établissements de crédit qui reçoivent des fonds du public sont tenus à l'égard des tiers, doivent être à tout moment couverts par ses fonds propres à un taux fixé par la Banque Centrale.

ARTICLE 52 –

Tout établissement de crédit qui reçoit des fonds du public doit justifier que son actif excède effectivement à tout moment le passif dont il est tenu envers les tiers d'un montant **au moins** égal à son capital libéré ou à sa dotation, majoré du fonds de réserves.

ARTICLE 53-

Les institutions financières peuvent contracter des emprunts auprès de la Banque Centrale, d'autres établissements de crédit, ou d'institutions financières nationales ou internationales.

Ces opérations doivent être réalisées dans le respect des lois et réglementations en vigueur et suivant les conditions fixées par la Banque Centrale

ARTICLE 54 - Il est interdit aux établissements de crédit qui reçoivent des fonds du public :

a) d'acquérir ou de posséder leurs propres actions ou parts sociales ;

b) de consentir des prêts, avances ou concours quelconques ou de se porter caution contre affectation en garantie de leurs propres actions ou parts sociales ;

c) de se servir des fonds, valeurs ou biens quelconques dont elles disposent pour exercer, directement ou indirectement, sur l'opinion publique, une influence intéressée. Cette interdiction ne s'applique pas à une publicité commerciale faite ouvertement.

ARTICLE 55 –

Toute personne physique ou morale résidant légalement en Union des Comores a droit à l'ouverture d'un compte auprès des établissements de crédit.

Cette résidence peut être permanente ou temporaire conformément aux dispositions fixées par règlement de la Banque Centrale.

Toute personne qui se serait vue refuser l'ouverture d'un compte de dépôt par plusieurs établissements de crédit et qui, de ce fait, ne disposerait d'aucun compte, peut demander à la Banque Centrale de lui désigner un établissement de crédit auprès duquel elle pourra ouvrir un tel compte.

L'établissement de crédit ainsi désigné peut limiter les services liés à ce compte aux opérations de base suivantes :

- la gestion du compte ;
- la mise à disposition d'au moins un instrument de paiement, entouré des sécurités nécessaires ;
- la possibilité d'effectuer des virements (domiciliation, encaissement et paiement) à partir de ce compte ;
- la possibilité d'effectuer des prélèvements à partir de ce compte ;
- la réception et la remise en compensation d'opérations de paiement pour le compte du client ;
- la délivrance au client de relevés de compte trimestriels et, à sa demande, de relevés d'identité bancaire ou postale.

Les conditions supplémentaires d'usage du compte, ainsi que les pénalités encourues en cas de mauvaise utilisation ou de fraude seront spécifiées dans la convention d'ouverture de compte.

Toute ouverture d'un compte doit faire l'objet d'une convention écrite entre le client et son établissement de crédit. Cette convention, dont copie est remise au client, doit notamment préciser les conditions de fonctionnement et de clôture dudit compte.

ARTICLE 56-

Les institutions financières sont tenues d'informer leur clientèle et le public sur les conditions générales et tarifaires applicables à l'ensemble des produits et services proposés, selon des modalités fixées par règlement de la Banque Centrale.

ARTICLE 57 –Les conditions applicables aux opérations avec la clientèle ne doivent pas dépasser le taux d'usure fixé par règlement de la Banque Centrale.

Les établissements de crédit qui octroient des concours à la clientèle sont tenus de calculer un taux effectif global pour chaque concours selon des modalités fixées par règlement de la Banque Centrale. Ce taux doit être communiqué au client avant la signature du contrat.

ARTICLE 58-

Lorsque la situation d'un établissement de crédit qui reçoit des fonds du public le justifie, le Gouverneur de la Banque Centrale peut prendre toute initiative tendant à soutenir cette institution et à protéger les intérêts des déposants.

Il peut en particulier inviter les actionnaires, associés ou sociétaires à lui fournir le soutien financier nécessaire à son redressement.

Il peut aussi organiser le concours de l'ensemble des établissements de crédit qui reçoivent des fonds du public et les inviter à examiner les conditions dans lesquelles ils pourraient apporter leur concours au redressement de l'établissement de crédit, en vue d'assurer la protection des intérêts des déposants et des tiers et de préserver le bon fonctionnement du système bancaire et le renom de la place.

ARTICLE 59-

Tous les établissements de crédit qui reçoivent des fonds du public doivent constituer un fonds de garantie des dépôts auquel ils doivent obligatoirement adhérer.

Ce fonds de garantie est constitué sous forme de dépôts auprès de la Banque Centrale.

Ce fonds a pour objet d'indemniser les déposants en cas d'indisponibilité de leurs dépôts ou autres fonds remboursables.

Ce fonds peut être mobilisé sur demande de la Banque Centrale dès que celle-ci constate que l'institution n'est plus en mesure de restituer immédiatement ou à terme rapproché les fonds qu'elle a reçus du public ou des autres institutions financières qui reçoivent des fonds du public.

Les dispositions de création et d'intervention du fonds de garantie sont définies par la Banque Centrale.

CHAPITRE III –ORGANISATION DE LA PROFESSION

ARTICLE 60-

Les institutions financières doivent constituer dans l'Union des Comores une association professionnelle dont les statuts sont soumis à l'approbation de la Banque Centrale. Chaque institution financière agréée doit y adhérer.

L'association a notamment pour mission :

- d'assurer la représentation collective des institutions financières adhérentes et de défendre leurs intérêts auprès des pouvoirs publics, de l'autorité monétaire et des organisations nationales ou internationales ;
- de rappeler à ses membres le respect de la réglementation bancaire ;
- de formuler à la Banque Centrale des propositions ou suggestions concernant la réglementation de la profession bancaire et financière ;
- de participer activement avec l'autorité monétaire à l'amélioration des conditions d'exercice des activités bancaires et financières ;
- de promouvoir les activités interbancaires et d'encourager la coopération entre les membres ;
- de fournir un soutien technique dans le développement et l'élargissement du secteur bancaire et financier ;
- d'établir en concertation avec la Banque Centrale les règles de bonne conduite de la profession.

TITRE IV – SANCTIONS ET REGLES D'APUREMENT DU PASSIF

CHAPITRE I – INJONCTIONS

ARTICLE 61–

Lorsque la Banque Centrale constate qu'une institution financière a manqué aux règles qui lui sont soumises, en application de la présente Loi ou de tout texte législatif ou réglementaire, elle peut adresser à l'institution financière :

- 1) soit une mise en garde,
- 2) soit une mise en demeure avec une astreinte dont le montant et le délai seront définis par la réglementation de la Banque Centrale,
- 3) soit une injonction à l'effet de prendre, dans un délai déterminé, les mesures de redressement nécessaires ou toutes mesures conservatoires qu'elle juge appropriées.

ARTICLE 62–

Toute institution financière qui n'a pas donné suite à une injonction de la Banque Centrale est considérée avoir enfreint la réglementation bancaire ;

La Banque Centrale peut convoquer en audition les dirigeants de cette institution à l'effet de présenter les mesures prises pour assurer son redressement ;

Elle peut en outre mettre l'institution financière sous surveillance rapprochée en vue du suivi de la mise en œuvre des termes d'une injonction ou de recommandations.

ARTICLE 63–

La Banque Centrale, lorsqu'elle constate qu'une institution financière n'a pas donné suite à une injonction de faire, prononce une ou plusieurs des sanctions disciplinaires ou pécuniaires citées au chapitre 2 du titre IV de la présente loi.

CHAPITRE II – SANCTIONS DISCIPLINAIRES

ARTICLE 64 –

Les sanctions disciplinaires pour infraction à la présente Loi ou à toutes autres réglementations applicables aux institutions financières sont prononcées par la Banque Centrale des Comores conformément à l'article 26 de la présente Loi, sans préjudice des sanctions pénales applicables ou d'autres sanctions.

ARTICLE 65–

La Banque Centrale, lorsqu'elle constate qu'une institution financière.

- a enfreint les dispositions de la présente Loi ou toutes autres dispositions législatives ou réglementaires afférentes à son activité,
- n'a pas respecté les engagements pris lors de sa demande d'agrément,
- ou n'a pas donné suite à une injonction,

peut prononcer à son encontre l'une ou plusieurs des sanctions disciplinaires visées au présent article ou, le cas échéant, à l'encontre de ses dirigeants, administrateurs, associés ou tout tiers ayant le pouvoir de gérer ou d'administrer.

Ces sanctions peuvent être :

1. un avertissement,
2. un blâme,
3. la suspension ou l'interdiction de toute ou partie des opérations,
4. la suspension ou la destitution des dirigeants responsables,
5. la nomination d'un administrateur provisoire,
6. la suspension de tout concours de la Banque Centrale ;
7. le retrait de la qualité d'intermédiaire agréé ;
8. le retrait de l'agrément dans les conditions prévues à l'article 24 de la présente loi.

ARTICLE 66–

La Banque Centrale peut aussi prononcer, soit à la place, soit en sus des sanctions précitées, une sanction pécuniaire au plus égale au capital minimum dans les cas suivants :

- a) dissimulation ou communication de renseignements sciemment inexacts ;
- b) retard ou refus de communication des états déclaratifs, documents, renseignements, éclaircissements et autres pièces justificatives ;
- c) non-respect par les institutions financières des normes prudentielles fixées par la Banque Centrale ;
- d) retard, inexécution ou refus de se soumettre à une injonction de faire de la Banque Centrale.

ARTICLE 67–

La Banque Centrale peut, après audition des dirigeants responsables de l'institution concernée, décider la mise sous administration provisoire d'une institution financière.

La désignation de l'administrateur provisoire est faite :

- a) soit à la demande des dirigeants lorsqu'ils estiment ne plus être en mesure d'exercer normalement leurs fonctions ;
- b) soit à l'initiative de la Banque Centrale ;
- lorsqu'il est établi que les pratiques de l'institution financière sont susceptibles d'entraîner l'impossibilité pour elle d'honorer ses engagements ou de causer un préjudice grave aux intérêts des déposants,

- ou lorsqu'il est établi qu'un membre de l'organe délibérant ou de l'organe exécutif est impliqué dans une opération illégale ou frauduleuse,
- ou lorsque l'institution financière n'a pas, dans le délai fixé par la Banque Centrale, donné suite de manière satisfaisante à une injonction de celle-ci de présenter un plan de redressement,
- ou lorsqu'a été prise à l'encontre d'un membre de l'organe délibérant ou de l'organe exécutif l'une des sanctions disciplinaires visées dans la présente Loi.

La Banque Centrale peut à tout moment mettre fin au mandat de l'administrateur provisoire.

ARTICLE 68-

La décision de nomination de l'administrateur provisoire précise l'étendue de ses pouvoirs et de ses obligations, la durée de son mandat, qui ne peut excéder 12 mois, et le montant de sa rémunération.

L'administration provisoire entraîne la suspension des pouvoirs des dirigeants qui sont transférés en partie ou en totalité à l'administrateur provisoire.

Il est conféré à l'administrateur provisoire les pouvoirs nécessaires à l'administration et à la gestion de l'institution financière et à sa représentation auprès des tiers.

La désignation d'un administrateur provisoire ne peut intervenir ou cesser d'avoir effet à partir du moment où l'institution financière est en état de cessation de paiement.

ARTICLE 69 --

L'administrateur provisoire ne peut procéder à l'acquisition ou à l'aliénation de biens immeubles ou de titres de participation, ni procéder à des investissements, sans l'autorisation préalable de la Banque Centrale.

ARTICLE 70-

L'administrateur provisoire doit présenter à la Banque Centrale, trois mois après sa nomination, un rapport écrit précisant la nature, l'origine et l'importance des difficultés de l'institution financière ainsi que les mesures susceptibles d'assurer son redressement.

De plus, il doit présenter à la Banque Centrale un rapport écrit trimestriel sur les actions réalisées ainsi que sur l'évolution de la situation financière de l'institution.

Il peut à tout moment constater la cessation des paiements et proposer la liquidation judiciaire. Dans ce cas, la procédure d'apurement du passif telle qu'indiquée dans l'acte uniforme OHADA en la matière est appliquée.

ARTICLE 71-

La Banque Centrale, lorsqu'elle décide de prononcer une sanction disciplinaire et/ou pécuniaire, doit au préalable :

- a) auditionner les responsables de l'institution financière concernée,
- b) porter à la connaissance de ladite institution les faits qui lui sont reprochés par une notification motivée.

Cette notification fixe le montant de la sanction pécuniaire éventuellement retenue contre l'institution, la procédure applicable, la date d'effet, le mode de règlement et les modalités selon lesquelles, en cas d'inexécution totale ou partielle ou de retard d'exécution, il sera procédé au recouvrement de l'amende.

L'institution financière peut, à compter de la date de réception de la notification, adresser ses observations à la Banque Centrale dans un délai qui ne peut excéder dix jours ouvrables.

Le montant de la sanction pécuniaire est recouvré au profit de la Banque Centrale des Comores.

ARTICLE 72-

Toute sanction disciplinaire prononcée par la Banque Centrale peut être rendue publique.

Les frais qui en découlent sont à la charge de l'établissement.

Toutefois, lorsque la publication risque de perturber le bon fonctionnement du système bancaire ou de causer un préjudice disproportionné aux parties en cause, la Banque Centrale peut décider de ne pas procéder à la publication.

ARTICLE 73

Au même titre que tous les actes réglementaires de la Banque Centrale, les sanctions prononcées par celle-ci sont exécutoires dès notification à l'institution.

Les décisions prises par la Banque Centrale relatives à des sanctions disciplinaires sont susceptibles de recours devant la plus haute juridiction de l'État.

Les recours contre les décisions prononcées par la Banque Centrale ne suspendent pas l'exécution de la sanction.

CHAPITRE III – DISPOSITIONS PENALES

ARTICLE 74-

1- Sont punies d'une peine d'emprisonnement de six mois au moins et de cinq ans au plus et d'une amende de 1 million à 10 millions de francs comoriens ou de l'une de ces deux peines, toute personne qui :

- a- contrevient aux dispositions du titre II de la présente Loi ;
- b- fait obstacle aux personnes mandatées par la Banque Centrale dans le cadre de sa mission de surveillance, de contrôle des activités bancaires et financières et de lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme ;
- c- fait obstacle à la mission de l'administrateur provisoire ;
- d- fait obstacle à l'exercice des fonctions des Commissaires aux comptes.

2- Les personnes récidivistes se verront infligées une amende de 10 millions à 500 millions de francs comoriens

ARTICLE 75-

Toute personne physique ou tout employé d'une institution financière qui fournit à la Banque Centrale ou aux Commissaires aux comptes des renseignements sciemment inexacts ou incomplets relatifs à la situation de cette institution financière est passible des dispositions du code pénal sur le faux en écriture privée de commerce ou de banque.

ARTICLE 76 –

Toute personne tenue au secret professionnel est passible, en cas de violation, d'une peine d'emprisonnement de 2 ans et d'une amende de 1 à 10 millions de francs comoriens ou de l'une de ces deux peines seulement.

ARTICLE 77 –

Est passible d'une amende 1million à 50 millions de francs comoriens toute personne qui contrevient aux dispositions de l'article 22 de la présente Loi.

ARTICLE 78-

La condamnation définitive d'un dirigeant responsable constitue un motif légitime de licenciement et ce dirigeant responsable doit cesser immédiatement d'exercer ses fonctions de direction de ladite institution financière.

ARTICLE 79 –

En cas de récidive dans les cinq ans d'une première condamnation en vertu des articles 74 à 77, le maximum des peines prévues à ces articles est doublé.

CHAPITRE IV – REGLES D'APUREMENT DU PASSIF DES INSTITUTIONS FINANCIERES

ARTICLE 80-

Sont en état de cessation de paiement les institutions financières qui ne sont pas en mesure d'assurer leurs paiements, immédiatement ou à terme rapproché.

ARTICLE 81-

Les dispositions de droit commun relatives au règlement préventif, au redressement judiciaire et à la liquidation des biens sont applicables aux institutions financières.

ARTICLE 82-

La procédure collective d'apurement du passif peut être volontaire ou forcée.

a) La procédure collective est volontaire dès lors qu'elle est décidée par la majorité des associés ou des actionnaires ayant droit de vote et représentant au moins la moitié du capital social.

Elle est accordée à la double condition suivante :

- Les Commissaires aux comptes de ladite institution financière doivent certifier qu'elle est en mesure d'exécuter promptement et intégralement toutes ses obligations à l'égard de ses créanciers,
- Un liquidateur doit être nommé, soit par la Banque Centrale, soit par le juge compétent après avis conforme de la Banque Centrale.

b) La procédure collective est forcée :

- si, à la suite d'une administration provisoire d'une institution financière, un redressement judiciaire ou une procédure de liquidation de biens est ouvert ;
 - en application de l'article 29 de l'Acte uniforme OHADA portant organisation des procédures collectives d'apurement du passif.
- Le Ministère public informe immédiatement la Banque Centrale de l'ouverture de la procédure de liquidation.
La liquidation des biens est prononcée par l'Autorité judiciaire compétente sur saisine du liquidateur.

ARTICLE 83 -

Nonobstant les dispositions des articles 28, 29 et 32 de l'Acte uniforme OHADA portant organisation des procédures collectives d'apurement du passif, toute demande de règlement préventif ou de redressement judiciaire ou de liquidation des biens d'une institution financière est subordonnée à l'autorisation préalable de la Banque Centrale.

ARTICLE 84-

Le Président de la juridiction compétente saisi d'une demande de procédure de redressement judiciaire ou de liquidation de biens doit recueillir l'avis conforme de la Banque Centrale.
L'avis est versé au dossier.

La demande est accompagnée des pièces stipulées à l'article 6 de l'Acte Uniforme OHADA portant apurement du passif et de toutes pièces nécessaires à l'information de la Banque Centrale.
Le greffier informe immédiatement la Banque Centrale de la décision.

ARTICLE 85-

Nonobstant les pouvoirs juridictionnels de l'article 3 de l'Acte uniforme sur les procédures collectives, le représentant légal d'une institution financière qui envisage de déposer une requête aux fins d'ouverture d'une procédure de règlement préventif doit recueillir l'avis conforme de la Banque Centrale.

La demande doit comporter les éléments évoqués aux articles 26 et 27 portant Acte uniforme OHADA sur les procédures collectives d'apurement du passif.

La Banque Centrale donne par écrit son avis dans un délai d'un mois à compter de la date de réception de la demande et informe sans délai le Ministre chargé des Finances.
L'avis est transmis par tout moyen au demandeur.

ARTICLE 86 –

Le syndic désigné par la juridiction compétente, en application de l'article 35 de l'Acte uniforme OHADA portant organisation des procédures collectives d'apurement du passif, procède à l'inventaire des actifs, aux opérations de liquidation du fonds de commerce et des autres éléments du patrimoine. Il est assisté par le liquidateur.

ARTICLE 87 –

Le liquidateur doit présenter à la Banque Centrale, au moins une fois tous les trois mois, un rapport sur l'évolution des opérations de liquidation et, au terme de la liquidation, un rapport circonstancié sur celle-ci.

Il procède à la reddition des comptes. Il est responsable des documents qui lui ont été remis au cours de la procédure pendant cinq ans à compter de cette reddition.

ARTICLE 88 –

Le syndic et le liquidateur établissent les relevés de toutes les créances. Ces relevés doivent être visés par le Juge-commissaire, déposés au greffe de la juridiction compétente et faire l'objet d'une mesure de publicité. En cas de contestation, les créanciers saisissent la juridiction compétente dans un délai de deux (2) mois à compter de l'accomplissement de la mesure de publicité, à peine de forclusion.

ARTICLE 89 –

En cas d'apurement du passif d'un établissement de crédit, les titulaires des comptes bancaires sont remboursés immédiatement après les créanciers de frais de justice et les créanciers de salaires super privilégiés, à concurrence d'un montant fixé par l'Autorité judiciaire compétente, sur la base des ressources disponibles.

Les dispositions visées à l'alinéa précédent ne s'appliquent pas aux dépôts des institutions financières.

ARTICLE 90 –

L'ouverture ou le prononcé d'une procédure de liquidation des biens entraîne automatiquement le retrait de l'agrément et la liquidation de ladite institution.

Durant cette procédure, l'institution financière est tenue :

- de faire suivre sa raison sociale de la mention « en liquidation »,
- de cesser immédiatement ses opérations,
- d'afficher dans tous ses locaux ouverts au public un avis de mise en liquidation avec la mention soit de l'autorisation de la Banque Centrale, soit du jugement du tribunal, selon les cas.

ARTICLE 91 –

La personnalité juridique d'une institution financière en liquidation subsiste jusqu'à la clôture de celle-ci.

TITRE V –DISPOSITIONS DIVERSES ET TRANSITOIRES

CHAPITRE I – DISPOSITIONS DIVERSES

ARTICLE 92 –

Les institutions financières doivent se conformer au droit du travail en vigueur en Union des Comores.

Toute demande de dérogation aux dispositions du droit du travail est soumise à l'approbation de la Banque Centrale et à l'autorité administrative compétente.

ARTICLE 93 –

Les institutions financières sont soumises aux dispositions du Code général des impôts.

ARTICLE 94 –

Pour l'application des articles 95 à 101 **de la présente loi**, il y a lieu d'entendre par :

- 1) **comptes** : comptes à vue, carnets d'épargne, comptes de dépôt à terme ou remboursables avec préavis, comptes titres ou tous autres comptes dans lesquels sont individualisés les avoirs détenus par les établissements dépositaires pour compte de leurs clients ;
- 2) **comptes dormants** : comptes qui n'ont fait l'objet, de la part des titulaires, d'aucune intervention depuis trois ans ;
- 3) **coffres dormants** : coffres pour lesquels le loyer n'a pas été payé depuis au moins 5 ans et qui ont été ouverts à l'initiative de l'institution financière loueur après résiliation du contrat de location ;
- 4) **établissement dépositaire et loueur** :
 - a) Toute institution financière
 - b) Les services financiers de la poste ;
- 5) **titulaire** : toute personne, y compris les ayants droit et le représentant légal, ayant le pouvoir de disposer des avoirs sur un compte ;
- 6) **locataire** : toute personne qui a le droit d'accès au coffre ;

- 7) **intervention du titulaire** : toute opération du titulaire sur un de ses comptes auprès de l'établissement dépositaire ou tout contact du titulaire avec l'établissement dépositaire ;
- 8) **intervention du locataire** : paiement du loyer en retard par le locataire ou tout contact du locataire avec l'établissement loueur.

ARTICLE 95 -

1) Les établissements dépositaires recherchent les titulaires des comptes dormants.

2) A cet effet, ils informent les titulaires par tout moyen à la dernière adresse connue.

En l'absence d'intervention du titulaire dans un délai d'un mois, ils peuvent consulter le registre national des personnes physiques.

Le titulaire d'un compte dormant est informé de l'existence de ce compte ainsi que de la procédure suivie si aucune intervention de sa part n'est effectuée.

Il appartient à l'établissement dépositaire de faire la preuve de l'intervention du titulaire par toute voie de droit. La signature de l'accusé de réception est assimilée à une intervention du titulaire.

3) L'association professionnelle des institutions financières communiquera à l'établissement dépositaire les données que celui-ci doit nécessairement connaître pour exécuter ses obligations prévues au présent article.

L'association professionnelle des institutions financières n'a accès à ces données qu'à condition d'avoir reçu une demande motivée dans ce sens de la part de l'établissement dépositaire.

4) Les établissements dépositaires se voient accorder l'autorisation d'enregistrer et de traiter le numéro d'identification du registre national, aux seules fins de communiquer à la Banque Centrale les informations dont cette dernière a besoin ;

4) Un compte dormant dont le montant est inférieur à 10 000 francs comoriens ne doit pas faire l'objet de la procédure de recherche précitée.

ARTICLE 96 –

1) Les établissements dépositaires peuvent porter en compte des frais pour les recherches visées à l'article précédent. Ils ne peuvent excéder 20% de la totalité des avoirs des comptes dormants ou de leur contre-valeur au moment du début des recherches ;

2) Les établissements dépositaires doivent faire les recherches pour autant que ces frais ne dépassent pas la limite visée à l'alinéa 1^{er} du présent article.

ARTICLE 97–

Si la procédure de recherche est infructueuse et que le compte dormant n'a pas fait l'objet d'une intervention de la part du titulaire, les avoirs du compte dormant concerné sont transférés à la Banque Centrale en même temps que les données par l'établissement dépositaire, avant la fin de la sixième année qui suit la dernière intervention. La Banque Centrale définit les règles relatives au transfert des avoirs et à l'échange de données entre l'établissement dépositaire et la Banque Centrale.

Les droits du titulaire auprès de l'établissement dépositaire s'éteignent par le transfert à la Banque Centrale des avoirs et des données.

ARTICLE 98–

Sous réserve d'un doute sur l'exactitude des informations transmises et sauf en cas d'erreur ou de faute des dirigeants de l'établissement dépositaire, le transfert à la Banque Centrale des avoirs d'un compte dormant libère l'établissement dépositaire de toute obligation à l'égard du titulaire, des autorités et de tout tiers.

La Banque Centrale ne reprend pas les droits et obligations de l'établissement dépositaire à l'exception de l'obligation de restitution.

ARTICLE 99–

La Banque Centrale tient un registre des comptes dormants et en assure l'accès aux personnes justifiant un intérêt légitime. La Banque Centrale définit les conditions d'accès à ce registre.

ARTICLE 100 –

Les dispositions des articles 95 à 98 de la présente loi s'appliquent également aux coffres dormants, étant entendu que les mots «établissements loueurs», «locataires» et «comptes» doivent être lus en lieu et place respectivement des mots «établissements dépositaires», «titulaires» et «coffres».

ARTICLE 101–

Si, malgré la procédure de recherche susvisée, un coffre dormant n'a pas fait l'objet d'une intervention du locataire, l'établissement loueur emballe son contenu, à l'exception des espèces et des titres, dans une enveloppe scellée selon la procédure en vigueur et inscrit les espèces et les titres respectivement en compte et en compte titres.

En même temps, l'établissement loueur fournit à la Banque Centrale les données utilisées dans le cadre de la procédure de recherche.

Pendant dix ans, le locataire peut demander le contenu de son enveloppe scellée auprès de l'établissement loueur, selon les dispositions du contrat de location. L'établissement loueur en informe immédiatement la Banque Centrale.

La Banque Centrale conserve les données relatives à un coffre dormant pendant dix ans à compter de la réception des dernières données.

La Banque Centrale tient un registre des coffres dormants. Elle en assure l'accès aux personnes justifiant un intérêt légitime.

CHAPITRE II – MESURES TRANSITOIRES

ARTICLE 102 –

Les institutions financières qui, préalablement à la promulgation de la présente Loi, étaient inscrites sur la liste des banques et établissements financiers, restent agréées de plein droit au titre de la présente Loi.

Les institutions financières devront se conformer aux dispositions de la présente Loi après sa promulgation et sa publication au journal officiel.

ARTICLE 103 –

La Banque Centrale précise par voie réglementaire les modalités d'application des dispositions de la présente Loi.
Les instructions de portée générale sont publiées au journal de l'Union des Comores

ARTICLE 104–

Sont abrogées à compter de la date de promulgation de la présente loi, la loi N°80-07/AF portant réglementation bancaire, le décret 04-064/PR portant réglementation des institutions financières décentralisées et toute disposition contraire à la présente loi.

ARTICLE 105 : La présente loi est exécutée comme loi de l'Union des Comores.

2. LOI CADRE FEDERALE N°80-08, RELATIVE A LA MONNAIE ET AU ROLE DE LA BANQUE CENTRALE DES COMORES DANS LE CONTROLE DES BANQUES, DES ETABLISSEMENTS FINANCIERS, DU CREDIT ET DES CHANGES

L'ASSEMBLEE FEDERALE DE LA REPUBLIQUE FEDERALE ISLAMIQUE DES COMORES

Délibérant conformément à la Constitution a adopté la Loi dont la teneur suit :

TITRE I : DISPOSITIONS GENERALE

Article 1^{er} -

Dans le cadre de la politique économique définie par le Gouvernement, la Banque Centrale des Comores (BCC) ci-après dénommé « la Banque Centrale » a pour mission générale de formuler la politique monétaire et du crédit, d'exercer la surveillance et le contrôle des activités bancaires et des établissements financiers et de veiller à l'application de la réglementation des changes.

TITRE II : DE LA MONNAIE

Article 2.-

L'unité monétaire de la République Fédérale Islamique des Comores, ci-après dénommée « La République », est le franc comorien (FC) dont la valeur est fixée par les accords auxquels la République est partie.

Article 3.-

La Banque Centrale a le privilège exclusif d'émettre les signes monétaires, billets et monnaies métalliques, ayant cours légal et pouvoir libératoire sur le territoire de la République.

Le Pouvoir libératoire des billets émis par la Banque Centrale est illimité.

Le pouvoir libératoire des monnaies métalliques est limité, pour chaque type de pièces, à cent fois leur valeur faciale. Toutefois, ces monnaies sont reçues sans limitation par la Banque Centrale.

Article 4.-

Les statuts de la Banque Centrale précise les modalités de la création, de l'émission, du retrait et de l'annulation des signes monétaires. La Banque Centrale est consultée sur tout projet d'ordre législatif ou réglementaire intéressant la monnaie.
Les caractéristiques des billets et des pièces émis par la Banque Centrale sont publiées au Journal Officiel des Comores.

Article 5.-

Lorsqu'un type de billets ou de pièces cesse d'avoir cours légal, la Banque Centrale est tenue d'en assurer, sans restriction, l'échange à ses guichets contre un ou plusieurs types de billets ou de pièces ayant cours légal. Cette obligation prend fin à l'expiration d'un délai qui ne peut être inférieur à quinze mois, comptés à partir de la date de publication au journal officiel des Comores de la décision privative de cours légal de la pièce ou du billet considéré.

TITRE III : CONTROLE DES BANQUES ET DES ETABLISSEMENTS FINANCIERS

Article 6.-

Dans le cadre de la Loi portant réglementation des banques et des établissements financiers, la Banque Centrale est chargée de veiller à l'application de la réglementation de la profession bancaire. Elle peut proposer au Ministre des Finances les modifications et compléments qu'elle estime devoir lui être apportés.

Elle dispose pour cette mission d'un pouvoir réglementaire, d'un pouvoir administratif et d'un pouvoir disciplinaire.

a) Pouvoir réglementaire :

Article 7.-

Les instructions et les circulaires de la Banque Centrale fixe les modèles des situations comptables et des états divers périodiques qui doivent être établis par les banques et par les établissements financiers.

Elles fixent également les règles de gestion auxquelles doivent se soumettre les banques et les établissements financiers, notamment en ce qui concerne la liquidité, le rapport entre le montant des risques et celui des fonds propres et la division des risques.

b) Pouvoir administratif :

Article 8.-

La Banque Centrale exerce un contrôle sur pièces des activités et des résultats des banques et des établissements financiers.

Elle peut également exercer un contrôle sur pièces et sur place par l'intermédiaire de ses inspecteurs.

c) Pouvoir disciplinaire :

Article 9.-

Si un contrôle révèle qu'une banque ou un établissement financier de droit privé a enfreint les règles fixées par la législation ou la réglementation bancaire, la Banque Centrale prend, sans préjudice des sanctions pénales applicables, les sanctions disciplinaires qui sont :

L'avertissement

Le blâme

L'interdiction de certaines opérations dans l'exercice de la profession,

La suspension des dirigeants responsables avec ou sans nomination d'un administrateur provisoire,

La radiation de la liste des banques et des établissements financiers.

Article 10.-

La Banque Centrale peut en outre prononcer soit à la place, soit en sus d'une des sanctions prévues ci-dessus, une amende de dix mille francs comoriens dont le produit est versé au Trésor Public.

TITRE IV : DU CONTROLE DU CREDIT

Article 11.-

Les statuts de la Banque Centrale précisent sa responsabilité dans l'organisation et la distribution du crédit. La Banque Centrale est chargée de veiller à l'application de la réglementation le concernant.

Tout projet d'ordre législatif ou réglementaire relatif à l'organisation de la distribution du contrôle du crédit est soumis à l'avis de la Banque Centrale.

Article 12.-

La Banque Centrale est notamment chargée d'étudier et de mettre en œuvre toute mesure ayant pour objet de développer les dépôts dans les banques ou dans les caisses d'épargne, de diminuer la thésaurisation des espèces, de développer l'usage de la monnaie scripturale, plus généralement de collecter dans l'intérêt général toutes les disponibilités du public.

Article 13.-

La Banque Centrale est également chargée de veiller à ce que les opérations de crédit traitées par les banques et les établissements financiers soient conformes à la politique économique déterminée par le Gouvernement.

Elle doit par ailleurs s'assurer que les concours consentis par les banques ne portent pas atteinte à la sécurité des fonds qui leur sont confiés.

TITRE V : DU CONTROLE DES CHANGES

Article 14.-

La Banque Centrale est chargée de veiller à l'application des dispositions législatives et réglementaires relatives aux relations financières de la République avec l'étranger conformément aux accords auxquels la République est partie. Elle peut déléguer son pouvoir d'autorisation aux banques qu'elle aura habilités en leur accordant la qualité d'intermédiaire agréé. Elle assure également le contrôle de la position en francs comoriens et en devises des établissements bancaires et financiers vis-à-vis de l'étranger.

TITRE VI : DISPOSITIONS DIVERSES

Article 15.-

La Banque Centrale est chargée de l'établissement de la balance des paiements de la République.

La Banque Centrale assure en outre :

- le service central des risques qui centralise le montant des crédits consentis au-delà d'un certain seuil par chaque établissement bancaire ou financier à chacun de ses clients, ainsi que les créances arriérées de cotisations d'assurances sociales ou familiales,
- le service du fichier central des chèques impayés,
- le service des incidents de paiement relatifs aux effets de commerce,
- la centralisation des bilans des entreprises (bilans, comptes d'exploitation, de pertes et profits en vue de réunir une documentation économique et financière).

Article 16.-

Tout projet d'ordre législatif ou réglementaire relatif à la réglementation de chèques et des effets de commerce est soumis à l'avis de la Banque Centrale.

Article 17.-

Pour les affaires relevant de ses attributions, la Banque Centrale peut donner des avis au Gouvernement de la République, lequel peut également requérir l'avis de la Banque Centrale pour ces mêmes affaires.

Article 18.-

La Banque Centrale est exonérée de tous impôts, prélèvements ou taxes diverses.

Le Gouvernement de la République est garant de la sécurité des établissements de la Banque Centrale ainsi que des fonds et valeurs qu'elle détient.

Article 19.-

Des décrets préciseront en tant que de besoin les modalités d'application de la présente Loi.

Article 20.-

La présente Loi sera publiée partout où besoin sera et exécutée comme Loi de l'Etat.

Adoptée en séance du 3 mai 1980.

Les Secrétaires,
ALI SAID KIFIA KAEMBI ABDALLAH

Le Président,
MOHAMED TAKI

3. LA LOI N°12-008/AU DU 28 JUIN 2012, RELATIVE A LA LOI PORTANT LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT D'ARGENT ET LE FINANCEMENT DU TERRORISME

TITRE I : TERMINOLOGIE

Article 1er.-

Au sens de la présente loi est considéré comme

1° - Blanchiment d'argent

- La conversion, le transfert ou la manipulation de biens ou de revenus, dont l'auteur sait ou aurait dû savoir qu'ils proviennent d'un crime ou d'un délit ou d'une participation à ce crime ou délit dans le but de dissimuler ou de déguiser l'origine illicite des dits biens ou des fonds, ou d'aider toute personne qui est impliquée dans la commission de l'infraction principale à échapper aux conséquences juridiques de ses actes ;

- La dissimulation ou le déguisement de la nature, de l'origine, de l'emplacement, de la disposition, du mouvement ou de la propriété réelle des biens ou des droits y relatifs dont l'auteur sait ou aurait dû savoir qu'ils proviennent d'un crime ou d'un délit.

- L'acquisition, la détention ou l'utilisation de valeurs par une personne qui sait, qui suspecte ou qui aurait dû savoir que lesdits biens ou lesdits revenus constituent un produit de tout crime ou délit au sens de la présente loi.

2°- Acte de terrorisme

- Toute infraction en relation avec une entreprise, individuelle, ou collective ayant pour but de troubler gravement l'ordre public par l'intimidation ou la terreur ;

- Tout acte ayant pour but de porter volontairement atteinte à la vie ou à l'intégrité de la personnel'enlèvement et la séquestration de personnes

- Tout acte dont le contexte est d'intimider une population ou de contraindre un gouvernement ou une organisation internationale à commettre ou s'abstenir de commettre un acte quelconque.

La connaissance, l'intention ou la motivation nécessaire en tant qu'élément de l'infraction peut être déduite de circonstances

factuelles objectives.

3°- Financement du terrorisme

Le fait de financer une entreprise terroriste en réunissant, en gérant ou en fournissant des fonds ou des biens quelconques, ou en donnant des conseils à cette fin, dans l'intention de les voir utiliser ou en sachant qu'ils sont destinés à être utilisés, en tout ou en partie, en vue de commettre un acte de terrorisme,

L'infraction est commise, que l'acte visé au paragraphe 1 se produise ou non et que les fonds aient ou non été utilisés pour commettre cet acte ;

Les infractions de financement du terrorisme seront constituées indépendamment de savoir si la personne accusée d'avoir commis les infractions est ressortissante de l'Union des Comores ou d'un autre pays que celui dans lequel sont situés les terroristes ou les organisations terroristes ou dans lequel les actes terroristes devaient se produire, se sont produits ou vont se produire.

4°- Groupe terroriste

Groupement formé ou une entente établie en vue de la préparation d'un acte de terrorisme.

5°- Association de malfaiteurs

Tout groupement ou entente en vue de la préparation, caractérisée par un ou plusieurs faits matériels, d'un ou plusieurs crimes ou délits

6°- Complicité

L'acte consistant à aider, assister, inciter ou conseiller une personne physique ou morale en vue de commettre l'infraction de terrorisme ou d'en faciliter sa commission.

7°- Infractions sous-jacentes au blanchiment de capitaux

L'expression «infraction sous-jacente» désigne toute infraction qui génère un produit du crime et peut correspondre à tout crime ou délit prévus et réprimés par le code pénal et les autres textes répressifs

Article 2.-

1° Définitions des infractions

A-Trafic des être humains

Au sens de la présente loi, la traite des personnes désigne le recrutement, le transport, l'hébergement, le transfert ou l'accueil de personnes, par le recours à la menace ou le recours à la force ou à d'autres formes de contrainte, par enlèvement, fraude, tromperie, abus d'autorité ou d'une situation de vulnérabilité, ou par l'offre ou l'acceptation de paiements ou d'avantages pour obtenir le consentement d'une personne ayant autorité sur une autre aux fins d'exploitation.

L'exploitation comprend, notamment, l'exploitation de la prostitution d'autrui ou d'autres formes d'exploitation sexuelle, le travail ou les services forcés, l'esclavage ou les pratiques analogues à l'esclavage, la servitude ou le prélèvement d'organes.

B- Contrebande d'immigrants

La contrebande d'immigrants consiste pour toute personne ou groupe de personnes à organiser le transport (sur terre, sur mer ou par air), l'hébergement ou le transit de migrants clandestins afin d'en tirer directement ou indirectement un avantage financier, matériel ou tout autre avantage lorsque le territoire national sert de zone d'origine, de transit ou de destination.

C- Piraterie

On entend par « piraterie » l'un quelconque des actes suivants :

a) tout acte illicite de violence ou de détention ou toute déprédation commis par l'équipage ou des passagers d'un navire ou d'un aéronef privé, agissant à des fins privées, et dirigé contre un autre navire ou aéronef, ou contre des personnes ou des biens à leur bord;

b) tout acte de participation volontaire à l'utilisation d'un navire ou d'un aéronef, lorsque son auteur a connaissance de faits dont il découle que ce navire ou aéronef est un navire ou aéronef pirate;

c) tout acte ayant pour but d'inciter à commettre les actes définis aux lettres a) ou b), ou commis dans l'intention de les faciliter.

D- Manipulation de cours

Le délit de manipulation des cours apparaît lorsqu'une personne exerce ou tente d'exercer, directement ou par personne interposée, une manœuvre, parfois prenant la forme d'interventions sur le marché de la valeur, afin d'induire en erreur les autres investisseurs.

E-Délit d'initié

Le délit d'initié est le fait pour les dirigeants sociaux, agents publics ou toute autre personnes disposant à l'occasion de l'exercice de leur profession ou de leur fonction des informations privilégiées sur la situation d'un émetteur de titres, les perspectives d'évolution des valeurs mobilières ou d'un contrat en vue d'être signé, de réaliser ou de permettre de réaliser soit directement soit indirectement une ou plusieurs opérations ou même de communiquer ces opérations à un tiers avant que le public en ait connaissance.

2° Notions juridiques

F- Produit du crime

Le terme « produit du crime » désigne tout bien ou tout avantage économique et financier tiré directement ou indirectement de tout crime ou délit.

Cet avantage peut consister en un bien ou des revenus tel que défini à l'alinéa H) du présent article.

G-Terrorisme et terroriste

Le terme « terrorisme » désigne l'ensemble d'actes de violence commis pour créer un climat d'insécurité, exercer un chantage sur un gouvernement, satisfaire une haine à l'égard d'une communauté, d'un pays ou d'un système politique. Il s'agit de tout acte ayant pour but de troubler gravement l'ordre public par l'intimidation ou la terreur, et notamment les actes de violence, les vols, les extorsions, les destructions, dégradations et détériorations, les infractions en matière informatique, les infractions en matière d'armes, de produits explosifs ou de matières nucléaires, les infractions de blanchiment.

Le terme « terroriste » désigne toute personne physique qui commet ou qui tente de commettre des actes terroristes par tout moyen, directement ou indirectement, illégalement et délibérément, qui participe en tant que complice à des actes terroristes, qui organise des actes terroristes ou donne instruction à d'autres d'en commettre, qui contribue à la commission d'actes terroristes par un groupe de personnes agissant dans un but commun, lorsque cette contribution est intentionnelle et vise à réaliser l'acte terroriste ou qu'elle est apporté en ayant connaissance de l'intention du groupe de commettre un acte terroriste.

H- Bien et revenus

Le terme « bien » et le terme « revenus » désignent tous les types d'avoirs, corporels ou incorporels, meubles ou immeubles, tangibles ou intangibles quel que soit leur mode d'acquisition, ainsi que les documents ou instruments juridiques sous quelque forme que se soit, y compris électronique ou numérique, prouvant la propriété ou les intérêts sur lesdits biens, y compris, mais de façon non limitative, les crédits bancaires, les chèques de voyages, les chèques bancaires, les mandats, les actions, les valeurs mobilières, les obligations, les traites ou les lettres de crédit ainsi que les éventuels intérêts, dividendes ou autres revenus ou valeurs tirés de ou générés par de tels avoirs.

I- Organisation terroriste

L'expression «organisation terroriste» désigne tout groupe de terroristes qui:

- a) commet ou tente de commettre des actes terroristes par tout moyen, direct ou indirect, illégalement et délibérément;
- b) participe en tant que complice à des actes terroristes;
- c) organise des actes terroristes ou donne instruction à d'autres d'en commettre; ou
- d) contribue à la commission d'actes terroristes par un groupe de personnes agissant dans un but commun lorsque cette contribution est délibérée et vise à favoriser l'acte terroriste ou qu'elle est apportée en sachant l'intention du groupe de commettre un acte terroriste.

J- Personnes politiquement exposées

L'expression «personnes politiquement exposées (PPE) étrangères» désigne les personnes qui exercent ou ont exercé d'importantes fonctions publiques dans un pays étranger, par exemple, les chefs d'État et de gouvernement, les politiciens de haut rang, les hauts responsables au sein des pouvoirs publics, les magistrats et militaires de haut rang, les dirigeants d'entreprise publique et les hauts responsables de partis politiques.

L'expression «PPE nationales» désigne les personnes physiques qui exercent ou ont exercé d'importantes fonctions publiques dans le pays, par exemple, les chefs d'État et de gouvernement, les politiciens de haut rang, les hauts responsables au sein des pouvoirs publics, les magistrats et militaires de haut rang, les dirigeants d'entreprise publique et les hauts responsables de partis politiques.

Les personnes qui exercent ou ont exercé d'importantes fonctions au sein de ou pour le compte d'une organisation internationale désigne les membres de la haute direction, c'est-à dire les directeurs, les directeurs adjoints et les membres du conseil d'administration et toutes les personnes exerçant des fonctions équivalentes.

La notion de PPE ne couvre pas les personnes de rang moyen ou inférieur relevant des catégories ci-dessus.

K- Instrument

Le terme « instrument » désigne tout objet employé ou destiné à être employé de quelque manière que ce soit, en tout ou en partie, pour commettre une ou des infractions pénales.

L- Groupe criminel organisé

L'expression «groupe criminel organisé» désigne un groupe structuré de trois personnes ou plus et agissant de concert dans le but de commettre une ou plusieurs infractions graves pour en tirer, directement ou indirectement, un avantage financier ou un autre avantage matériel.

M- Bénéficiaire effectif

L'expression «bénéficiaire effectif» désigne la ou les personnes physiques qui, in fine, possèdent ou contrôlent un client ou un compte, la personne pour le compte de laquelle une opération est effectuée. Sont également compris les personnes qui exercent en dernier lieu un contrôle effectif sur une personne morale ou une construction juridique.

3° Eléments de terminologie

N- Institutions financières

L'expression « Institution financière » désigne toute personne ou entité qui exerce à titre commercial une ou plusieurs des activités ou opérations suivantes au nom ou pour le compte d'un client:

- a) acceptation de dépôts et d'autres fonds remboursables du public;
- b) prêts;
- c) crédit-bail;
- d) transfert d'argent ou de valeurs;
- e) émission et gestion de moyens de paiement;
- f) octroi de garanties et souscriptions d'engagements;
- g) négociation sur:
 - les instruments du marché monétaire;
 - le marché des changes;
 - les instruments sur devises, taux d'intérêt et indices;
 - les valeurs mobilières;
 - les marchés à terme de marchandises.
- h) participation à des émissions de valeurs mobilières et prestation de services financiers connexes;
- i) gestion individuelle et collective de patrimoine;
- j) conservation et administration de valeurs mobilières, en espèces ou liquides, pour le compte d'autrui;
- k) autres opérations d'investissement, d'administration ou de gestion de fonds ou d'argent pour le compte d'autrui;
- l) souscription et placement d'assurance-vie et d'autres produits d'investissement en lien avec une assurance ;
- m) change manuel.

O- Entreprise et professions non financières désignées

On entend par «entreprises et professions non financières désignées»:

- a) les casinos (y compris les casinos sur Internet).
- b) les agents immobiliers.

c) les négociants en métaux précieux

d) les négociant en pierres précieuses

e) les avocats, notaires et autres professions juridiques indépendantes et les comptables. Sont exclusivement couverts les membres de professions libérales exerçant à titre indépendant, d'associé ou de salarié dans un cabinet. Ne sont pas couverts les professionnels exerçant au sein d'autres types d'entreprises dont ils sont employés, ni les professionnels travaillant pour un organisme public, qui peuvent déjà être soumis à des mesures de lutte contre le blanchiment et financement du terrorisme.

f) les prestataires de services aux sociétés à savoir les personnes et entreprises qui ne relèvent pas d'autres catégories visées dans les présentes recommandations et qui à titre commercial, fournissent à des tiers l'un des services suivants :

- agir en qualité d'agent pour la constitution de personne morale
- agir (ou prendre des mesures afin qu'une autre personne agisse) en qualité de dirigeant ou gérant d'une société de capitaux, d'associés d'une société de personne ou de titulaire d'une fonction similaire pour d'autres types de personnes ou de titulaire d'une fonction similaire pour d'autres types de personnes morales;
- fournir un siège social, une adresse commerciale ou des locaux, une adresse administrative ou postale à une société de capitaux, une société de personnes ou toute autre personne morale ou construction juridique;
- agir (ou prendre des mesures afin qu'une autre personne agisse) en qualité d'actionnaire agissant pour le compte d'une autre personne.

P- Compte de passage

L'expression «compte de passage» vise les comptes de correspondant qui sont utilisés directement par des tiers pour exécuter des opérations pour leur propre compte.

Q- Service de transferts de fonds ou de valeurs

L'expression «service de transferts de fonds ou de valeurs» désigne un service financier qui consiste à accepter les espèces, les chèques ou tout autre instrument de paiement ou dépôt de valeur et à payer une somme équivalente en espèces ou sous toute autre forme à un bénéficiaire au moyen d'une communication, d'un message, d'un transfert ou d'un système de compensation auquel appartient le service de transmission de fonds ou de valeurs. Les opérations effectuées par le biais de ce services peuvent impliquer un ou plusieurs intermédiaires et une tierce partie réceptrice du paiement final, et peuvent inclure tout nouveau moyen de paiement. Ces services sont parfois liés à des zones géographiques particulières et sont désignés par des termes spécifiques

R- Virement électronique

L'expression «virement électronique» désigne toute opération effectuée par voie électronique effectuée au nom d'un donneur d'ordre via une institution financière en vue de mettre à disposition d'un bénéficiaire une certaine somme d'argent auprès d'une autre institution financière, étant entendu que le donneur d'ordre et le bénéficiaire une seule et même personne.

4° dispositions de procédures pénale

S- Livraison surveillée

L'expression «livraison surveillée» désigne la méthode consistant à permettre le passage par le territoire de l'Union des Comores d'expéditions illicites ou suspectées de l'être, au su et sous le contrôle des autorités compétentes de cet État, en vue d'enquêter sur une infraction et d'identifier les personnes impliquées dans sa commission.

T- Gel de fonds et autres ressources financières

Le gel de fonds et autres ressources financières : toute action visant à empêcher tout mouvement, transfert, modification, utilisation ou manipulation de fonds qui aurait pour conséquence un changement de leur volume, montant, localisation, propriété, possession, nature, destination ou toute autre modification qui pourrait en permettre l'utilisation, notamment la gestion de portefeuille

5°la répression des infractions

U- Confiscation

Le terme « confiscation » signifie la privation permanente des biens ou des fonds sur décision d'une autorité administrative ou d'une juridiction compétente, qui transfère la propriété à l'Etat de ces biens ou de ces fonds. Ainsi les personnes sont déchues de tous droits sur les biens confisqués.

TITRE II :DE LA PREVENTION DU BLANCHIMENT ET DU FINANCEMENT DU TERRORISME

Chapitre I : Dispositions générales de prévention

Section 1 Professions soumises aux titres II et III de la présente loi

Article 3.- Les Titres II et III de la présente loi s'appliquent à toute personne physique ou morale qui, dans le cadre de sa profession, réalise, contrôle, ou conseille des opérations financières entraînant des dépôts, des échanges, des placements, des conversions ou tous autres mouvements de capitaux, et notamment aux établissements de crédit et aux institutions et intermédiaires financiers.

Les Titres II et III de la présente loi s'appliquent également, pour toutes leurs opérations, aux Institutions Financières Décentralisées (institutions de micro finance), aux changeurs manuels, aux casinos et aux établissements de jeux, ainsi qu'à ceux qui réalisent, contrôlent ou conseillent des opérations immobilières et aux entreprises d'assurance qui couvrent l'assurance vie et les intermédiaires en matière d'assurance (agents et courtiers).

Les Titres II et III de la présente loi s'appliquent également aux entreprises et professions non financières désignées, dans les circonstances suivantes :

- a) Casinos - lorsque les clients effectuent des opérations égales ou supérieures au seuil désigné applicable, par arrêté du Ministre des finances.
- b) Agents immobiliers - lorsqu'ils effectuent des transactions pour leurs clients concernant l'achat et la vente de biens immobiliers.
- c) Négociants en métaux précieux ou en pierres précieuses et d'objets de grande valeur - lorsqu'ils effectuent avec un client des transactions en espèces dont le montant est égal ou supérieur au seuil désigné applicable par arrêté du Ministre des finances.
- d) Avocats, notaires, autres professions juridiques indépendantes et comptables, lorsqu'ils préparent ou effectuent des transactions pour leurs clients dans le cadre des activités suivantes :

- ☐ achat et vente de biens immobiliers ;
- ☐ gestion des capitaux, des titres ou autres actifs du client ;
- ☐ gestion de comptes bancaires, d'épargne ou de titres ;
- ☐ organisation des apports pour la création, l'exploitation ou la gestion de sociétés ;
- ☐ création, exploitation ou gestion de personnes morales ou de constructions juridiques, achat et vente d'entités commerciales.

e) Les prestataires de services aux sociétés et trusts, lorsqu'ils préparent ou effectuent des transactions pour un client en lien avec les activités suivantes :

- ils agissent en qualité d'agent pour la constitution de personnes morales
- ils agissent ou prennent des mesures afin qu'une autre personne agisse) en qualité de dirigeant ou de gérant d'une société de capitaux, d'associé d'une société de personnes ou de titulaire d'une fonction similaire pour d'autres types de personnes morale ;
- ils fournissent un siège sociale une adresse commerciale ou des locaux, une adresse administrative ou postale à une société de capitaux, une société de personne ou toute autre personne morale ou construction juridique ;
- ils agissent (ou prennent des mesures afin d'une autre personne agisse) en qualité d'actionnaire agissant pour le compte d'une autre personne.

f) Les avocats, notaires, autres professions juridiques indépendantes et comptables, lorsqu'ils effectuent une transaction financière dans le cadre des activités visées au paragraphe (d) ci-dessus pour le compte de ou pour un client. Dans ce cas, ils sont tenus de déclarer les opérations suspectes.

g) Les négociants en métaux précieux ou en pierres précieuses et d'objets de grande valeur, lorsqu'ils effectuent avec un client des transactions en espèces égales ou supérieures au seuil fixé par arrêté du Ministre des finances. Dans ce cas, ils sont tenus de déclarer les opérations suspectes.

h) Les prestataires de services aux sociétés et trusts, lorsqu'ils effectuent une transaction s'inscrivant dans le cadre des activités visées au paragraphe (e) ci-dessus pour le compte de ou pour un client. Dans ce cas, ils sont tenus de déclarer les opérations suspectes

Les avocats, les notaires, les autres professions juridiques indépendantes et les comptables agissant en qualité de juristes indépendants ne sont pas tenus de faire des déclarations si les informations qu'ils détiennent ont été obtenues dans des circonstances relevant de la défense judiciaire d'un client.

Section 2. Limite à l'emploi d'espèces

Article 4.-

Tout paiement en espèces d'un montant supérieur à 5 millions de francs comoriens est interdit.

Le prix d'achat d'un article dont la valeur totale est supérieure à 5 millions de francs comoriens ne peut être acquitté en espèces.

Toutefois, un arrêté du Ministre des Finances détermine les cas et les circonstances dans lesquels il peut être dérogé au paragraphe précédent. Dans ce cas, un rapport précisant les modalités de l'opération et l'identité des parties, établi conformément à l'article 4 de la présente loi, doit être transmis au Service de Renseignements Financiers (SRF).

Section 3. Obligation de réaliser les transferts de fonds par un établissement de crédit ou une institution financière.

Article 5.-

Tout transfert vers l'étranger ou en provenance de l'étranger de fonds, titres ou valeurs pour une somme supérieure à 5 millions de

francs comoriens doit être effectué par un établissement de crédit ou une institution financière habilitée, ou par son intermédiaire.

Toutefois, un arrêté du Ministre des Finances détermine les cas et les circonstances dans lesquels il peut être dérogé au paragraphe précédent. Dans ce cas, un rapport précisant les modalités de l'opération et l'identité des parties doit être transmis au Service de Renseignements Financiers (SRF).

Section 4. Les transports physiques de fonds, passeurs de fonds

Article 6.-

Les transports physiques transfrontaliers d'espèces et instruments au porteur, de métaux ou pierres précieuses d'un montant supérieur à 5 millions de francs comoriens sont soumis à une déclaration.

Ces informations sont transmises au Service de Renseignements Financiers (SRF) par l'autorité douanière.

En cas de non ou fausse-déclaration ou s'il y a suspicion de blanchiment de capitaux ou de financement du terrorisme ou que les instruments au porteur sont en rapport avec les infractions sous-jacentes, l'autorité douanière saisit ou immobilise en totalité ou en partie la valeur.

Les personnes qui ont procédé à de fausses déclarations ou communications directement ou indirectement pour leur compte ou pour celui de tiers feront l'objet de poursuites sur la base des articles du code pénal relatifs aux faux et usage de faux.

En outre, l'autorité douanière procédera à la saisie des biens et des valeurs objet de fausses déclarations.

Chapitre II : Transparence dans les opérations financières

Section 1. Dispositions générales

Article 7.-

L'Etat organise le cadre juridique de manière à assurer la transparence des relations économiques, notamment en assurant que le droit des sociétés et les mécanismes juridiques de protection des biens ne permettent pas la constitution d'entités fictives ou de façade.

Des renseignements suffisants, précis, à jour et accessibles en temps opportun par les autorités compétentes sur les actionnaires et les dirigeants sont nécessaires avant toute attribution de licence ou d'agrément. De plus il est strictement interdit aux institutions financières d'établir ou de poursuivre une relation de correspondance bancaire avec des banques fictives. Elles doivent aussi s'assurer que les correspondants n'autorisent pas les banques fictives à utiliser leurs comptes.

Section 2.- Identification des clients par les établissements de crédit et les institutions financières

Article 8.-

Les établissements de crédit, les institutions financières et toute personne visée par l'article 3 sont tenus :

- avant de nouer une relation contractuelle ou d'assister leurs clients dans la préparation ou la réalisation d'une transaction, de s'assurer de l'identité et de l'adresse de leurs cocontractants;
- de s'assurer de l'identité et de l'adresse de leurs clients avant d'ouvrir un compte.

L'identification des clients doit reposer d'une part sur des règles déontologiques précises et d'autre part sur une politique clairement définie de connaissance de la clientèle, afin d'empêcher que l'organisme financier n'entretienne des relations avec des personnes dont l'identité est douteuse ou dont les transactions sont sans commune mesure avec l'activité.

L'identification d'une personne morale s'effectue par la production de l'original ou de la copie certifiée conforme de tout acte établissant qu'elle a été légalement enregistrée et qu'elle a une existence réelle au moment de l'identification : extrait du registre de commerce, pièces d'identité des administrateurs et tout autre document dont il est pris copie.

La vérification de l'identité d'une personne physique est opérée par la présentation d'une carte d'identité nationale ou de tout autre document officiel original en cours de validité et comportant une photographie, dont il est pris une copie. La vérification de son adresse est effectuée par la présentation d'un document de nature à en faire la preuve.

Quant à la vérification de l'identité d'une personne physique commerçante, cette dernière est tenue de fournir en outre toute pièce attestant de son immatriculation au registre du commerce.

Les responsables, employés et mandataires appelés à entrer en relation pour le compte d'autrui doivent produire, outre les pièces prévues ci-dessus, les documents attestant de la délégation de pouvoir qui leur est accordée ainsi que de l'identité et de l'adresse des ayants droit économiques.

Les établissements de crédit, les institutions financières et toute personne visée par l'article 3,

- ne doivent pas tenir de comptes anonymes, ni de comptes sous des noms manifestement fictifs,
- doivent définir les types de clients et de mandataires qu'elles ne peuvent accepter.
- doivent prendre les mesures de vigilance (« due diligence ») à l'égard de la clientèle, notamment en identifiant et en vérifiant l'identité de leurs clients et de leurs mandataires, lorsqu'elles nouent des relations d'affaires et effectuent des transactions occasionnelles supérieures au seuil désigné par arrêté du Ministre des finances ou sous forme de virements électroniques et s'il existe un soupçon de blanchiment de capitaux ou de financement du terrorisme et si elles ont des doutes de la véracité ou de la pertinence des données d'identification du client précédemment obtenues.
- doivent transmettre une déclaration de soupçon au Service de Renseignements Financiers (SRF) lorsqu'elles ont des doutes quant à la véracité ou à la pertinence des données d'identification du client précédemment obtenues ou que les éléments présentés ou les renseignements recueillis manquent de cohérence et si lors de l'établissement d'une relation d'affaires ou au cours de cette relation lorsqu'elles procèdent à des opérations occasionnelles elles suspectent des opérations qui se rapportent au blanchiment ou au financement du terrorisme.

Les mesures de vigilance à l'égard de la clientèle et des bénéficiaires effectifs sont les suivantes :

1. Identifier le client, le bénéficiaire effectif et leurs mandataires et vérifier leur identité au moyen des documents, données et informations de source fiable et indépendante.
2. Obtenir des informations sur l'objet et la nature envisagée de la relation d'affaire.
3. Identifier le bénéficiaire effectif des transactions et prendre toutes les mesures raisonnables pour vérifier son identité. Ainsi, pour les personnes morales et les constructions juridiques, elles doivent comprendre la structure et la propriété du client.
4. Disposer d'un système adapté de surveillance des transactions par Internet ou par tout autre moyen électronique ; centraliser et analyser les transactions inhabituelles;
5. Exercer une vigilance constante à l'égard de la relation d'affaires et assurer un examen attentif des transactions effectuées pendant toute la durée de cette relation d'affaires, afin de s'assurer que les transactions effectuées sont cohérentes avec la connaissance qu'a l'institution de son client, de ses activités commerciales, de son profil de risque ce qui comprend, le cas échéant, l'origine des fonds.
- 6- Conserver des informations à jour et accessibles en temps opportun sur les clients et les bénéficiaires effectifs.
- 7- Conserver les informations et pièces mentionnées pendant au moins 5 ans après la date à laquelle la société est dissoute ou cesse d'exister, ou pendant au moins 5 ans après la date où la société cesse d'être cliente.
- 8- En cas d'impossibilité pour obtenir des informations élémentaires fiables et à jour, renoncer ou mettre un terme à la relation avec le client. »
- 9-Mettre immédiatement en œuvre les dispositions prévues au titre II et au titre III de la loi s'agissant des relations en cours avec les clients.

Les établissements de crédit, les institutions financières et toute personne visée par l'article 3 doivent mettre en œuvre chacune des mesures de vigilance figurant aux paragraphes 1. à 9. ci-dessus, mais elles peuvent déterminer l'étendue de ces mesures en fonction du niveau de risque associé au type de clientèle, de relation d'affaires ou de transaction. Les mesures prises doivent être conformes aux lignes directrices mises en place par les autorités compétentes.

Pour les catégories à plus haut risque, les institutions financières doivent prendre des mesures de vigilance renforcée. Dans des circonstances déterminées, lorsque les risques sont faibles, les institutions financières sont autorisées à appliquer des mesures réduites ou simplifiées.

Si l'institution financière ne peut pas se conformer aux obligations découlant des paragraphes 1 à 9 ci-dessus, elle ne doit pas ouvrir de compte, ni effectuer une transaction, ni nouer des relations d'affaires. Si une relation d'affaires est déjà nouée, elle doit y mettre un terme. Dans tous les cas, elle doit faire une déclaration de soupçon.

Ces obligations doivent s'appliquer à tous les nouveaux clients et à leurs mandataires; néanmoins les institutions financières et les personnes visées par l'article 3 doivent les appliquer également aux clients existants selon l'importance des risques qu'ils représentent et doivent mettre en œuvre des mesures de vigilance sur ces relations existantes aux moments opportuns.

Les établissements de crédit, les institutions financières et toute personne visée par l'article 3 doivent, s'agissant de personnes politiquement exposées étrangères et nationales, mettre en œuvre les mesures de vigilance normales, et en outre :

- a) Disposer de systèmes de gestion des risques adéquats afin de déterminer si le client ou son mandataire est une personne politiquement exposée.
- b) Obtenir l'autorisation de la haute direction d'établir (ou de poursuivre, s'il s'agit d'un client existant) de telles relations d'affaires.

- c) Prendre toutes mesures raisonnables pour identifier l'origine du patrimoine et l'origine des fonds.
- d) Assurer une surveillance renforcée et continue de la relation d'affaires.
- e) S'assurer que les informations recueillies sont exactes et à jour, en temps opportun et disponibles pour les autorités compétentes, en particulier les autorités de poursuite pénale.

Les établissements de crédit, les institutions financières et toute personne visée par l'article 3 sont obligées d'appliquer des mesures de vigilance renforcées aux relations d'affaires et opérations avec les personnes, physique ou morales, ainsi qu'avec les institutions financières, des pays pour lesquels le GAFI appelle à le faire.

Des contre-mesures doivent pouvoir être appliquées à la demande du GAFI mais aussi indépendamment de celui-ci.

Les mesures de vigilance renforcées appliquées doivent être efficaces et proportionnelles aux risques.

Pour ce qui concerne les comptes «de passage», les autorités compétentes doivent s'assurer que l'institution financière a vérifié l'identité de son client, a mis en œuvre des mesures de vigilance constante et est en mesure de fournir des données d'identification pertinentes sur demande.

Section 3.- Identification des clients occasionnels

Article 9.-

L'identification des clients occasionnels s'effectue selon les conditions prévues à l'article 8, pour toute transaction portant sur une somme supérieure à 5 millions de francs comoriens.

Dans le cas où le montant des transactions n'est pas connu au moment de l'opération, il est procédé à l'identification du client dès que le montant est connu ou que le seuil prévu à l'alinéa 1 est atteint.

L'identification est requise même si le montant de l'opération est inférieur au seuil fixé lorsque la provenance licite des capitaux n'est pas certaine.

L'identification devra aussi avoir lieu en cas de répétition d'opérations distinctes, effectuées dans une période limitée et pour un montant individuel inférieur à celui prévu par l'alinéa 1.

Section 4.- Relations de correspondant bancaire transfrontalier

Article 10-

Les institutions financières doivent, en ce qui concerne les relations de correspondant bancaire transfrontalier et autres relations similaires, mettre en œuvre les mesures de vigilance normale, et en outre :

- a) Rassembler suffisamment d'informations sur le correspondant afin de pleinement, bien comprendre sa réputation et la qualité de contrôle dont il est l'objet, ce qui implique de savoir si le correspondant a fait l'objet d'une enquête ou des mesures de la part d'une autorité de contrôle en matière de blanchiment de capitaux ou du financement du terrorisme.
- b) Évaluer les contrôles mis en place par le correspondant sur le plan de la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme.
- c) Obtenir l'autorisation de la haute direction avant de nouer de nouvelles relations de correspondance.
- d) Comprendre clairement les responsabilités respectives de chaque institution.
- e) En ce qui concerne les comptes « de passage », avoir l'assurance que le correspondant a appliqué des mesures de vigilance aux clients ayant un accès direct aux comptes de la banque correspondante et qu'il est en mesure de fournir les informations pertinentes s'y rapportant sur demande de la banque correspondante.

Section 5.- Les Virements électroniques

Article 11.-

Les institutions financières, y compris les services de remise de fonds, doivent prendre des mesures afin de recueillir et de conserver des renseignements exacts et utiles relatifs au donneur d'ordre (nom, adresse et numéro de compte) ainsi que les informations requises sur le bénéficiaire concernant les virements électroniques transfrontaliers et nationaux. De plus, les institutions financières doivent prendre des mesures de gel et interdire la conduite de toutes opérations avec les personnes et entités désignées par le Conseil des Sécurité des Nations Unies.

Dans le cas où elles n'obtiendraient pas ces informations, elles sont tenues de refuser le transfert et d'en informer le Service de renseignements Financiers (SRF).

Section 6.-Conservation des documents par les établissements de crédit, les institutions financières et toute personne visée à

l'article 3.

Article 12.-

Les établissements de crédit, les institutions financières et les autres assujettis doivent conserver, pendant au moins cinq ans à compter de la date d'opération, toutes les pièces nécessaires se rapportant aux transactions effectuées, à la fois nationales et internationales, afin de leur permettre de répondre rapidement aux demandes d'information des autorités compétentes. Ces pièces doivent permettre de reconstituer les transactions individuelles de façon à fournir, si nécessaire, des preuves en cas de poursuites pénales.

Les établissements de crédit, les institutions financières et les autres assujettis doivent conserver une trace écrite des données d'identification obtenues au titre des mesures de vigilance (par exemple, copie ou enregistrement des documents officiels tels que les passeports, les cartes d'identité, les permis de conduire ou des documents similaires), les livres de comptes et la correspondance y compris les résultats de toute analyse réalisée (les recherches visées à établir le contexte de l'objet des opérations complexes d'un montant anormalement élevé pendant cinq ans au moins après la fin de la relation d'affaires et de la date de l'opération occasionnelle.

Toute personne, autorités et entités mentionnées ci-dessus, ainsi que la société elle-même, ou ses dirigeants, liquidateurs ou autres personnes impliquées dans la dissolution de la société, doivent conserver les informations et les pièces mentionnées pendant au moins 5 ans après la date à laquelle la société est dissoute ou a cessé d'exister.

Section 7.- Communication des documents

Article 13.-

Les renseignements et documents visés aux articles 8 à 12 de la présente loi seront communiqués, sur leur demande, aux autorités judiciaires, aux fonctionnaires chargés de la détection et de la répression des infractions liées au blanchiment agissant dans le cadre d'un mandat judiciaire et au Service de Renseignements Financiers (SRF) institué à l'article 18 et dans le cadre de ses attributions définies aux articles 18 à 23.

En aucun cas, les personnes ayant l'obligation de transmettre les renseignements et les documents sus mentionnées, ainsi que toute autre personne en ayant connaissance, ne les communiqueront à d'autres personnes physiques ou morales que celles énumérées à l'alinéa 1, sauf si les autorités ci-dessus visées l'autorisent.

Section 8.- Programmes internes de lutte contre le blanchiment au sein des établissements de crédit et des institutions financières

Article 14.-

Les établissements de crédit, les institutions financières et les Entreprises et Professions Non Financières Déclarées (EPNFD) doivent élaborer des programmes de prévention du blanchiment d'argent et du financement du terrorisme. Les groupes financiers devraient mettre en place des programmes de lutte contre le blanchiment et financement du terrorisme à l'échelle du groupe. Ces programmes doivent comprendre :

- a) des politiques, des procédures et des contrôles internes, y compris des dispositifs de contrôle de la conformité, et des procédures appropriées lors de l'embauche des employés, de façon à s'assurer qu'elle s'effectue selon des critères exigeants;
- b) un programme de formation continue des fonctionnaires et employés destiné à les aider à détecter les opérations et les agissements susceptibles d'être liés au blanchiment de capitaux ou au financement du terrorisme et à les instruire sur les procédures à suivre dans pareils cas;
- c) un dispositif de contrôle interne pour vérifier la conformité, l'observance et l'efficacité des mesures prises en vue d'appliquer la présente loi.
- d) une fonction d'audit indépendante pour tester le système

Les institutions financières et les entreprises et professions non financières désignées nomment en leur sein un responsable chargé de la lutte contre le blanchiment et financement du terrorisme chargé de l'application de la présente loi au sein de l'institution. Il est de ce fait le correspondant du Service de Renseignements Financiers (SRF). Il est tenu de coopérer dans toute la mesure du possible avec les autorités compétentes notamment pour l'identification des bénéficiaires effectifs.

Les institutions financières doivent s'assurer que leurs succursales et leurs filiales majoritaires à l'étranger appliquent les mesures de lutte contre le blanchiment et financement du terrorisme conformément à la présente loi.

Section 9 : Organismes à but non lucratif

Article 15-

Toute organisation à but non lucratif qui recueille, reçoit, donne ou transfère des fonds dans le cadre de son activité philanthropique est soumise à une surveillance appropriée par le Ministère de l'Intérieur. Ce dernier arrête des règles destinées à garantir que les organisations à but non lucratif ne soient pas utilisées abusivement à des fins de financement du terrorisme.

Section 10.- Change manuel

Article 16.-

Constitue une opération de change manuel, au sens de la présente loi, la livraison d'espèces contre le règlement par un autre moyen de paiement libellé dans une devise différente.

Les personnes physiques ou morales qui font profession habituelle d'effectuer des opérations de change manuel sont tenues :

- a. d'adresser, conformément à la réglementation, une demande d'agrément à la Banque Centrale des Comores, et de justifier, dans cette déclaration, de l'origine licite des fonds nécessaires à la création de l'établissement ;
- b. de s'assurer de l'identité de leurs clients, par la présentation d'un document officiel original en cours de validité et comportant une photographie, dont il est pris copie, avant toute transaction portant sur une somme supérieure à 5 millions de francs comoriens ou pour toute transaction effectuée dans des conditions de complexité inhabituelles ou injustifiées ;
- c. de consigner, dans l'ordre chronologique, toutes opérations, leur nature et leur montant avec indication des nom et prénom du client, ainsi que de la nature et du numéro du document présenté, sur un registre paraphé par l'autorité administrative compétente et de conserver ledit registre pendant 10 ans au moins après la dernière opération enregistrée.

Section 11.- Casinos et établissements de jeux

Article 17.-

Les casinos et établissements de jeux sont tenus :

- a) d'adresser avant de commencer leur activité, une déclaration d'activité à la Banque Centrale des Comores aux fins d'obtenir l'autorisation d'ouverture et de fonctionnement prévue par la législation nationale en vigueur, et de justifier, dans cette déclaration, de l'origine licite des fonds nécessaires à la création de l'établissement ;
- b) de tenir une comptabilité régulière et de la conserver pendant 10 ans au moins. Les principes comptables définis par la législation nationale sont applicables aux casinos et établissements de jeux ;
- c) de s'assurer de l'identité des joueurs qui achètent, apportent ou échangent des jetons ou des plaques quelle qu'en soit la nature pour un montant supérieur à 500.000 francs comoriens par jour, par la présentation d'un document officiel original en cours de validité et comportant une photographie, dont il est pris copie ;
- d) de consigner, dans l'ordre chronologique, toutes opérations, leur nature et leur montant avec indication des nom et prénom du client, ainsi que de la nature et du numéro du document présenté, sur un registre paraphé par l'autorité administrative compétente et de conserver ledit registre pendant 10 ans au moins après la dernière opération enregistrée ;

Dans le cas où l'établissement de jeux serait tenu par une personne morale possédant plusieurs filiales, les jetons doivent identifier la filiale par laquelle ils sont émis. En aucun cas, des jetons émis par une filiale ne peuvent être remboursés dans une autre filiale, y compris à l'étranger.

TITRE III : DE LA DETECTION DU BLANCHIMENT ET DU FINANCEMENT DU TERRORISME :

Chapitre I : Collaboration avec les autorités chargées de lutter contre le blanchiment

Section 1.- Le Service de Renseignements Financiers

Article 18.-

Un Service de Renseignements Financiers (SRF) est créé et sert de centre national pour la réception et l'analyse des déclarations suspectes et les autres informations concernant le blanchiment de capitaux, les infractions sous-jacentes associées et le financement du terrorisme, et pour la dissémination des résultats de cette analyse. Ce Service est placé sous la tutelle du Ministre des Finances. Sa composition, ses attributions et les conditions de nature à renforcer son indépendance ainsi que le contenu et les modalités de transmission des déclarations de soupçons qui lui sont adressées sont fixés par un décret du président de l'Union des Comores pris en Conseil des Ministres.

Article 19.-

Dans l'exercice de ses attributions, le SRF peut recourir à des correspondants au sein des services de la police, de la gendarmerie, des douanes, ainsi que des services judiciaires de l'Etat et de tout autre service dont le concours est jugé nécessaire dans le cadre de la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme.

Article 20.-

Les enquêtes sur le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme sont confiées à la « Division Opérationnelle » pour suites pénales spécifiques. Le Service de Renseignements Financiers (SRF) est encouragé à soutenir et à développer, autant que possible, les techniques d'enquêtes spécifiques adaptées au blanchiment de capitaux, comme la livraison surveillée, les opérations sous couverture et autres techniques pertinentes. Le Service de Renseignements Financiers (SRF) est également encouragé à utiliser d'autres mécanismes efficaces tels que le recours à des groupes permanents ou temporaires spécialisés dans les enquêtes sur les biens, et la coopération avec les autorités compétentes d'autres pays.

Les informations reçues, traitées, détenues ou disséminées par le SRF devraient être protégées, échangées et utilisées en toute sécurité, conformément aux procédures et politiques convenues et lois et règlement applicables. Le SRF doit disposer de règles relatives à la sécurité et la confidentialité de ces informations y compris les procédures pour leur traitement, leur stockage, leur dissémination, leur protection et leur consultation.

Article 21.- Confidentialité

Le personnel du Service de Renseignements Financiers (SRF) et ses correspondants sont tenu de garder secrète toute information obtenue dans le cadre de leurs fonctions, même après la cessation de leurs fonctions. Ces informations ne peuvent être utilisées qu'aux fins prévues par la présente loi et conformément à celle-ci. Les informations reçues, traitées, détenues ou disséminées par le SRF devraient être protégées, échangées et utilisées en toute sécurité, conformément aux procédures et politiques convenues et aux lois et règlements applicables.

Le SRF doit disposer de règles relatives à la sécurité et la confidentialité de ces informations, y compris des procédures pour leur traitement, leur stockage, leur dissémination, leur protection et leur consultation. Le SRF est tenu de s'assurer que son personnel dispose des autorisations d'accès nécessaires et comprend ses responsabilités dans le traitement et la dissémination d'informations sensibles et confidentielles. Le SRF doit limiter l'accès à ses installations et ses informations, y compris à ses systèmes informatiques.

Article 22 : Accès à l'information

Dans le cadre de ses fonctions de réception et d'analyse, le Service de Renseignements Financiers (SRF) pourra, sur sa demande, obtenir de toute autorité publique et de toute personne physique ou morale visée à l'article 3, la communication des informations et documents conformément à l'article 13, ainsi que toutes informations supplémentaires auprès des entités déclarantes. Il peut également échanger des renseignements avec les autorités chargées de l'application des sanctions disciplinaires prévues à l'article 29. La communication de ces informations se fera dans un délai de 5 jours.

Dans tous les cas, l'utilisation des informations ainsi obtenues sera strictement limitée aux fins poursuivies par la présente loi.

Article 23.- Relations avec les services de renseignements financiers étrangers

Le Service de Renseignements Financiers (SRF) peut, sous réserve de réciprocité, échanger des informations relatives au blanchiment d'argent et au financement du terrorisme avec les services étrangers homologues, lorsque ceux-ci sont soumis à des obligations de confidentialité et quelle que soit la nature de ces services, sous réserve du respect de la souveraineté nationale, de la préservation de l'intérêt et de la sécurité nationale de l'Union des Comores. A cet effet, il peut conclure des accords de coopération avec ces services.

Lorsqu'il est saisi d'une demande de renseignement ou de transmission par un service étranger homologue traitant une déclaration de soupçon, il y donne suite dans les mêmes conditions que mentionnées à l'alinéa précédent dans le cadre des pouvoirs qui lui sont conférés par la présente loi pour traiter de telles déclarations.

A la demande de ses homologues étrangers et sous réserve de réciprocité, le SRF peut procéder à des enquêtes au bénéfice des requérants.

Ces demandes sont directement traitées par le SRF à l'exclusion de toute autre autorité.

Section 2 : Les autorités de surveillance et leurs obligations en matière de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme

Article 24.-

1) L'autorité de surveillance, notamment la Banque Centrale des Comores et les ministères concernés, veillent à ce que les institutions financières et les entreprises et professions non financières désignées, respectent les prescriptions énoncées au Titre II de la présente loi.

2) Lorsque, par suite, soit d'un grave défaut de vigilance, soit d'une carence dans l'organisation de ses procédures internes de contrôle, une personne visée à l'article 3 a méconnu les obligations que lui imposent le titre II et III de la présente loi, l'autorité de contrôle ayant pouvoir disciplinaire peut agir d'office dans les conditions prévues par les textes législatifs et réglementaires spécifiques en vigueur.

Elle en avise en outre le SRF, ainsi que le procureur de République.

3) Conformément à la loi, les autorités compétentes :

a) prennent les dispositions requises pour définir des critères appropriés pour la possession, le contrôle ou la participation directe ou indirecte à la direction, à la gestion ou au fonctionnement d'une institution financière ou d'une entreprise ou d'un professionnel non financier désigné dans l'article 3 de la présente loi;

b) réglementent et surveillent l'observance, par les établissements de crédit, les institutions financières, les entreprises et les professionnels non financiers désignés dans l'article 3 de la présente loi, des obligations énoncées aux titres II et III de la présente loi, y compris par des examens sur place;

- c) communiquent des instructions, des lignes directrices ou des recommandations visant à aider les établissements de crédit, les institutions financières, les entreprises et les professionnels non financiers désignés dans l'article 3 de la présente loi, à respecter les obligations énoncées aux titres II et III de la présente loi;
- d) coopère et échange des informations avec d'autres autorités compétentes et apporte son aide aux enquêtes, poursuites ou procédures relatives au blanchiment de capitaux, aux infractions sous-jacentes et au financement du terrorisme;
- e) définit en coopération avec le SRF des normes ou des critères applicables aux déclarations de soupçon qui tiennent compte des autres normes nationales et internationales existantes;
- f) veille à ce que les institutions financières, leurs filiales et succursales à l'étranger adoptent et fassent appliquer des mesures conformes à la présente loi, dans la mesure où les lois et règlements locaux le permettent;
- g) communiquent sans retard à la cellule de renseignements financiers toute information relative à des opérations suspectes ou à des faits suspects qui pourraient être liés au blanchiment de capitaux ou au financement du terrorisme;
- h) apportent une coopération rapide et efficace aux organismes qui exercent des fonctions similaires dans d'autres États;
- i) tiennent des statistiques concernant les mesures adoptées et les sanctions infligées dans le contexte de l'application du présent chapitre.

Section 3. La déclaration de soupçons

Article 25.- Obligation de déclarer les opérations suspectes

Lorsqu'une institution financière ou toute autre personne visée par l'article 3 suspecte, ou a des motifs raisonnables de suspecter, que des fonds sont le produit d'une infraction sous-jacente au blanchiment de capitaux ou ont un rapport avec le financement du terrorisme, des actes terroristes, des organisations ou des individus terroristes elle doit être obligée en vertu de la loi de faire immédiatement une déclaration d'opération suspecte au service de renseignement financiers(SRF). De plus, les tentatives d'opérations suspectes, quelque soit leur montant, devraient faire l'objet d'une déclaration au SRF.

Article 26.- Transmission aux cellules de renseignements financiers étrangers

Les informations relatives aux déclarations de soupçons sont transmises à leur demande aux cellules de renseignements financiers étrangers par tous moyens.

Les déclarations faites par voie téléphonique doivent être confirmées par écrit dans les délais les plus brefs. Ces déclarations indiquent suivant le cas :

1. La description des opérations
2. Toutes indications utiles sur les personnes y participant,
3. Les raisons pour lesquelles l'opération a déjà été exécutée,
4. Le délai dans lequel l'opération suspecte doit être exécutée s'il y a lieu.

Article 27.- Opposition à l'exécution des opérations

Si, en raison de la gravité ou de l'urgence de l'affaire, le Service de Renseignements Financiers (SRF) l'estime nécessaire, il peut faire opposition à l'exécution de l'opération avant l'expiration du délai d'exécution mentionné par le déclarant. Cette opposition est notifiée à ce dernier, immédiatement, par tout moyen. L'opposition fait obstacle à l'exécution de l'opération pendant une durée qui ne peut excéder 48 heures.

Le président de la juridiction du premier degré territorialement compétente, saisie par le Service de Renseignements Financiers (SRF) peut ordonner le blocage de l'opération et la mise sous séquestre des fonds, comptes, titres ou valeurs pour une durée supplémentaire qui ne peut excéder quinze jours ; au-delà de ce délai, une procédure pénale pourra être ouverte.

Article 28.- Interdiction de divulguer l'existence ou la teneur d'une déclaration de soupçon

Les institutions financières et les entreprises et professions non financières désignées, leurs dirigeants, préposés et employés ne divulguent dans aucun cas à leur client ou à un tiers le fait que des informations ont été fournies à la cellule de renseignements financiers, ou qu'une déclaration relative à un soupçon de blanchiment de capitaux ou de financement du terrorisme sera, est ou a été transmise à la cellule de renseignements financiers, ou qu'une enquête en matière de blanchiment de capitaux ou de financement du terrorisme a été effectuée ou est en cours. Cette interdiction n'empêche pas les divulgations ou les communications relatives à un soupçon de blanchiment de capitaux ou de financement du terrorisme entre les dirigeants, les préposés et les employés des institutions financières et des entreprises et professions non financières désignées, le conseiller juridique et les autorités compétentes concernées.

Article 29.- Suites données aux déclarations de soupçon

Lorsque les opérations mettent en évidence des faits susceptibles de constituer l'infraction de blanchiment de capitaux ou de financement du terrorisme, le SRF transmet un rapport sur ces faits au procureur de la République qui saisit immédiatement le juge d'instruction. Ce rapport est accompagné de toute pièce nécessaire à l'instruction, à l'exception de la déclaration de soupçon. En effet, l'identité du déclarant ne doit pas figurer dans ledit rapport.

Chapitre II : Exemption de responsabilité du fait des déclarations de soupçons faites de bonne foi

Article 30.-

Aucune poursuite pour violation du secret professionnel ne peut être engagée contre les personnes ou les dirigeants et préposés des organismes désignés à l'article 3 qui, de bonne foi, ont transmis les informations demandées ou effectué les déclarations prévues par les dispositions de la présente loi.

Aucune action en responsabilité civile, pénale administrative ou professionnelle ne peut être intentée contre les personnes ou les dirigeants et préposés des organismes désignés à l'article 3 du fait des dommages matériels et/ou immatériels qui pourraient résulter du blocage d'une opération dans le cadre des dispositions de l'article 27.

Les dispositions du présent article s'appliquent de plein droit même si la preuve du caractère délictueux des faits à l'origine de la déclaration n'est pas rapportée ou si ces faits ont été amnistiés ou ont entraîné une décision de non lieu, de relaxe ou d'acquiescement.

Chapitre III : Techniques d'investigation

Section 1.- Techniques particulières d'investigation

Article 31.-

Afin d'obtenir la preuve des infractions liées au blanchiment de capitaux et au financement du terrorisme à la présente loi, le juge d'instruction ou le procureur de la République peuvent ordonner, pour la durée de l'enquête :

- Le placement sous surveillance des comptes bancaires et des comptes assimilés aux comptes bancaires ;
- Le placement sous surveillance des systèmes, réseaux et serveurs informatiques;
- Le placement sous surveillance ou sur écoutes de lignes téléphoniques, de télécopieurs ou de moyens électroniques de transmission ou de communication ;
- L'enregistrement audio et vidéo des faits et gestes et des conversations;
- La communication d'actes authentiques et sous seing privé, de documents bancaires, financiers et commerciaux.

Section 2.- Opérations sous couverture et livraisons surveillées

Article 32.-

Aucune sanction ne peut être appliquée aux fonctionnaires compétents pour enquêter sur le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme qui, aux fins de l'obtention de preuves liées à ces infractions ou de la localisation des produits du crime, posent, dans le cadre d'une opération sous couverture ou d'une livraison surveillée, des actes qui pourraient être interprétés comme des éléments du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme.

L'autorisation du Procureur de la République ou du juge d'instruction doit être obtenue préalablement à toute opération mentionnée au premier alinéa. Un compte-rendu détaillé lui est transmis à l'issue des opérations. Elle peut, par décision motivée rendue à la demande des fonctionnaires compétents pour effectuer lesdites opérations, retarder le gel ou la saisie de l'argent ou de tout autre bien ou avantage, jusqu'à la conclusion des enquêtes et ordonner, si cela est nécessaire, des mesures spécifiques pour leur sauvegarde.

Article 33.- Témoignage anonyme et protection des témoins

Le juge d'instruction peut, d'office ou sur demande d'un témoin ou d'une partie privée lésée, décider que:

- a) certaines données d'identité ne seront pas mentionnées dans le procès-verbal d'audition s'il existe une présomption raisonnable que le témoin pourrait subir un préjudice grave suite à la divulgation de certaines informations;
- b) l'identité d'un témoin restera secrète si le juge d'instruction conclut que le témoin, un membre de sa famille ou un de ses associés pourrait vraisemblablement être mis en danger par le témoignage. L'identité du témoin ne sera tenue secrète que si l'enquête relative à l'infraction l'exige et si d'autres techniques d'enquête paraissent insuffisantes pour découvrir la vérité. Le témoin dont l'identité est tenue secrète ne sera pas cité à comparaître à une audition sans son accord. Un témoignage anonyme ne peut servir d'unique fondement ni de facteur déterminant à toute inculpation ou condamnation.

Chapitre IV : Interdiction d'invoquer le secret bancaire ou professionnel

Article 34.-

Le secret bancaire ou professionnel, sous réserve des dispositions précédentes, ne peut être invoqué pour refuser de fournir les informations prévues par l'article 13 ou requises dans le cadre d'une enquête portant sur des faits de blanchiment et du financement du terrorisme ordonnée par ou effectuée sous le contrôle d'une autorité judiciaire.

TITRE IV: DES MESURES COERCITIVES

Chapitre 1- Des mesures conservatoires, de gel de fonds et autres ressources financières

Section 1.- Des mesures conservatoires

Article 35.-

Le juge d'instruction peut soit d'office soit sur demande du parquet procéder à la saisie ou au gel des biens en relation avec l'infraction objet de l'enquête, ainsi que tous éléments de nature à permettre de les identifier.

Section 2.- De gel de fonds et autres ressources financières

Article 36.-

Le Juge d'instruction peut prescrire des mesures conservatoires en ordonnant notamment, aux frais de l'Etat, la saisie des biens en relation avec l'infraction objet de l'enquête et de tous les éléments de nature à permettre de les identifier et la saisie des biens afin de garantir l'exécution de la peine de confiscation.

La mainlevée de ces mesures peut être ordonnée par le juge d'instruction soit d'office soit à la demande du Ministère public, soit par les parties concernées, au cas où des tierces personnes prouveraient leurs droits sur les biens saisis.

Article 37.- Gel des fonds associés au financement du terrorisme

1) Les fonds de terroristes, de personnes qui financent le terrorisme et d'organisations terroristes désignées par le Conseil de sécurité des Nations Unies agissant en vertu du chapitre VII de la Charte des Nations Unies sont gelés par Arrêté ministériel. Cet Arrêté définit les conditions et la durée applicables au gel et est publié au journal officiel. Les institutions financières et les entreprises et professions non financières désignées qui détiennent ces fonds procèdent immédiatement à leur gel.

2) Les institutions financières et les entreprises et professions non financières désignées avertissent sans tarder le SRF de l'existence de fonds liés aux terroristes, aux organisations terroristes ou aux personnes ou entités associées, ou de fonds appartenant à ces personnes ou organisations, selon la liste établie par le Conseil de sécurité des Nations Unies.

Article 38.-

Les organismes à but non lucratif ne doivent pas, sous peine de dissolution, être utilisés :

- a) par des organismes terroristes se présentant comme des entités légitimes ;
- b) afin d'exploiter des entités légitimes comme moyen de financement du terrorisme, y compris pour éviter les mesures de gel des avoirs ;
- c) afin de dissimuler ou d'opacifier le détournement clandestin de fonds destinés à des fins légitimes vers des organisations terroristes.

Chapitre II : De la répression des infractions.

Section 1. Sanctions applicables

Article 39.- Blanchiment d'argent

Seront punis d'un emprisonnement de 3 à 10 ans et d'une amende pouvant aller jusqu'à 5 fois le montant des sommes objet du blanchiment, ceux qui auront commis un fait de blanchiment.

La tentative d'un fait de blanchiment ou la complicité par aide, conseil, incitation, assistance et facilitation de l'exécution sont punies comme l'infraction consommée.

La connaissance, l'intention ou la motivation, qui doit être un élément des activités susmentionnées, peut être établie sur la base de circonstances de fait objectives. Pour prouver l'origine illicite de l'opération, il n'est pas nécessaire d'obtenir la condamnation de l'infraction sous-jacente.

Sont également considérées comme infractions sous-jacentes les infractions commises en dehors du territoire national si elles constituent des infractions dans l'État où elles ont été commises et auraient constitué une infraction si elles avaient été commises sur le territoire de l'Union des Comores.

Article 40.- Association ou entente en vue du blanchiment de l'argent

Sera punie d'un emprisonnement de 3 à 10 ans et d'une amende pouvant aller jusqu'à 5 fois le montant des sommes objet de la participation à une association ou entente en vue de la commission des faits visés à l'article 1^{er} 1^o.

Article 41.- Incrimination du financement du terrorisme

Seront punies d'un emprisonnement de 3 à 10 ans et d'une amende pouvant aller jusqu'à 5 fois le montant des sommes objet du délit les personnes physiques coupables d'une infraction de financement du terrorisme. La tentative et la complicité sont punies des mêmes peines.

Article 42.- Association ou entente en vue du financement du terrorisme

L'entente ou la participation à une association en vue de la commission d'un fait constitutif du financement du terrorisme, l'association pour commettre ledit fait, l'aide, l'incitation ou le conseil à une personne physique ou morale, en vue de l'exécuter ou d'en faciliter l'exécution sont punis d'un emprisonnement de 3 à 10 ans et d'une amende pouvant aller jusqu'à 5 fois le montant des sommes objet du délit.

Les personnes physiques peuvent en outre être condamnées :

- A l'interdiction d'exercer une activité professionnelle dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de laquelle l'infraction a été commise,
- A l'interdiction de diriger, gérer, administrer une entreprise ou une société commerciale ou industrielle,
- A l'interdiction de séjour,

Article 43.-Sanctions applicables aux personnes morales coupables de blanchiment de capitaux et/ou financement du terrorisme

Les personnes morales autres que l'Etat, pour le compte ou au bénéfice desquelles une infraction subséquente a été commise par l'un de leurs organes ou représentants, seront punies d'une amende pouvant aller jusqu'à 15 fois le montant des sommes objet du délit, sans préjudice de la condamnation de ces dernières comme auteurs ou complices de l'infraction.

Les personnes morales peuvent en outre être condamnées :

- a. A l'interdiction à titre définitif ou pour une durée de cinq ans au plus d'exercer directement ou indirectement certaines activités professionnelles ;
- b. A la fermeture définitive ou pour une durée de cinq ans au plus de leurs établissements ayant servi à commettre l'infraction ;
- c. A la dissolution lorsqu'elles ont été créées pour commettre les faits incriminés ;
- d. A l'affichage et à la publication de la décision par la presse écrite ou par tout autre moyen de communication audiovisuelle.
- e. A la confiscation des biens ayant servi à commettre les faits incriminés

Article 44.- Sanctions prononcées par les autorités disciplinaires ou de contrôle

Lorsque, par suite soit d'un grave défaut de vigilance, soit d'une carence dans l'organisation des procédures internes de prévention du blanchiment et du financement du terrorisme, un établissement de crédit, une institution financière ou tout autre personne physique ou morale visée à l'article 3 aura méconnue l'une des obligations qui lui sont assignées par la présente loi, l'autorité disciplinaire ou de contrôle pourra agir d'office dans les conditions prévues par les règlements professionnels et administratifs.

Article 45.- Sanctions des autres infractions

1 - Seront punis d'un emprisonnement de 1 à 5 ans et d'une amende d'un montant proportionnel à l'importance de la valeur du délit et qui ne pourra en aucun cas être inférieur à 10 millions KMF :

- a. les personnes et les dirigeants ou préposés des organismes désignés à l'article 3 qui auront sciemment fait des révélations au suspect sur la déclaration qu'ils sont tenus d'émettre ou sur les suites qui lui ont été réservées;
- b. ceux qui auront sciemment détruit ou soustrait des registres, documents dont la conservation est prévue par les articles 12, 16 et 17 ;
- c. ceux qui intentionnellement, auront réalisé ou tenté de réaliser sous une fausse identité l'une des opérations visées aux articles 3 à 5, 8 à 10, 16 et 17;
- d. ceux qui intentionnellement, ayant eu connaissance en raison de leur profession, d'une enquête pour des faits de blanchiment, en auront sciemment informé par tout moyens la ou les personnes visées par l'enquête ;
- e. ceux qui intentionnellement auront communiqué aux autorités judiciaires ou aux fonctionnaires compétents pour constater les infractions, des actes ou documents spécifiés à l'article 31 qu'ils savaient tronqués ou erronés, sans les en informer ;
- f. ceux qui intentionnellement auront communiqué des renseignements ou documents à d'autres personnes que celles prévues à l'article 13 ;
- g. ceux qui intentionnellement n'auront pas procédé à la déclaration de soupçons prévue à l'article 25, alors que les circonstances de l'opération amenaient à déduire que les fonds ou valeurs pouvaient provenir d'une des infractions visées à cet article.

2. Seront punis d'une amende d'un maximum de 30 millions de francs comoriens

a) les personnes visées à l'article 3 qui auront omis de faire la déclaration de soupçon prévue à l'article 25

b) les personnes visées à l'article 3 qui n'auront pas respecté un ou plusieurs des obligations mises à leur charge et comprises dans le titre II et le titre III de la présente loi.

Les personnes qui se seront rendues coupables de l'une ou de plusieurs infractions spécifiées aux alinéas 1 et 2 ci-dessus pourront également être condamnées à l'interdiction définitive ou pour une durée maximale de cinq ans d'exercer la profession à l'occasion de laquelle l'infraction a été commise.

Article 46.- Circonstances aggravantes liées au blanchiment de capitaux

Les peines encourues à l'article 39 peuvent être portées au double :

a) Lorsque l'infraction d'origine est punie d'une peine privative de liberté d'une durée supérieure à celle prévue aux articles susvisés relatifs au blanchiment,

b) Lorsque l'infraction est perpétrée dans l'exercice d'une activité professionnelle ou de façon habituelle,

c) si le montant des biens blanchis est supérieur à 10 millions de francs comoriens

d) si l'infraction a pour but de réaliser un bénéfice;

e) si elle a pour but de favoriser l'accomplissement d'autres activités criminelles.

Article 47.- Circonstances aggravantes liées au financement du terrorisme

Les peines prévues à l'article 41 de la présente loi sont portées au double:

– lorsque l'infraction de financement du terrorisme est commise de façon habituelle ou en utilisant les facilités que procure l'exercice d'une activité professionnelle ;

– lorsque l'auteur de l'infraction est en état de récidive; dans ce cas, les condamnations prononcées à l'étranger sont prises en compte pour établir la récidive ;

– lorsque l'infraction de financement du terrorisme est commise en bande organisée ;

Article 48.-

Lorsque le crime ou le délit dont proviennent les biens ou les sommes d'argent sur lesquels a porté l'infraction de financement du terrorisme est puni d'une peine privative de liberté d'une durée supérieure à celle de l'emprisonnement encouru en application de l'article 41 de la présente loi, le financement du terrorisme est puni des peines attachées à l'infraction connexe dont l'auteur a eu connaissance et, si cette infraction est accompagnée de circonstances aggravantes, des peines attachées aux seules circonstances dont il a eu connaissance.

Article 49.-Circonstances atténuantes

Le régime général des circonstances atténuantes prévu par la législation nationale est applicable aux faits prévus par la présente loi.

Article 50.- De l'infraction d'origine (ou sous-jacente) du blanchiment

Les dispositions du titre IV s'appliquent quand bien même l'auteur de l'infraction d'origine serait inconnu ou ne serait ni poursuivi ni condamné, ou quand bien même il manquerait une condition pour agir en justice à la suite de ladite infraction. L'auteur du délit d'origine peut-être également poursuivi pour l'infraction de blanchiment.

**Section 2.
De la confiscation**

Article 51.- Confiscation

Dans le cas de condamnation pour infraction de blanchiment d'argent ou de financement du terrorisme, sera ordonnée la confiscation :

1. Des biens objets de l'infraction, y compris les revenus et autres avantages qui en ont été tirés, à quelque personne qu'ils appartiennent, à moins que leur propriétaire n'établisse qu'il les a acquis en versant effectivement le juste prix ou en échange de prestations correspondant à leur valeur ou à tout autre titre licite, et qu'il en ignorait l'origine illicite.

2. Des biens ayant servi à la commission de l'infraction.

3. Des biens appartenant directement ou indirectement à une personne condamnée pour fait de blanchiment ou de financement de terrorisme, à son conjoint, son concubin et à ses enfants, à moins que les intéressés n'en établissent l'origine licite.

En outre, en cas d'infraction constatée par le tribunal, lorsqu'une condamnation ne peut être prononcée contre son ou ses auteurs, celui-ci peut néanmoins ordonner la confiscation des biens sur lesquels l'infraction a porté.

Peut en outre être prononcée la confiscation des biens du condamné à hauteur de l'enrichissement réalisé par lui au cours des dix années ayant précédé sa condamnation, à moins qu'il n'établisse l'absence de lien entre cet enrichissement et l'infraction.

La décision ordonnant une confiscation désigne les biens concernés et les précisions nécessaires à leur identification et localisation.

Lorsque les biens à confisquer ne peuvent être représentés, la confiscation peut être ordonnée en valeur.

Article 52.- Ordonnance de confiscation

Lorsque les faits ne peuvent donner lieu à poursuite, le ministère public peut demander au juge que soit ordonnée la confiscation des biens saisis.

Le juge saisi de la demande peut rendre une ordonnance de confiscation :

- 1) si la preuve est rapportée que lesdits biens constituent les produits d'un crime ou d'un délit au sens de la présente loi.
- 2) si les autres faits ayant généré les produits ne peuvent être poursuivis soit parce qu'ils sont inconnus, soit parce qu'il existe une impossibilité légale aux poursuites du chef de ces faits, sauf cas de prescription.

Article 53.- Confiscation des biens d'une activité criminelle organisée.

Doivent être confisqués les biens sur lesquels une activité criminelle organisée exerce un pouvoir de disposition lorsque ces biens ont un lien avec l'infraction.

Article 54.- Nullité de certains actes

Est nul, tout acte passé à titre onéreux ou gratuit entre vifs ou à cause de mort qui a pour but de soustraire des biens aux mesures de confiscation prévues aux articles 51 à 53.

En cas d'annulation d'un contrat à titre onéreux, le prix n'est restitué à l'acquéreur que dans la mesure où il a été effectivement versé et que cet acquéreur est de bonne foi.

Article 55.- Sort des biens confisqués

Les ressources ou les biens confisqués sont dévolus au trésor public qui peut les affecter à un fonds de lutte contre le crime organisé ou le trafic de drogues. Ils demeurent grevés à concurrence de la valeur des droits réels licitement constitués au profit de tiers.

En cas de confiscation prononcée par défaut, les biens confisqués sont dévolus à l'Etat et liquidés suivant les procédures prévues en la matière. Toutefois, si le tribunal, statuant sur opposition, relaxe la personne poursuivie, il ordonne la restitution en valeur par l'Etat des biens confisqués, à moins qu'il soit établi que lesdits biens sont le produit d'un crime ou d'un délit.

Les tierces personnes dont les biens ou valeurs seraient indûment saisis ou confisqués peuvent engager une procédure pour obtenir leur restitution. Cette disposition s'applique aux personnes qui sont retirées de la liste du Conseil de Sécurité établie conformément à ses résolutions pertinentes.

TITRE V :DE LA COOPERATION INTERNATIONALE

Chapitre I :Du principe de coopération

Article 56.- Dispositions générales

Les autorités de l'Union des Comores s'engagent à coopérer dans la mesure la plus large possible avec celles des autres Etats aux fins d'échange d'information, d'investigation et de procédure visant les mesures conservatoires et les confiscations des instruments et produits liés au blanchiment, aux fins d'extradition, ainsi qu'aux fins d'assistance technique mutuelle.

Chapitre II : Des demandes d'entraide judiciaire

Article 57.- Objet des demandes d'entraide

A la requête d'un Etat étranger, les demandes d'entraide se rapportant aux infractions prévues aux articles 1, 39, 41, 45 de la présente loi, sont exécutées conformément aux principes définis par le présent titre. L'entraide peut notamment inclure :

- le recueil de témoignages ou de dépositions,
- la fourniture d'une aide pour la mise à disposition des autorités judiciaires de l'Etat requérant de personnes détenues ou d'autres personnes, aux fins de témoignage ou d'aide dans la conduite de l'enquête,
- la remise de tous les documents,
- les perquisitions et les saisies,
- l'examen d'objets et de lieux,
- la fourniture de renseignements et de pièces à conviction,
- la fourniture des originaux ou de copies certifiées conformes de dossiers et documents pertinents y compris de relevés bancaires, de pièces comptables, de registres montrant le fonctionnement d'une entreprise ou ses activités commerciales,
- l'identification ou la localisation de produits d'activités criminelles, de biens, d'instruments ou d'autres éléments à des fins de preuve ou de confiscation,
- la confiscation d'avoirs,
- l'exécution de saisies, de gel et autres mesures conservatoires,
- toute autre forme d'entraide judiciaire qui n'est pas contraire aux lois de l'Union des Comores.

Cette coopération internationale devrait impliquer s'agissant des personnes morales :

- a) de faciliter l'accès par les autorités compétentes étrangères aux informations élémentaires des registres des sociétés ;
- b) d'échanger des informations sur les actionnaires ;
- c) d'obtenir des informations sur les bénéficiaires effectifs pour le compte d'homologues étrangers.

S'agissant des fondations.

- a) de faciliter l'accès des autorités compétentes aux registres des associations
- b) d'échanger des informations sur les membres, les statuts, le règlement intérieur.

Article 58.- Des refus d'exécution

La demande d'entraide ne peut être refusée que :

- a. si son exécution risque de porter atteinte à l'ordre public, à la souveraineté, à la sécurité ou aux principes fondamentaux du droit de l'Union des Comores ;
- b. si elle n'émane pas d'une autorité compétente selon la législation du pays requérant, ou si elle n'a pas été transmise régulièrement ;
- c. si les faits sur lesquels elle porte font l'objet de poursuites pénales ou ont déjà fait l'objet d'une décision définitive sur le territoire de l'Union des Comores ;
- d. si l'infraction visée dans la demande n'est pas prévue par la législation de l'Union des Comores ou ne présente pas de caractéristiques communes avec une infraction prévue par la législation de l'Union des Comores ;
- e. si les mesures sollicitées, ou toutes autres mesures ayant des effets analogues, ne sont pas autorisées par la législation de l'Union des Comores, ou ne sont pas applicables à l'infraction visée dans la demande, selon la législation de l'Union des Comores ;
- f. si les mesures demandées ne peuvent être prononcées ou exécutées pour cause de prescription de l'infraction de blanchiment selon la législation de l'Union des Comores ou loi de l'Etat requérant ;
- g. si la décision dont l'exécution est demandée n'est pas exécutoire selon la législation de l'Union des Comores;
- h. si la décision étrangère a été prononcée dans des conditions n'offrant pas de garanties suffisantes au regard des droits de la défense ;
- i. s'il y a de sérieuses raisons de penser que les mesures demandées ou la décision sollicitée ne visent la personne concernée qu'en raison de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de son origine ethnique, de ses opinions politiques, de son sexe ou de son statut ;
- j. si la demande porte sur une infraction politique, ou motivée par des considérations d'ordre politique ;

si l'importance de l'affaire ne justifie pas les mesures réclamées ou l'exécution de la décision rendue à l'étranger.

Le secret bancaire ou des affaires ne peut être invoqué pour refuser d'exécuter la demande.

Le Ministère public peut interjeter appel de la décision de refus d'exécution rendue par une juridiction dans les 10 jours qui suivent cette décision.

Le Gouvernement de l'Union des Comores communique sans délai au gouvernement étranger les motifs du refus d'exécution de sa demande.

L'entraide judiciaire pourra être fournie malgré l'absence de double incrimination si l'assistance sollicitée n'implique pas d'actions coercitives.

Article 59.- Demande de mesures d'enquête et d'instruction

Les mesures d'enquête et d'instruction sont exécutées conformément à la législation de l'Union des Comores à moins que les autorités compétentes étrangères n'aient demandé que ces mesures soient exécutées selon une forme particulière compatible avec la législation de l'Union des Comores.

Un magistrat ou un fonctionnaire délégué par l'autorité compétente étrangère aux fins de prononcer des mesures conservatoires peut assister à l'exécution desdites mesures sollicitées selon sa propre législation. Il peut aussi prendre une mesure dont les effets correspondent le mieux aux mesures dont l'exécution est sollicitée.

Article 60.- Demande de mesures conservatoires

Les mesures conservatoires demandées par un Etat sont exécutées conformément à la législation en vigueur. Si la demande est formulée en termes généraux, les mesures les plus appropriées prévues par la législation sont utilisées.

Si la législation nationale ne prévoit pas les mesures demandées, l'autorité compétente peut leur substituer les mesures prévues par cette législation dont les effets correspondent le mieux aux mesures dont l'exécution est sollicitée.

Les dispositions relatives à la levée des mesures conservatoires visées à l'alinéa 2 de l'article 38 de la présente loi sont applicables. Avant de lever les mesures conservatoires appliquées, le pays requérant doit en être informé.

Article 61.- Demande de confiscation

Dans le cas d'une demande d'entraide judiciaire à l'effet de prononcer une décision de confiscation, la juridiction statue sur saisine de l'autorité chargée des poursuites. La décision de confiscation doit viser un bien constituant le produit ou l'instrument d'une infraction et se trouvant sur le territoire de l'Union des Comores, ou consister en l'obligation de payer une somme d'argent correspondant à la valeur de ce bien.

La juridiction saisie d'une demande relative à l'exécution d'une décision de confiscation prononcée à l'étranger est liée par la constatation des faits sur lesquels se fonde la décision et elle ne peut refuser de faire droit à la demande que pour l'un des motifs énumérés à l'article 57.

Article 62.- Sort des biens confisqués

L'Union des Comores jouit du pouvoir de disposition sur les biens confisqués sur son territoire à la demande d'autorités étrangères, à moins qu'un accord conclu avec l'Etat requérant n'en décide autrement sans préjudice de la restitution des avoirs à leur légitime propriétaire de bonne foi.

Chapitre III : De l'extradition

Article 63.- Extradition

Les demandes d'extradition des personnes recherchées aux fins de procédure dans un Etat étranger seront exécutées pour les infractions prévues aux articles 1, 39, 41 et 45 de la présente loi ou aux fins de faire exécuter une peine relative à une telle infraction.

Les procédures et les principes prévus par le traité d'extradition en vigueur entre l'Etat requérant et L'Union des Comores seront appliqués.

En l'absence de traité d'extradition ou de dispositions législatives, l'extradition sera exécutée selon la procédure et dans le respect des principes définis par le traité type d'extradition adopté par l'Assemblée Générale des Nations Unies dans sa résolution 45/116.

Article 64.- Double incrimination

L'extradition ne sera exécutée que quand l'infraction donnant lieu à extradition ou une infraction similaire est prévue dans la législation de l'Etat requérant et de l'Union des Comores.

Article 65.- Motifs obligatoires de refus

L'extradition ne sera pas accordée :

- a. si l'infraction pour laquelle l'extradition est demandée est considérée par l'Union des Comores comme une infraction de caractère politique, ou si la demande est motivée par des considérations politiques ;
- b. s'il existe de sérieux motifs de croire que la demande d'extradition a été présentée en vue de poursuivre ou de punir une personne en raison de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de son origine ethnique, de ses opinions politiques, de son sexe ou de son statut, ou qu'il pourrait être porté atteinte à la situation de cette personne pour l'une de ces raisons ;
- c. si un jugement définitif a été prononcé en Union des Comores à raison de l'infraction pour laquelle l'extradition est demandée ;
- d. si l'individu dont l'extradition est demandée ne peut plus, en vertu de la législation de l'un ou l'autre des pays, être poursuivi ou puni, en raison du temps qui s'est écoulé ou d'une amnistie ou de toute autre raison ;
- e. si l'individu dont l'extradition est demandée a été ou serait soumise dans l'Etat requérant à des tortures et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants ou s'il n'a pas bénéficié ou ne bénéficierait pas des garanties minimales prévues au cours des procédures pénales, par l'article 14 du pacte international relatif aux droits civils et politiques ;
- f. si le jugement de l'Etat requérant a été rendu en l'absence de l'intéressé et si celui-ci n'a pas été prévenu suffisamment tôt du jugement et n'a pas eu la possibilité de prendre des dispositions pour assurer sa défense et n'a pas pu ou ne pourra pas faire juger à nouveau l'affaire en sa présence.

Article 66.- Motifs facultatifs de refus

L'extradition peut être refusée :

- a. si les autorités compétentes de l'Union des Comores ont décidé de ne pas engager de poursuite contre l'intéressé à raison de l'infraction pour laquelle l'extradition est demandée, ou de mettre fin aux poursuites engagées contre ladite personne à raison de ladite infraction ;

- b. si des poursuites à raison de l'infraction pour laquelle l'extradition est demandée sont en cours en Union des Comores contre l'individu dont l'extradition est demandée ;
- c. si l'infraction pour laquelle l'extradition demandée a été commise hors du territoire de l'un ou de l'autre pays et si la législation de l'Union des Comores n'est pas compétente en ce qui concerne les infractions commises hors de son territoire dans des circonstances comparables ;
- d. si l'individu dont l'extradition est demandée a été jugé ou risquerait d'être jugé ou condamné dans l'Etat requérant par une juridiction d'exception ou un tribunal spécial ;
- e. si l'Union des Comores, tout en prenant en considération la nature de l'infraction et les intérêts de l'Etat requérant, considère qu'étant donné les circonstances de l'affaire, l'extradition de l'individu en question serait incompatible avec des considérations humanitaires, compte tenu de l'âge, de l'état de santé ou d'autres circonstances personnelles de la personne concernée.
- f. Si l'infraction pour laquelle l'extradition est demandée est considérée par la législation de l'Union des Comores comme ayant été commise en tout ou en partie sur son territoire.

Article 67.- Aut dedere aut judicare

Si l'Union des Comores refuse l'extradition pour un motif visé au point f. de l'article 66, elle doit soumettre l'affaire, à la demande de l'Etat requérant, aux autorités compétentes afin que des poursuites puissent être engagées contre l'intéressé pour l'infraction ayant motivé la demande.

Lorsque la requête demande que son existence et sa teneur soient tenues confidentielles, il y est fait droit. En cas d'impossibilité de respecter cette demande de confidentialité, les autorités requérantes doivent en être informées sans délai.

Article 68.- Procédure simplifiée d'extradition

L'Union des Comores peut accorder l'extradition après réception d'une demande d'arrestation provisoire si la personne dont l'extradition est demandée marque explicitement son accord devant le Procureur Général de la Cour compétente.

Article 69.- Remise d'objets

Dans les limites autorisées par la législation nationale et sans préjudice des droits des tiers, tous les biens trouvés sur le territoire de l'Union des Comores dont l'acquisition est le résultat de l'infraction commise ou qui peuvent être requis comme éléments de preuve pourront être remis à l'Etat requérant, si celui-ci le demande et si l'extradition est accordée.

Les biens en question peuvent, si l'Etat requérant le demande, être remis à cet Etat même si l'extradition accordée ne peut pas être réalisée.

Chapitre IV : Dispositions communes aux demandes d'entraide et aux demandes d'extradition

Article 70.- Nature politique de l'infraction

Aux sens de la présente loi, les infractions visées aux articles 1, 39, 41, et 45 ne seront pas considérées comme des infractions de nature politique.

Article 71- Transmission des demandes

Les demandes adressées par des autorités compétentes étrangères aux fins d'établir des faits de blanchiment, ou aux fins d'exécuter ou de prononcer des mesures conservatoires ou une confiscation, ou aux fins d'extradition sont transmises par la voie diplomatique.

En cas d'urgence, elles peuvent faire l'objet d'une communication par l'intermédiaire de l'Organisation internationale de Police criminelle (OIPC/Interpol) ou de communications directes par les autorités étrangères, aux autorités judiciaires de l'Union des Comores soit par la poste, soit par tout autre moyen de transmission plus rapide, laissant une trace écrite ou matériellement équivalente.

Les demandes et leurs annexes doivent être accompagnées d'une traduction dans une langue officielle de l'Union des Comores.

Article 72.- Contenu des demandes

Les demandes doivent préciser :

1. l'autorité qui sollicite la mesure ;
2. l'autorité requise ;
3. l'objet de la demande et toute remarque pertinente sur son contexte ;
4. les faits qui la justifient ;
5. tous éléments connus susceptibles de faciliter l'identification des personnes concernées et notamment l'état civil, la nationalité, l'adresse et la profession ;
6. tous renseignements nécessaires pour identifier et localiser les personnes, instruments, ressources ou biens visés ;
7. le texte de la disposition légale créant l'infraction ou, le cas échéant, un exposé du droit applicable à l'infraction et l'indication

de la peine encourue pour l'infraction.

8. un descriptif de l'assistance requise et de la procédure particulière que l'État requérant souhaite voir appliquer.

En outre, les demandes doivent contenir les éléments suivants dans certains cas particuliers :

1. en cas de demande de prise de mesures conservatoires, un descriptif des mesures demandées ;
2. en cas de demande de prononcé d'une décision de confiscation, un exposé des faits et arguments pertinents devant permettre aux autorités judiciaires de prononcer la confiscation, en vertu du droit interne ;
3. en cas de demande d'exécution d'une décision de mesures conservatoires ou de confiscation :
 - a. une copie certifiée conforme de la décision et, si elle ne les énonce pas, l'exposé de ses motifs ;
 - b. une attestation selon laquelle la décision est exécutoire et n'est pas susceptible de voies de recours ordinaires ;
 - c. l'indication des limites dans lesquelles, la décision doit être exécutée et, le cas échéant, du montant de la somme à récupérer sur le ou les biens ;
 - d. s'il y a lieu et si possible, toutes indications relatives aux droits que des tiers peuvent revendiquer sur les instruments, ressources, biens ou autres choses visés ;
4. en cas de demande d'extradition, si l'individu a été reconnu coupable d'une infraction, le jugement ou une copie certifiée conforme du jugement ou de tout autre document établissant que la culpabilité de l'intéressé a été reconnue et indiquant la peine prononcée, le fait que le jugement est exécutoire et la mesure dans laquelle la peine n'a pas été exécutée.

Article 73.- Traitement des demandes

Le Ministre de la Justice de l'Union des Comores, après s'être assuré de la régularité de la demande, la transmet au ministère public du lieu où les investigations doivent être effectuées, du lieu où se trouvent les ressources ou biens visés, ou du lieu où se trouve la personne dont l'extradition est demandée.

Le Ministère public saisit les fonctionnaires compétents des demandes d'investigation et la juridiction compétente en ce qui concerne les demandes relatives aux mesures conservatoires, aux confiscations et à l'extradition. Un magistrat ou un fonctionnaire délégué par l'autorité compétente étrangère peut assister à l'exécution des mesures selon qu'elles sont effectuées par un magistrat ou par un fonctionnaire.

Article 74.- Compléments d'information

Le Ministère de la Justice ou le ministère public, soit de son initiative, soit à la demande de la juridiction saisie, peut solliciter, par voie diplomatique ou directement, l'autorité compétente étrangère aux fins de fournir toutes les informations complémentaires nécessaires pour exécuter la demande ou pour en faciliter l'exécution.

Article 75.- Sursis à l'exécution

Le Ministère public ne peut surseoir à saisir les autorités compétentes que si les mesures ou la décision demandée risquent de porter préjudice à des procédures en cours. Il doit en informer immédiatement l'autorité requérante par voie diplomatique ou directement.

Article 76.- Non utilisation des éléments de preuve pour d'autres fins,

La communication ou l'utilisation, pour des enquêtes ou des procédures autres que celles prévues par la demande étrangère, des éléments de preuve que celle-ci contient est interdite à peine de nullité des dites enquêtes et procédures, sauf consentement préalable du gouvernement étranger.

Article 77.- Imputation des frais

Les frais exposés pour exécuter les demandes prévues au présent titre seront à la charge de l'Union des Comores ou du pays requérant selon ce qui aura été convenu.

Article 78.-

Toutes dispositions antérieures non contraires à la présente loi restent en vigueur.

Article 79.-

La présente loi sera exécutée comme loi de l'Union des Comores.

4. LA LOI N°12-011/AU DU 28 JUIN 2012, RELATIVE A LA LOI PORTANT REGLEMENTATION ET ORGANISATION DU CREDIT BAIL EN UNION DES COMORES

LE PRESIDENT DE L'UNION,

Vu la Constitution de l'Union des Comores du 23 décembre 2001, révisée, notamment en son article 17 ;

DECRETE:

ARTICLE 1^{er} :

Est promulguée la loi N° 12-011/AU, relative à la loi portant Réglementation et Organisation du Crédit-bail en Union des Comores, adoptée le 28 juin 2012, par l'Assemblée de l'Union des Comores et dont la teneur suit:

" CHAPITRE I : DES DISPOSITIONS GENERALES

Article 1^{er} : la présente loi porte organisation du crédit-bail en Union des Comores

Article 2 : La présente loi régit les opérations de leasing ou crédit-bail, le contrat de crédit-bail, les droits, obligations et responsabilités des parties intervenantes ainsi que les procédures collectives dans une opération de crédit-bail.

Article 3: Au sens de la présente disposition et de ses textes d'application, les définitions ci-après sont admises :

Crédit-bail : le crédit-bail est une forme de crédit destiné au financement de l'acquisition ou de l'utilisation des biens meubles ou immeubles à usage professionnel. Il consiste en la location des biens d'équipement, de matériel d'outillage ou de biens immobiliers à usage professionnel, spécialement achetés ou construits, en vue de cette location, par le crédit-bailleur qui en demeurent propriétaires. Ces opérations de location, quelle que soit leur dénomination, doivent donner au locataire la faculté d'acquérir, tout ou partie des biens loués, moyennant un prix convenu, tenant au moins pour partie, des versements effectués à titre de loyers.

Par dérogation à ce qui précède, le crédit-bail immobilier peut porter sur des biens immobiliers à usage d'habitation.

Crédit-bailleur : tout établissement de crédit, établissement financier ou de micro finance qui finance les opérations de crédit-bail. La présente disposition s'applique à toutes entités qui exercent, une activité de crédit-bail. Elles sont soumises à la réglementation bancaire et financière en vigueur. Dans le cas où une société exerçant plusieurs activités dispose d'une branche d'activité spécialisée en crédit-bail, seule cette branche d'activité est soumise à la présente loi. Une société de crédit-bail a le droit d'emprunter des fonds auprès des banques ou institutions financières nationales ou étrangères ou lever des fonds sur le marché financier national ou international pour exercer l'activité de crédit-bail suivant les dispositions de la présente loi.

Crédit-preneur : toute personne physique ou morale qui utilise les biens loués pour les besoins de son activité professionnelle ou aussi à usage d'habitation dans le cadre d'un crédit-bail immobilier. Crédit-bail mobilier opération de crédit-bail portant sur biens meubles constitués par des équipements, du matériel et/ ou de l'outillage nécessaire l'activité du crédit preneur.

Crédit-bail immobilier : Le contrat de crédit-bail immobilier est un contrat portant sur des biens immobiliers à usage professionnel ou d'habitation achetés ou qui ont été construits pour le compte du crédit-preneur avec la possibilité pour lui, au plus tard à l'expiration du bail, d'accéder à la propriété de tout ou partie des biens loués dans l'une des formes ci-dessous : par cession, en exécution d'une promesse unilatérale de vente;

ou, par acquisition directe ou indirecte des droits de propriété du terrain sur lequel ont été édifiés le ou les immeubles loués ;

ou, par transfert de plein droit de la propriété des biens édifiés sur le terrain appartenant au crédit-preneur.

Contrat de crédit-bail : toute convention dans laquelle le crédit-bailleur donne en location pour une durée ferme et moyennant paiement de loyers par le crédit-preneur, des biens acquis par le crédit-bailleur à la demande du crédit-preneur. A cet effet, il est laissé à ce dernier la possibilité d'acquérir à la fin de la convention tout ou partie des biens loués à un prix convenu, tenant compte, au moins pour partie, des versements effectués à titre de loyers.

Bien : toute chose à usage professionnelle de nature mobilière ou immobilière, existante ou future, y compris la chose à transformer et les animaux susceptibles d'être immatriculés ou enregistrés dans des registres spéciaux, Fonds de commerce et établissements artisanaux ou l'un de leurs éléments incorporels, dont notamment droit de Propriété industrielle. L'usage d'habitation est admis en matière de crédit bail

Immobilier. Ne peuvent pas faire l'objet de crédit-bail, les actions, Les monnaies et toute valeur financière, boursière et titre d'Etat ainsi que toute ressource naturelle ou biens considérés stratégiques, les droits d'auteur et autres droits «moraux» sur la propriété intellectuelle et les autres catégories de biens mobiliers et pour lesquelles la loi pose des limitations à la libre circulation. Centre des intérêts principaux : lieu ou une personne gère habituellement ses intérêts. Sauf preuve contraire, il s'agit du siège social ou, dans le cas d'un particulier, de sa résidence habituelle.

Fournisseur : toute personne physique ou morale qui met à disposition, pour des raisons commerciales, un bien choisi et spécifié par le crédit-preneur et qui fera l'objet d'un contrat de crédit-bail, aux termes d'un accord d'achat/vente ou de construction selon un cahier de charges établi avec un crédit-bailleur à la demande du crédit-preneur.

Contrat de fourniture : contrat par lequel le crédit-bailleur acquiert le bien ou le droit de possession et de jouissance du bien, objet du contrat de crédit-bail.

Option d'achat désigne la faculté conférée au crédit-preneur au terme du contrat de crédit bail, de devenir propriétaire du ou des biens qui en sont l'objet, en vertu d'une promesse unilatérale de vente dont la réalisation reste subordonnée au paiement du prix fixé à l'avance.

Valeur résiduelle désigne le prix de cession du bien loué au terme de la période de location, fixé d'avance au contrat de crédit bail et qui tient compte des loyers régulièrement acquittés.

CHAPITRE II - DU CONTRAT DE CREDIT-BAIL

Section 1: de la forme et du contenu du contrat de crédit-bail/

Article 4: 4-1 Le contrat de crédit-bail mobilier est établi sous forme écrite, soit par acte sous seing privé, soit par acte notarié ou authentique.

4-2 Lorsque le contrat de crédit-bail est fait par acte notarié, l'une ou l'autre partie peut demander la délivrance d'une grosse.

4-3 Le contrat du crédit-bail peut prévoir une période irrévocable égale ou inférieure à la durée de la location, pendant laquelle les parties ne peuvent pas réviser les termes du contrat.

Article 5 : sous peine de nullité, le contrat de crédit-bail doit mentionner :

- la description des biens objets du contrat, avec toutes les caractéristiques qui pourraient --permettre leur parfaite identification ;
- la partie ayant choisi le bien et le fournisseur
- le prix d'achat du bien objet du crédit-bail
- La durée du crédit-bail ;
- Le montant et le nombre des loyers ;

- L'échéancier de paiement des loyers
- L'option d'achat offerte au crédit-preneur en fin de contrat ;
- Le prix de levée d'option d'achat du bien loué à terme ou avant terme.

Article 6 :

6-1 Le contrat de crédit-bail peut, suivant la volonté des parties contenir toutes clauses portant sur

- L'engagement du crédit-preneur à fournir au crédit-bailleur des garanties ou sûretés réelles ou personnelles ;
- L'exonération du crédit-bailleur de sa responsabilité civile vis-à-vis du crédit-preneur ou vis-à-vis des tiers,
- L'exonération du crédit-bailleur des obligations généralement mises à la charge du propriétaire du bien loué ; et
- Toute clause compromissive ou une clause attributive de compétence.

6-2 D'une manière générale, est réputé valable toute clause mettant à la charge du crédit-preneur l'installation du bien loué à ses frais, risques et périls, de l'obligation d'entretien et de réparation de ce bien, ainsi que l'obligation d'assurance.

Article 7 :

Le contrat de crédit-bail s'impose aux parties, aux acquéreurs des biens loués, aux créanciers des parties et aux organes des procédures collectives.

Section 2 : de l'inscription de la publication des contrats de crédit-bail

Article 8 :

8-1 Lorsque le contrat de crédit-bail a pour objet un meuble, le crédit-bailleur doit procéder à l'inscription du contrat au registre du commerce et du crédit mobilier dans les conditions prévues par l'article 35 nouveau de l'acte uniforme OHADA portant droit commercial général.

8-2 Lorsque le contrat de crédit-bail a pour objet un immeuble, le crédit-bailleur doit procéder à l'inscription du contrat sur le livre foncier du lieu de situation de l'immeuble.

8-3 La radiation de cette inscription est consécutive à la publication de l'acte constatant la fin du contrat.

8-4 l'inscription prévue à l'article 8 ci-dessus n'exonère pas les parties des autres obligations de publicité propres à toute opération portant sur tous les biens objet du crédit-bail

Article 9 :

les entreprises de crédit-bail peuvent aussi et en tant que de besoin, publier les inscriptions prises dans le bulletin interprofessionnel ou sur tout autre support.

Chapitre III des droits et obligations des parties au contrat de crédit-bail

Article. 10 :

Dans une opération de crédit-bail, les obligations du crédit-preneur et du crédit-bailleur sont irrévocables à compter de la date de la conclusion du contrat ou de celle de prise d'effet convenue d'accord partie, sauf stipulation contractuelle contraire.

Section 1 : des droits et obligations du crédit-bailleur

Article 11 :

le crédit-bailleur demeure propriétaire du bien pendant toute la durée du contrat de crédit-bail. Son droit de propriété se poursuit après l'extinction du contrat, à moins que le preneur ne lève l'option d'achat.

Article 12 : pendant la durée du crédit-bail, le crédit-bailleur jouit de tous les droits légaux attachés au droit de propriété, mais le crédit-preneur supporte toutes les obligations légales mises à la charge du propriétaire, dans les conditions et limites fixées au contrat de crédit-bail.

Article 13: Le droit de propriété du crédit-bailleur sur le bien loué ne souffre d'aucune restriction, ni limitation d'aucune sorte par le fait que le bien est utilisé par le crédit-preneur ou par le fait que le contrat permet au crédit-preneur d'agir comme mandataire du propriétaire dans les opérations juridiques ou commerciales avec les tiers axes à l'opération de crédit-bail.

Article 14: Pendant la durée du crédit-bail, le crédit-bailleur bénéficie d'un droit de visite dont les modalités d'exercice sont déterminées par le contrat.

Article 15: Le crédit-bailleur peut céder tout ou partie de ses privilèges, droits et obligations issus du contrat de crédit-bail sans requérir le consentement du crédit preneur, à charge pour lui de l'en informer par tout moyen. Toutefois, le concessionnaire doit garantir au crédit-preneur la jouissance paisible du bien loué ainsi que le respect des dispositions prévues aux articles 4 et 5 ci-dessus

Article 16: Outre les droits ci-dessus énumérés, le crédit-bailleur jouit, autres droits qui lui seront conférés par le contrat de crédit-bail.

Article 17: Le crédit-bailleur est tenu de Au moment de l'achat du bien, informer par écrit le fournisseur que le bien sera donné en crédit-bail à un crédit preneur ou sous crédit preneur, dont il doit communiquer le nom et l'adresse. Payer au fournisseur le prix convenu pour l'acquisition du bien et ce après avoir reçu procès-verbal de réception du bien dûment signé par le fournisseur et le crédit-preneur;

Garantir au crédit-preneur, une jouissance paisible du bien loué. Cette obligation ne couvre que les troubles de jouissance survenus de son fait, ou du fait de ses ayants droit ou de ses préposés.

Article 18: En cas défaillance du crédit-bailleur dans l'accomplissement de ses obligations légales ou contractuelles, le crédit-preneur a le droit d'agir en réparation contre le crédit-bailleur

Article 19:Le crédit-preneur n'a d'autre action contre le crédit-bailleur du fait de l'absence de livraison, de la livraison tardive ou de la livraison d'un bien non-conforme, que dans la mesure où elle résulte d'un acte ou d'une omission ou d'une faute du crédit-bailleur.

Toutefois, si l'inexécution du fournisseur résulte du non respect par le crédit bailleur de ses obligations, le crédit-preneur peut retenir les loyers stipulés au contrat de crédit-bail.

Section 2: Des garanties et privilèges du crédit-bailleur

Article 20 :

Outre les sûretés conventionnelles éventuellement consenties, le crédit bailleur dispose, pour le recouvrement de sa créance née du contrat de crédit-bail en principal et accessoires, à due concurrence du montant querellé, d'un privilège général sur tous biens mobiliers et immobiliers, créances et avoirs en compte du crédit-preneur prenant rang immédiatement après le privilège édicté par l'article 107 de l'acte uniforme OHADA portant organisation des sûretés.

Article 21 :

21-1 Le privilège mentionné à l'article 20 ci-dessus peut s'exercer à tout moment pendant et après la durée du contrat de crédit-bail. Ce privilège n'a d'effet que s'il est inscrit dans les six (06) mois suivant la fin du contrat au registre du commerce et du crédit mobilier ou au livre foncier.

21-2 L'inscription conserve le privilège pendant (03) ans à compter du jour où elle a été prise. Son effet cesse, sauf renouvellement demandé, avant l'expiration-

Article 22:

Le crédit-bailleur peut, pour la sauvegarde de sa créance sur le crédit preneur, prendre toute mesure conservatoire de saisie sur les biens meubles ou immeubles du crédit-preneur.

Article 23:

Le droit de préférence conféré au crédit-bailleur par le privilège s'exerce après saisie des biens mobiliers et immobiliers, créances et avoirs en compte du crédit-preneur.

Article 24 :

En cas de perte partielle ou totale du bien loué, le crédit-bailleur seul vocation à recevoir les indemnités d'assurance portant sur le bien loué nonobstant la prise en charge par le crédit-preneur des primes d'assurances souscrites et sans qu'il soit besoin d'une délégation spéciale offerte à cet effet

Article 25 :

25-1 Lorsque le bien loué est assorti d'un certificat de propriété, ce titre ne sera muté au profit du crédit-

Section 3 : Des droits et obligations crédit preneur

Article 26 : Sous réserve de l'exécution de ses obligations légales et conventionnelles, le crédit-preneur a le droit de jouir et d'user du bien loué à compter de la date de livraison et de tous les autres droits qui lui seront conférés par le contrat du crédit-bail et par la loi.

25-2 Afin de sécuriser le bien loué le crédit-preneur pendant la durée du preneur que lorsqu'il deviendra propriétaire du bien.

25-3 crédit-bail, il est procédé, à la demande du crédit-bailleur, à l'apposition d'un cachet spécial sur ledit certificat que le bien est loué.

Article 27:

Le crédit-preneur a le droit de céder aux tiers tout ou partie de ses droits issus du contrat de crédit-bail.

Toutefois, il doit préalablement obtenir le consentement écrit du crédit-bailleur.

Article 28 : Le crédit-preneur est tenu de payer les loyers dans les conditions fixées par le contrat

Article 29: 29-1 Le crédit-preneur doit exploiter le bien loué en bon père de famille. Il veille à la bonne conservation du bien, l'exploite dans des conditions normales pour des biens

cette nature et le maintient dans l'état où il a été livré, compte tenu de l'usure

29-2 Lorsque le contrat de crédit-bail lui fait obligation d'entretenir le bien loué, ou lorsque le fabricant ou le fournisseur du bien donne des instructions techniques pour son exploitation, le crédit-preneur satisfait aux conditions de l'alinéa 1 dessus en respectant les dites dispositions du contrat ou lesdites instructions.

Article 30: Le crédit-preneur peut, à l'expiration de la durée ferme de location à sa seule appréciation, soit :

Lever l'option en achetant le bien loué pour sa valeur d'option telle que fixée au contrat; Renouveler la location pour une période et moyennant un loyer à convenir entre les parties ; restituer le bien loué au crédit-bailleur dans l'état où il a été loué en tenant compte de l'usure consécutive à un usage normal.

Article 31 :

31-1 Le crédit-preneur est responsable de la perte et des dommages causés aux tiers du fait de la possession ou du fonctionnement du bien loué. A cette fin, les parties peuvent mutuellement convenir selon les termes du contrat de crédit-bail qu'un tel risque sera couvert par une police d'assurance

Le crédit-bailleur et le fournisseur qui prennent connaissance de ces informations sont tenus au respect du même droit de propriété intellectuelle.

31-2 Cette responsabilité ne couvre pas les dommages causés par les vices qui engagent la responsabilité du fournisseur ou du fabricant.

Article 32:

Le crédit-preneur qui fournit, dans le cadre d'un contrat de crédit-bail, des informations au crédit- contractée auprès d'une société d'assurance acceptée par le crédit-bailleur. Le bailleur ou au fournisseur, garantit ceux-ci contre toute action fondée sur la violation d'un droit de propriété

Article 33:

Le crédit-preneur ne peut ni vendre, ni constituer une sûreté en sa faveur sur le bien loué.

Le crédit-preneur qui usurpe la qualité de propriétaire du bien, le vend, le détourne ou refuse de le restituer ou de le représenter s'expose aux sanctions prévues par les articles 377 du code pénal sur l'escroquerie pour vente ou gage de bien d'autrui et 381 sur l'abus de confiance.

Article 34:

Les produits et profits tirés de l'emploi du bien donné en crédit-bail ainsi que toute amélioration apportée à ce bien, avec le consentement exprès dudit bailleur, restent la propriété du crédit preneur, sauf dispositions contraires u:

Les améliorations faites par le crédit preneur sans le consentement du crédit bailleur ne lui seront pas ainsi compensées, à moins en disposition contractuelle contraire.

Au cas où le crédit preneur, à ses frais et avec le consentement écrit du crédit bailleur a fait des améliorations aux biens qui en sont inséparables sans les endommager, le preneur a le droit d'en recevoir compensation après la fin du contrat, sauf dispositions contraires du contrat.

Section 4:Des droits et obligations du fournisseur

Article 35:

(1) Le fournisseur a obligation de livrer au crédit-preneur les biens achetés et loués conformes et dans les délais impartis dans le contrat de fourniture.

2) Il y a acceptation du bien lorsque le fournisseur a retourné au crédit-bailleur le bon de livraison approuvé par le crédit-preneur qui peut se faire assister par un expert en la matière.

Article 36:

En cas de défaut de livraison du bien loué, de livraison partielle, de livraison tardive ou de livraison non-conforme au contrat de fourniture, le crédit preneur ou le crédit-bailleur dispose du droit d'exiger du fournisseur la livraison d'un bien conforme et de mettre en œuvre toutes les mesures prévues par le droit commun pour l'obliger à s'exécuter et de réparer tout préjudice qui en résulte.

Article 37:

Le fournisseur n'est exonéré des obligations prévues à l'article 36 ci-dessus

que s'il apporte la preuve que le défaut de livraison, la livraison partielle, la livraison tardive ou la livraison non-conforme du bien objet de son contrat résulte soit du fait du crédit-bailleur, soit du fait du crédit-preneur, soit du fait d'un cas fortuit ou de force majeur.

CHAPITRE IVDES REGLES SPECIFIQUES AU CREDIT-BAIL IMMOBILIER**Article 38:**

Dans un crédit-bail immobilier, les obligations et droits réciproques du crédit-preneur et du crédit-bailleur sont ceux définis au contrat de crédit-bail et par la présente loi.

Article 39:

Nonobstant le droit de propriété du crédit-bailleur sur le bien immobilier loué durant la période de location et sauf accord contraire des parties, le crédit preneur est tenu de :

- payer les taxes, impôts et autres charges de cette nature grevant le bien loué;
- ne pas apporter au bien loué et à ses dépendances, un changement qui en diminuerait la jouissance;
- faire à ses frais toutes les réparations incombant aux crédit-bail (les locaux donnés à crédit-bail).
-

Article 40. –

40-1 Dans le cadre d'un contrat de crédit-bail immobilier, le bien immobilier ne peut pas faire, durant la durée du contrat, l'objet d'une constitution d'un fonds de commerce.

A l'expiration de la durée ferme de la location fixée au contrat de crédit-bail, et en cas de non levée de l'option d'achat, le crédit-preneur ne peut prétendre à un droit au maintien dans les lieux loués, tout comme il ne peut se prévaloir de la propriété commerciale sur l'immeuble mis en crédit-bail.

Article 41:

Lorsque le contrat de crédit-bail porte sur un immeuble, il doit remplir les conditions prévues par les textes législatifs et réglementaires relatifs au régime foncier et domanial.

CHAPITRE V-RECOURS**Article 42:**

le contrat du crédit-bail prend fin par l'arrivée du terme convenu.

Article 43 :

Les parties doivent obligatoirement mentionner dans le contrat de crédit bail qu'à l'arrivée du terme ou à l'extinction du crédit-bail, à défaut de lever l'option d'achat, la restitution du bien se fait au crédit-bailleur à l'amiable par exécution spontanée du crédit-preneur à la demande du crédit-bailleur ou à défaut, conformément aux articles ci-après.

Article 44:

Le contrat de crédit-bail peut également prendre fin conformément au droit commun en cas d'impossibilité matérielle de poursuivre l'exécution du contrat notamment, en cas de perte ou destruction totale du bien loué, d'insolvabilité avérée du crédit-preneur, de cas fortuit et de force majeure simplement d'un commun accord.

Article 45:

Sauf cas de force majeure ou cas de mise en règlement judiciaire ou de mise en faillite ou de dissolution anticipée du crédit-preneur impliquant sa mise en liquidation, lorsqu'il s'agit d'une personne morale et d'une manière générale, sauf cas d'insolvabilité avérée du crédit-preneur, qu'il soit une personne physique ou une personne morale, la rupture du contrat de crédit-bail pendant la période irrévocable entraîne, si elle est le fait du crédit-preneur, le paiement au crédit-bailleur d'une indemnité de réparation dont le montant minimum ne peut être inférieur à celui des loyers restant dus, à moins que les parties n'en aient convenu autrement dans le contrat.

Dans les cas visés au précédent alinéa, le droit du crédit-bailleur sur les loyers s'exerce par la reprise du bien loué ainsi que par l'exercice de son privilège sur les actifs réalisables du crédit-preneur, et le cas échéant, sur le patrimoine propre de ce dernier pour la récupération des loyers échus impayés, et ceux à échoir.

Article 46:

Si le contrat de crédit-bail est établi par acte authentique et revêtu de la formule exécutoire, le crédit-bailleur muni de la grosse délivrée par le notaire lorsque le crédit-preneur n'a pas payé un ou plusieurs termes de loyers et ne d'aucune procédure collective judiciaire, procéder sans autres formalités à la récupération du bien loué entre les mains du crédit-preneur, de ses ayants-droit, préposés ou sous-traitants.

Article 47-

Si le contrat de crédit-bail est sous seing privé, le crédit-bailleur peut, en vue de la restitution de son bien et après avoir mis en demeure le crédit-preneur par voie d'huissier de justice avec un délai de paiement de 15 jours, agir soit : en référé du droit commun; conformément aux articles 19 et suivants sur l'injonction de délivrer de l'acte uniforme OHADA portant organisation des procédures simplifiées de recouvrement et des voies d'exécution; par simple ordonnance non susceptible d'appel, rendue à pied de requête par le président du tribunal du lieu du domicile du crédit-bailleur,

Article 48:

le crédit-bailleur qui a récupéré son bien conformément aux dispositions des articles ci-dessus a le droit de le vendre ou de le donner à nouveau en crédit-bail à une autre personne physique ou morale. nonobstant toute contestation émise par le crédit-preneur.

CHAPITRE VI-CREDIT-BAIL ET PROCEDURES COLLECTIVES**Article 49. –**

Une procédure collective engagée contre le crédit-preneur n'entraîne pas d'office la rupture du contrat de crédit-bail.

Dans cette hypothèse, le crédit-preneur a la possibilité de poursuivre l'exécution de ses obligations conformément aux termes du contrat, étant entendu que tous les loyers dus au titre du contrat de crédit-bail à la date d'ouverture d'une procédure collective du crédit-preneur, échus ou à échoir, sont payables selon leurs montants et leurs dates D'exigibilité conformément aux conditions générales et particulières du contrat de crédit-bail.

Si le crédit-preneur soumis à la procédure collective ne peut continuer à honorer ses engagements, le crédit-bailleur a la faculté d'user de tous les recours prévus dans le contrat de crédit-bail et dans la présente loi.

Article 50 :

En cas de procédure engagée par les tiers contre le crédit-preneur, notamment la dissolution amiable ou judiciaire ou l'une des procédures collectives prévues par la législation, le bien loué échappe à toutes poursuites des créanciers de celui-ci, chirographaires ou privilégiés, quels que soient leur statut juridique et leur rang, et considérés individuellement ou constitués en masse dans le cadre d'une

Procédure collective judiciaire

Article 51:

lorsque le crédit-preneur, qui n'a pas payé un ou plusieurs termes des loyers fait l'objet d'une procédure collective judiciaire, le crédit-bailleur ne peut revendiquer le bien loué que dans les conditions prévues par les articles 101,102 et suivants de l'acte uniforme OHADA portant organisation des procédures collectives d'apurement du passif.

Article 52:

Lorsque le contrat de crédit-bail est assorti d'intérêts moratoires en faveur du crédit-bailleur, l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire ou de liquidation des biens du crédit-preneur ne suspend pas le cours des intérêts à l'instar des conventions de prêts, et ce dans les mêmes conditions que celles prévues à l'article 77 de l'acte uniforme OHADA portant organisation des procédures collectives d'apurement du passif.

Article 53:

(1) Lorsque le contrat est sous la forme notariée et revêtu de la formule exécutoire, tout litige né de l'interprétation ou de l'exécution est de la compétence du juge de l'exécution.

(2) Lorsque le contrat de crédit-bail est établi par acte sous seing privé, il est régi par les règles de droit commun.

Article 54

En cas de litige né d'un contrat de crédit-bail, la juridiction compétente est celle du domicile du crédit-bailleur, sauf clause compromissoire.

En cas de litige issu d'un contrat de crédit-bail, la loi comorienne est applicable en tant que loi du lieu de situation du bien, sauf clause compromissoire insérée dans le contrat et déterminant une autre loi applicable.

CHAPITRE VII DISPOSITIONS FISCALES ET COMPTABLES

Section 1 : Impôt sur les sociétés et minimum de perception

Article 55:

Sont admis en déduction pour la détermination du bénéfice imposable du crédit-preneur, les amortissements financiers relatifs aux biens objet de contrats de crédit-bail.

La déduction a lieu annuellement dans les limites prévues au tableau d'amortissement portant sur le remboursement du principal de la dette objet du contrat de crédit-bail tel que fixé en fonction de la valeur d'acquisition, du montant de l'autofinancement éventuel, du taux d'intérêt, de la période de la location et du prix de cession au terme de la période de location.

Le montant total déductible des amortissements ne doit pas excéder la différence entre le prix d'acquisition des biens objet du contrat de crédit-bail en question et le prix de cession au terme de la période de location.

Article 56 :

Enregistrement Comptable du bien objet du Contrat du crédit-bail Conformément aux prescriptions du Système Comptable OHADA, annexé à l'Acte Uniforme portant organisation et harmonisation des comptabilités des entreprises (JO OHADA n°10 du 20 novembre 2000), le contrat de crédit-bail est traité par le crédit preneur comme étant une acquisition d'immobilisation par emprunt, si bien que les amortissements physiques des biens pris en crédit-bail et les charges d'intérêt liées au contrat de crédit-bail y afférent constituent les seules charges déductibles pour le crédit-preneur.

Toutefois la durée d'amortissement des actifs immobilisés exploités dans le cadre de contrats de crédit-bail est égale à la durée des contrats de crédit-bail y afférents.

Article 57:

En cas de cession d'un contrat de crédit-bail ou d'un équipement objet d'un '- contrat de crédit-bail repris au crédit-preneur, à une tierce personne, la plus-value réalisée par le crédit-bailleur est imposable. Cette plus-value est égale à la différence entre le prix de cession et la fraction du capital non encore remboursée.

Section 2: Taxes sur La consommation Transparence du crédit-bailleur

Article 58:

Nonobstant toute disposition contraire à la Loi N°11-007bis1AU du 3 mai 2011 portant Code Général des Impôts en ses articles 74-7, 111 et 179, les opérations réalisées à l'occasion des contrats de crédit-bail obéissent au régime dérogatoire ci-après :

La Taxe sur la consommation due sur les équipements objet de contrats de crédit-bail est payable' par le crédit-preneur qui bénéficie en conséquence de sa déductibilité malgré sa non propriété juridique desdits biens au moment de la mise en place des contrats de crédit-bail y afférents.

Si le crédit-preneur ne dispose pas de liquidité nécessaire au règlement de cette TC au fournisseur, le crédit-bailleur qui avance cette TC peut l'inclure dans le montant financé et donc dans le capital financier objet du crédit-bail.

En conséquence du règlement de la TC sur l'achat des équipements ou immeubles par le crédit-preneur, les loyers du crédit-bail et la valeur résiduelle de levée d'option d'achat en fin de contrat ou en cours de contrat et conformément au principe du non double imposition, sont exonérés de la Taxe sur la consommation et ce, conformément aux dispositions de l'article 141-14 du Code Général des Impôts

Article 59:

En cas d'acquisition d'un bien par le crédit-bailleur pour le compte d'un crédit-preneur bénéficiant d'avantages fiscaux et douaniers, ces avantages fiscaux et douaniers demeurent applicables et seront transférés au crédit-bailleur et ce dans la limite de la durée du contrat de crédit-bail et des décisions d'octroi d'avantages en vigueur.

Section 4: Droits de Mutation dans le cas du Crédit Bail Immobilier :

Article 60:

Dans le cas du Crédit-bail immobilier, et outre les droits d'enregistrement du contrat de crédit-bail ci-dessus, des droits de mutation sont dus :

a) Lors de l'opération d'acquisition du bien immeuble par la société de Crédit Bail :

- Les droits dus sont ceux de droit commun et l'Assiette est la valeur d'acquisition ;

b) Lors du transfert de propriété au profit du crédit-preneur en fin ou encours du contrat : Cette deuxième mutation, à caractère purement financier, est soumise à des droits fixes ;

a) Lors du transfert de propriété du bien immobilier à un bénéficiaire autre que le crédit-preneur, les droits sont ceux de droit commun et l'assiette est la valeur de cession

Article 61:Droits de présomption de l'Administration Fiscale.

Considérant le caractère financier des opérations de crédit-bail, l'Administration Fiscale renonce à toutes prérogatives et droits de préemption ou de redressement de la valeur de l'Immeuble lors de la deuxième mutation de la propriété au profit du crédit preneur que cela soit en fin ou en cours du contrat. Cette valeur est financière, le crédit-prenneur ayant dans les loyers, déjà remboursé le Crédit Bailleur pour son crédit et investissement.

Article 62:

Des droits fixes: Les droits fixes sont dus sur les actes ci-après : au titre de la rédaction et l'authentification du contrat; au titre de l'inscription et la modification des inscriptions au registre au titre de la consultation du registre, Au titre de la demande d'extrait du

Section 5:Taxe de Publicité Foncière

Article 63:

La fin anticipée du contrat pour une cause non imputable au crédit-bailleur n'empêche pas les parties de jouir du régime fiscal spécial prévu par la présente loi et ce à la condition que la durée du contrat de crédit-bail soit supérieure à 12 mois

Article 64:

Toutes dispositions fiscales dérogatoires non prévues expressément par la Général des impôts présente loi demeurent régies par la loi n°11-007b1 AU du 3 mai 2011 portant code général des impôts

Article 65:

Les sociétés constituées antérieurement à l'entrée en vigueur de la présente loi, quelle que soit la qualification donnée à leurs opérations, qui font profession habituelle de pratique des activités de crédit-bail au sens de la présente loi, disposent d'un délai de 12 mois à compter de son entrée en vigueur pour se conformer aux prescriptions de la présente loi.

Article 66:

Des textes réglementaires seront pris en tant que de besoin pour l'application de la présente loi.

ARTICLE 2 : Le présent décret sera enregistré, publié au Journal el des Comores et communiqué partout où besoin sera.

5. DECRET N°15 - 187/PRMODIFIANT ET COMPLETANT CERTAINES DISPOSITIONS PORTANT SUR LES SAISIES ET ATTRIBUTIONS

Moroni, le 27 novembre 2015

LE PRESIDENT DE L'UNION,

Vu la Constitution de l'union des Comores du 23 décembre 2001 révisée ;

Vu l'acte uniforme OHADA du 10 avril 1998, portant organisation des procédures simplifiées de recouvrement et des voies d'exécution ;

Vu les Statuts de la Banque Centrale des Comores ;

Vu la Loi n°13-003/AU, promulguée par le décret n°13-088/PR du 02 août 2013 ;

Vu le Décret N° 15-054/PR du 27 avril 2015 portant nomination des membres du Gouvernement de l'Union des Comores ;

Sur proposition du Vice Président, chargé du Ministère des Finances, de l'économie, du budget, de l'investissement, du commerce extérieur et des privatisations ;

Le Conseil des Ministre, entendu ;

DECRETE :

Article 1^{er}- En application des articles 51 et 52 de l'acte uniforme OHADA portant organisation des procédures simplifiées de recouvrement et des voies d'exécution et de l'article 974 alinéa 1er du nouveau code de procédure civile, il ne peut être procédé à des saisies et attributions des avoirs des établissements de crédit et des organismes de financements internationaux figurant dans les livres de la Banque Centrale.

Article 2 - Sont et demeurent abrogées, toutes dispositions antérieurs contraires au présent décret.

Article 3 - Le présent décret sera enregistré, publié au Journal officiel et communiqué partout où besoin sera.

Dr IKILLOU DHOININE

6. LE DECRET N°15-026/PR SUR LES SYSTEMES, MOYENS ET INCIDENTS DE PAIEMENTS

Moroni le 3 mars 2015

LE PRESIDENT DE L'UNION,

Vu la Constitution de l'union des Comores du 23 décembre 2001 révisée ;

Vu la Loi n°13-003/AU relative à la loi bancaire, promulguée par le décret n°13-088/PR du 02 août 2013 ;

Vu la loi 12-008/AU du 28 juin 2012 portant lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, promulguée par le décret N°12-153/PR du 02 août 2012 ;

Vu le Décret 87-005/PR portant réglementation des relations financières entre les Comores et l'étranger ;

Vu le décret n°11-078/PR du 30 mai 2011, portant réorganisation générale et missions des services des Ministères de l'Union des Comores, modifié par le décret n°11-139/PR du 12 juillet 2011 ;

Vu les Statuts de la Banque Centrale des Comores en ses articles 9, et 14 à 21 ;

Vu le Décret N° 13-082/PR du 13 juillet 2013 relatif au Gouvernement de l'Union des Comores ;

Sur proposition du Vice Président, chargé du Ministère des Finances, de l'économie, du budget, de l'investissement, du commerce extérieur et des privatisations ;

Le Conseil des Ministre entendu ;

DECRETE:

PREMIERE PARTIE - DISPOSITIONS GENERALES

TITRE PREMIER - CHAMP D'APPLICATION ET DEFINITIONS

CHAPITRE PREMIER – CHAMP D'APPLICATION

Article 1^{er} :

Sont assujettis aux dispositions du présent Décret :

- Les établissements de crédits au sens de la Loi portant réglementation des activités bancaires et financières ;
- Les établissements de paiement au sens du présent Décret;
- Les établissements de monnaie électronique au sens du présent Décret ;
- La Banque Centrale, sous réserve de son statut particulier ;
- Le Trésor public, sous réserve de son statut particulier ;
- La Société Nationale des Postes et des Services Financiers.

CHAPITRE II – DEFINITIONS

Article 2 :

Au sens du présent Décret :

«Bénéficiaire»: une personne physique ou morale qui est le destinataire de fonds ayant fait l'objet d'une opération de paiement;
« Compte de paiement » : un compte qui est détenu au nom d'un ou de plusieurs utilisateurs de services de paiement et qui est utilisé aux fins de l'exécution d'opérations de paiement;
« Carte de paiement » : une carte émise par les organismes visés à l'article 1^{er} du présent Décret, et permettant à son titulaire de faire des opérations de paiement et de retrait ;

« Carte de crédit » : Toute carte de paiement qui, en vertu d'une stipulation expresse du contrat – cadre entre l'émetteur et le titulaire de la carte, donne lieu notamment à un débit différé du compte du titulaire ou à toute autre forme de crédit ;

« Carte de retrait » : une carte émise par les organismes visés à l'article 1^{er} du présent Décret, et permettant exclusivement à son titulaire de retirer des fonds.

« Chèque certifié » : chèque de banque ayant la garantie de la banque émettrice. Cette garantie est matérialisée sur le chèque par la signature de la banque certifiant que les provisions nécessaires ont été faites engageant ainsi sa responsabilité en cas de non paiement dans le délai de trois jours ouvrable.

«Établissement de crédit » : conformément à la définition de l'article 3 de la loi portant réglementation des activités bancaires et financières ;

« Etablissements de paiement » : sont des personnes morales qui fournissent à titre de profession habituelle les services de paiement suivants :

- a) Les services permettant le versement d'espèces sur un compte de paiement et les opérations de gestion d'un compte de paiement ;
- b) Les services permettant le retrait d'espèces sur un compte de paiement et les opérations de gestion d'un compte de paiement ;
- c) L'exécution des opérations de paiement suivantes associées à un compte de paiement :
- d) Les prélèvements, y compris les prélèvements autorisés unitairement ;
- e) Les opérations de paiement effectuées avec une carte de paiement ou un dispositif similaire ;
- f) Les virements, y compris les ordres permanents ;
- g) L'exécution des opérations de paiement suivantes associées à une ouverture de crédit :
 - Les prélèvements, y compris les prélèvements autorisés unitairement ;
 - Les opérations de paiement effectuées avec une carte de paiement ou un dispositif similaire ;
 - Les virements, y compris les ordres permanents ;
 - L'émission d'instruments de paiement et / ou l'acquisition d'ordres de paiement ;
 - Les services de transmission de fonds.

« Etablissement de monnaie électronique » : une entreprise ou toute autre personne morale, autre qu'un établissement de crédit qui émet des moyens de paiement sous la forme de monnaie électronique;

« Expéditeur » : une personne qui émet l'ordre de paiement et au nom de qui le virement est opéré. Le terme peut aussi désigner l'établissement de crédit expéditeur qui reçoit l'ordre de paiement ;

« Moyens de paiement » : Conformément à la définition de l'article 9 de la Loi portant réglementation des activités bancaires et financières dans la Loi bancaire.

Les moyens de paiement comprennent notamment, le chèque, la lettre de change, le billet à ordre, le virement, le prélèvement, les cartes de paiement, de retrait et la monnaie électronique ;

« Monnaie scripturale » : tout instrument ou procédé sur support papier ou électronique admis par le présent Décret comme moyen de paiement valable ;

« Monnaie électronique » : une valeur monétaire représentant une créance sur l'émetteur, qui est:

- a) stockée sur un support électronique ;
- b) émise contre la remise de fonds d'un montant dont la valeur n'est pas inférieure à la valeur monétaire émise;
- c) acceptée comme moyen de paiement par des entreprises autres que l'émetteur.

« Ordre de paiement » : toute instruction d'un payeur ou d'un bénéficiaire à son prestataire de services de paiement demandant l'exécution d'une opération de paiement;

« Porte-monnaie électronique » : une carte de paiement prépayée sur laquelle une certaine somme d'argent a été chargée permettant d'effectuer des paiement électroniques de montants limités ;

« Jour ouvrable » : un jour au cours duquel le prestataire de services de paiement du payeur ou le prestataire de services de paiement du bénéficiaire impliqués dans l'exécution d'une opération de paiement exerce une activité permettant d'exécuter des opérations de paiement;

« Payeur » : une personne physique ou morale qui est titulaire d'un compte de paiement et autorise un ordre de paiement à partir de ce compte de paiement, ou, en l'absence de compte de paiement, une personne physique ou morale qui donne un ordre de paiement ;

« Prélèvement » : un service de paiement visant à débiter le compte de paiement d'un payeur, lorsqu'une opération de paiement est initiée par le bénéficiaire sur la base du consentement donné par le payeur au bénéficiaire, au prestataire de services de paiement du bénéficiaire ou au propre prestataire de services de paiement du payeur ;

« Système de paiement » : Système constitué d'un ensemble d'instruments, de procédures bancaires et de systèmes interbancaires de transfert de fonds, destiné à assurer la circulation de la monnaie.

« Système de règlement » : Système destiné à organiser le règlement de transferts de fonds ou d'instruments financiers.

« Virement » : une série d'opérations commençant par l'ordre de paiement du donneur d'ordre effectué par des moyens ou procédés électroniques de paiement dans le but de mettre des fonds à la disposition d'un bénéficiaire.

Il peut notamment être effectué au moyen d'une carte bancaire, d'un porte-monnaie électronique ou par le procédé du télépaiement ou de tout autre mode électronique de paiement.

TITRE II -DE L'OBLIGATION DE PAIEMENT SCRIPTURAL ET DE L'OUVERTURE D'UN COMPTE

Article 3 – Tout paiement en espèces ou par titres au porteur d'un montant supérieur à un millions de francs comoriens est interdit.

Le prix d'achat d'un article dont la valeur totale est supérieure ou égale à un millions de francs comoriens ne peut être acquitté en espèces.

Article 4 -Les salaires, indemnités et autres prestations en argent dus par l'Etat, les administrations publiques, entreprises ou autres personnes publiques et parapubliques aux fonctionnaires, agents, autres personnels en activité ou non ou à leurs familles ainsi qu'aux prestataires et portant sur des sommes d'argent doivent être payés par chèque ou par virement sur un compte ouvert auprès des institutions financières citées à l'article 1^{er} du présent Décret .

Article 5 - Les impôts, taxes et autres prestations en argent dus à l'Etat, aux administrations publiques, entreprises ou autres personnes publiques et parapublique portant sur des sommes d'argent doivent être payés par chèque ou par virement sur un compte ouvert auprès des institutions financières citées à l'article 1^{er} du présent Décret.

Le paiement des factures d'eau, d'électricité, de téléphone doit s'effectuer à travers les moyens de paiement définis à l'article 2 du présent Décret dès lors que le montant est supérieur ou égal à deux cent cinquante mille francs comoriens.

TITRE III -DES SYSTEMES DE PAIEMENT ET DE REGLEMENT

Article 6 – La mise en place et la gestion des systèmes par des tiers requiert l'autorisation préalable de la Banque Centrale. Elle veille au bon fonctionnement, à la sécurité et la surveillance des systèmes de paiement et de règlement. Elle prend toutes les mesures requises en vue d'organiser et d'assurer l'efficacité et la solidité des systèmes de paiement par compensation interbancaire et des autres systèmes de paiement et de règlement avec les pays tiers.

Article 7 – les institutions financières citées à l'article 1^{er} du présent Décret peuvent participer à tout système de paiement et de règlement.

Dans ce cas, ils sont soumis aux règles particulières applicables aux dits systèmes sans préjudice des dispositions du présent Décret.

Article 8 – Les opérations de règlement des institutions financières effectuées par le biais d'un système de paiement sont définies dans les conditions fixées par les règles régissant ledit système.

Article 9 - Nonobstant toute disposition contraire, les ordres de transfert introduits dans un système de paiement interbancaire conformément aux règles de fonctionnement dudit système, sont opposables aux tiers et à la masse et ne peuvent être annulés jusqu'à l'expiration du jour où est rendu le jugement d'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire ou de liquidation des biens à l'encontre d'un participant, même au motif qu'est intervenu ce jugement.

Ces dispositions sont également applicables aux ordres de transfert devenus irrévocables.

Le moment auquel un ordre de transfert devient irrévocable dans le système est défini par les règles de fonctionnement dudit système.

Article 10 - Nonobstant toute disposition contraire, la compensation effectuée en chambre de compensation ou à un Point d'Accès à la Compensation dans le respect des règles de fonctionnement du système de paiement interbancaire concerné, est opposable aux tiers et à la masse et ne peut être annulée au seul motif que serait rendu un jugement d'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire ou de liquidation des biens à l'encontre d'un participant au dit système.

DEUXIEME PARTIE -DES MOYENS DE PAIEMENT

TITRE I -DU CHEQUE BANCAIRE ET POSTAL

CHAPITRE 1 –CREATION ET FORME DU CHEQUE

Article 11 - Le chèque contient :

- La dénomination de chèque, insérée dans le texte même du titre et exprimée dans la langue employée pour la rédaction de ce titre ;
- Le mandat pur et simple de payer une somme déterminée ;
- Le nom de celui qui doit payer, nommé le tiré ;
- L'indication du lieu où le paiement doit s'effectuer ;
- L'indication de la date et du lieu où le chèque est créé ;
- La signature de celui qui émet le chèque, nommé le tireur.

Article 12 - Le titre dans lequel une des énonciations indiquées à l'article 11 fait défaut ne vaut pas comme chèque, sauf dans les cas déterminés par les alinéas suivants.

A défaut d'indication spéciale, le lieu désigné à côté du nom du tiré est réputé être le lieu de paiement. Si plusieurs lieux sont indiqués à côté du nom du tiré, le chèque est payable au premier lieu indiqué.

A défaut de ces indications ou de toute autre indication, le chèque est payable au lieu où le tiré a son établissement principal.

Le chèque sans indication du lieu de sa création est considéré comme souscrit dans le lieu désigné à côté du nom du tireur.

Article 13 - Le chèque est tiré sur un établissement de crédit ayant des fonds à la disposition du tireur et conformément à une convention, expresse ou tacite, d'après laquelle le tireur a le droit de disposer de ces fonds par chèque. Néanmoins, en cas d'inobservation de ces prescriptions, la validité du titre comme chèque n'est pas atteinte.

Les titres tirés et payables dans l'Union des Comores sous forme de chèques sur toute autre personne que celles mentionnées au premier article ne sont pas valables comme chèques.

Article 14 - Le chèque ne peut pas être accepté si une mention d'acceptation du chèque est réputée non écrite.

Toutefois, le tiré a la faculté de viser le chèque ; le visa a pour effet de constater l'existence de la provision à la date à laquelle il est donné.

Article 15 - Le chèque peut être stipulé payable :

- à une personne dénommée, avec ou sans la clause expresse à « ordre » ;
- à une personne dénommée, avec clause «non à ordre» ou à clause équivalente ;
- au porteur.

Le chèque au profit d'une personne dénommée, avec la mention « au porteur », ou un terme équivalent, vaut comme un chèque au porteur.

Le chèque sans indication du bénéficiaire vaut comme chèque au porteur.

Article 16 - Le chèque peut être à l'ordre du tireur lui-même.

Le chèque peut être tiré pour le compte de tiers.

Le chèque ne peut être tiré sur le tireur lui-même, sauf dans le cas où il s'agit d'un chèque tiré entre différents établissements d'un même tireur et à condition que ce chèque ne soit pas au porteur.

Toute stipulation d'intérêts insérée dans le chèque est réputée non écrite.

Article 17 - Le chèque peut être payable au domicile d'un tiers, soit dans la localité où le tiré a son domicile, soit dans une autre localité, à condition toutefois que le tiers soit un établissement de crédit.

Article 18 - Le chèque dont le montant est écrit à la fois en toutes lettres et en chiffres vaut, en cas de différence, pour la somme écrite en toutes lettres.

Le chèque dont le montant est écrit plusieurs fois, soit en toutes lettres, soit en chiffres, ne vaut, en cas de différence, que pour la moindre somme.

Le montant minimum pour l'émission d'un chèque payable auprès d'un établissement de crédit est de 10 000 francs comoriens.

Article 19 - Si le chèque porte des signatures de personnes incapables de s'obliger par chèque, des signatures fausses ou des signatures de personnes imaginaires, ou des signatures qui, pour toute autre raison, ne sauraient obliger les personnes qui ont signé le chèque, ou au nom desquelles il a été signé, les obligations des autres signataires n'en sont pas moins valables.

Article 20 - Quiconque appose sa signature sur un chèque, comme représentant d'une personne pour laquelle il n'avait pas le pouvoir d'agir, est obligé lui-même en vertu du chèque et, s'il a payé, a les mêmes droits qu'aurait eus le prétendu représenté. Il en est de même du représentant qui a dépassé ses pouvoirs.

Article 21 - Le tireur est garant du paiement. Toute clause par laquelle le tireur s'exonère de cette garantie est réputée non écrite.

Article 22 - Si un chèque incomplet à l'émission, a été complété contrairement aux accords intervenus, l'inobservation de ces accords ne peut pas être opposée au porteur, à moins qu'il n'ait acquis le chèque de mauvaise foi ou que, en l'acquérant, il n'ait commis une faute lourde.

Article 23 - Tout chèque pour lequel la provision correspondante existe à la disposition du tireur doit être certifié par le tiré si le tireur ou le porteur le demande, sauf la faculté pour le tiré de remplacer ce chèque par un chèque émis dans les conditions prévues au troisième alinéa de l'article 15.

La provision du chèque certifié reste, sous la responsabilité du tiré, bloquée au profit du porteur jusqu'au terme du délai de présentation fixé par l'article 40 du présent Décret.

Article 24 - Toute personne qui émet un chèque en paiement doit justifier son identité au moyen d'un document officiel valide portant sa photographie.

CHAPITRE 2 –DE LA TRANSMISSION ET DE L’AVAL

SECTION 1 –DE LA TRANSMISSION

Article 25 - Le chèque stipulé payable au profit d'une personne dénommée avec ou sans clause expresse « à ordre » est transmissible par voie de l'endossement.

Le chèque stipulé payable au profit d'une personne dénommée avec la clause « non à ordre » ou une clause équivalente n'est transmissible que dans la forme et avec les effets d'une cession ordinaire.

L'endossement peut être fait même au profit du tireur ou de tout autre obligé. Ces personnes peuvent endosser le chèque à nouveau.

Article 26 - L'endossement doit être pur et simple. Toute condition à laquelle il est subordonné est réputée non écrite.

L'endossement partiel est nul.

Est également nul l'endossement du tiré.

L'endossement du porteur vaut comme endossement en blanc.

L'endossement au tiré ne vaut que comme quittance, sauf dans le cas où le tiré a plusieurs établissements et où l'endossement est fait au bénéfice d'un établissement autre que celui sur lequel le chèque a été tiré.

Article 27 - L'endossement doit être inscrit sur le chèque ou sur une feuille qui y est attachée, dite allonge. Il doit être signé par l'endosseur.

L'endossement peut ne pas désigner le bénéficiaire ou consister simplement dans la signature de l'endosseur nommé endossement en blanc. Dans ce dernier cas, l'endossement, pour être valable, doit être inscrit au dos du chèque ou sur l'allonge.

Article 28 - L'endossement transmet tous les droits résultant du chèque.

Si l'endossement est en blanc, le porteur peut :

1. Remplir en blanc, soit le nom, soit de son nom, soit du nom d'une autre personne ;
2. Endosser le chèque de nouveau en blanc ou à une autre personne ;
3. Remettre le chèque à un tiers, sans remplir le blanc sans l'endosser.

Article 29 - L'endosseur est, sauf clause contraire, garant du paiement.

Il peut interdire un nouvel endossement ; dans ce cas, il n'est pas tenu à la garantie envers les personnes auxquelles le chèque est ultérieurement endossé.

Article 30 - Le détenteur du chèque endossable est considéré comme porteur légitime s'il justifie de son droit par une suite ininterrompue d'endossements, même si le dernier endossement est en blanc. Les endossements biffés sont, à cet égard, réputés non écrits. Quand un endossement en blanc est suivi d'un autre endossement, le signataire de celui-ci est réputé avoir acquis le chèque par l'endossement en blanc.

Article 31 - Un endossement figurant sur un chèque au porteur rend l'endosseur responsable aux termes des dispositions qui régissent le recours ; il ne convertit, d'ailleurs, pas le titre en un chèque à ordre.

Article 32- Lorsqu'une personne a été dépossédée d'un chèque par quelque événement que ce soit, le porteur entre les mains duquel le chèque est parvenu soit qu'il s'agisse d'un chèque au porteur, soit qu'il s'agisse d'un chèque endossable pour lequel le porteur justifie de son droit de la manière indiquée à l'article 30 du présent Décret n'est tenu de se dessaisir du chèque que s'il l'a acquis de mauvaise foi ou si, l'acquérant, il a commis une faute lourde.

Article 33 - Les personnes actionnées en vertu du chèque ne peuvent pas opposer au porteur les exceptions fondées sur leurs rapports personnels avec le tireur ou les porteurs antérieurs, à moins que le porteur, en acquérant le chèque, n'ait agi sciemment au détriment du débiteur.

Article 34 - Lorsque l'endossement contient la mention « valeur en recouvrement », « pour encaissement », « par procuration » ou toute autre mention impliquant un simple mandat, le porteur peut exercer tous les droits découlant du chèque, mais il ne peut endosser celui-ci qu'à titre de procuration.

Les obligés ne peuvent, dans ce cas, invoquer contre le porteur que les exceptions qui seraient opposables à l'endosseur.

Le mandat renfermé dans un endossement de procuration ne prend pas fin par le décès du mandant ou la survenance de son incapacité.

Article 35 - L'endossement fait après le protêt ou une constatation équivalente, ou après l'expiration du délai de présentation, ne produit que les effets d'une cession ordinaire.

Sauf preuve contraire, l'endossement sans date est présumé avoir été fait avant le protêt ou les constatations équivalentes ou avant l'expiration du délai de présentation.
Il est défendu d'antidater les ordres à peine de faux.

SECTION 2 –DE L’AVAL

Article 36 - Le paiement d'un chèque peut être garanti pour tout ou partie de son montant par un aval.
Cette garantie est fournie par un tiers, sauf le tiré, ou même par un signataire du chèque.

Article 37 - L'aval est donné sur un chèque ou sur une allonge.
Il est exprimé par les mots « bon pour aval » ou par toute autre formule équivalente ; il est signé par le donneur d'aval.
Il est considéré comme résultant de la seule signature du donneur d'aval, apposée au recto du chèque, sauf quand il s'agit de la signature du tireur.
L'aval doit indiquer pour le compte de qui il est donné. A défaut de cette indication, il est réputé donné pour le tireur.

Article 38 - Le donneur d'aval est tenu de la même manière que celui qui s'est porté garant.
Son engagement est valable, alors même que l'obligation qu'il a garantie serait nulle pour toute cause autre qu'un vice de forme.
Quand il paye le chèque, le donneur d'aval acquiert les droits résultant du chèque contre le garanti et contre ceux qui sont tenus envers ce dernier en vertu du chèque.

CHAPITRE 3 -DE LA PRESENTATION ET DU PAIEMENT

Article 39 - Le chèque est payable à vue.
Le chèque présenté au paiement avant le jour indiqué comme date d'émission est payable le jour de la présentation.

Article 40 - Le chèque émis et payable dans l'Union des Comores doit être présenté au paiement dans le délai de huit jours.
Le chèque émis hors du territoire et payable en Union des Comores doit être présenté dans un délai de soixante-dix jours.
Le point de départ des délais indiqués au deuxième alinéa est le jour porté sur le chèque comme date d'émission.

Article 41 - Lorsqu'un chèque payable dans l'Union des Comores est émis dans un pays où est en usage un calendrier autre que le calendrier grégorien, le jour de l'émission est ramené au jour correspondant du calendrier grégorien.

Article 42 - La présentation à une chambre de compensation équivaut à la présentation au paiement.

Article 43 – Si la provision existe, le tiré doit payer même après expiration du délai de présentation. Il doit aussi payer même si le chèque a été émis en violation de l'injonction prévue à l'article 186 et de l'interdiction prévue au premier alinéa de l'article 197.
Il n'est admis d'opposition au paiement par chèque qu'en cas de perte, de vol ou d'utilisation frauduleuse du chèque, de redressement ou de liquidation judiciaire du porteur. Le tireur doit immédiatement confirmer son opposition par écrit, quel que soit le support de cet écrit.
Tout établissement de crédit doit informer par écrit les titulaires de compte des sanctions encourues en cas d'opposition fondée sur une autre cause que celles prévues au présent article.
Si, malgré cette défense, le tireur fait une opposition pour d'autres causes, le juge des référés, même dans le cas où une instance au principal est engagée, doit, sur la demande du porteur, ordonner la mainlevée de l'opposition.

Article 44 - Ni le décès du tireur ni son incapacité survenant après l'émission ne touchent aux effets du chèque.

Article 45 - Le tiré peut exiger, en payant le chèque, qu'il lui soit remis acquitté par le porteur.
Le porteur ne peut pas refuser un paiement partiel.
Si la provision est inférieure au montant du chèque, le porteur a le droit d'exiger le paiement jusqu'à concurrence de la provision.
En cas de paiement partiel, le tiré peut exiger que mention de ce paiement soit faite sur le chèque et qu'une quittance lui en soit donnée.
Les paiements partiels sur le montant d'un chèque sont à la décharge des tireurs et endosseurs.
Le porteur est tenu de faire protester le chèque pour le surplus.

Article 46 - Celui qui paie un chèque sans opposition est présumé valablement libéré.
Le tiré qui paie un chèque endossable est obligé de vérifier la régularité de la suite des endossements, mais non la signature des endosseurs.

Article 47 - Lorsqu'un chèque est stipulé payable en une monnaie n'ayant pas cours légal dans l'Union des Comores, le montant peut en être payé, dans le délai de présentation du chèque, d'après sa valeur en francs comoriens au jour du paiement. Si le paiement n'a pas été effectué à la présentation, le porteur peut, à son choix, demander que le montant du chèque soit payé en monnaie ayant cours légal en Union des Comores d'après le cours, soit du jour de la présentation, soit du jour du paiement.

La réglementation comorienne pour la cotation des différentes monnaies étrangères dans lesquelles sont libellés les chèques doivent être suivis pour déterminer la valeur de ces monnaies, en monnaie ayant cours légal dans l'Union des Comores. Toutefois, le tireur peut stipuler que la somme à payer sera calculée d'après un cours déterminé dans le chèque.

Les règles ci-énoncées ne s'appliquent pas au cas où le tireur stipule une clause de paiement effectif en une monnaie étrangère.

Si le montant du chèque est indiqué dans une monnaie ayant la même dénomination, mais une valeur différente, dans le pays d'émission et dans celui du paiement, on est résumé s'être référé à la monnaie du lieu du paiement.

Article 48 - En cas de perte du chèque, celui à qui il appartient peut en poursuivre le paiement sur un second, troisième, quatrième, etc.

Si celui qui a perdu le chèque ne peut représenter le second, troisième, quatrième, etc., il peut demander le paiement du chèque perdu et l'obtenir par ordonnance du juge en justifiant de sa propriété par ses livres et en donnant caution.

Dans toutes les dispositions de la présente section relative à la perte du chèque, le vol est assimilé à la perte.

Article 49 - En cas de refus de paiement fondé sur l'article 48 du présent Décret, le propriétaire du chèque perdu conserve tous ses droits par un acte de protestation. Cet acte doit être fait au plus tard le premier jour ouvrable qui suit l'expiration du délai de présentation. Les avis prescrits par l'article 61 du présent Décret doivent être donnés au tireur et aux endosseurs dans les délais fixés par cet article.

Article 50 - Le propriétaire du chèque égaré doit, pour s'en procurer le second, s'adresser à son endosseur immédiat qui est tenu de lui prêter son nom et ses soins pour agir envers son propre endosseur et ainsi en remontant d'endosseur en endosseur jusqu'au tireur du chèque. Le propriétaire du chèque égaré supporte les frais.

Article 51 - L'engagement de la caution mentionné dans l'article 48 du présent Décret est éteint après six mois si, pendant ce temps, il n'y a eu ni demandes ni poursuites en justice.

CHAPITRE 4 –DU CHEQUE BARRE

Article 52 - Le tireur ou le porteur d'un chèque peut le barrer avec les effets indiqués dans l'article suivant.

Le barrement s'effectue au moyen de deux barres parallèles apposées au recto. Il peut être général ou spécial.

Le barrement est général s'il ne porte entre les deux barres aucune désignation ou la mention « établissement de crédit » ou un terme équivalent, il est spécial si le nom d'un établissement de crédit est inscrit entre deux barres.

Le barrement général peut être transformé en barrement spécial, mais le barrement spécial ne peut être transformé en barrement général.

Le biffage du barrement ou du nom de l'établissement de crédit désigné est réputé non avenu.

Article 53 - Un chèque à barrement général ne peut être payé par le tiré qu'à un établissement de crédit ou à un client du tiré.

Un chèque à barrement spécial ne peut être payé par le tiré qu'à l'établissement de crédit désigné ou, si celui-ci est le tiré, qu'à son client. Toutefois, l'établissement de crédit désigné peut recourir pour l'encaissement à un autre établissement de crédit.

Un établissement de crédit ne peut acquérir un chèque barré que d'un de ses clients ou d'un autre établissement de crédit. Il ne peut l'encaisser pour le compte d'autres personnes que celles-ci.

Un chèque portant plusieurs barrements spéciaux ne peut être payé par le tiré que dans le cas où il s'agit de deux barrements dont l'un pour encaissement par une chambre de compensation.

Article 54 - Les chèques à porter en compte émis à l'étranger et payables sur le territoire de l'Union des Comores sont traités comme chèques barrés.

Article 55 - Il peut être délivré, des formules de chèques barrées d'avance et rendues, par une mention expresse de l'établissement de crédit, non transmissibles par voie d'endossement, sauf au profit d'un établissement de crédit ou d'un établissement assimilé.

L'administration des impôts peut obtenir à tout moment sur sa demande, communication de l'identité des personnes auxquelles sont délivrées des formules ne répondant pas à ces caractéristiques ainsi que le numéro des formules.

Article 56 - Les formules de chèques ne répondant pas aux caractéristiques de barrement d'avance et intranmissibles par voie d'endossement, sauf au profit d'un établissement de crédit, sont soumises à un droit de timbre par formule fixé par circulaire de la Banque Centrale.

Le montant de ce droit au timbre est perçu par le Trésor Public.

L'identité des personnes auxquelles sont délivrées des formules de chèques non barrées et qui ne sont pas rendues, par une mention expresse de l'établissement de crédit, intransmissibles par voie d'endossement, sauf au profit d'un établissement de crédit, doit être communiquée à tout moment à l'administration des impôts, sur sa demande.

Article 57 - Tout règlement d'un montant supérieur à un millions de francs comoriens effectué par un particulier non commerçant, en paiement d'un bien ou d'un service, y compris à l'occasion d'une vente aux enchères ou du versement d'une cotisation d'assurance, doit être opéré soit par chèque répondant aux caractéristiques de barrement d'avance et de non-transmissibilité par voie d'endossement mentionnée à l'article 55 du présent Décret, soit par tout autre moyen inscrivant le montant réglé au débit d'un compte tenu chez un établissement de crédit.

Toutefois, les particuliers non commerçants n'ayant pas leur domicile fiscal dans l'Union des Comores peuvent effectuer le règlement de tout bien ou service d'un montant supérieur, en chèque de voyage ou en espèces, après relevé, par le vendeur du bien ou le prestataire de services, de leurs identité et domicile justifiés.

Article 58 - Le droit de timbre prévu à l'article 56 du présent Décret est supporté par la personne qui demande la délivrance de formules de chèques ne répondant pas aux caractéristiques indiquées à cet article. Il est payé par l'organisme émetteur. Celui-ci ne peut en aucun cas le prendre à sa charge.

L'organisme émetteur qui contrevient aux dispositions de l'alinéa précédent encourt une pénalité fixé par circulaire de la Banque Centrale.

Le montant de cette pénalité est perçu par le Trésor Public.

CHAPITRE 5 –DU RECOURS EN CAS DE NON PAIEMENT ET DES PRESCRIPTIONS

SECTION 1 –DU RECOURS EN CAS DE NON PAIEMENT

Article 59 - Le porteur peut exercer ses recours contre les endosseurs, le tireur et les autres obligés, si le chèque, présenté en temps utile, n'est pas payé et si le refus de paiement est constaté par un acte authentique nommé protêt.

Article 60 - Le protêt doit être fait avant l'expiration du délai de présentation.

Si la présentation a lieu le dernier jour du délai, le protêt peut être établi le premier jour ouvrable suivant.

Article 61 - Le porteur doit donner avis du défaut de paiement à un endosseur et au tireur dans les quatre jours ouvrables qui suivent le jour du protêt et, en cas de clause de retour sans frais, le jour de la présentation.

Les huissiers de justice sont tenus, lorsque le chèque indique les noms et domicile du tireur, de prévenir celui-ci dans les soixante douze heures qui suivent l'enregistrement, par lettre recommandée, des motifs du refus de payer.

Chaque endosseur doit, dans les deux jours ouvrables qui suivent le jour où il a reçu l'avis, faire connaître à son endosseur l'avis qu'il a reçu, en indiquant les noms et adresses de ceux qui ont donné les avis précédents, et ainsi de suite, en remontant jusqu'au tireur. Les délais ci-dessus indiqués courent de la réception de l'avis précédent.

Lorsqu'en conformité de l'alinéa précédent, un avis est donné à un signataire du chèque, le même avis doit être donné dans le même délai à son avaliseur.

Dans le cas où un endosseur n'a pas indiqué son adresse ou l'a indiquée d'une façon illisible, il suffit que l'avis soit donné à l'endosseur qui le précède.

Celui qui a un avis à donner peut le faire sous une forme quelconque, même par un simple renvoi du chèque.

Il doit prouver qu'il a donné l'avis dans le délai imparti. Ce délai est considéré comme observé si une lettre-missive donnant l'avis a été mis à la poste dans ledit délai.

Celui qui ne donne pas l'avis dans le délai ci-dessus indiqué n'encourt pas la déchéance ; il est responsable, s'il y a lieu, du préjudice causé par sa négligence, sans que les dommages-intérêts puissent dépasser le montant du chèque.

Article 62 - Le tireur, un endosseur ou un avaliseur peut, par la clause « retour sans frais », «sans protêt », ou toute clause équivalente, inscrite sur le titre et signée, dispenser le porteur, pour exercer ses recours, de faire établir un protêt ou une constatation équivalente.

Cette clause ne dispense pas le porteur de la présentation du chèque dans le délai prescrit ni des avis à donner. La preuve de l'inobservation du délai incombe à celui qui s'en prévaut contre le porteur.

Si la clause est inscrite par le tireur, elle produit ses effets à l'égard de tous les signataires ; si elle est inscrite par un endosseur ou un avaliseur, elle produit ses effets seulement à l'égard de celui-ci. Si malgré la clause inscrite par le tireur, le porteur fait établir le protêt ou la constatation équivalente, les frais en restent à sa charge. Quand la clause émane d'un endosseur ou d'un avaliseur, les frais de protêt, s'il en est dressé un, peuvent être recouvrés contre tous les signataires.

Article 63 - Toutes les personnes obligées en vertu d'un chèque sont tenues solidairement envers le porteur.

Le porteur a le droit d'agir contre toutes ces personnes, individuellement ou collectivement, sans être astreint à observer l'ordre dans lequel elles se sont obligées.

Le même droit appartient à tout signataire d'un chèque qui a remboursé celui-ci ;
L'action intentée contre un des obligés n'empêche pas d'agir contre les autres, même postérieurs, à celui qui a d'abord été poursuivi.

Article 64 - Le porteur peut réclamer à celui contre lequel il exerce son recours :

- Le montant du chèque non payé ;
- Les intérêts au taux légal applicable dans l'Union des Comores à partir du jour de la présentation ;
- Les frais du protêt ou de la constatation équivalente, ceux des avis donnés, ainsi que les autres frais.

Article 65 - Celui qui a remboursé le chèque peut réclamer à ses garants :

- La somme intégrale qu'il a payée ;
- Les intérêts de ladite somme, calculés au taux légal applicable dans l'Union des Comores à partir du jour où il l'a déboursée ;
- Les frais qu'il a faits.

Article 66 - Tout obligé contre lequel un recours est exercé ou qui est exposé à un recours peut exiger, contre remboursement, la remise du chèque avec le protêt ou la constatation équivalente et un compte acquitté.
Tout endosseur qui a remboursé le chèque peut biffer son endossement et ceux des endosseurs subséquents.

Article 67 - Quand la présentation du chèque, la confection du protêt ou la constatation équivalente dans les délais prescrits est empêchée par un obstacle insurmontable comme la prescription légale ou autre cas de force majeure, ces délais sont prolongés.

Le porteur est tenu de donner, sans retard, avis du cas de force majeure à son endosseur et de mentionner cet avis, daté et signé de lui, sur le chèque ou sur une allonge, pour le surplus, les dispositions de l'article 61 du présent Décret sont applicables.

Après la cessation de la force majeure, le porteur doit, sans retard, présenter le chèque au paiement et, s'il y a lieu, faire établir le protêt ou une constatation équivalente.

Si la force majeure persiste au-delà de quinze jours à partir de la date à laquelle le porteur a, même avant l'expiration du délai de présentation, donné avis de la force majeure à son endosseur, les recours peuvent être exercés, sans que ni la présentation ni le protêt ou une constatation équivalente soit nécessaire.

Ne sont pas considérés comme constituant des cas de force majeure les faits purement personnels au porteur ou à celui qu'il a chargé de la présentation du chèque ou de l'établissement du protêt ou d'une constatation équivalente.

SECTION 2 –DES PRESCRIPTIONS

Article 68 - Les actions en recours du porteur contre les endosseurs, le tireur et les autres obligés se prescrivent par six mois à partir de l'expiration du délai de présentation.

Les actions en recours des divers obligés au paiement d'un chèque les uns contre les autres se prescrivent par six mois à partir du jour où l'obligé a remboursé le chèque.

L'action du porteur du chèque contre le tiré se prescrit par un an à partir de l'expiration du délai de présentation.

Toutefois, en cas de déchéance ou de prescription, il subsiste une action contre le tireur qui n'a pas fait provision ou les autres obligés qui se seraient enrichis injustement.

Article 69 - Les prescriptions en cas d'action exercée en justice ne courent que du jour de la dernière poursuite judiciaire. Elles ne s'appliquent pas s'il y a eu condamnation ou si la dette a été reconnue par acte séparé.

L'interruption de la prescription n'a d'effet que contre celui à l'égard duquel l'acte interruptif a été fait.

Néanmoins, les prétendus débiteurs sont tenus, s'ils en sont requis, d'affirmer sous serment qu'ils ne sont plus redevables et leurs conjoints survivants, héritiers ou ayants cause, qu'ils estiment de bonne foi ne plus rien devoir.

CHAPITRE 6 -DE L'ÉTABLISSEMENT DE CHEQUES EN PLUSIEURS EXEMPLAIRES ET DES ALTERATIONS

SECTION 1 –DE L'ÉTABLISSEMENT DE CHEQUES EN PLUSIEURS EXEMPLAIRES

Article 70 - Sauf les chèques au porteur, tout chèque émis dans un pays et payable dans un autre pays et vice versa, ou bien émis et payable dans la même partie ou dans diverses parties d'outre mer du même pays, peut être tiré en plusieurs exemplaires identiques. Lorsqu'un chèque est établi en plusieurs exemplaires, ces exemplaires doivent être numérotés dans le texte même du titre, faute de quoi chacun d'eux est considéré comme un chèque distinct.

Article 71 - Le paiement fait sur un des exemplaires est libératoire, alors même qu'il n'est pas stipulé que ce paiement annule l'effet des autres exemplaires.
L'endosseur qui a transmis les exemplaires à différentes personnes, ainsi que les endosseurs subséquents, sont tenus à raison de tous les exemplaires portant leur signature qui n'ont pas été restitués.

SECTION 2 –DES ALTERATIONS

Article 72 - En cas d'altération du texte d'un chèque, les signataires postérieurs à cette altération sont tenus dans les termes du texte altéré ; les signataires antérieurs le sont dans les termes du texte original.

CHAPITRE 7 –DU PROTET

Article 73 - Le protêt doit être fait, par un huissier, au domicile de celui sur qui le chèque était payable, ou à son dernier domicile connu. En cas de fausse indication de domicile, le protêt est précédé d'un acte de perquisition.

Article 74 - L'acte de protêt contient la transcription littérale du chèque et des endossements, ainsi que la sommation de payer le montant du chèque. Il énonce la présence ou l'absence de celui qui doit payer, les motifs du refus de payer et l'impuissance ou le refus de signer et, en cas de paiement partiel, le montant de la somme qui a été payée.
Les huissiers sont tenus de faire, sous leur signature, mention sur le chèque du protêt avec sa date. Ils laissent aux parties copie exacte des protêts.

Article 75 - Nul acte de la part du porteur du chèque ne peut suppléer l'acte de protêt, hors les cas prévus par les articles 48 à 51 touchant à la perte du chèque.

TITRE II –DE LA LETTRE DE CHANGE ET LE BILLET A ORDRE

CHAPITRE 1 –DE LA LETTRE DE CHANGE

SECTION 1 -DE LA CREATION ET DE LA FORME

Article 76 – Les dispositions de l'article 11 du présent Décret s'appliquent également à la lettre de change, étant entendu que le mot «lettre de change» doit être lu en lieu et place du mot «chèque».

Article 77 – Est réputé caduque la lettre de change dont l'une des énonciations sus indiquées fait défaut, hormis les cas suivants :

- La lettre de change dont l'échéance n'est pas indiquée est considérée comme payable à vue.
- A défaut d'indication spéciale, le lieu désigné à côté du nom du tiré, est réputé être le lieu de paiement et, en même temps, le lieu du domicile du tiré.
- La lettre de change n'indiquant pas le lieu de sa création est considéré comme souscrite dans le lieu désigné à côté du nom du tireur.

Article 78 –La lettre de change peut être :

- à l'ordre du tireur lui-même.
- tirée sur le tireur lui-même.
- tirée sur le compte d'un tiers.
- payable au domicile d'un tiers, soit dans la localité où le tiré a son domicile, soit dans une autre localité.

Article 79– Dans une lettre de change payable à vue ou à un certain délai de vue, il peut être stipulé par le tireur que la somme sera productive d'intérêts. Dans toute autre lettre de change, cette stipulation est réputée non écrite.

Le taux des intérêts doit être indiqué dans la lettre, à défaut de cette indication, la clause est réputée non écrite.

Les intérêts courent à partir de la date de la lettre de change si une autre date n'est pas indiquée.

Article 80 –La lettre de change dont le montant est écrit à la fois en toutes lettres et en chiffres vaut, en cas de différence, pour la somme écrite en toutes lettres.

La lettre de change dont le montant est écrit plusieurs fois soit en toutes lettres, soit en chiffres ne vaut, en cas de différence que pour la moindre somme.

Article 81 –Les lettres de changes souscrites par des mineurs non négociants sont nulles à leur égard, sauf les droits respectifs des parties, conformément aux dispositions du Code civil.

Si la lettre de change porte des signatures de personnes incapables de s'obliger civilement, des signatures fausses ou des signatures de personnes imaginaires ou des signatures qui, pour toute autre raison, ne sauraient obliger les personnes qui ont signé la lettre de change, ou du nom desquelles elle a été signée, les obligations des autres signataires n'en sont pas moins valables.

Quiconque appose sa signature sur une lettre de change comme représentant d'une personne pour laquelle il n'avait pas le pouvoir d'agir, est obligé lui-même en vertu de la lettre et, s'il a payé, a les mêmes droits qu'auraient eu le prétendu représenté. Il en est de même du représentant qui a dépassé ses pouvoirs.

Article 82 – Le tireur est garant de l'acceptation et du paiement. Il ne peut s'exonérer de la garantie de l'acceptation ; toute clause par laquelle il s'exonère de la garantie du paiement est réputée non écrite.

SECTION 2 –DE LA PROVISION

Article 83 – La provision doit être faite par le tireur ou par celui pour le compte de qui la lettre de change sera tirée, sans que le tireur pour le compte d'autrui cesse d'être personnellement obligé envers les endosseurs et le porteur seulement.

Il y a provision si, à l'échéance de la lettre de change, celui sur qui elle est fournie est redevable au tireur, ou à celui pour le compte de qui elle est tirée, d'une somme au moins égale au montant de la lettre de change.

La propriété de la provision est transmise de droit aux porteurs successifs de la lettre de change.

L'acceptation suppose la provision.

Elle en établit la preuve à l'égard des endosseurs.

Soit qu'il y ait ou non acceptation, le tireur seul est tenu de prouver, en cas de dénégation, que ceux sur qui la lettre était tirée avaient provision à l'échéance; sinon, il est tenu de la garantir, quoique le protêt ait été fait après les délais fixés.

SECTION 3 -DE L'ENDOSSEMENT

Article 84 - Toute lettre de change, même non expressément tirée à ordre, est transmissible par la voie de l'endossement.

Lorsque le tireur a inséré dans la lettre de change les mots “ non à ordre ” ou une expression équivalente, le titre n'est pas transmissible que dans la forme et avec les effets d'une cession ordinaire.

L'endossement peut être fait même au profit du tiré accepteur ou non, du tireur ou de tout autre obligé. Ces personnes peuvent endosser la lettre à nouveau.

L'endossement doit être pur et simple. Toute condition à laquelle il est subordonné est réputée non écrite.

L'endossement partiel est nul.

L'endossement “ au porteur ” vaut comme endossement en blanc.

L'endossement doit être inscrit sur la lettre de change ou sur une feuille qui y est attachée (allonge). Il doit être signé par l'endosseur.

L'endossement peut ne pas désigner le bénéficiaire ou consister simplement dans la signature de l'endosseur (endossement en blanc).

Dans ce dernier cas, l'endossement, pour être valable, doit être inscrit au dos de la lettre de change ou sur l'allonge.

Article 85– L'endossement transmet tous les droits résultant de la lettre de change.

Si l'endossement est en blanc, le porteur peut :

- Remplir le blanc, soit de son nom, soit du nom d'une autre personne ;
- Endosser la lettre de nouveau en blanc ou à une autre personne ;
- Remettre la lettre à un tiers, sans remplir le blanc et sans l'endosser.

Article 86 – L'endosseur est, sauf clause contraire, garant de l'acceptation et du paiement.

Il peut interdire un nouvel endossement; dans ce cas, il n'est pas tenu à la garantie envers les personnes auxquelles la lettre est ultérieurement endossée.

Article 87 – Le détenteur d'une lettre de change est considéré comme porteur légitime s'il justifie de son droit par une suite ininterrompue d'endossements, même si le dernier endossement est en blanc. Les endossements biffés sont à cet égard

réputés non écrits. Quand un endossement en blanc est suivi d'un autre endossement, le signataire de celui-ci est réputé avoir acquis la lettre par l'endossement en blanc.

Si une personne a été dépossédée d'une lettre de change par quelque événement que ce soit, le porteur justifiant de son droit de la manière indiquée à l'alinéa précédent, n'est tenu de se dessaisir de la lettre que s'il l'a acquis de mauvaise foi ou si, en l'acquérant, il a commis une faute lourde.

Article 88– Les personnes actionnées en vertu de la lettre de change ne peuvent pas opposer au porteur les exceptions fondées sur leurs rapports personnels avec le tireur ou avec les porteurs antérieurs, à moins que le porteur, en acquérant la lettre, n'ait agi sciemment au détriment du débiteur.

Article 89– Lorsque l'endossement contient la mention “ valeur en recouvrement ”, “ pour encaissement ”, “ par procuration ” ou toute autre mention impliquant un simple mandat, le porteur peut exercer tous droits dérivant de la lettre de change, mais il ne peut endosser celle-ci qu'à titre de procuration.

Les obligés ne peuvent, dans ce cas, invoquer contre le porteur que les exceptions qui seraient opposables à l'endosseur. Le mandat renfermé dans un endossement ne prend pas fin par le décès du mandant ou la survenance de son incapacité. Lorsqu'un endossement contient la mention “ valeur en garantie ”, “ valeur en gage ” ou toute autre mention impliquant un nantissement, le porteur peut exercer tous les droits dérivant de la lettre de change, mais un endossement fait par lui ne vaut que comme un endossement à titre de procuration. Les obligés ne peuvent invoquer contre le porteur les exceptions fondées sur leurs rapports personnels avec l'endosseur, à moins que le porteur, en recevant la lettre, n'ait agi sciemment au détriment du débiteur.

Article 90 – L'endossement postérieur à l'échéance produit les mêmes effets qu'un endossement antérieur. Toutefois, l'endossement postérieur au protêt, ne produit que les effets d'une cession ordinaire. Sauf preuve contraire, l'endossement sans date est censé avoir été fait avant l'expiration du délai fixé pour dresser le protêt. Il est défendu d'antidater les ordres à peine de faux.

SECTION 4 –DE L'ACCEPTATION

Article 91 – La lettre de change peut être, jusqu'à l'échéance, présentée à l'acceptation du titre, au lieu de son domicile, par le porteur ou même par un simple détenteur. Dans toute lettre de change, le tireur peut signaler qu'elle devra être présentée à l'acceptation, avec ou sans fixation de délai.

Il peut interdire dans la lettre la présentation à l'acceptation à moins qu'il ne s'agisse d'une lettre de change payable chez un tiers ou d'une lettre payable dans une localité autre que celle du domicile du tiré ou d'une lettre tirée à un certain délai de vue.

Il peut aussi stipuler que la présentation à l'acceptation ne pourra avoir lieu avant un terme indiqué.

Tout endosseur peut stipuler que la lettre devra être présentée à l'acceptation, avec ou sans fixation de délai, à moins qu'elle n'ait été déclarée non acceptable par le tireur.

Les lettres de change à un certain délai de vue doivent être présentées à l'acceptation dans le délai d'un an à partir de leur date de conclusion.

Le tireur peut abréger ce dernier délai ou en proposer un plus long.

Ces délais peuvent être abrégés par les endosseurs.

Lorsque la lettre de change est conclue en exécution d'une convention relative à des fournitures de marchandises et passée entre commerçants, et que le tireur a satisfait aux obligations résultant pour lui du contrat, le tiré ne peut se refuser à donner son acceptation dès l'expiration d'un délai conforme aux usages normaux du commerce en matière de reconnaissance de marchandises.

Le refus d'acceptation entraîne de plein droit la déchéance du terme aux frais et dépens du tiré.

Article 92 – Le tiré peut demander qu'une seconde présentation lui soit faite le lendemain de la première. Les intéressés ne sont admis à prétendre qu'il n'a pas été fait droit à cette demande que si celle-ci est mentionnée dans le protêt. Le porteur n'est pas obligé de se dessaisir, entre les mains du tiré, de la lettre présentée à l'acceptation.

Article 93 – L'acceptation est écrite sur la lettre de change. Elle est exprimée par le mot “ accepté ” ou tout autre mot équivalent; elle est signée du tiré. La simple signature du tiré apposée au recto de la lettre vaut acceptation.

Quand la lettre est payable à un certain délai de vue ou lorsqu'elle doit être présentée à l'acceptation dans un délai déterminé en vertu d'une stipulation spéciale, l'acceptation doit être datée du jour où elle a été donnée, à moins que le porteur n'exige qu'elle soit datée du jour de la présentation. A défaut de date, le porteur, pour conserver ses droits de recours contre les endosseurs et contre le tireur, fait constater cette omission par un protêt dressé en temps utile.

L'acceptation est pure et simple ; mais le tiré peut la restreindre à une partie de la somme.

Toute autre modification apportée par l'acceptation aux énonciations de la lettre de change équivaut à un refus d'acceptation. Toutefois, l'accepteur est tenu dans les termes de son acceptation.

Article 94 – Quand le tireur a indiqué dans la lettre de change un lieu de paiement autre que celui du domicile du tiré, sans désigner un tiers chez qui le paiement doit être effectué, le tiré peut l'indiquer lors de l'acceptation. A défaut de cette indication, l'accepteur est réputé s'être obligé à payer lui-même au lieu du paiement. Quand la lettre est payable au domicile du tiré, celui-ci peut, dans l'acceptation, indiquer une adresse du même lieu où le paiement doit être effectué.

Article 95 – Par l'acceptation, le tiré s'oblige à payer la lettre de change à l'échéance. A défaut de paiement, le porteur, s'il est le tireur, a contre l'accepteur une action directe résultant de la lettre de change pour tout ce qui peut être exigé en vertu des articles 123 et 124 du présent Décret.

Article 96 – Si le tiré, qui a revêtu la lettre de change de son acceptation a biffé celle-ci avant la restitution de la lettre, l'acceptation est censée refusée. Sauf preuve contraire, la radiation est réputée avoir été faite avant la restitution du titre. Toutefois, si le tiré a fait connaître son acceptation par écrit au porteur ou à un signataire quelconque, il est tenu envers ceux-ci dans les termes de son acceptation.

SECTION 5 –DE L'AVAL

Article 97 – Le paiement d'une lettre de change peut être garanti pour tout ou partie de son montant par un aval.

Cette garantie est fournie par un tiers ou même par un signataire de la lettre.

L'aval est donné soit sur la lettre de change ou sur une allonge, soit par un acte séparé indiquant le lieu où il est intervenu.

Il est exprimé par les mots “ bon pour aval ” ou par toute autre formule équivalente ; il est signé par le donneur d'aval.

Il est considéré comme résultant de la seule signature du donneur d'aval apposée au recto de la lettre de change, sauf quand il s'agit de la signature du tiré ou de celle du tireur.

L'aval doit indiquer pour le compte de qui il est donné. A défaut de cette indication, il est réputé donné pour le tireur.

Le donneur d'aval est tenu de la même manière que celui dont il s'est porté garant.

Son engagement est valable, alors même que l'obligation qu'il a garantie serait nulle pour toute cause autre qu'un vice de forme.

Quand il paie la lettre de change, le donneur d'aval acquiert les droits résultant de la lettre de change contre le garanti et contre ceux qui sont tenus envers ce dernier en vertu de la lettre de change.

SECTION 6 –DE L'ECHEANCE

Article 98 – Une lettre de change peut être tirée :

- A vue ;
- A un certain délai de vue ;
- A un certain délai de date ;
- A jour fixe.

Les lettres de change, soit à d'autres échéances, soit à échéances successives, sont nulles.

Article 99 – La lettre de change à vue est payable à sa présentation. Elle doit être présentée au paiement dans le délai d'un an à partir de sa date. Le tireur peut abréger ce délai ou en stipuler un plus long. Ces délais peuvent être abrégés par les endosseurs.

Le tireur peut prescrire qu'une lettre de change payable à vue ne doit pas être présentée au paiement avant un terme indiqué. Dans ce cas, le délai de présentation part de ce terme.

Article 100 – L'échéance d'une lettre de change à un certain délai de vue est déterminée, soit par la date d'acceptation, soit par celle du protêt.

En l'absence du protêt, l'acceptation non datée est réputée, à l'égard de l'accepteur, avoir été donnée le dernier jour du délai prévu pour la présentation à l'acceptation.

L'échéance d'une lettre de change tirée à un ou plusieurs mois de date ou de vue a lieu à la date correspondante du mois où le paiement doit être effectué. A défaut de date correspondante, l'échéance a lieu le dernier jour de ce mois.

Quand une lettre de change est tirée à un ou plusieurs mois et demi de date ou de vue, on compte d'abord les mois entiers.

Si l'échéance est fixée au commencement, au milieu (mi-janvier, mi-février, etc....) ou à la fin du mois, on entend par ces termes, le premier, le 15 ou le dernier jour du mois.

Les expressions “ huit jours ” ou “ quinze jours ” s’entendent non d’une ou deux semaines, mais d’un délai de 8 jours ou 15 jours effectifs.

L’expression “ demi-mois ” indique un délai de quinze jours.

Article 101 – Quand une lettre de change est payable à jour fixe dans un lieu où le calendrier est différent de celui du lieu de l’émission, la date de l’échéance est considérée comme fixée d’après le calendrier du lieu de paiement.

Quand une lettre de change tirée entre deux places ayant des calendriers différents est payable à un certain délai de date, le jour de l’émission est ramené au jour correspondant du calendrier du lieu de paiement et l’échéance est fixée en conséquence.

Les délais de présentation des lettres de change sont calculés conformément aux règles de l’alinéa précédent.

Ces règles ne sont pas applicables si une clause de la lettre de change, ou même les simples énonciations du titre, indiquent que l’intention a été d’adopter des règles différentes.

SECTION 7 –DU PAIEMENT

Article 102 - “ le porteur d’une lettre de change payable à jour fixé ou à un certain délai de date ou de vue doit présenter la lettre de change au paiement soit le jour où elle est payable, soit l’un des deux jours ouvrables qui suivent ”.

La présentation d’une lettre de change à une chambre de compensation équivaut à une présentation du paiement.

Article 103 - Le tiré peut exiger, en payant la lettre de change, qu’elle lui soit remise acquittée par le porteur.

Le porteur ne peut refuser un paiement partiel.

En cas de paiement partiel, le tiré peut exiger que mention de ce paiement soit faite sur la lettre et que quittance lui en soit donnée.

Les paiements faits à compte sur le montant d’une lettre de change sont à la charge des tireurs et endosseurs.

Le porteur est tenu de faire protester la lettre de change pour le surplus.

Article 104 - Le porteur d’une lettre de change ne peut être contraint d’en recevoir le paiement avant l’échéance.

Le tiré qui paie avant l’échéance le fait à ses risques et périls.

Celui qui paie à l’échéance est valablement libéré, à moins qu’il n’y ait de sa part une fraude ou une faute lourde. Il est obligé de vérifier la régularité de la suite des endossements, mais non la signature des endosseurs.

Article 105 - Lorsqu’une lettre de change est stipulée payable en une monnaie n’ayant pas cours au lieu du paiement, le montant peut en être payé dans la monnaie du pays, d’après sa valeur au jour de l’échéance. Si le débiteur est en retard, le porteur peut à son choix, demander que le montant de la lettre de change soit payé dans la monnaie du pays d’après le cours, soit du jour de l’échéance, soit du jour du paiement.

Les usages du lieu de paiement servent à déterminer la valeur de la monnaie étrangère. Toutefois, le tireur peut stipuler que la somme à payer sera calculée d’après un cours déterminé dans la lettre.

Les clauses ci-dessus énoncées ne s’appliquent pas au cas où le tireur a stipulé que le paiement devra être fait dans une certaine monnaie indiquée par une clause de paiement effectif en une monnaie étrangère.

Si le montant de la lettre de change est indiqué dans une monnaie ayant la même dénomination, mais une valeur différente, dans le pays d’émission et dans celui du paiement, on est présumé s’être référé à la monnaie du lieu du paiement.

Article 106 - A défaut de présentation de la lettre de change au paiement le jour de son échéance, ou l’un des deux jours ouvrables qui suivent, tout débiteur a la faculté d’en remettre le montant en dépôt à la Caisse des dépôts et consignations, aux frais, risques et périls du porteur.

Article 107 - L’acte de dépôt contiendra la date de la lettre de change, celle de l’échéance, et le nom de celui au bénéfice duquel il aura été originellement fait.

Le dépôt effectué, le débiteur ne sera tenu qu’à remettre l’acte du dépôt en échange de la lettre.

La somme déposée sera remise à celui qui représentera l’acte de dépôt, sans autre formalité que la remise dudit acte, et de la signature du dépositaire des fonds.

Article 108 - Il n’est admis d’opposition au paiement qu’en cas de perte de la lettre de change ou de la faillite du porteur.

Article 109 - En cas de perte d’une lettre de change non acceptée, celui à qui elle appartient peut en poursuivre le paiement sur une seconde, troisième, quatrième, etc.

Article 110 - Si la lettre de change perdue est revêtue de l’acceptation, le paiement ne peut en être exigé sur une seconde, troisième, quatrième, etc., que par ordonnance du juge et en donnant caution personnelle.

Article 111 - Si celui qui a perdu la lettre de change, qu'elle soit acceptée ou non, ne peut représenter la seconde, troisième, quatrième, etc., il peut demander le paiement de la lettre de change perdue et l'obtenir par l'ordonnance du juge en justifiant de sa propriété par ses livres et en donnant caution personnelle.

Article 112 - En cas de refus de paiement, sur la demande formée en vertu des deux articles précédents, le propriétaire de la lettre de change perdue conserve tous ses droits par un acte de protestation. Cet acte doit être fait le lendemain de l'échéance de la lettre de change perdue.

Les avis prescrits par l'article 120 du présent Décret doivent être donnés au tireur et aux endosseurs dans les délais fixés par cet article.

Article 113 - Le propriétaire de la lettre de change égarée doit, pour s'en procurer la seconde, s'adresser à son endosseur immédiat qui est tenu de lui prêter son nom et ses soins pour agir envers son propre endosseur, et ainsi en remontant d'endosseur à endosseur jusqu'au tireur de la lettre. Le propriétaire de la lettre de change égarée supportera les frais.

Article 114 - L'engagement de la caution mentionné dans les articles 111 et 112 du présent Décret est éteint après trois ans, pendant ce temps, il n'y a eu ni demandes ni poursuites en justice.

SECTION 8 –DES RECOURS FAUTE D'ACCEPTATION ET FAUTE DE PAIEMENT, DES PROTETS, DU RECHANGE

SOUS SECTION 1 -DES RECOURS FAUTE D'ACCEPTATION ET FAUTE DE PAIEMENT

Article 115 - Le porteur peut exercer ses recours contre les endosseurs, le tireur et les autres obligés :

A l'échéance, si le paiement n'a pas eu lieu.

Même avant l'échéance :

1° S'il y a eu refus total ou partiel d'acceptation;

2° Dans le cas de faillite du tiré, accepteur ou non, de cessation de ses paiements même non constatée par un jugement, ou de saisie de ses biens demeurée infructueuse ;

3° Dans les cas de faillite du tireur d'une lettre de change non acceptable.

Toutefois, les garants contre lesquels un recours est exercé dans les cas prévus par les deux derniers alinéas 2è et 3è qui précèdent pourront dans les trois jours de l'exercice de ce recours adresser au Président du Tribunal compétent de leur domicile une requête pour solliciter des délais.

Si la demande est reconnue fondée, l'ordonnance fixera l'époque à laquelle les garants seront tenus de payer les effets de commerce dont il s'agit, sans que les délais ainsi octroyés puissent dépasser la date fixée pour l'échéance. L'ordonnance ne sera susceptible ni d'opposition ni d'appel.

Article 116 - Le refus d'acceptation ou de paiement doit être constaté par un acte authentique (protêt faute d'acceptation ou faute de paiement).

Le protêt faute d'acceptation doit être fait dans les délais fixés pour la présentation à l'acceptation. Si, dans le cas prévu par l'article 93 du présent Décret premier alinéa, la première présentation a eu lieu le dernier jour du délai, le protêt peut encore être dressé le lendemain.

Le protêt faute de paiement, d'une lettre de change payable à jour fixe ou à un certain délai de date ou de vue doit être fait l'un des deux jours ouvrables qui suivent le jour où la lettre de change est payable. S'il s'agit d'une lettre payable à vue, le protêt doit être dressé dans les conditions indiquées à l'alinéa précédent pour dresser le protêt faute d'acceptation.

Le protêt faute d'acceptation dispense de la présentation au paiement et du protêt faute de paiement.

En cas de cessation de paiement du tiré, accepteur ou non, ou en cas de saisie de ses biens demeurée infructueuse, le porteur ne peut exercer ses recours qu'après présentation de la lettre au tiré pour le paiement et après confection d'un protêt.

En cas de faillite déclarée du tiré accepteur ou non ainsi qu'en cas de faillite déclarée du tireur d'une lettre de change non acceptable, la production du jugement déclaratif de la faillite suffit pour permettre au porteur d'exercer ses recours.

Article 117 – Lorsque le porteur consent à recevoir un chèque en paiement, ce chèque doit indiquer le nombre et l'échéance des effets ainsi payés ;

Cette indication n'est toutefois pas imposée pour les chèques ou mandats de virement créés pour le règlement du solde des opérations effectuées par l'intermédiaire d'une chambre de compensation.

Si le règlement est effectué au moyen d'un chèque ordinaire et que celui-ci ne soit pas payé, notification du protêt faute de paiement dudit chèque est faite au domicile de paiement de la lettre de change dans le délai prévu au présent Décret sur le protêt.

Le protêt faute de paiement du chèque et la notification sont faits par un seul et même exploit, sauf le cas où, pour des raisons de compétence territoriale, l'intervention de deux officiers ministériels est nécessaire.

Si le règlement est effectué au moyen d'un mandat de virement et que celui-ci soit rejeté par la Banque Centrale, ou au moyen d'un chèque postal et que celui-ci soit rejeté par le centre de chèques postaux détenteur du compte à débiter, la non-exécution fait l'objet d'un acte de notification au domicile de l'émetteur dudit mandat ou dudit chèque postal dans les huit jours à compter de la date de l'émission. Cet acte est dressé par un huissier ou par toute personne légalement en charge de l'exécution ou par un notaire.

Lorsque le dernier jour du délai accordé pour l'accomplissement de l'acte de notification de non-exécution du mandat de virement ou du chèque postal est un jour férié légal, ce délai est prorogé jusqu'au premier jour ouvrable qui suit l'expiration. Les jours fériés intermédiaires sont compris dans la computation du délai. Aux jours fériés légaux sont assimilés les jours fériés, même non prévus, en vertu des usages nationaux.

Le tiré de la lettre de change qui reçoit la notification doit, s'il ne paye pas la lettre de change ainsi que les frais de notification et, s'il y a lieu, du protêt du chèque, restituer la lettre de change à l'officier ministériel instrumentaire. Celui-ci dresse immédiatement le protêt faute de paiement de la lettre de change.

Si le tiré ne restitue pas la lettre de change, un acte de protestation est aussitôt dressé. Le défaut de restitution y est constaté. Le tiers porteur est, en ce cas, dispensé de se conformer aux dispositions des articles 111 et 112 du présent Décret.

Article 118 - La remise d'un mandat de virement en acquit d'un effet de commerce n'entraîne pas novation.

Article 119 - Le porteur doit donner avis du défaut d'acceptation ou de paiement à son endosseur dans les quatre jours ouvrables qui suivent le jour du protêt ou celui de la présentation en cas de clause de retour sans frais.

Les notaires et les huissiers sont tenus, à peine de dommages-intérêts, lorsque l'effet indiquera les noms et domicile du tireur de la lettre de change de prévenir celui-ci dans les quarante huit heures qui suivent l'enregistrement, par lettre recommandée, des motifs du refus de payer.

Cette lettre donne lieu, au profit du notaire ou de l'huissier, à un droit de correspondance conforme à la tarification en vigueur.

Chaque endosseur doit, dans les deux jours ouvrables qui suivent le jour où il a reçu l'avis, faire connaître à son endosseur l'avis qu'il a reçu, en indiquant les noms et les adresses de ceux qui ont donné les avis précédents; et ainsi de suite, en remontant jusqu'au tireur.

Les délais ci-dessus indiqués courent de la réception de l'avis précédent.

Lorsqu'en conformité de l'alinéa précédent, un avis est donné au signataire de la lettre de change, le même avis doit être donné dans le même délai à son avaliseur.

Dans le cas où un endosseur n'a pas indiqué son adresse ou l'a indiquée d'une façon illisible, il suffit que l'avis soit donné à l'endosseur qui le précède.

Celui qui a un avis à donner peut le faire sous une forme quelconque, même par un simple renvoi de la lettre de change.

Il doit prouver qu'il a donné l'avis dans le délai imparti.

Ce délai sera considéré comme observé si une lettre missive donnant l'avis a été mise à la poste dans ledit délai.

Celui qui ne donne pas l'avis dans le délai ci-dessus indiqué n'encourt pas de déchéance; il est responsable, s'il y a lieu, du préjudice causé par sa négligence, sans que les dommages-intérêts puissent dépasser le montant de la lettre de change.

Article 120 – Le tireur, un endosseur ou un avaliseur peut, par la clause “ retour sans frais ”, “ sans protêt ” ou toute autre clause équivalente inscrite sur le titre et signée, dispenser le porteur de faire dresser, pour exercer ses recours, un protêt faute d'acceptation ou faute de paiement.

Cette clause ne dispense pas le porteur de la présentation de la lettre de change dans les délais prescrits ni des avis à donner.

La preuve de l'inobservation des délais incombe à celui qui s'en prévaut contre le porteur.

Si la clause est inscrite par le tireur, elle produit ses effets à l'égard de tous les signataires, si elle est inscrite par un endosseur ou un avaliseur, elle produit ses effets seulement à l'égard de celui-ci. Si, malgré la clause inscrite par le tireur, le porteur fait dresser le protêt, les frais en restent à sa charge. Quand la clause émane d'un endosseur ou d'un avaliseur, les frais du protêt, s'il en est dressé un, peuvent être recouvrés contre tous les signataires.

Article 121 – Tous ceux qui ont tiré, accepté, endossé ou avalisé une lettre de change sont tenus solidairement envers le porteur.

Le porteur a le droit d'agir contre toutes ces personnes, individuellement ou collectivement, sans être astreint à observer l'ordre dans lequel elles se sont obligées.

Le même droit appartient à tout signataire d'une lettre de change qui a remboursé celle-ci.

L'action intentée contre un des obligés n'empêche pas d'agir contre les autres, même postérieurs à celui qui a été d'abord poursuivi.

Article 122 – Le porteur peut réclamer à celui contre lequel il exerce son recours :

- le montant de la lettre de change non acceptée ou non payée avec les intérêts, s'il en a été stipulé ;
- les intérêts au taux légal à partir de l'échéance ;
- les frais du protêt, ceux des avis donnés ainsi que les autres frais.

Si le recours est exercé avant l'échéance, déduction sera faite d'un escompte sur le montant de la lettre. Cet escompte sera calculé d'après le taux de l'escompte officiel (taux de la Banque Centrale), tel qu'il existe à la date du recours au lieu du domicile du porteur.

Article 123 - Celui qui a remboursé la lettre de change peut réclamer à ses garants :

- La somme intégrale qu'il a payée ;
- Les intérêts de ladite somme, calculée au taux légal, à partir du jour où il l'a déboursée ;
- Les frais supportés.

Article 124 – Tout obligé contre lequel un recours est exercé ou qui est exposé à un recours peut exiger, contre remboursement, la remise de la lettre de change avec le protêt et un compte acquitté.

Tout endosseur qui a remboursé la lettre de change peut biffer son endossement et ceux des endosseurs subséquents.

Article 125 – En cas d'exercice d'un recours après une acceptation partielle, celui qui rembourse la somme pour laquelle la lettre n'a pas été acceptée, peut exiger que ce remboursement soit mentionné sur la lettre et qu'il lui en soit donné quittance. Le porteur doit en outre lui remettre une copie certifiée conforme de la lettre et le protêt pour permettre l'exercice des recours ultérieurs.

Article 126 – Le porteur est déchu de ses droits contre les endosseurs, contre le tireur et contre les autres obligés, à l'exception de l'accepteur, après l'expiration des délais fixés :

- pour la présentation d'une lettre de change à vue ou à un certain délai de vue ;
- pour la confection du protêt faute d'acceptation ou faute de paiement ;
- pour la présentation au paiement en cas de clause de retour sans frais.

Toutefois, la déchéance n'a lieu à l'égard du tireur que s'il justifie qu'il a fait provision à l'échéance. Le porteur, en ce cas, ne conserve d'action que contre celui sur qui la lettre de change était tirée.

A défaut de présentation à l'acceptation dans le délai stipulé par le tireur, le porteur est déchu de ses droits de recours, tant pour défaut de paiement que pour défaut d'acceptation, à moins qu'il ne résulte des termes de la stipulation que le tireur n'a entendu s'exonérer que de la garantie de l'acceptation.

Si la stipulation d'un délai pour la présentation est contenue dans un endossement, l'endosseur seul peut s'en prévaloir.

Article 127 – Quand la présentation de la lettre de change ou la confection du protêt dans les délais prescrits est empêchée par un obstacle insurmontable (prescription légale d'un Etat quelconque ou autres cas de force majeure), ces délais sont prolongés.

Le porteur est tenu de donner, sans retard, avis du cas de force majeure à son endosseur et de mentionner cet avis, daté et signé de lui, sur la lettre de change ou sur une allonge, pour le surplus, les dispositions de l'article 120 du présent Décret sont applicables.

Après la cessation de la force majeure, le porteur doit, sans retard, présenter la lettre à l'acceptation ou au paiement et, s'il y a lieu, faire dresser le protêt.

Si la force majeure persiste au-delà de trente jours à partir de l'échéance, les recours peuvent être exercés, sans que ni la présentation, ni la confection d'un protêt ne soit nécessaire, à moins que ces recours ne se trouvent suspendus pour une période plus longue par application consécutive à une guerre, un fléau ou une calamité publique.

Pour les lettres de change à vue ou à un certain délai de vue, le délai de trente jours court à la date à laquelle le porteur a, même avant l'expiration des délais de présentation, donné avis de la force majeure à son endosseur, pour les lettres de change à un certain délai de vue, le délai de trente jours s'augmente de délai de vue indiqué dans la lettre de change.

Ne sont point considérés comme constituant des cas de force majeure, les faits purement personnels au porteur ou à celui qu'il a chargé de la présentation de la lettre ou de la confection du protêt.

Article 128 – Indépendamment des formalités prescrites pour l'exercice de l'action en garantie, le porteur d'une lettre de change protestée faute de paiement peut, en obtenant la permission du juge, saisir à titre conservatoire les effets mobiliers des tireurs, accepteurs et endosseurs.

SOUS SECTION 2 -DES PROTETS

Article 129 – Les protêts faute d'acceptation ou de paiement sont faits par un notaire ou par un huissier ou toute personne légalement en charge de l'exécution.

Le protêt doit être fait au domicile:

- de celui sur qui la lettre de change était payable, ou à son dernier domicile connu ;
- des personnes indiquées par la lettre de change pour la payer au besoin ;
- du tiers qui a accepté par intervention, le tout par un seul et même acte.

En cas de fausse indication de domicile, le protêt est précédé d'un acte de perquisition.

Article 130 – L'acte de protêt contient la transcription littérale de la lettre de change, de l'acceptation, des endossements et des recommandations qui y sont indiquées, la sommation de payer le montant de la lettre de change. Il énonce la présence ou l'absence de celui qui doit payer, les motifs du refus de payer et l'impuissance ou le refus de signer.

Article 131 – Nul acte de la part du porteur de la lettre de change ne peut suppléer l'acte de protêt, hors les cas prévus par les articles 110 et suivants du présent Décret.

Article 132 – L'auxiliaire de justice en charge de l'exécution est tenu à peine de sanctions pénales, dépens, dommages-intérêts envers les parties, de laisser copie exacte des protêts. Sous les mêmes sanctions, ils sont également tenus de remettre contre récépissé au greffier du tribunal de commerce ou du tribunal civil statuant commercialement du domicile du débiteur, ou de lui adresser par lettre recommandée avec accusé de réception, une copie exacte des protêts faute de paiement des traites acceptées et des billets à ordre; cette formalité doit être accomplie dans la quinzaine de l'acte.

Article 133 – Le greffier du tribunal compétent tient régulièrement à jour, par ordre alphabétique, d'après les dénonciations qui lui sont faites par les notaires et huissiers ou les personnes légalement en charge de l'exécution, un état nominatif et par débiteur des protêts faute de paiement des lettres de change acceptées.

Il énonce :

- La date du protêt ;
- Les noms, prénoms, profession et domicile de celui au profit de qui l'effet a été créé, ou le tireur de la lettre de change ;
- Les noms, prénoms, ou raison sociale, profession et domicile de l'accepteur de la lettre de change ;
- La date de l'échéance, s'il y a lieu ;
- Le montant de l'effet ;
- La réponse donnée au protêt.

Article 134 – Après l'expiration d'un délai d'un mois à compter du jour du protêt et pendant un an à compter de la même date, tout requérant peut se faire délivrer, à ses frais, par le greffier du tribunal susvisé, un extrait de l'état nominatif prévu à l'article 132 du présent Décret.

Article 135 – Sur dépôt contre récépissé par le débiteur de l'effet et du protêt, le greffier du tribunal compétent effectue, aux frais du débiteur, sur l'état dressé en application de l'article 135, de la radiation de l'avis du protêt.

Les pièces déposées peuvent être retirées pendant l'année qui suit l'expiration du délai d'un an visé à l'article 133 du présent Décret, après quoi le greffier en est déchargé.

Article 136 – Toute publication, sous quelque forme que ce soit, des états établis en vertu de l'article 135 est interdite sous peine de dommages et intérêts.

SOUS SECTION 3–DU RECHANGE

Article 137 – Toute personne ayant le droit d'exercer un recours peut sauf stipulation contraire, se rembourser au moyen d'une nouvelle lettre, dénommée retraite, tirée à vue sur l'un de ses garants et payable de celui-ci.

La retraite comprend, outre les sommes indiquées dans les articles 123 et suivant du présent Décret, un droit de courtage et le droit de timbre de la retraite.

Si la retraite est tirée par le porteur, le montant en est fixé d'après le cours d'une lettre de change à vue, tirée du lieu où la lettre primitive était payable sur le lieu du domicile du garant. Si la retraite est tirée par un endosseur, le montant en est fixé d'après le cours d'une lettre à vue tirée du lieu où le tireur de la retraite a son domicile sur le lieu du domicile du garant.

Article 138 – Les rechanges ne peuvent être cumulés.
Chaque endosseur n'en supporte qu'un seul ainsi que le tireur.

SECTION 9 -DE L'INTERVENTION

Article 139 – Le tireur, un endosseur ou un avaliseur peut indiquer une personne pour accepter ou payer au besoin.

La lettre de change peut être, sous les conditions déterminées ci-après, acceptée ou payée par une personne intervenant pour un débiteur quelconque exposé au recours.

L'intervenant peut être un tiers, même le tiré, ou une personne déjà obligée en vertu de la lettre de change, sauf l'accepteur.

L'intervenant est tenu de donner, dans un délai de deux jours ouvrables, avis de son intervention à celui pour qu'il est intervenu.

En cas d'inobservation de ce délai, il est responsable, s'il y a lieu, du préjudice causé par sa négligence sans que les dommages-intérêts puissent dépasser le montant de la lettre de change.

SOUS SECTION 1–DE L'ACCEPTATION PAR INTERVENTION

Article 140 – L'acceptation par intervention peut avoir lieu dans tous les cas où des recours sont ouverts avant l'échéance au porteur d'une lettre de change acceptable.

Lorsqu'il a été indiqué sur la lettre de change une personne pour l'accepter ou la payer au besoin au lieu du paiement, le porteur ne peut exercer avant l'échéance ses droits de recours contre celui qui a apposé l'indication et contre les signataires subséquents à moins qu'il n'ait présenté la lettre de change à la personne désignée et que, celle-ci ayant refusé l'acceptation, ce refus n'ait été constaté par un protêt.

Dans les autres cas d'intervention, le porteur peut refuser l'acceptation par intervention.

Toutefois, s'il l'admet, il perd les recours qui lui appartiennent avant l'échéance contre celui pour qui l'acceptation a été donnée et contre les signataires subséquents.

L'acceptation par intervention est mentionnée sur la lettre de change ; elle est signée par l'intervenant. Elle indique pour le compte de qui elle a lieu, à défaut de cette indication, l'acceptation est réputée donnée pour le tireur.

L'accepteur par intervention est obligé envers le porteur et envers les endosseurs postérieurs à celui pour le compte duquel il est intervenu, de la même manière que celui-ci.

Malgré l'acceptation par intervention, celui pour lequel elle a été faite et ses garants peuvent exiger du porteur, contre remboursement de la somme indiquée à l'article 123 du présent Décret, la remise de la lettre de change, du protêt et d'un compte acquitté, s'il y a lieu.

SOUS SECTION 2-DU PAIEMENT PAR INTERVENTION

Article 141 – Le paiement par intervention peut avoir lieu dans tous les cas où, soit à l'échéance, soit avant l'échéance, des recours sont ouverts au porteur.

Le paiement doit comprendre toute la somme qu'aurait à acquitter celui pour lequel il a lieu.

Il doit être fait au plus tard le lendemain du dernier jour admis pour la confection du protêt faute de paiement.

Article 142 – Si la lettre de change a été acceptée par des intervenants ayant leur domicile au lieu du paiement ou si des personnes ayant leur domicile dans ce même lieu ont été indiquées pour payer au besoin, le porteur doit présenter la lettre à

toutes ces personnes et faire dresser, s'il y a lieu un protêt faute de paiement au plus tard le lendemain du dernier jour admis pour la confection du protêt.

A défaut de protêt dressé dans ce délai, celui qui a indiqué le besoin ou pour le compte de qui la lettre a été acceptée et les endosseurs postérieurs, cessent d'être obligés.

Article 143 – Le porteur qui refuse le paiement par intervention perd ses recours contre ceux qui auraient été libérés.

Article 144 - Le paiement par intervention doit être constaté par un acquit donné sur la lettre de change, avec indication de celui pour qui il est fait. A défaut de cette indication, le paiement est considéré comme fait pour le tireur.

La lettre de change et le protêt, s'il en a été dressé un, doivent être remis au payeur par intervention.

Article 145 – Le payeur par intervention acquiert les droits résultants de la lettre de change contre celui pour lequel il a payé et contre ceux qui sont tenus vis-à-vis de ce dernier en vertu de la lettre de change. Toutefois, il ne peut adresser la lettre de change à nouveau.

Les endosseurs postérieurs au signataire pour qui le paiement a eu lieu sont libérés.

En cas de concurrence pour le paiement par intervention, celui qui opère le plus de libération est préféré. Celui qui intervient, en connaissance de cause, contrairement à cette règle, perd ses recours contre ceux qui auraient été libérés.

SECTION 10 –DE LA PLURALITE D'EXEMPLAIRES ET DE COPIES

SOUS SECTION 1 –DE LA PLURATITES D'EXEMPLAIRES

Article 146 – La lettre de change peut être tirée en plusieurs exemplaires identiques.

Ces exemplaires doivent être numérotés dans le texte même du titre, faute de quoi, chacun d'eux est considéré comme une lettre de change distincte.

Tout porteur d'une lettre n'indiquant pas qu'elle a été tirée en un exemplaire unique peut exiger à ses frais la délivrance de plusieurs exemplaires. A cet effet, il doit s'adresser à son endosseur immédiat qui est tenu de lui prêter ses soins pour agir contre son propre endosseur et ainsi de suite en remontant jusqu'au tireur. Les endosseurs sont tenus de reproduire les endossements sur les nouveaux exemplaires.

Article 147 – Le paiement fait sur un des exemplaires est libératoire alors même qu'il n'est stipulé que ce paiement annule l'effet des autres exemplaires.

Toutefois, le tiré reste tenu à raison de chaque exemplaire accepté dont il n'a pas obtenu la restitution.

L'endosseur qui a transféré les exemplaires à différentes personnes, ainsi que les endosseurs subséquents, sont tenus à raison de tous les exemplaires portant leur signature et qui n'ont pas été restitués.

Article 148 – Celui qui a envoyé un des exemplaires à l'acceptation doit indiquer sur les autres exemplaires le nom de la personne entre les mains de laquelle cet exemplaire se trouve. Celle-ci est tenue de le remettre au porteur légitime d'un autre exemplaire.

Si elle s'y refuse le porteur ne peut exercer de recours qu'après avoir fait constater par un protêt :

1° que l'exemplaire envoyé à l'acceptation ne lui a pas été remis sur sa demande ;

2° que l'acceptation ou le paiement n'a pu être obtenu sur un autre exemplaire.

SOUS SECTION 2 –DES COPIES

Article 149 – Tout porteur d'une lettre de change a le droit d'en faire des copies.

La copie doit reproduire exactement l'original avec les endossements et toutes les autres mentions qui y figurent. Elle doit indiquer où elle s'arrête.

Elle peut être endossée et avalisée de la même manière et avec les mêmes effets que l'original.

Article 150 – La copie doit désigner le détenteur du titre original. Celui-ci est tenu de remettre ledit titre au porteur légitime de la copie.

S'il s'y refuse, le porteur ne peut exercer le recours contre les personnes qui ont endossé ou avalisé la copie qu'après avoir fait constater par un protêt que l'original ne lui a pas été remis sur sa demande.

Si le titre original, après le dernier endossement survenu avant que la copie ne soit faite, porte la clause " à partir d'ici, l'endossement ne vaut que sur la copie " ou toute autre formule équivalente, un endossement signé ultérieurement sur l'original est nul.

SECTION 11 –DES ALTERATIONS

Article 151 - En cas d'altération du texte d'une lettre de change, les signataires postérieurs à cette altération sont tenus dans les termes du texte altéré ; les signataires antérieurs le sont dans les termes du texte originaire.

SECTION 12 –DE LA PRESCRIPTION

Article 152 -Toutes actions résultant de la lettre de change contre l'accepteur se prescrivent par trois ans à compter de la date de l'échéance.

Les actions du porteur contre les endosseurs et contre le tireur se prescrivent par un an à partir de la date du protêt dressé en temps utile ou de celle de l'échéance, en cas de clause de retour sans frais.

Les actions des endosseurs les uns contre les autres et contre le tireur se prescrivent par six mois à partir du jour où l'endosseur a remboursé la lettre ou du jour où il a été lui-même actionné.

Les prescriptions, en cas d'action exercée en justice, ne courent que du jour de la dernière poursuite juridique. Elles ne s'appliquent pas s'il y a eu condamnation, ou si la dette a été reconnue par acte séparé. L'interruption de la prescription n'a d'effet que contre celui à l'égard duquel l'acte interruptif a été fait.

Néanmoins, les prétendus débiteurs seront tenus, s'ils en sont requis d'affirmer, sous serment, qu'ils ne sont plus redevables; et leurs conjoints survivants, héritiers ou ayants causes, qu'ils estiment de bonne foi qu'il n'est plus rien dû.

SECTION 13 –DES DELAIS

Article 153 – Le paiement d'une lettre de change dont l'échéance est un jour férié légal, ne peut être exigé que le premier jour ouvrable qui suit. De même, tous autres actes relatifs à la lettre de change notamment la présentation à l'acceptation et le protêt, ne peuvent être faits qu'un jour ouvrable.

Lorsqu'un de ces actes doit être accompli dans un certain délai dont le dernier jour est férié légal, ce délai est prorogé jusqu'au premier jour ouvrable qui en suit l'expiration. Les jours fériés intermédiaires sont compris dans la computation du délai.

Article 154 – Les délais légaux ou conventionnels ne comprennent pas le jour qui leur sert de point de départ. Aucun jour de grâce ni légal ni judiciaire n'est admis sauf dans les cas prévus par les articles 116 et 118 du présent Décret.

CHAPITRE 2 –DU BILLET A ORDRE

Article 155 – Le billet à ordre contient :

- La clause à ordre ou la dénomination du titre insérée dans le texte même et exprimée dans la langue employée pour la rédaction de ce titre ;
- La promesse pure et simple de payer une somme déterminée ;
- L'indication de l'échéance ;
- Celle du lieu où le paiement doit s'effectuer ;
- Le nom de celui, auquel ou à l'ordre duquel le paiement doit être fait ;
- L'indication de la date et du lieu où le billet est souscrit ;
- La signature de celui qui émet le titre (souscripteur).

Article 156 – Le titre dans lequel une des énonciations indiquées à l'article précédent fait défaut ne vaut pas comme billet à ordre, sauf dans les cas déterminés par les alinéas suivants.

Le billet à ordre dont l'échéance n'est pas indiquée est considéré comme payable à vue.

A défaut d'indication spéciale, le lieu de création du titre est réputé être le lieu de paiement et en même temps, le lieu du domicile du souscripteur.

Le billet à ordre n'indiquant pas le lieu de sa création est considéré comme souscrit dans le lieu désigné à côté du nom du souscripteur.

Article 157 – Sont applicables au billet à ordre, en tant qu’elles ne sont pas incompatibles avec la nature de ce titre, les dispositions relatives à la lettre de change et concernant :

- L’endossement ;
- L’échéance ;
- Le paiement ;
- Le recours faute de paiement ;
- Les protêts ;
- Le rechange ;
- Le paiement par intervention ;
- Les copies ;
- Les altérations ;
- La prescription ;
- Les jours fériés, les jours ouvrables y assimilés, la computation des délais et l’interdiction des jours de grâce.

Article 158 – Sont applicables au billet à ordre les dispositions concernant :

- la lettre de change payable chez un tiers dans une localité autre que celle du domicile du tiré ;
- la stipulation d’intérêts,
- les différences d’énonciations relatives à la somme à payer ;
- les conséquences de l’apposition d’une signature dans les conditions ;
- Les conséquences de l’apposition de la signature d’une personne qui agit sans pouvoirs ou en dépassant ses pouvoirs.

Article 159 – Sont également applicables au billet à ordre les dispositions relatives à l’aval. Si l’aval n’indique pas pour le compte de qui il a été donné, il est réputé l’avoir été pour le compte du souscripteur du billet à ordre.

Article 160 – Le souscripteur d’un billet à ordre est obligé de la même manière que l’accepteur d’une lettre de change.

Article 161 – Les billets à ordre payables à un certain délai de vue doivent être présentés au visa du souscripteur dans les délais fixés à l’article 92 du présent Décret.

Le délai de vue court de la date du visa signé du souscripteur sur le billet. Le refus du souscripteur de donner son visa daté est constaté par un protêt dont la date sert de point de départ au délai de vue.

TITRE III –DES CARTES DE PAIEMENT

Article 162 - L’émetteur d’une carte de paiement doit faire signer un contrat- cadre à la personne à qui il la délivre et aux prestataires de biens et services qui désirent l’accepter. Cette disposition ne s’applique pas dans le cadre de relations d’interopérabilités et d’interbancairités dont les règles seront définies par des règles interbancaires.

L’établissement de crédit doit honorer les règlements effectués par son client si, préalablement à la délivrance d’une carte de paiement, elle ne s’est pas assurée, en application de l’article 203 du présent Décret, que le demandeur n’a pas fait l’objet d’une décision de retrait de carte ou d’une mesure d’interdiction bancaire ou judiciaire d’émettre des chèques ou de se faire délivrer des cartes de paiement.

L’émetteur peut, par décision dûment motivée, refuser de délivrer une carte de paiement à un client ou demander la restitution d’une carte antérieurement délivrée par lui. Dans ce dernier cas, sous peine d’honorer les règlements effectués par son client, l’établissement de crédit est tenu de déclarer le retrait de la carte au fichier prévu à l’article 202 du présent Décret.

L’émetteur s’engage à honorer le règlement des achats effectués par son client avec la carte après s’être assuré de la validité de l’ordre de paiement et de l’absence d’opposition au paiement.

Article 163 - L’émetteur est tenu d’informer toute personne à qui il remet une carte des conditions d’utilisation de celle-ci et des sanctions encourues en cas d’utilisation abusive.

Article 164 -En cas d’utilisation abusive d’une carte de paiement, l’établissement de crédit émetteur doit, après la constatation de cette utilisation, enjoindre au titulaire de restituer la ou les cartes en sa possession émises par lui, et doit déclarer cette décision de retrait au fichier prévu par l’article 202 du présent Décret.

Article 165 - L’ordre ou l’engagement de payer donné au moyen d’une carte de paiement est irrévocable.

Seules sont autorisées les oppositions motivées par la perte, le vol, l’utilisation frauduleuse de la carte ou des données liées à son utilisation, l’ouverture d’une procédure de redressement judiciaire ou de liquidation des biens à l’encontre du bénéficiaire du paiement.

Article 166 - Le titulaire de la carte autorise un débit automatique sur son compte bancaire, en exécution de son ordre de paiement. Le débit a lieu immédiatement, sauf stipulation contractuelle contraire prévoyant un débit à une date ultérieure.

Article 167 - En cas de perte ou de vol, le titulaire de la carte de paiement supporte la perte subie avant la mise en opposition prévue à l’alinéa 2 de l’article 165 du présent Décret, dans la limite du montant disponible dans son compte affilié à sa carte.

Toutefois, le titulaire de la carte ne bénéficie pas du plafond prévu à l'alinéa précédent s'il a agi avec une négligence constituant une faute lourde ou si, après la perte ou le vol de la carte, il n'a pas effectué la mise en opposition dans le délai de deux jours francs après qu'il a eu connaissance de la perte ou du vol de la carte.

Le titulaire de la carte ne bénéficie pas du plafond prévu à l'alinéa 1^{er} ci-dessus, si la perte ou le vol de la carte est survenu après réception de la notification par l'émetteur de la décision de retrait et de l'obligation de restituer immédiatement la carte.

De même, sous réserve de l'application de l'article 168 du présent Décret, le titulaire de la carte ne bénéficie pas du plafond prévu à l'alinéa 1^{er} ci-dessus, en cas d'utilisation frauduleuse d'une carte de paiement retirée mais non restituée, survenue après réception de la notification par l'émetteur de la décision de retrait et de l'obligation de la restituer immédiatement.

Article 168 - La responsabilité du titulaire d'une carte de paiement, n'est pas engagée si le paiement contesté a été effectué frauduleusement, à distance, sans utilisation physique de sa carte.

De même, sa responsabilité n'est pas engagée en cas de contrefaçon de sa carte et si au moment de l'opération contestée, il était en possession physique de sa carte.

Article 169 - Dans les cas prévus à l'article 168 du présent Décret, si le titulaire de la carte conteste par écrit avoir effectué un paiement ou un retrait, les sommes contestées lui sont recréditées sur son compte par l'émetteur de la carte ou restituées, sans frais, au plus 15 jours calendaires à compter de la réception de la contestation.

La contestation prévue à l'alinéa précédent doit être émise au plus tard 60 jours calendaires après la date de l'opération contestée.

Article 170 - En cas d'utilisation frauduleuse d'une carte de paiement, de crédit ou de retrait, l'émetteur de la carte rembourse à son titulaire la totalité des frais bancaires qu'il a supportés.

Article 171 - Le fournisseur de biens et services doit porter à la connaissance de la clientèle qu'il accepte le paiement par carte en indiquant la dénomination de celle-ci.

Il doit vérifier, avant chaque paiement, que le règlement est régulier.

Le bénéficiaire du paiement engage sa responsabilité vis-à-vis de l'émetteur et est tenu de supporter la charge intégrale du règlement s'il n'a pas effectué les vérifications nécessaires.

TITRE IV –DES VIREMENTS ET DES PRELEVEMENTS

CHAPITRE 1 –DES VIREMENTS

Article 172 - L'ordre de virement contient :

- le mandat donné au teneur de compte par son client de transférer des fonds, valeurs, titres ou effets dont le montant est déterminé ;
- l'indication du compte à débiter ;
- l'indication du compte à créditer et de son titulaire ;
- la date d'exécution ;
- la signature du donneur d'ordre.

Article 173 – le virement peut être occasionnel ou permanent.

Il est ponctuel dès lors que le titulaire du compte donne une seule fois l'ordre de virement.

Il est permanent dès lors que le titulaire du compte donne l'ordre de payer régulièrement à des échéances choisies, une somme d'argent au bénéficiaire.

L'exécution du virement peut être immédiate ou à une date ultérieure.

Article 174 - L'ordre de paiement est irrévocable pour un virement ponctuel, à partir du moment où il a été reçu par le prestataire de paiement.

Il est en revanche possible d'annuler un virement permanent.

L'ordre de virement est irrévocable à compter du débit du compte du donneur d'ordre

Le virement est définitif à compter du crédit du compte du bénéficiaire.

Article 175 - La date de valeur du virement est la date de réalisation de toutes les conditions exigées pour l'exécution d'un ordre de virement.

Ces conditions sont relatives à l'existence d'une couverture financière suffisante, préalable et disponible et aux informations pour l'exécution de cet ordre, y compris celles relatives à la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme.

Article 176 - Les établissements assujettis doivent exécuter les ordres de virement qu'ils ont acceptés, pour leur montant intégral, sauf si le donneur d'ordre a spécifié que les frais relatifs au virement devaient être imputés en totalité ou en partie au bénéficiaire.

CHAPITRE 2 –DU PRELEVEMENT

Article 177 – L'autorisation de prélèvement comporte, à peine d'inopposabilité à l'établissement domiciliataire :

- Le nom et les coordonnées bancaires du débiteur donneur d'ordre,
- L'ordre inconditionnel de transférer des fonds, valeurs, titres ou effets,
- Le montant du transfert,
- La périodicité du prélèvement,
- La signature du débiteur donneur d'ordre.

Article 178 – le débit du compte du donneur d'ordre transfère de plein droit la propriété des fonds, valeurs, titres ou effets objets de l'ordre de prélèvement, au profit du créancier émetteur de l'avis de prélèvement.

TITRE V –DE LA MONNAIE ELECTRONIQUE

Article 179 – Les fonds reçus en contrepartie de la monnaie électronique ne constituent pas des dépôts ou autres fonds remboursables au sens de l'article 8 de la Loi portant réglementation des activités bancaires et financières si les fonds reçus sont immédiatement échangés contre de la monnaie électronique.

Article 180 - La monnaie électronique doit être émise pour un montant dont la valeur ne peut être supérieure à celles des fonds reçus en contrepartie.

Article 181 - Le porteur de monnaie électronique peut, pendant la période de validité, exiger de l'émetteur qu'il le rembourse à la valeur nominale en pièces et en billets de banque ou par virement à un compte sans autres frais que ceux qui sont strictement nécessaires à la réalisation de l'opération.

Le contrat conclu entre l'émetteur et le porteur doit établir clairement les conditions de remboursement.

Article 182 - Les établissements de monnaie électronique ont une gestion et des procédures administratives et comptables saines et prudentes ainsi que des procédures de contrôle interne adéquates.

Cette gestion et ces procédures correspondent aux risques financiers et non financiers auxquels ils sont exposés, y compris les risques techniques et ceux liés à la procédure, ainsi que les risques liés aux activités exercées en coopération avec toute entreprise remplissant les fonctions opérationnelles ou d'autres fonctions accessoires en rapport avec leurs activités.

Article 183 – La Banque Centrale fixe par voie réglementaire :

- les modalités d'agrément des établissements assujettis dans l'émission de monnaie électronique ;
- les normes prudentielles et de gestion auxquelles ces établissements doivent respecter.

TROISIEME PARTIE -DE LA PREVENTION, DE LA CENTRALISATION ET DE LA REPRESSION DES INCIDENTS DE PAIEMENT

TITRE I –DE LA PREVENTION ET CENTRALISATION

CHAPITRE 1-SANCTIONS SPECIFIQUES EN MATIERE DE CHEQUE

SECTION 1-DE L'INTERDICTION BANCAIRE

Article 184 - Le tireur qui émet un chèque ne portant pas l'indication du lieu de l'émission, celui qui revêt un chèque sciemment d'une fausse date, celui qui tire un chèque sur une personne autre qu'un établissement de crédit, est passible d'une pénalité de 5% de la somme pour laquelle le chèque est tiré.

Article 185 -Tout établissement de crédit qui délivre à son créancier des formules de chèques en blanc, payables à sa caisse, doit sous peine d'une pénalité de 10 % du montant du chèque à payer, mentionner sur chaque formule le nom de la personne à laquelle cette formule est délivrée.

Tout établissement de crédit qui, ayant provision et en l'absence de toute opposition, refuse de payer un chèque régulièrement assigné sur ses caisses est tenu responsable du dommage résultant, pour le tireur, tant de l'inexécution de son ordre que de l'atteinte portée à son crédit.

Article 186 - Tout établissement de crédit peut, par décision motivée, refuser de délivrer au titulaire d'un compte les formules de chèques autres que celles qui sont remises pour un retrait de fonds par le tireur auprès du tiré ou pour une certification.

Il peut, à tout moment, demander la restitution des formules antérieurement délivrées. Cette restitution doit être demandée lors de la clôture juridique du compte.

Les formules de chèques mentionnent le numéro de téléphone de la succursale ou agence de l'établissement de crédit auprès de laquelle le chèque est payable.

Elles mentionnent également l'adresse complète du titulaire du compte.

Article 187 - Des formules de chèques autres que celles qui sont remises pour un retrait de fonds par le tireur auprès du tiré ou pour une certification ne peuvent, sous réserve des dispositions et dans les conditions prévues de l'article 55 de la Loi portant réglementation des activités bancaires et financières, être délivrées au titulaire d'un compte ou à son mandataire à compter de quatre incidents de paiement relevé au nom du titulaire du compte lorsque celui-ci n'a pas exécuté les obligations qui lui incombent notamment, celles prévues par les deuxième à sixième alinéas de l'article 188.

Les dispositions du présent article doivent être observées par l'établissement de crédit qui a refusé le paiement d'un chèque pour défaut de provision suffisante et par tout établissement de crédit qui a été informé de l'incident de paiement.

Article 188 - L'établissement de crédit tiré peut, après avoir informé le titulaire du compte des conséquences du défaut de provision par lettre recommandée avec accusé de réception ou tout autre moyen approprié, refuser le paiement d'un chèque pour défaut de provision suffisante.

Il doit enjoindre au titulaire du compte de restituer à tous les établissements de crédits dont il est le client les formules en sa possession et en celles de ses mandataires et de ne plus émettre des chèques autres que ceux qui permettent exclusivement le retrait de fonds par le tireur auprès du tiré ou ceux qui sont certifiés, dès lors que le titulaire atteint quatre incidents de paiement.

L'établissement de crédit tiré en informe dans le même temps les mandataires de son client.

Toutefois, le titulaire du compte recouvre la possibilité d'émettre des chèques lorsqu'il justifie avoir, à la suite de cette injonction adressée après un incident de paiement :

1. Régler le montant d'un chèque impayé ou constitué une provision suffisante et disponible destinée à son règlement par les soins du tiré ;
2. Payé une pénalité libératoire dans les conditions et sous les réserves fixées par les articles 190 à 192 du présent Décret.
3. n'a pas atteint le nombre d'incidents de paiements requis pour être interdit de possession de moyen de paiement

Un certificat de non-paiement est délivré à la demande du porteur, au terme d'un délai de trente jours, à compter de la première présentation d'un chèque impayé dans le cas où celui-ci n'a pas été payé lors de la seconde présentation en compensation ou si une provision n'a pas été constituée, pour en permettre le paiement dans ce même délai. Ce certificat est délivré par le tiré lorsqu'au-delà du délai de trente jours une nouvelle présentation s'avère infructueuse.

La notification effective ou, à défaut, la signification du certificat de non-paiement au tireur par voie d'huissier vaut commandement de payer.

Les huissiers de justice qui n'ont pas reçu justification du paiement du montant du chèque et des frais dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la notification ou de la signification délivrent, sans autre acte de procédure ni frais, un acte exécutoire.

En tout état de cause, les frais de toute nature qu'occasionne le rejet d'un chèque sans provision sont à la charge du tireur.

Article 189 - Tout versement effectué par le tireur sur le compte duquel a été mis le chèque impayé est effectué en priorité à la constitution d'une provision pour paiement intégral de celui-ci.

Article 190 - La pénalité libératoire que le titulaire du compte doit verser est calculé sur la fraction non provisionnée du chèque.

Elle est fixée à 15% de la fraction non provisionnée.

Article 191 - Le montant de la pénalité libératoire prévue à l'article 190 du présent Décret est porté au double lorsque le titulaire du compte ou son mandataire a déjà procédé à trois régularisations lui ayant permis de recouvrer la faculté d'émettre des chèques en application des articles 188 à 189 du présent Décret.

S'il n'a pas procédé à cette régularisation, il ne recouvre la faculté d'émettre des chèques qu'à l'issue d'un délai de cinq ans.

Article 192 - Les pénalités prévues par le présent Décret sont versées au Trésor Public.

Article 193 - Le titulaire d'un compte auquel a été notifiée une injonction de ne plus émettre de chèques recouvre cette faculté, hormis les cas de l'article 199, dès lors qu'il a procédé à la régularisation dans les conditions prévues aux articles 188, 189 à 191.

S'il n'a pas procédé à cette régularisation, il ne recouvre la faculté d'émettre des chèques qu'à l'issue d'un délai de cinq ans qui court à compter de la date de constatation de la quatrième incident de paiement.

Article 194 - Les contestations relatives à l'interdiction d'émettre des chèques du présent Décret sont déferées à la juridiction civile.

L'action en justice devant la juridiction civile n'a pas d'effet suspensif.

Toutefois, la juridiction saisie peut, même en référé, ordonner la suspension de l'interdiction d'émettre des chèques en cas de contestation sérieuse.

Article 195 - Lorsqu'un incident de paiement est le fait de l'un quelconque des titulaires d'un compte collectif, avec ou sans solidarité, les dispositions des articles 187 et 188 du présent Décret sont de plein droit applicables à celui des titulaires qui aura été désigné à cet effet d'un commun accord, tant en ce qui concerne les autres comptes dont il pourrait être individuellement titulaire. Elles sont aussi applicables aux autres titulaires en ce qui concerne ce compte.

Si, lors du rejet d'un chèque pour défaut de provision suffisante, le tiré constate qu'aucun titulaire du compte n'est désigné dans les conditions définies à l'alinéa précédent, les dispositions des articles 189 et 190 sont de plein droit applicables à tous les titulaires du compte en ce qui concerne ce compte et les autres comptes dont ils pourraient être individuellement titulaires.

Article 196 - Le tiré doit payer, nonobstant l'absence, l'insuffisance ou l'indisponibilité de la provision, tout chèque :

1. Émis au moyen d'une formule dont il n'a pas obtenu la restitution dans les conditions prévues à l'article 188 du présent Décret, sauf s'il justifie qu'il a mis en œuvre les diligences prévues par cet article;

2. Émis au moyen d'une formule qu'il a délivrée en violation des dispositions de l'article 187 du présent Décret et du deuxième alinéa de l'article 199 du présent Décret, ou au moyen d'une formule qu'il a délivrée à un nouveau client alors que celui-ci faisait l'objet d'une condamnation sur le fondement du premier alinéa de l'article 199 du présent Décret ou d'une interdiction émise en application du premier alinéa de l'article 188 du présent Décret et dont le nom figurait pour ces motifs dans la base de données de la centrale des risques et des incidents de paiement tenue par la Banque centrale.

Le tiré qui refuse le paiement d'un chèque émis au moyen de l'une des formules mentionnées au 1 est solidairement tenu de payer, outre une somme égale au montant du chèque, les dommages-intérêts accordés au porteur en raison de non-paiement.

Lorsqu'il a refusé le paiement d'un chèque, le tiré doit être en mesure de justifier qu'il a satisfait aux prescriptions légales et réglementaires relatives à l'ouverture du compte et à la délivrance des formules de chèques ainsi qu'aux obligations légales résultant des incidents de paiement, notamment en ce qui concerne l'injonction d'avoir à restituer les formules de chèques.

Article 197 - Le tiré qui a payé un chèque en dépit de l'absence, de l'insuffisance ou de l'indisponibilité de la provision est, sauf dans le cas prévu au premier alinéa du 2 de l'article 196 du présent Décret, subrogé dans les droits du porteur à concurrence de la somme dont il a fait l'avance ; il peut, à cet effet, faire constater l'absence ou l'insuffisance de provision disponible par acte dressé en la forme du protêt.

Il peut, à défaut de prélèvement d'office sur le compte et sans préjudice de toute autre voie de droit, faire une mise en demeure par voie d'huissier au titulaire du compte d'avoir à payer la somme qui lui est due en application de l'alinéa précédent.

SECTION 2-DE L'INTERDICTION JUDICIAIRE

Article 198 - Le Tribunal peut interdire au condamné, pour une durée de cinq ans d'émettre des chèques ou de se faire délivrer une carte de paiement autres que ceux qui permettent exclusivement le retrait de fonds par le tireur auprès du tiré ou ceux qui sont certifiés. Cette interdiction peut être déclarée exécutoire par provision. Elle est assortie d'une injonction adressée au condamné d'avoir à restituer aux établissements de crédits qui les avaient délivrées les formules en sa possession et en celle de ses mandataires. Le tribunal peut ordonner, aux frais du condamné, la publication par extraits de la décision portant interdiction dans les journaux qu'il désigne et selon les modalités qu'il fixe.

En conséquence de l'interdiction, tout établissement de crédit informé de celle-ci par la Banque Centrale doit s'abstenir de délivrer au condamné et à ses mandataires des formules de chèques autres que celles mentionnées à l'alinéa précédent.

Article 199 – l'interdiction judiciaire est également encourue par celui qui émet un chèque, même provisionné, au mépris d'une interdiction bancaire ou en violation d'une interdiction judiciaire d'émettre des chèques.

Article 200 : La répression des infractions liées aux moyens et systèmes de paiement est soumise aux dispositions du code pénal.

CHAPITRE 2 –DES INCIDENTS DE PAIEMENT

Article 201 - Il est créé, conformément à l'article 45 de la Loi portant réglementation des activités bancaires et financières, la centrale des incidents de paiement en Union des Comores.

Article 202 – Les établissements assujettis sont tenus de déclarer les incidents liés aux moyens de paiement.

Article 203 – Les Tribunaux doivent communiquer à la Banque Centrale sous huitaine :

- les interdictions judiciaires d'émettre des chèques ou de se faire délivrer tout autre moyen de paiement ;
- les mainlevées, les levées, les suspensions d'interdictions judiciaires d'émettre des chèques ou tout autre moyen de paiement

Article 204 - Le tiré qui a refusé le paiement d'un chèque pour défaut de provision suffisante ou qui a clôturé juridiquement un compte sur lequel des formules de chèques ont été délivrées ou qui a enregistré une opposition pour perte ou vol de chèques ou de formules de chèques doit faire immédiatement la déclaration à la centrale des incidents de paiement.

Article 205 – Avant toute délivrance de formules de chèques ou d'une carte de paiement autre qu'une carte de retrait à un client, l'établissement assujetti doit consulter la centrale des incidents de paiement.

Article 206 - La Banque Centrale informe les établissements de crédit ainsi que sur sa demande le Procureur de la République, des incidents de paiement de chèque, des interdictions prononcées en application de l'article 198 du présent Décret et des levées d'interdiction d'émettre des chèques.

Seule la Banque Centrale assure la centralisation des informations prévues à l'alinéa précédent.

Pour l'application du premier alinéa, les établissements de crédits déclarent à la Banque Centrale toutes les informations, qui permettent d'identifier l'ensemble des comptes ouverts par les personnes physiques ou morales mentionnées à l'article 188 et au premier alinéa de l'article 198 du présent Décret et sur lesquels peuvent être tirés des chèques.

Elles lui fournissent, aux seules fins poursuivies par le présent article, les renseignements permettant d'identifier les titulaires de ces comptes.

Les dispositions du présent article ne font pas obstacle à ce que les établissements de crédit utilisent ces informations comme élément d'appréciation avant d'accorder un financement ou une ouverture de crédit.

Article 207 - La Banque Centrale assure l'information des personnes morales légalement formées qui, lors de la remise d'un chèque pour le paiement d'un bien ou d'un service, souhaitent vérifier la régularité, au regard de la présente section, de l'émission de celui-ci.

L'origine de ces demandes d'information donne lieu à renseignement.

Article 208 - Les mesures d'application de la présente section sont, en tant que de besoin déterminées par le règlement portant organisation de la Centrale des risques et des incidents de paiement. Ce règlement fixe notamment les modalités selon lesquelles l'injonction est portée à la connaissance du titulaire du compte et précise également ses droits et obligations ainsi que les conditions dans lesquelles il peut régulariser sa situation. Il détermine également les conditions dans lesquelles la Banque Centrale assure les obligations qui lui incombent en application des articles 207 et 208 du présent Décret.

TITRE II –DISPOSITIONS FINALES

Article 209 – Le présent Décret, qui abroge toute disposition antérieure contraire, entre en vigueur à la date de sa signature.

Article 210 - La Banque Centrale des Comores précise par voie réglementaire, en cas de besoin, les modalités d'application des dispositions du présent Décret.

Article 211 – Le présent Décret sera enregistré, publié au Journal Officiel et communiqué partout où besoin sera.

Dr IKLOU DHOININE

7. LE DECRET N° 87-005/PR, PORTANT REGLEMENTATION DES RELATIONS FINANCIERES ENTRE LA REPUBLIQUE FEDERALE ISLAMIQUE DES COMORES ET L'ETRANGER

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

VU la Constitution du 1^{er} octobre 1978, telle que modifiée à ce jour ;

VU la loi n°66-1008 du 28 décembre 1996 relative aux relations financières avec l'Etranger, modifiée par la Loi n°69-1161 du 24 décembre 1969 ;

VU la loi n°80-05 du 26 juin 1980 autorisant le Président de la République à ratifier l'accord de coopération monétaire entre la République Fédérale Islamique des Comores et la République Française, signé le 23 novembre 1979 ;

VU la loi n°80-07 du 26 juin portant réglementation des banques et établissements financiers ;

VU la loi n°80-08 du 26 juin 1980 relative à la monnaie et

au rôle de la Banque Centrale des Comores dans le contrôle des banques, des établissements financiers, des crédits, des changes et notamment son article 14 ;

VU le décret n°86-008/PR du 15 février 1986 portant nomination des Membres du gouvernement ;

VU les nécessités de service ;

SUR proposition du Ministre de l'Economie, des Finances, du Commerce Intérieur, de la Gestion des Sociétés d'Etat et des Etablissements Publics à caractère Commercial et Industriel ;

DÉCRÈTE

Article 1^{er}.- Les relations financières entre la République Fédérale islamique des Comores et l'Etranger sont libres.

Cette liberté s'exerce selon les modalités prévues par le présent décret et dans le respect des engagements internationaux pris par la République Fédérale Islamique des Comores.

Article 2.- Les opérations de change, mouvements de capitaux et règlements de toute nature entre la République Fédérale Islamique des Comores et l'étranger, ou, en République Fédérale Islamique des Comores, entre un résident et un non-résident, ne peuvent, sauf autorisation préalable de la Banque Centrale qui représente le Ministre chargé des Finances, être effectués que par l'entremise d'intermédiaires agréés par la Banque Centrale. Cet agrément est révocable à tout moment.

Les dispositions ci-dessus interdisent, par conséquent, d'une manière générale, aux résidents autres que les intermédiaires agréés d'effectuer des paiements à des non-résidents en République Fédérale Islamique des Comores ou à l'étranger, par émission de chèques.

Article 3.- Les intermédiaires agréés sont chargés de veiller sous leur responsabilité au respect des prescriptions édictées par le présent décret et les textes pris pour son application, en ce qui concerne les opérations effectuées par leur entremise ou placées sous leur contrôle.

Article 4.- Sont prohibés, sauf autorisation de la Banque Centrale, tous transferts ou opérations de change en République Fédérale Islamique des Comores tendant à la constitution par un résident d'avoirs à l'étranger ou à la détention en République Fédérale Islamique des Comores par un résident de moyens de paiement sur l'étranger.

Article 5.- L'importation et à l'exportation de moyens de paiement (billets, chèques, effets), de l'or et des métaux précieux ainsi que des valeurs mobilières s'effectuent dans les conditions définies par instructions de la Banque Centrale.

Article 6.- Les résidents sont tenus de procéder au rapatriement et le cas échéant, à la cession sur le marché des changes, de toutes créances sur l'étranger ou sur un non-résident, nées de l'exportation de marchandises, de la rémunération de services et d'une manière générale, de tous les revenus ou produits encaissés à l'étranger ou versés par un non-résident.

Article 7.- La détention en République Fédérale Islamique des Comores, par un résident ou un non-résident, de valeurs mobilières étrangères et de tous titres représentatifs de créances sur l'étranger, est interdite. Ces avoirs doivent être déposés chez un intermédiaire agréé par la Banque Centrale.

Article 8.- Les autorisations visées aux articles précédents feront l'objet de décisions générales ou particulières de la Banque Centrale. Elle pourra déléguer son pouvoir d'autorisation aux intermédiaires agréés.

Article 9.- Les conditions dans lesquelles pourront être réalisées les opérations de change et les transferts à destination de l'étranger ou les paiements en République Fédérale Islamique des Comores au profit d'un non-résident, ainsi que le régime des comptes ouverts en République Fédérale Islamique des Comores au nom de non-résidents, seront déterminés par voie d'instructions de la Banque Centrale.

Article 10.- Les importateurs et les exportateurs de marchandises sont tenus de domicilier leurs opérations d'importation ou d'exportation auprès des intermédiaires agréés, selon des modalités définies par instructions de la Banque Centrale.

Article 11.- Les créances en francs comoriens et en devises étrangères que les établissements bancaires et financiers établis en République Fédérale Islamique des Comores détiennent sur l'étranger et les engagements en francs comoriens et en devises qu'ils ont envers l'étranger sont soumises au contrôle de la Banque Centrale.

Article 12.- La Banque Centrale, chargée de l'établissement de la balance des paiements extérieurs, est habilitée à demander à tous les organismes publics, parapublics et privés, la documentation et les renseignements qui lui sont nécessaires.

Article 13.- Les modalités d'application du présent décret feront l'objet d'instructions de la Banque Centrale.

Article 14.- Quiconque aura contrevenu ou tenté de contrevenir aux dispositions du présent décret et à celles prises pour son application sera passible des peines prévues par la loi.

La constatation des infractions incombe :

- 1) - aux agents de l'Administration des Douanes
- 2) - aux autres agents relevant de l'Administration des Finances ayant au moins le grade d'inspecteur ;
- 3) - aux Officiers de police judiciaire ;
- 4) - aux agents de la Banque Centrale des Comores

Article 15.- Toutes les dispositions antérieures, contraires à celles du présent décret, sont abrogées.

Article 16.- Le Ministre de l'Economie, des Finances, du Commerce Intérieur, de la Gestion des Sociétés d'Etat et les Etablissements publics à caractère commercial et industriel est chargé de l'exécution du présent décret qui sera enregistré au publié au Journal Officiel des Comores et communiqué partout où besoin sera.

Moroni, le 16 janvier 1987

Le Président de la République,

AHMED ABDALLAH ABDEREMANE

B. LA REGLEMENTATION DE LA BANQUE CENTRALE DES COMORES

I- LA REGLEMENTATION PRUDENTIELLE

1. Règlement n°001/2015/BCC/DSBR relatif au capital social minimum des institutions financières en application a la loi 13-003/AU.

Vu la loi 80-08 du 26 juin 1980 relative à la monnaie et au rôle de la Banque Centrale des Comores dans le contrôle des banques et des établissements financiers, du crédit, des changes ;

Vu la loi n°13-003/AU du 12 juin 2013 portant réglementation des activités des Institutions Financières en ses articles 12, 47, 48 et 103 ;

Vu la loi 12-008/AU du 28 juin 2012 portant lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme ;

Vu la loi 12-011/AU du 28 juin 2012 portant réglementation et organisation du crédit-bail ;

Le Gouverneur de la Banque Centrale des Comores

Fixe les règles relatives à la constitution du capital social minimum des institutions financières défini par la loi 13-003/AU.

Article 1er :

Le montant du capital social minimum prévu à l'article 47 est fixé comme suit :

Pour un établissement de crédit :

- Une banque : un milliard de francs comoriens (1 000 000 000 KMF)
- Une Institution Financière Décentralisée (IFD) :
 - a) Pour les unions d'IFD : Cinq cent millions de francs comoriens (500 000 000 KMF).
 - b) Pour une IFD affiliée à un réseau : Cinquante millions de francs comoriens (50 000 000 KMF)
 - c) Pour une IFD non affiliée à un réseau : Deux cent millions de francs comoriens (200 000 000 KMF)
- Une Société Financière : Trois cent millions de francs comoriens (300 000 000 KMF)

- Une Institution Financière spécialisée : Trois cent millions de francs comoriens (300 000 000 KMF)

Pour un intermédiaire financier :

- Etablissement de paiement, changeur manuel ou autre intermédiaire en opérations de banque ou connexes : Vingt-cinq millions de francs comoriens (25 000 000 KMF)
- Pour un établissement de monnaie électronique, la Banque Centrale fixera par règlement le montant du capital social minimum applicable.

Article 2 :

Le capital social minimum des institutions financières doit être intégralement libéré à la date de leur agrément conformément à l'article 12 de la loi 13-003/AU.

Article 3 :

Toute institution financière doit pouvoir justifier à tout moment que ses fonds propres de base sont au moins égaux au capital social minimum défini à l'article 1er du présent règlement.

Article 4 :

Ne sont pas concernés par les dispositions de l'article 1er du présent règlement, les établissements de crédit agréés au moment de son entrée en vigueur, dont les Fonds Propres de base sont au moins égaux au montant des capitaux minimum fixés pour chaque catégorie d'établissement.

Pour les réseaux d'IFD et leurs caisses affiliées agréées au moment de l'entrée en vigueur du présent règlement, la Banque Centrale fixera par circulaire le montant du capital social minimum applicable.

Article 5 :

Les institutions financières agréées ne respectant pas les dispositions du présent règlement à la date de son entrée en vigueur, doivent présenter à la Banque Centrale des Comores un plan de mise en conformité au plus tard le 30 Juin 2015.

Article 6 :

Le présent règlement entre en vigueur à compter de sa date de signature.

Moroni, le 28 janvier 2015

Mzé Abdou Mohamed Chanfiou

2. Règlement n° 002 /2015/BCC/DSBR relatif à la définition des fonds propres des établissements de crédit, en application à la loi 13-003/au

Vu la loi 80-08 du 26 juin 1980 relative à la monnaie et au rôle de la Banque Centrale des Comores dans le contrôle des banques et des établissements financiers, du crédit et des changes, en son article 7 ;

Vu la loi 13-003/AU du 12 juin 2013 portant réglementation des activités des Institutions Financières, en son article 48 ;

Vu la loi 12-011/AU du 26 juin 2012 portant réglementation et organisation du crédit-bail.

Vu la loi 12-008/AU du 28 juin 2012 portant lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme ;

LE GOUVERNEUR DE LA BANQUE CENTRALE DES COMORES

Fixe les règles de définition des fonds propres des établissements de crédit en application à l'article 3 de la loi 13-003/AU.

Article 1^{er} :

Au sens du présent article, les fonds propres réglementaires (FPR) des établissements de crédit, calculés sur une base sociale, sont composés des fonds propres de base et des fonds propres complémentaires, déterminés aux articles 2 à 8 du présent règlement.

Article 2 :

Les fonds propres de base des établissements de crédit sont obtenus par la somme des éléments énumérés à l'alinéa A, desquels sont déduits les éléments énumérés à l'alinéa B ci-dessous.

A) Eléments à inclure :

- ✓ le capital social,
- ✓ la dotation en capital non remboursable apportée par les Unions d'IFD aux caisses de base,
- ✓ les primes d'émission liées au capital,
- ✓ les réserves légales
- ✓ les autres réserves, hormis les réserves de réévaluation,
- ✓ le report à nouveau créditeur,
- ✓ les provisions à caractère général (FRBG) et les fonds de garantie, non affectées à la couverture de risques et de charges identifiées,
- ✓ le bénéfice net en instance d'affectation, approuvé par les commissaires aux comptes, diminué du montant des dividendes à distribuer,
- ✓ le résultat provisoire de l'exercice en cours.

B) Éléments à déduire :

- ✓ la part non libérée du capital social et/ou de la dotation,
- ✓ les actions propres détenues, évaluées à leur valeur nette comptable,
- ✓ le report à nouveau débiteur,
- ✓ les frais d'établissement,
- ✓ les immobilisations incorporelles nettes d'amortissements et de provisions pour dépréciation,
- ✓ le résultat net déficitaire du dernier exercice en cours d'approbation certifié par les commissaires aux comptes,
- ✓ le résultat provisoire déficitaire de l'exercice en cours.

Article 3 :

Les fonds propres complémentaires sont constitués des éléments suivants :

- ✓ les subventions privées ou publiques non remboursables, destinées à financer des investissements et non pas des dépenses courantes ;
- ✓ les dons et legs, sous les conditions qu'ils soient définitivement acquis par l'établissement, approuvés et certifiés par les commissaires aux comptes, et destinés à financer des investissements et non pas des dépenses courantes ;
- ✓ Les fonds de garantie affectés constitués au moyen de ressources non remboursables, dans la limite de 10% de leur montant. Cette composante ne doit pas représenter plus de 50% des fonds propres complémentaires ;
- ✓ Les dettes subordonnées à durée indéterminée, après l'accord préalable de la Banque Centrale ;
- ✓ Les dettes subordonnées à durée déterminée, pour leur part résiduelle supérieure ou égale à cinq ans, après l'accord préalable de la Banque Centrale limitées à 50% des fonds propres complémentaires.
- ✓ Les réserves de réévaluation approuvées et certifiées par les commissaires aux comptes, après l'accord de la Banque Centrale limitées à 50% des fonds propres complémentaires.

Article 4 :

Les dettes subordonnées à durée indéterminée doivent faire l'objet d'un contrat dont les clauses stipulent expressément que :

- leur remboursement ne peut être effectué qu'à l'initiative de l'établissement emprunteur, sous réserve d'un préavis minimum de cinq ans et après l'accord de la Banque Centrale ;
- le paiement des intérêts peut être différé, lorsque la situation financière de l'établissement emprunteur l'exige, à sa demande ;
- le principal et les intérêts non versés peuvent être utilisés pour absorber les pertes éventuelles, sans que l'établissement emprunteur soit obligé de cesser ses activités ;
- le remboursement du capital et des intérêts est, en cas de mise en liquidation de l'établissement emprunteur, subordonné au remboursement de toutes les autres dettes.

Article 5 :

Les dettes subordonnées à durée déterminée supérieure ou égale à cinq ans doivent faire l'objet d'un contrat dont les clauses stipulent expressément que :

- leur remboursement anticipé ne peut être effectué qu'à l'initiative de l'établissement emprunteur et après l'accord de la Banque Centrale ;
- leur remboursement anticipé ne doit pas donner lieu au versement par l'emprunteur d'une indemnité compensatrice ;
- le remboursement du capital et des intérêts est, en cas de mise en liquidation de l'établissement emprunteur, subordonné au remboursement de toutes les autres dettes.

Article 6 :

Le montant des dettes subordonnées d'une durée déterminée supérieure ou égale à cinq ans, pris en compte dans les fonds propres complémentaires, est réduit à raison d'une décote annuelle de 20% au cours des quatre dernières années précédant leur échéance finale.

Article 7 :

Le contrat d'emprunt subordonné prévoit la capitalisation des intérêts, prévoyant que :

- leur degré de subordination est identique au principal ;

- leur échéance de remboursement est au moins égale à cinq ans ;
- une décote annuelle de 20% est appliquée dans le cas d'une dette subordonnée à durée déterminée au cours des quatre dernières années précédant leur échéance finale ;
- une décote annuelle de 20% est appliquée au montant des intérêts capitalisés, au cours des quatre dernières années précédant l'échéance finale, pour le cas d'un emprunt à durée déterminée.

Article 8 :

Les fonds propres complémentaires définis à l'article 3 peuvent être inclus dans les fonds propres réglementaires dans la limite maximale du montant des fonds propres de base tels que définis à l'article 2.

Article 9 :

Doivent être déduites du montant total des fonds propres réglementaires les éléments suivants :

- l'encours global des crédits accordés directement ou indirectement à un actionnaire, par un établissement de crédit, à l'exception des IFD ;
- l'encours global des crédits accordés directement ou indirectement aux administrateurs ou aux dirigeants responsables, au sens de l'article 21 de la loi 13-003/AU, par un établissement de crédit, à l'exception des IFD, dès lors que le montant unitaire d'un tel crédit est supérieur ou égal à 3% des fonds propres de base ;
- Les titres de participation dans une autre institution financière dont l'acquisition a été autorisée par la Banque Centrale des Comores dès lors que la participation excède 10% des fonds propres de base de l'établissement de crédit déclarant.

S'agissant des crédits aux administrateurs et aux dirigeants des IFD, un règlement spécifique de la Banque Centrale fixera les limites d'engagement autorisées.

Article 10 :

Les fonds propres réglementaires des réseaux d'Institutions Financières Décentralisées doivent être calculés sur une base globalisée, pour l'ensemble du réseau, et individualisée, pour chacune des caisses de base :

- pour le calcul des fonds propres globalisés d'un réseau d'IFD, il convient de retraiter les opérations réciproques en capital, de façon à exclure notamment les dotations de l'Union aux caisses de base ;
- une déclaration individualisée des fonds propres de chaque caisse de base doit être jointe à la déclaration des fonds propres globalisés du réseau.

Article 11 :

La Banque Centrale des Comores peut s'opposer à l'inclusion de certains éléments dans les fonds propres réglementaires des établissements de crédit si elle estime qu'ils ne répondent pas aux conditions définies par le présent règlement.

Article 12 :

Les établissements de crédit doivent communiquer l'état de calcul de leurs fonds propres réglementaires chaque semestre, au plus tard 30 jours suivant la date d'arrêté des comptes, selon le modèle joint en annexe au présent règlement.

Article 13 :

Le présent règlement annule et remplace les instructions n°003/2004/COB, n°008/2004/COB et la circulaire n°005/2004/COB.

Il entre en vigueur à compter de sa date de signature.

Moroni, le 28 Janvier 2015

Mzé Abdou Mohamed Chanfiou

3. Règlement n°003 /2015/ BCC/DSBR relatif aux exigences en fonds propres pour la couverture des risques de crédit et de hors bilan, des risques opérationnels et des immobilisations en application à la loi 13-003/AU.

Vu la Loi 80-08 du 26 juin 1980 relative à la monnaie et au rôle de la Banque Centrale des Comores dans le contrôle des banques et des établissements financiers, du crédit et des changes, en son article 7,

Vu la Loi 13-003/AU portant réglementation des activités des Institutions Financières, en ses articles 26, 29, 46, 48 et 103,

Vu la loi 12-008/AU du 28 juin 2012 portant lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme ;

Vu la Loi 12-011/AU du 26 juin 2012 portant réglementation et organisation du crédit-bail ;

LE GOUVERNEUR DE LA BANQUE CENTRALE DES COMORES ;

Fixe les règles de calcul des exigences en fonds propres pour la couverture des risques de crédit et de hors bilan, des risques opérationnels et des immobilisations des établissements de crédit en application à la loi 13-003/AU.

CHAPITRE PREMIER

DISPOSITIONS GENERALES

Article 1^{er}

Les exigences en fonds propres sont composées :

- D'une exigence pour la couverture des risques de crédit et de hors bilan, correspondant au coefficient de solvabilité ;
- D'une exigence pour la couverture des risques opérationnels, laquelle s'ajoute à la précédente ;
- D'une exigence pour la couverture des immobilisations nettes par les fonds propres, applicable lorsque le montant des fonds propres exigés au titre des points 1 et 2 précédents n'est pas suffisant.

Article 2

Le calcul des exigences en fonds propres s'effectue sur une base individuelle, globalisée ou consolidée, dans les conditions suivantes :

Sur une base individuelle :

Les Banques, les Sociétés financières, les institutions financières spécialisées et les institutions financières décentralisées (IFD) affiliées à une Union dont le total du bilan est supérieur à 20% du total du bilan globalisé du réseau ;

Sur une base globalisée :

Chaque réseau d'IFD pris dans son ensemble ;

Sur une base consolidée :

Les établissements de crédit ayant des filiales financières sur le territoire national ou à l'étranger.

CHAPITRE 2 : EXIGENCES EN FONDS PROPRES POUR LA COUVERTURE DU RISQUE DE CREDIT ET DE HORS BILAN

Article 3

Les établissements de crédit sont tenus de respecter à tout moment un coefficient de solvabilité supérieur ou égal à 10%.

En fonction des circonstances particulières, la Banque Centrale peut exiger qu'un établissement de crédit respecte un coefficient plus élevé.

Article 4

Le coefficient de solvabilité est calculé selon les modalités suivantes :

Le coefficient est défini comme étant le rapport entre le montant total des fonds propres réglementaires et le montant des risques de crédit et de hors bilan qu'ils supportent du fait de leurs activités :

- les fonds propres retenus au numérateur du coefficient de solvabilité sont ceux déterminés dans les conditions fixées par le règlement relatif aux fonds propres ;
- les risques de crédit et de hors bilan retenus au dénominateur du coefficient de solvabilité correspondent à la somme des expositions au risque de crédit et de hors bilan, résultant des engagements de bilan et de hors-bilan, pondérés conformément aux dispositions de l'article 5 ci-dessous.

Article 5

Les pondérations applicables aux engagements de bilan et de hors bilan sont :

1°) Pondération à 0%

- a- les créances ou engagements sur l'État, ainsi que celles garanties par l'Etat ou le nantissement de titres de créances émis par l'Etat ;
- b- les créances sur la Banque Centrale des Comores ou d'autres banques centrales ou garanties par le nantissement de titres de créances émis par les Banques Centrales ;

- c- les créances garanties par le nantissement de dépôts et/ou de comptes à terme constitués auprès de l'établissement de crédit, libellés dans la même devise que les créances qu'elles garantissent, et à condition que la valeur de la garantie couvre en totalité le montant du prêt ;
- d- les créances garanties par le nantissement de certificats de dépôts ou de titres assimilés émis par l'établissement de crédit et déposés auprès de lui-même.

2°) Pondération à 20%

- e- les créances garanties par le nantissement de dépôts et/ou de comptes à terme constitués auprès de l'établissement de crédit, libellés dans une autre devise que les créances qu'elles garantissent ;
- f- les contre garanties bancaires émanant d'institutions financières internationales de coopération ou des Banques régionales de développement ;
- g- les créances garanties par une contre garanties bancaires à première demande émanant d'un établissement de crédit agréé en Union des Comores ou d'un établissement de crédit étranger.

3°) Pondération à 35%

- h- les créances garantis par un gage en or, à condition que la valeur de marché couvre le montant total du prêt ;
- i- les créances ou engagements sur les Intermédiaires Financières.

4°) Pondération à 70%

- j- les créances de toute nature et les engagements hors-bilan sur les administrations territoriales et les collectivités locales comoriennes ;
- k- les créances ou engagements sur les entreprises publiques de droit comoriennes ;
- l- les créances ou engagements sur les entreprises internationales de première signature ;
- m- les créances intégralement garanties par une hypothèque de premier rang sur un terrain libre de toute occupation.
- n- les créances intégralement garanties par une hypothèque de premier rang sur un immeuble résidentiel qui sera occupé ou donné en location par la contrepartie ;
- o- les créances intégralement garanties par une hypothèque de premier rang sur un immeuble destiné entièrement aux activités productives.
- p- les créances garanties par des titres détenus en portefeuille et les titres de participation, à l'exception de ceux qui sont déduits dans le calcul des fonds propres, dans les conditions fixées par le règlement relatif aux fonds propres ;

5°) Pondération à 100%

- q- les crédits à la clientèle ne bénéficiant d'aucune garantie ;
- r- les créances douteuses nettes de provisions ;
- s- les actifs correspondant aux débiteurs divers et aux comptes de régularisation ;
- t- les biens loués en crédit-bail ;
- u- les cautions, avals et autres engagements hors bilan de garantie ou de financement d'ordre ou en faveur de la clientèle, pour leur montant net de provisions.

Les engagements évoqués ci-dessus correspondent aux engagements de garantie ou de financement donnés.

Article 6

Pour les réseaux d'IFD, la détermination du coefficient de solvabilité globalisé doit éliminer les opérations réciproques entre l'Union et les IFD affiliées.

CHAPITRE 3 : EXIGENCES EN FONDS PROPRES POUR LA COUVERTURE DU RISQUE OPERATIONNEL

Article 7

En complément de l'exigence en fonds propres pour le calcul du ratio de solvabilité prévu par le présent règlement, les établissements de crédit sont tenus de calculer une exigence en fonds propres spécifique pour la couverture de leurs risques opérationnels.

Les risques opérationnels sont définis par le règlement relatif au dispositif de contrôle interne, de gestion et de maîtrise des risques.

Article 8

Le calcul des exigences en fonds propres pour la couverture des risques opérationnels résulte d'une approche forfaitaire, par laquelle une pondération de 15% est appliquée à la moyenne annuelle de la somme algébrique des produits et charges d'exploitation bancaire relatifs aux trois derniers exercices $\{RO = (n-3+n-2+n-1/3)*15\}$.

CHAPITRE 4 : COUVERTURE DES IMMOBILISATIONS NETTES PAR LES FONDS PROPRES

Article 9

Les établissements de crédit doivent veiller à tout moment à ce que le montant de leurs fonds propres réglementaires couvre en totalité la valeur nette des immobilisations figurant à leur bilan.

Dans le cas où le montant des fonds propres réglementaires est inférieur à la valeur nette des immobilisations, les établissements sont assujettis à une exigence additionnelle correspondant à la différence.

Article 10

Les établissements de crédit doivent transmettre semestriellement à la Banque Centrale l'état relatif aux exigences en fonds propres prévu par le présent règlement, au plus tard 30 jours après la date d'arrêté des comptes, selon le modèle de déclaration joint en annexe.

Article 11

Le présent règlement annule et remplace les instructions n°006/2004/COB, n°008/2004/COB et les circulaires n°006/2004/COB, n°011/2004/COB.

Il entre en vigueur à compter de sa date de signature.

Moroni, le 28 Janvier 2015

Mzé Abdou Mohamed Chanfiou

4. Règlement n°004 /2015/BCC/DSBR relatif à la division des risques et au contrôle des grands risques des établissements de crédit, en application a la loi 13-003/AU.

Vu la loi 80-08 du 26 juin 1980 relative à la monnaie et au rôle de la Banque Centrale des Comores dans le contrôle des banques et des établissements financiers, du crédit et des changes, en son article 7,

Vu la loi 13-003/AU du 12 juin 2013 portant réglementation des activités des Institutions Financières, en ses articles 26, 29, 50 et 103,

Vu la loi 12-008/AU du 28 juin 2012 portant lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme ;

Vu la loi 12-011/AU du 28 juin 2012 portant réglementation et organisation du crédit-bail,

Le Gouverneur de la Banque Centrale des Comores ;

Fixe les règles prudentielles relatives à la division des risques et à la surveillance des grands risques des établissements de crédit.

Article 1^{er}

Sont assujettis aux dispositions du présent règlement les établissements de crédit tels que définis par l'article 3 de la loi 13-003/AU.

- sur base individuelle, les Banques, les Sociétés financières, les institutions financières spécialisées et les institutions financières décentralisées (IFD) affiliées à une Union dont le total du bilan est supérieur à 20% du total du bilan globalisé du réseau ;
- sur base globalisée, chaque réseau d'IFD pris dans son ensemble,
- sur base consolidée, les établissements de crédit ayant des filiales financières sur le territoire ou à l'étranger.

Pour les réseaux d'IFD, il appartient à l'Union de mettre en place un dispositif approprié de contrôle des grands risques applicable à toutes les IFD qui lui sont affiliées et qui ne sont pas soumises au présent règlement sur une base individuelle.

Article 2

Les établissements de crédit sont tenus, dans les conditions prévues par le présent règlement de respecter en permanence :

- un rapport maximum de 25% entre le montant total des risques nets encourus du fait de leurs opérations avec un même bénéficiaire et le montant de leurs fonds propres réglementaires, tel que défini par le règlement sur les fonds propres ;
- un rapport maximum de 800% entre le montant cumulé de l'ensemble des risques nets encourus du fait de leurs opérations avec tous les bénéficiaires des grands risques et le montant de leurs fonds propres réglementaires.

Article 3

Les établissements de crédit ne peuvent accorder des crédits ou des garanties aux membres des organes délibérants et exécutifs, ou de se porter caution en leur faveur pour un montant global supérieur à 10% de leurs fonds propres.

Les mêmes conditions sont applicables aux crédits accordés au personnel de l'établissement de crédit.

Article 4

Sont considérées comme un même bénéficiaire :

- les personnes physiques ou morales qui ont des liens juridiques ou de capitaux tels que l'une d'entre elles exerce sur les autres, directement ou indirectement, un pouvoir de contrôle exclusif ou conjoint ou une influence notable, ou qui sont soumises à une direction de fait commune ;
- les personnes physiques ou morales qui sont liées de telle sorte que les difficultés financières rencontrées par l'une ou certaines d'entre elles entraîneraient des difficultés financières chez l'une ou toutes les autres.

De tels liens financiers peuvent notamment exister entre deux ou plusieurs personnes physiques ou morales dans l'un des cas suivants :

- les personnes sont apparentées au premier rang ;
- les personnes sont des filiales de la même entreprise mère ;
- les personnes qui sont soumises à une direction de fait commune ;
- les personnes qui sont des collectivités territoriales ou des établissements publics ;
- les personnes qui sont liées par des contrats de garanties croisés ou qui entretiennent entre elles des relations d'affaires prépondérantes, notamment des contrats de sous-traitance ou des relations étroites client-fournisseur ;
- les personnes qui dépendent d'une source de financement commune.

La Banque Centrale peut, lorsqu'elle estime que les règles prudentielles l'exigent, demander que deux ou plusieurs clients d'un établissement de crédit soient considérés comme un même bénéficiaire au regard du présent règlement, si les liens financiers lui paraissent l'imposer.

Article 5

Est considéré comme un grand risque, au sens de l'article 2 ci-dessus, l'ensemble des engagements portant sur un même bénéficiaire supérieur ou égal à 10% des fonds propres réglementaires de l'établissement de crédit.

Les engagements déclarés reprennent les éléments du bilan et du hors-bilan pour leur valeur nette comptable, avant prise en compte des garanties.

Article 6

Le calcul des ratios de couverture des grands risques définis à l'article 2 est effectué selon les modalités ci-après :

a) **Au numérateur** : le montant total de l'encours net de provisions des risques sur un même bénéficiaire, diminué de la valeur des garanties reçues, constitué notamment par :

- les concours et engagements interbancaires ;
- les crédits à la clientèle, y compris les impayés et les créances douteuses nettes de provisions, ainsi que les engagements hors bilan de garantie ou de financement en faveur ou d'ordre du bénéficiaire ;
- les titres en portefeuille et les titres de participation ;
- les engagements de crédit-bail ou d'affacturage, conformément à l'article 10 de la loi 13-003/AU.

b) **Au dénominateur**, les fonds propres de l'établissement de crédit, tels que définis par le règlement sur les fonds propres.

Article 7

Les garanties éligibles reçues sont prises en compte dans la limite des quotités fixées ci-après :

Garanties déductibles à hauteur de 100% de leur valeur :

- le nantissement de titres émis par l'Etat et les garanties reçues de l'Etat ;
- le nantissement de titres de créances émis par la Banque Centrale Comores et les autres Banques Centrales ;
- le nantissement de dépôts et/ou de comptes à terme constitués auprès de l'établissement de crédit, libellés dans la même devise que les créances qu'elles garantissent ;
- le nantissement de certificats de dépôts ou de titres assimilés émis par l'établissement de crédit et déposés auprès de lui-même ;

Garanties déductibles à hauteur de 80% de leur valeur :

- les nantissements de dépôts et de comptes à terme constitués auprès de l'établissement de crédit, libellés dans une devise autre que celle des créances qu'elles garantissent ;
- les contre garanties bancaires émanant d'institutions financières internationales de coopération ou de Banques régionales de développement.
- sous réserve de l'acceptation de la Banque Centrale, les contre garanties bancaires à première demande émanant d'un établissement de crédit agréé en Union des Comores ou d'un établissement de crédit étranger.

Garanties déductibles à hauteur de 65% de leur valeur :

- la valeur de marché de l'or déposé en garantie.
- les garanties données par les intermédiaires financiers.

Garanties déductibles à hauteur de 30% de leur valeur :

- les garanties données par les administrations territoriales et les collectivités locales comoriennes ;
- les garanties données par les entreprises publiques de droit comorien ;
- les garanties données par les entreprises internationales de première signature ;
- les hypothèques de premier rang sur un terrain libre de toute occupation ;
- les hypothèques de premier rang sur un immeuble résidentiel qui sera occupé ou donné en location par la contrepartie ;
- les hypothèques de premier rang sur un immeuble destiné entièrement aux activités productives.
- Les titres détenus en portefeuille et les titres de participation, à l'exception de ceux qui sont déduits dans le calcul des fonds propres, dans les conditions fixées par le règlement relatif aux fonds propres ;

Pour être éligibles, les garanties doivent se conformer aux dispositions de l'article 14 du règlement sur la classification et le provisionnement des créances.

Article 8

La partie du risque qui n'est pas couverte par l'une de ces garanties est retenue à 100% dans le calcul des risques encourus sur un même bénéficiaire.

Article 9

La déclaration des grands risques prévue à l'article 1^{er} du présent règlement doit être effectuée semestriellement, au plus tard 30 jours après la date d'arrêté des comptes par les établissements de crédit, selon le modèle joint en annexe.

Article 10

Le présent règlement annule et remplace l'instruction n°007/2004/COB et la circulaire n°12/2004/COB.

Il entre en vigueur à compter de sa date de signature.

Moroni, le 28 Janvier 2015

Mzé Abdou Mohamed Chanfiou

5. Règlement n°005/2015/BCC/DSBR relatif à la classification et au provisionnement des créances des établissements de crédit, en application à la loi 13-003/AU.

Vu la loi 80-08 du 26 juin 1980 relative à la monnaie et au rôle de la Banque Centrale des Comores dans le contrôle des banques et des établissements financiers, du crédit et des changes, en son article 7 ;

Vu la loi 13-003/AU du 12 juin 2013 portant réglementation des activités des Institutions Financières, en ses articles 26, 29, 46 et 103 ;

Vu la loi 12-008/AU du 28 juin 2012 portant lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme ;

Vu la loi 12-011/AU du 28 juin 2012 portant réglementation et organisation du crédit-bail ;

LE GOUVERNEUR DE LA BANQUE CENTRALE DES COMORES

Fixe les règles de classification et de provisionnement des créances des établissements de crédit définis à l'article 3 de la loi 13-003/AU.

Article 1^{er}

Au sens du présent règlement, on entend par « créances » l'ensemble des engagements inscrits au bilan et en hors bilan détenus par un établissement de crédit sur une contrepartie, notamment sous forme :

- de crédits par caisse ou d'avances en compte, quels qu'en soient la nature, la forme et le terme ;
- de crédit-bail mobilier ou immobilier ;
- d'engagements par signature donnés de manière irrévocable (tels que les cautions, avals, engagements de financement, etc.) en faveur de la contrepartie ;
- de titres de créances émis par la contrepartie et détenus par l'établissement de crédit ;

- de créances interbancaires ou de titres de dettes.

Les créances sont constituées du capital échu, du capital restant dû, des intérêts échus comptabilisés ainsi que des intérêts courus et non échus et les engagements de hors-bilan.

Article 2

Les établissements de crédit doivent distinguer dans leur comptabilité leurs créances en encours sains, impayés, douteux et douteux compromis ou irrécouvrables. Le classement des créances dans les catégories appropriées est effectué indépendamment des garanties dont elles sont couvertes.

Article 3

Sont considérées comme des créances saines, les créances dont le remboursement intégral du principal et/ou des intérêts s'effectue conformément aux dispositions contractuelles et qui sont détenues sur des contreparties dont la capacité à honorer l'intégralité de leurs engagements actuels et futurs ne soulève aucun motif d'inquiétude (situation financière solide, actionnariat de qualité, situation et perspectives satisfaisantes du secteur d'activité, etc.) de la part de l'établissement de crédit.

Sont également considérées comme des créances saines, les valeurs escomptées et non échues (effets commerciaux, mobilisations de créances sur l'étranger, etc.), acceptées par le tiré et dont la bonne fin ne soulève aucun motif d'inquiétude.

Article 4

L'ensemble des engagements inscrits au bilan et en hors bilan cités ci-dessous détenus par un établissement de crédit sur une contrepartie, sont considérées comme :

1. Créances impayées lorsqu'une ou plusieurs échéances sont impayées, en totalité ou en partie, pendant une période inférieure à 90 jours après la date d'échéance contractuelle ;
2. Créances douteuses lorsqu'une ou plusieurs échéances sont impayées, en totalité ou en partie, pendant une période supérieure à 90 jours après la date d'échéance contractuelle ;
3. Créances douteuses compromises ou irrécouvrables lorsqu'une ou plusieurs échéances sont impayées, en totalité ou en partie, pendant une période supérieure à 360 jours (1 an) après la date d'échéance contractuelle ;

Les créances visées aux alinéas 1 à 3 ci-dessus sont :

4. les encours de crédits assortis ou non d'un plan d'amortissement et n'ayant pas fait objet d'une prorogation ou d'un renouvellement des conditions mais dont une ou plusieurs échéances sont impayées, en totalité ou en partie, les dépassements par rapport aux limites de crédit autorisées (tant en termes de durée de validité que de montant) sous forme de découvert ou d'avances en compte courant, les soldes débiteurs des comptes courants gelés dont le délai d'apurement, calculé selon la formule (solde débiteur x 90) / somme des mouvements créditeurs enregistrés au cours dudit trimestre).

Un compte courant est dit gelé lorsque, fonctionnant en situation débitrice, il n'a pas enregistré, au cours d'un trimestre, des versements couvrant au moins les intérêts et commissions dus au titre dudit trimestre.

5. les titres de créances émis par la contrepartie dont le remboursement, du principal et/ou des intérêts, les encours de crédits-bails mobiliers ou immobiliers qui n'ont pas fait objet d'une prorogation ou d'un renouvellement des conditions, dont des loyers demeurent impayés;
6. les créances sur des contreparties qui, nonobstant tout impayé, soulèvent des motifs d'inquiétude quant à leur capacité actuelle et/ou future à rembourser leurs engagements conformément aux dispositions contractuelles. Les motifs de cette inquiétude peuvent être liés à la survenance d'événements internes et/ou externes tels que notamment:
 - la tendance à la détérioration de la situation financière de la contrepartie ;
 - les difficultés au niveau du secteur d'activité de la contrepartie ;
 - la tendance baissière de la valeur de marché des titres émis par la contrepartie, non justifiée par le niveau général des taux d'intérêt;
 - les indices de dépréciation des garanties reçues en couverture de la créance, etc.
7. Sont également classées comme des créances impayées, les engagements par signature irrévocables données en faveur de contreparties dont la situation financière soulève des motifs d'inquiétude.

Les critères prévus par le présent règlement pour la classification des créances dans l'une ou l'autre des catégories de créances impayées, douteuses et douteuses compromises constituent des critères minima. Les établissements de crédit peuvent classer leurs créances dans une catégorie inférieure, s'ils l'estime nécessaire au vu des informations dont ils disposent

Article 5

Le classement en encours douteux peut être abandonné lorsque le risque sur la contrepartie au sens de l'alinéa 6 de l'article 4 est définitivement levé et lorsque les paiements ont repris de manière régulière pour les montants correspondants aux échéances contractuelles d'origine. Dans ce cas, la créance est portée à nouveau en encours sain.

Article 6

Le classement d'une créance dans la catégorie douteux entraîne par contagion, nonobstant l'existence de garantie ou caution, un classement identique dans cette catégorie de la totalité des créances détenues sur la contrepartie concernée et les personnes qui lui sont liées telles que définies dans le règlement sur la division des risques et les grands risques.

Le classement d'un encours douteux en encours douteux compromis n'entraîne pas nécessairement par contagion le classement dans cette dernière catégorie des autres encours et engagements douteux relatifs à la contrepartie concernée.

Article 7

Un établissement de crédit peut convenir de nouvelles modalités de remboursement avec une contrepartie.

Le rééchelonnement ou la restructuration de la créance peut intervenir sous réserve d'une décision de l'organe compétent de l'établissement de crédit, lorsque l'opération de restructuration se justifie pour des considérations liées à la situation financière de la contrepartie ou à des difficultés au niveau de son secteur d'activité.

Article 8

Les créances rééchelonnées ou restructurées doivent demeurer dans la catégorie où elles se trouvaient avant le rééchelonnement ou la restructuration pendant une période d'observation de 90 jours. Elles sont reclassées dans :

- la catégorie des créances saines, lorsque le remboursement s'effectue, durant la période d'observation, conformément aux nouvelles dispositions convenues ;
- la catégorie de risque de qualité inférieure à celle d'origine avant le rééchelonnement ou la restructuration, lorsqu'elles enregistrent un incident de paiement durant la période d'observation.

Lors de la restructuration d'un crédit, tout abandon de principal ou d'intérêt, échu ou couru, doit être comptabilisé en pertes.

Article 9

La Banque Centrale peut exiger de reclasser, dans une catégorie inférieure, les encours de crédits par décaissement et/ou par signature consentis à une contrepartie donnée et de procéder à la constitution des provisions appropriées, lorsqu'elle l'estime nécessaire.

Article 10

Les établissements de crédit doivent constituer des provisions couvrant l'encours global de ces créances douteuses et douteuses compromises.

La perte probable sur un encours de crédit, douteux et douteux compromis est comptabilisée au bilan au moyen d'une dépréciation enregistrée en déduction de cet encours. La perte probable relative à un engagement hors bilan déclassé en douteux doit être prise en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan.

Article 11

Les provisions constituées relatives aux créances rééchelonnées ou restructurées ne peuvent être reprises que lorsque ces créances sont reclassées dans la catégorie des créances saines, conformément aux dispositions de l'article 10 précédent.

Les reprises de provisions sur créances douteuses passées en perte doivent être motivés et approuvés par les commissaires aux comptes avec obligation d'information à la Banque Centrale à chaque fin d'année et avant approbation des comptes par les organes sociaux.

Article 12

Les provisions constituées par les établissements de crédit doivent couvrir leurs créances, douteuses et douteuses compromises à hauteur des niveaux minima fixés ci-après :

Taux de provision minima	
créances douteuses entre 90 et 180 jours	10%
créances douteuses entre 180 et 360 jours	40%
créances douteuses compromises entre 360 et 720 jours	50%
Créances douteuses compromises entre 720 et 1080 jours	80 %
Créances douteuses compromises supérieur à 1080 jours	100%

Ces taux de provisions peuvent être ajustés par les établissements de crédit ou par la Banque Centrale en fonction de l'analyse du risque de chaque concours.

Article 13

Le calcul des provisions s'effectue sur la base du total des encours de chaque catégorie de créances, déduction faite des garanties éligibles énumérées ci-dessous, dans la limite des quotités fixées ci-après :

Garanties déductibles à hauteur de 100% de leur valeur :

- le nantissement de titres émis par l'Etat et les garanties reçues de l'Etat ;
- le nantissement de titres de créances émis par la Banque Centrale.
- le nantissement de dépôts et/ou de comptes à terme constitués auprès de l'établissement de crédit, libellés dans la même devise que les créances qu'elles garantissent ;
- le nantissement de certificats de dépôts ou de titres assimilés émis par l'établissement de crédit et déposés auprès de lui-même ;

Garanties déductibles à hauteur de 80% de leur valeur :

- le nantissement de dépôts et de comptes à terme constitués auprès de l'établissement de crédit, libellés dans une devise autre que celle des créances qu'elles garantissent ;
- les contre garanties bancaires émanant d'institutions financières internationales de coopération ou de Banques régionales de développement.
- sous réserve de l'acceptation de la Banque Centrale, les contre garanties bancaires à première demande émanant d'un établissement de crédit agréé en Union des Comores ou d'un établissement de crédit étranger.

Garanties déductibles à hauteur de 65% de leur valeur :

- la valeur de marché de l'or déposé en garantie.
- les garanties données par les intermédiaires financiers.

Garanties déductibles à hauteur de 30% de leur valeur :

- les hypothèques de premier rang sur un terrain libre de toute occupation ;
- les hypothèques de premier rang sur un immeuble résidentiel qui sera occupé ou donné en location par la contrepartie ;
- les hypothèques de premier rang sur un immeuble destiné entièrement aux activités productives.
- les garanties reçues des administrations territoriales et les collectivités locales comoriennes.

Article 14

Pour être éligibles et déductibles, les garanties prévues à l'article 13 du présent règlement doivent :

- être formalisées par un écrit établi et enregistré dans le respect des dispositions légales et réglementaires en vigueur ;
- avoir une échéance au moins égale à celle du crédit couvert ;
- être mobilisables dans les conditions prévues par la législation ;
- être valorisée par une expertise ;

Article 15

Les intérêts non réglés sur les créances douteuses ne peuvent être comptabilisés parmi les produits que lorsqu'ils sont effectivement encaissés.

Lorsqu'ils sont portés au crédit du compte résultat, ils doivent être obligatoirement provisionnés à due concurrence.

S'il est procédé à une provision globale couvrant le capital, les intérêts courus et les intérêts échus, cette dernière doit être au moins égale aux intérêts portés dans le compte de résultat.

Article 16

Les établissements de crédit doivent sortir de leur bilan les créances douteuses compromises intégralement provisionnées qui sont considérées comme irrécouvrables. Cependant, ils doivent assurer un suivi extracomptable de ces créances.

La sortie du bilan de ces créances s'effectue selon les conditions suivantes :

- Pour les créances douteuses compromises inférieures ou égale cent millions de francs comoriens (100 millions KMF), la sortie du bilan intervient une année au plus tard après leur inscription dans la catégorie des créances douteuses compromises.
- Pour les créances douteuses supérieures ou égale cent millions de francs comoriens (100 millions KMF), la sortie du bilan intervient deux années au plus tard après leur inscription dans la catégorie des créances douteuses compromises.

L'approbation préalable de la Banque Centrale est requise pour toute radiation de créances détenues sur des contreparties apparentées à l'établissement de crédit.

Les établissements de crédit adressent annuellement à la Banque Centrale, un reporting détaillant l'évolution des créances sorties du bilan et l'état de leur recouvrement ainsi que celle des créances définitivement abandonnées.

Article 17

Pour les dossiers classés en douteux et provisionnés avant l'entrée en vigueur du présent règlement, les établissements de crédit disposent d'un délai de 3 ans pour se conformer aux dispositions du présent règlement.

Article 18

Les établissements de crédit doivent déclarer à la Banque Centrale semestriellement l'encours global de leurs créances rééchelonnées, restructurées, douteuses et douteuses compromises, ainsi que les provisions y afférentes selon les modèles en annexe.

En outre, les crédits rééchelonnés ou restructurés doivent être revus par les commissaires aux comptes et doivent faire l'objet d'un commentaire spécifique dans le rapport d'audit des comptes portant notamment sur l'identité des clients, les montants et les conditions.

Article 19

Le présent règlement annule et remplace l'instruction n°014/2004/COB.

Il entre en vigueur à compter de sa date de signature.

Moroni, le 28 Janvier 2015

Mzé Abdou Mohamed Chanfiou

6. Règlement n°006 /2015/BCC/DSBR relative aux situations comptables périodiques à remettre par les établissements de crédits

Vu la Loi 80-08 du 26 juin 1980 relative à la monnaie et au rôle de la Banque Centrale des Comores dans le contrôle des banques et des établissements financiers, du crédit, des changes, article ;

Vu la loi n°13-003/AU du 12 juin 2013 portant réglementation des activités des institutions financières en ses articles 26 et 103 ;

Le Gouverneur de la Banque Centrale des Comores,
Fixe les délais et formats de déclaration des situations comptables par les établissements de crédits en application à la Loi 13-003/AU.

Article 1^{er}

Les établissements de crédits établissent des situations comptables et des comptes de résultats selon la périodicité et suivant le modèle fixé par Circulaire de la Banque Centrale des Comores.

Les situations comptables et les comptes de résultats sont arrêtés au dernier jour du dernier mois de la période de déclaration.

Article 2

Les situations sont remises à la Banque Centrale des Comores dans un délai de 20 jours calendaires après la date d'arrêtés des comptes.

Article 3

Les situations sont établies en milliers de francs comoriens. Les opérations en monnaies étrangères, réparties entre monnaies de la zone Franc et devises hors zone franc, sont converties en francs comoriens sur la base du cours de la date d'arrêtés. Pour chaque monnaie, les opérations sont réparties entre résidents et non-résidents.

Article 4 :

Le contenu des différentes rubriques des situations comptables et des comptes de résultats est, le cas échéant, précisé par circulaire de la Banque Centrale des Comores. En cas de doute sur le classement de certaines opérations, les établissements de crédits doivent interroger par écrit la Banque Centrale des Comores. Les lignes sans libellé peuvent être utilisées, après accord de la Banque Centrale des Comores, pour inscrire les opérations qui ne trouvent pas leur place dans les rubriques déjà identifiées sur les états. Les établissements peuvent être amenés, de leur propre initiative ou à la demande de la Banque Centrale des Comores, à détailler certaines rubriques sous la forme d'états annexes.

Article 5 : Le présent Règlement annule et remplace l'instruction n° 009/2004/COB et la circulaire n° 001/2009/COB du 26 janvier 2009.

Le présent Règlement entre en vigueur à compter de sa date de signature.

Moroni, le 28 janvier 2015

Mzé Abdou Mohamed Chanfiou

7. Règlement n°007 /2015/BCC/DSBR relatif aux réserves obligatoires sur les dépôts des institutions financières qui reçoivent des fonds du public en application à la loi 13-003/AU

Vu la Loi 80-08 du 26 juin 1980 relative à la monnaie et au rôle de la Banque Centrale des Comores dans le contrôle des banques et des établissements financiers, du crédit et des changes ;

Vu la Loi 13-003/AU portant réglementation des activités bancaires et financières, en ses articles 26, 29, 46 et 103 ;

Vu la loi 12-008/AU du 28 juin 2012 portant lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme ;

Vu la Loi 12-011/AU du 26 juin 2012 portant réglementation et organisation du crédit-bail ;

LE GOUVERNEUR DE LA BANQUE CENTRALE DES COMORES ;

Fixe les règles de calcul des réserves obligatoires sur les dépôts en application à la loi 13-003/AU.

Article 1^{er}-Les Institutions Financières qui reçoivent des fonds du public sont tenues de déposer sur un ou plusieurs comptes ouverts à la Banque Centrale des Comores un montant de réserves obligatoires dont les modalités de calcul, le taux, la périodicité et le modèle de déclaration sont fixés par circulaire de la Banque Centrale des Comores.

Article 2- L'assiette retenue pour le calcul des réserves obligatoires est constituée du montant total des dépôts de la clientèle et des titres de créances émis. Le montant de ces exigibilités est calculé sur la base des chiffres figurant sur la situation comptable remise mensuellement par les Institutions financières qui reçoivent des fonds du public précédant la période de constitution des réserves. Le montant de l'assiette est constitué par les soldes comptables suivants :

- comptes de dépôts,
- comptes courants,
- comptes courants postaux,
- comptes spéciaux,
- comptes sur livrets,
- compte à terme,
- comptes d'épargne,
- autres dépôts de la clientèle,
- titres de créances émis.

Article 3- La Banque Centrale des Comores fixe par Circulaire le taux de réserves obligatoires appliqué à toutes les exigibilités comprises dans l'assiette des réserves.

Article 4- Le montant des réserves obligatoires à constituer est déterminé selon le modèle figurant en annexe par application du taux des réserves sur le total de l'assiette.

Article 5- La période de constitution est d'un mois. Elle débute le vingtième jour calendaire de chaque mois N suivant la date d'arrêt de la situation et se termine le dix-neuvième jour calendaire du mois N+1 suivant.

Article 6- L'Institution financière assujettie doit constituer ses réserves obligatoires sur un compte ouvert à la Banque Centrale des Comores.

Une Union formée entre des Institutions Financières Décentralisées peut constituer ces réserves pour le compte de tout ou partie de ses adhérents.

Un assujetti remplit son obligation de constitution de réserves obligatoires lorsque le solde moyen de fin de journée de ses comptes de réserves sur la période de constitution est au moins égal au montant des réserves obligatoires défini pour la période considérée.

Article 7.- La Banque Centrale des Comores peut vérifier à tout moment l'exactitude et la qualité des informations qui lui sont fournies pour établir le montant des réserves obligatoires,

Article 8.- Lorsqu'une Institution financière assujettie ne remplit pas son obligation de déclaration prévue à l'article 1^{er}, transmet des renseignements inexacts ou omet de remettre les situations comptables périodiques permettant de vérifier l'assiette déclarée, la rémunération des réserves peut être suspendue jusqu'à la production des documents requis.

Lorsque l'Institution financière assujettie ne répond pas aux demandes de régularisation émanant de la Banque Centrale des Comores ou en cas d'omissions répétées de ses obligations déclaratives, la Banque Centrale des Comores peut décider de diminuer le taux de rémunération de ses réserves obligatoires sur la période de 1/8^{ème} supplémentaire.

Article 9.- Lorsqu'un assujetti manque totalement ou partiellement à ses obligations de constitution de réserves prévue à l'article 1^{er}, la Banque Centrale des Comores applique une sanction dont le montant est calculé sur l'insuffisance de réserves obligatoires constatée en appliquant un taux de pénalité fixé par Circulaire de la Banque Centrale des Comores.

Article 10.- En cas de manquements graves ou persistants aux dispositions du présent Règlement, toute Institution assujetti s'expose à l'application par la Banque Centrale des Comores des sanctions disciplinaires et/ou pécuniaires prévues par les textes qui lui sont applicables.

Article 11.- Le taux de pénalité applicable sur les insuffisances de réserves est porté au taux moyen mensuel de l'EONIA constaté durant le mois calendaire incluant le premier jour de la période de constitution des réserves, majoré de deux points.

Article 12.- Le présent Règlement annule et remplace l'Instruction n°013/2004/COB et la Circulaire n°008/2004/COB.

Il entre en vigueur à compter de sa date de signature.

Mzé Abdou Mohamed Chanfiou

Moroni, le 28 janvier 2015

8. Circulaire n°001 /2015/ BCC/DSBR relative a la remise des situations comptables périodiques par les établissements de crédit en application du règlement n°006/2015/BCC/DSBR

Vu la Loi 80-08 du 26 juin 1980 relative à la monnaie et au rôle de la Banque Centrale des Comores dans le contrôle des banques et des établissements financiers, du crédit et des changes ;

Vu la Loi 13-003/AU portant réglementation des activités bancaires et financières, en ses articles 26, 29, 46 et 103 ;

Vu la loi 12-008/AU du 28 juin 2012 portant lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme ;

Vu la Loi 12-011/AU du 26 juin 2012 portant réglementation et organisation du crédit-bail ;

Vu le règlement relatif aux situations comptables périodiques à remettre par les établissements de crédit, en son article 1^{er};

LE GOUVERNEUR DE LA BANQUE CENTRALE DES COMORES ;

Fixe les règles relatives à la remise des situations comptables périodiques par les établissements de crédit.

Article 1^{er}.-

Une situation comptable conforme au modèle joint en annexe est établie mensuellement par les établissements de crédit.

Article 2.-

Un compte de résultats annuel présenté selon le modèle prévu en annexe est établi annuellement par tous les établissements assujettis.

Article 3.-

Le non-respect du dépôt des états déclaratifs exigé aux articles 1^{er} et 2 est passible des sanctions prévue par la Loi 13-003/AU, notamment en ses articles 61, 62, 63, 64, 65 et 66.

Article 5.-

La présente circulaire annule et remplace la Circulaire N°001/2009/COB du 26 janvier 2009.

Elle entre en vigueur à compter de sa date de signature.

Moroni, le 28 janvier 2015

Mzé Abdou Mohamed Chanfiou

9. Règlement N°008/2015/BCC/DSBR relatif à l'abrogation de textes applicables aux institutions financières

Vu la loi 80-08 du 26 juin 1980 relative à la monnaie et au rôle de la Banque Centrale des Comores dans le contrôle des banques et des établissements financiers, du crédit, des changes ;

Vu la loi n°13-003/AU du 12 juin 2013 portant réglementation des activités des institutions financières en son article 103 ;

Vu le Décret n° 87-005/PR, portant réglementation des relations financières entre la République Fédérale Islamique des Comores et l'étranger ;

Le Gouverneur de la Banque Centrale des Comores

Abroge des textes applicables aux institutions financières conformément à la loi n°13-003/AU

Article Unique :

Sont abrogés, à compter de la date de signature du présent Règlement, les textes réglementaires suivants :

- Instruction n°001/2011/COB relative à la mise à jour des informations des dirigeants et administrateurs des banques et établissements financiers
- Instruction n°001/2004/COB relative à la demande d'agrément des IFD
- Instruction n°002/2004/COB relative au capital minimum des IFD
- Instruction n°003/2004/COB relative à la définition des fonds propres
- Instruction n°004/2004/COB relative à la répartition des établissements financiers
- Instruction n°005/2004/COB relative à l'application de la réglementation de la BCC aux IFD
- Instruction n°006/2004/COB relative au coefficient de solvabilité
- Instruction n°007/2004/COB relative à la division des risques
- Instruction n°008/2004/COB relative à la couverture des immobilisations des IFD
- Instruction n°009/2004/COB relative à la déclaration des états périodiques
- Instruction n°010/2004/COB relative à la limitation des engagements des dirigeants des IFD
- Instruction n°011/2004/COB relative à la constitution d'un fonds de réserves pour les IFD
- Instruction n°012/2004/COB relative à la limitation des opérations des IFD
- Instruction n°014/2004/COB relative au traitement comptable du risque crédit
- Lettre circulaire n°004/2012/COB relative aux prêts des dirigeants des établissements financiers
- Instruction n°1, relative à la nomination des intermédiaires agréés pour les relations financières avec l'Etranger en application du décret n°87-005/PR portant réglementation des relations financières entre la République Fédérale Islamique des Comores et l'Etranger

- Instruction n°7, relative à l'organisation statistique des intermédiaires agréés en application du décret n°87-005/PR portant réglementation des relations financières entre la République Fédérale Islamique des Comores et l'Etranger
- Instruction n°8 sur la réglementation des changes en application du décret n°87-00/PR portant réglementation des relations financières entre la République Fédérale Islamique des Comores et l'Etranger : Organisations statistiques des intermédiaires agréés
- Instruction n°9 sur la réglementation des changes en application du décret n°87-005/PR portant réglementation des relations financières entre la République Fédérale Islamique des Comores et l'Etranger : Banques commerciales et Banques d'affaires (Agents)
- Instruction n°10 sur la réglementation des changes en application du décret n°87-005/PR portant réglementation des relations financières entre la République Fédérale Islamique des Comores et l'Etranger : Dispositions relatives aux exportations
- Instruction n°11 sur la réglementation des changes en application du décret n°87-005/PR portant Réglementation des relations financières entre la République Fédérale Islamique des Comores et l'étranger : Dispositions relatives aux importations
- Lettre-circulaire n°91-01 du 16 décembre 1991 relative au contrat de la position extérieure des banques et établissements financiers
- Lettre circulaire n°91-02 du 16 décembre 1991, relative au recensement par nature des mouvements enregistrés sur les comptes des correspondants extérieurs, des banques et établissements financiers
- Lettre circulaire n°91-03 du 16 décembre 1991 relative au recensement des opérations sur billets étrangers et chèques de voyage, des banques et établissements financiers.

Moroni, le 28 janvier 2015

Mzé Abdou Mohamed Chanfiou

10. Règlement n°009/2015/BCC/DSBR relatif aux mouvements enregistrés sur les comptes des correspondants extérieurs des établissements de crédit

Vu la Loi n°80-08 du 26 juin 1980 relative à la monnaie et au rôle de la Banque Centrale des Comores dans le contrôle des banques et des établissements financiers, du crédit et des changes, en son article 7 ;

Vu la Loi n°13-003/AU du 12 juin 2013 portant réglementation des activités des institutions financières en son article 103 ;

Vu la loi 12-008/AU du 28 juin 2012 portant lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme ;

Vu le Décret 87-005/PR portant réglementation des relations financières entre les Comores et l'étranger ;

Le Gouverneur de la Banque Centrale des Comores

Fixe les règles relatives aux mouvements enregistrés sur les comptes des correspondants extérieurs des établissements de crédit

Article 1^{er} :

Les établissements de crédit ayant ouvert des comptes auprès de correspondants bancaires à l'étranger devront remettre chaque mois à la Banque Centrale la situation retraçant les mouvements enregistrés sur ses comptes des correspondants étrangers.

Il sera établi un état par compte de correspondant et les montants seront exprimés en millier de francs comoriens FC. La déclaration devra parvenir à la Banque Centrale des Comores 20 jours calendaires du mois N après l'arrêté de la situation du mois N-1.

Article 2 :

Les mouvements seront répartis entre les rubriques suivantes :

- Règlements pour compte de la clientèle. Il s'agit des règlements qui concernent toutes les opérations effectuées à destination ou en provenance de l'étranger par l'intermédiaire de correspondant pour le compte de la clientèle : importations, exportations, transferts divers, achats et ventes de services, règlements des opérations par chèques de voyage, etc...

Le terme « clientèle » doit être pris dans son sens le plus large : particuliers, entreprises, administrations associations, représentations diplomatiques, O.N.G. établissements publics etc...

- Règlements pour compte de l'établissement déclarant. À ce poste seront recensés les règlements divers à destination ou en provenance de l'étranger de l'établissement déclarant : intérêts, commissions, achats ou ventes de biens et services, dividendes, augmentation de capital etc...
- Opérations de trésorerie : les opérations figurent sous cette rubrique ne représentent pas des transactions économiques ou financières mais uniquement des opérations de gestion de trésorerie.

Elles seront réparties en deux catégories :

- Les mouvements opérés via la Banque Centrale des Comores : approvisionnement d'un compte de correspondant extérieur ou nivellement par transfert sur les livres de la Banque Centrale des Comores.
- Les mouvements entre deux comptes de correspondants.
- Achats ou ventes de billets étrangers : il s'agit des envois ou des réceptions de billets étrangers, adressés ou commandés à des correspondants étrangers.
- Ajustements divers : seront indiqués à ce poste les opérations relatives à des différences de change, les annulations ou redressements d'écriture consécutifs à des erreurs d'imputation, etc...

Les opérations sont enregistrées au :

- Crédit : pour un solde positif et/ou les mouvements positifs au bénéfice de l'établissement déclarant
- Débit : pour un solde négatif et/ou les mouvements négatifs pour l'établissement déclarant

Article 3 :

Le présent Règlement annule et remplace la Lettre-circulaire n°91-02 du 16 décembre 1991.

Elle entre en vigueur à compter de sa date de signature.

Moroni le 28 janvier 2015

Mzé Abdou Mohamed Chanfiou

11. Règlement n°10/2015/BCC/DSBR relative aux opérations interbancaires réalisées par les établissements de crédits, en application de la loi 13-003/AU

Vu la Loi 80-08 du 26 juin 1980 relative à la monnaie et au rôle de la Banque Centrale des Comores dans le contrôle des banques et des établissements financiers, du crédit et des changes, en son article 7 ;

Vu la Loi 13-003/AU du 12 juin 2013 portant réglementation des activités des institutions financières en son article 103 ;

Vu la loi 12-011/AU du 28 juin 2012 portant réglementation et organisation du crédit-bail

Le Gouverneur de la Banque Centrale des Comores

Fixe les règles relatives aux opérations interbancaires réalisées par les établissements de crédits, en application de loi 13-003/AU.

Article 1^{er} :

Le présent Règlement s'applique aux opérations interbancaires effectuées entre les établissements de crédits tels que définit à l'article 3 de la loi n°13-003/AU.

Article 2 :

Au sens du présent Règlement, constitue une « opération interbancaire » les opérations ci-dessous énumérées notamment, de dépôts et de toutes formes de financements avec ou sans garanties effectuées entre les établissements de crédits agréés en Union des Comores :

- a) Compte courant interbancaire : Le compte ordinaire ouvert auprès d'un autre établissement de crédit ;
- b) Compte de Dépôt A Terme (DAT) : Le compte de placement rémunéré, ouvert pour une durée déterminée comprise entre un mois et plus ;
- c) Financements à court terme : Les opérations de financements contractées entre les établissements de crédit d'une durée inférieur ou égale à un an;

- d) Financements à Moyen Terme : Les opérations de financements contractées entre établissements de crédit dont la durée est comprise entre un an et cinq ans ;
- e) Financements à Long Terme : Les opérations de financements contractées entre établissements de crédit dont la durée est supérieure à cinq ans ;

Article 3 :

Ne constitue pas une opération interbancaire et ne sont pas pris en compte dans l'état de déclaration joint à le présent

Règlement :

- a) Les dépôts des établissements de crédit auprès de la Banque Centrale ;
- b) Les refinancements de la Banque Centrale ;
- c) Les facilités de trésorerie, avances et autres financements accordés par la société mère à ses filiales ou une holding ;
- d) Les facilités de trésorerie, avances et autres financements accordés par l'union des institutions financières décentralisées à ses caisses de bases affiliées ;

Article 4 :

Les taux d'intérêts appliqués sur les opérations interbancaires sont fixés librement au gré à gré par les établissements de crédit et prennent référence le taux d'escompte de la Banque Centrale.

Article 5 :

Les opérations interbancaires définies à l'article 2 du présent Règlement doivent être déclarées mensuellement, au plus tard le 20 du mois suivant la date d'arrêt des comptes conformément au modèle joint en annexe.

Article 6 :

Le présent Règlement entre en vigueur à compter de sa date de signature.

Moroni le 28 janvier 2015

Mzé Abdou Mohamed Chanfiou

12. Règlement n°011/2015/BCC/DSBR relatif au dispositif de contrôle interne, de gestion et de maîtrise des risques des établissements de crédit

Vu la loi 80/08 du 26 Juin 1980 relative à la monnaie et au rôle de la banque centrale des Comores dans le contrôle des banques, des établissements financiers, du crédit, des changes et notamment en ses articles 6 et 7 ;

Vu la loi bancaire n°13-003/AU du 12 juin 2013 portant réglementation de l'activité des institutions financières en ses articles 26, 36 et 103 ;

Vu la loi bancaire n°12-008/AU du 28 juin 2012 portant lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme ;

Vu la loi 12-011/AU du 28 juin 2012 portant réglementation et organisation du crédit-bail ;

LE GOUVERNEUR DE LA BANQUE CENTRALE DES COMORES

Fixe les règles organisant le dispositif de contrôle interne, de gestion et de maîtrise des risques des établissements de crédit en application à l'article 36 de la loi 13-003/AU

TITRE I : Définitions et dispositions générales

Chapitre I : Définitions.

Article 1 :

Pour l'application du présent règlement, on entend par :

- a) **Organe délibérant** : conseil d'administration ou instance assimilée, l'organe qui assure l'orientation stratégique de l'établissement et la surveillance effective de la gestion des activités pour le compte des actionnaires.
- b) **Organe exécutif** : organe composé des dirigeants responsables chargé de la direction générale, de la conduite opérationnelle de l'institution, du pilotage effectif du processus de réalisation des objectifs stratégiques fixés par l'organe délibérant, de la gestion et de la maîtrise des risques.
- c) **Comité d'audit** : un comité qui peut être créé par l'organe délibérant pour l'assister dans l'exercice de ses missions, notamment l'évaluation de la qualité du contrôle interne et l'appréciation de la cohérence des systèmes d'identification, de mesure, de surveillance et maîtrise des risques. Ce comité doit comporter parmi ses membres des professionnels indépendants expérimentés en audit.

- d) **Activités essentielles externalisées** : les activités pour lesquelles un établissement de crédit confie à un tiers, de manière durable et à titre habituel, la réalisation de prestations de services ou tâches opérationnelles importantes relatives à l'exploitation bancaire.
- e) **Piste d'audit** : processus permanent et intégré assurant la description, d'une façon claire et exhaustive, du cheminement des opérations comptables, leur documentation et leur contrôle permettant :
- de reconstituer dans un ordre chronologique les opérations ;
 - de justifier toute information par une pièce d'origine à partir de laquelle il doit être possible de remonter par un cheminement ininterrompu au document de synthèse et réciproquement ;
 - d'expliquer l'évolution des soldes d'un arrêté à l'autre par la conservation des mouvements ayant affecté les postes comptables.
- f) **Risque de non-conformité** : le risque d'exposition d'un établissement de crédit à un risque de réputation, de pertes financières ou de sanctions en raison du non respect des dispositions légales et réglementaires, des normes et pratiques applicables à ses activités ou des codes de conduite.
- g) **Risque de crédit** : le risque de perte avérée ou potentielle que supporte un établissement de crédit résultant de la défaillance d'une contrepartie qui n'est plus à même d'honorer ses engagements à l'égard de l'établissement.
- h) **Contrepartie** : toute personne morale ou physique bénéficiaire d'un crédit ou d'un engagement, notamment par signature, émettrice d'un titre de créance ou partie dans un instrument financier à terme.
- i) **Risque de concentration du crédit** : le risque inhérent à une exposition excessivement concentrée sur un segment d'activité ou de clientèle de nature à engendrer des pertes importantes pouvant menacer la solidité financière d'un établissement de crédit.
- j) **Risque de liquidité** : le risque pour l'institution de ne pas pouvoir faire face à ses engagements à leurs échéances.
- k) **Risques opérationnels** : le risque de perte résultant de carences ou de défaillances imputables à des procédures, personnels et systèmes internes ou à des événements extérieurs. Cette définition inclut le risque juridique, mais exclut les risques stratégiques et de réputation.
- l) **Risques de marché** : le risque de perte liée aux variations des prix du marché. Il comprend :
- le risque de perte sur les positions en instruments financiers au bilan et au hors-bilan du fait d'évolutions défavorables dans les prix du marché ;
 - le risque de change résultant d'une évolution adverse des prix des devises étrangères converties en devise domestique en raison d'une position ouverte, ou au comptant ou à terme, dans une devise étrangère.
- m) **Plan de continuité de l'activité** : le plan d'action formalisé décrivant, en cas de perturbation opérationnelle majeure, y compris un choc externe, les modalités pratiques, les procédures et les systèmes nécessaires pour poursuivre ou rétablir, dans un délai prédéterminé, les activités et fonctions essentielles de l'institution afin de limiter les conséquences de cette perturbation pour l'institution elle-même et le système financier dans son ensemble.

Chapitre II : Dispositions générales

Article 2

Le système de contrôle interne comporte :

- Une organisation comptable et le système de traitement de l'information;
- les procédures internes et un dispositif de contrôle des opérations;
- des systèmes de surveillance, de maîtrise et de mesure des risques comptables, de crédit, de liquidité, opérationnels ainsi qu'un dispositif de continuité d'activité;
- Le dispositif de lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme, tel que défini par la loi et les Règlements sur la lutte anti blanchiment.

Article 3

Chaque établissement de crédit ayant une taille de bilan supérieur ou égale à un milliard de francs comoriens doit désigner officiellement le responsable du contrôle interne, qui peut être également responsable de la conformité et suivi des risques.

Le responsable du contrôle interne est rattaché hiérarchiquement à l'organe exécutif et fonctionnellement à l'organe délibérant et au comité d'audit.

Article 4

Les établissements de crédit mettent en place un dispositif de contrôle interne adéquat en adaptant l'ensemble des dispositifs prévus par le présent règlement à la nature et au volume de leurs activités, à leur taille et aux risques de différentes natures auxquels ils sont exposés.

Le dispositif de contrôle interne s'appuie d'une part sur un contrôle permanent de premier et de deuxième niveau et, d'autre part, sur un contrôle périodique de troisième niveau.

a) Le contrôle permanent de premier niveau est effectué par les équipes opérationnelles elles-mêmes dans le cadre de leurs activités habituelles sous l'autorité des responsables hiérarchiques concernés.

b) Le contrôle permanent de deuxième niveau est réalisé par une équipe dédiée au contrôle interne qui n'exerce pas de fonctions opérationnelles, ayant des compétences en comptabilité, audit opérationnel et évaluation des risques pour s'assurer que les contrôles de premiers niveau sont effectués.

c) Le contrôle périodique de troisième niveau est exercé par l'auditeur interne dans les établissements de crédit de grande taille ou dans les structures faîtières pour les institutions financières décentralisées fonctionnant en réseaux. Ces dernières interviennent pour effectuer des contrôles sur pièces et sur place dans le cadre d'audits ponctuels pour : (i) vérifier la conformité des opérations et le respect des procédures ; (ii) s'assurer de la bonne maîtrise des risques encourus ; (iii) évaluer l'efficacité et l'efficience des processus opérationnels ; et, (iv) apprécier la qualité des contrôles permanents de premier et de deuxième niveau.

Ce contrôle peut être réalisé par des auditeurs externes ayant une compétence dans ce domaine, ou la maison mère dans le cadre des filiales.

La Banque Centrale peut autoriser en fonction de la taille et de la nature des activités, que les responsabilités du contrôle de deuxième niveau et du contrôle périodique soient confiées à la même personne.

Article 5

Pour les institutions financières décentralisées appartenant à un réseau, l'organe central ou la structure faîtière est chargée d'organiser le système de contrôle interne en coordination avec les caisses de base affiliées.

Les institutions financières décentralisées dont la taille de bilan excède 10% du total du bilan du réseau, doivent mettre en place leur propre dispositif de contrôle interne de premier et deuxième niveau. Le contrôle de troisième niveau est effectué par les auditeurs internes de la structure faîtière.

Article 6

Tout établissement de crédit doit établir une charte d'audit et de contrôle interne définissant les rôles des contrôleurs internes et des auditeurs internes.

Article 7

Les établissements de crédit qui contrôlent des entités à caractère financier, doivent veiller à l'application par ces entités des dispositions du présent règlement.

Ces dispositions s'appliquent, pour les filiales et succursales à l'étranger, sans préjudice des dispositions légales et réglementaires applicables dans le pays d'accueil. Si une disposition étrangère que l'établissement de crédit est tenu de respecter est incompatible avec les dispositions du présent règlement, la Banque Centrale doit en être informée afin de déterminer la conduite à tenir.

TITRE II GOUVERNANCE DU DISPOSITIF DE CONTRÔLE INTERNE

Chapitre I : Le dispositif de contrôle des opérations

Article 8

Le dispositif de contrôle des opérations et des procédures internes doit permettre aux établissements de crédit de s'assurer notamment :

- de la conformité des opérations effectuées et des procédures internes avec les dispositions législatives, réglementaires et prudentielles en vigueur ainsi que les usages professionnels et déontologiques ;
- du respect des procédures de décisions et de prises de risque ainsi que des normes de gestion fixées par les organes délibérants et exécutifs ;
- de la qualité de l'information comptable et financière diffusée en interne et en externe ;
- de la qualité du système informatique de traitement et de reporting des informations comptables et financières.

Article 9

Les établissements de crédit doivent s'assurer de l'exécution dans des délais raisonnables des mesures correctrices préconisées notamment par les dirigeants, le responsable du contrôle, l'audit interne, ainsi que par la structure faîtière d'un réseau d'IFD, le commissaire aux comptes ou la Banque Centrale.

Article 10

Chaque service ou unité opérationnelle doit être doté d'un manuel de procédures dans lequel sont consignées les modalités d'exécution des opérations qu'il est chargé d'effectuer. Ces procédures doivent être formalisées, mises à jour et diffusées dans chaque service concerné.

Le personnel doit être formé à la bonne mise en œuvre de ces procédures.

Article 11

Les niveaux d'autorité et de responsabilité, ainsi que les domaines d'intervention des différentes unités opérationnelles, doivent être clairement précisés et délimités dans les procédures.

Une séparation doit être établie entre les unités chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'initiation, de la validation, de l'exécution et du contrôle des opérations. Cette organisation doit être adaptée à la taille et aux activités de chaque établissement de crédit.

Les procédures doivent aussi prévoir les délégations de pouvoir formalisées au sein de l'organisation.

Article 12

Les domaines et situations qui présentent un risque de conflits d'intérêts doivent être identifiés et signalés par le contrôleur interne au dirigeant exécutif avec copie à l'organe délibérant et au comité d'audit. Ils doivent faire l'objet d'une surveillance continue, et d'une évaluation régulière en vue de leur prévention et le cas échéant de leur résolution.

Les cas avérés de conflits d'intérêts impliquant un membre de l'organe exécutif doivent être signalés par le contrôleur interne directement à l'organe délibérant et au comité d'audit

Les cas avérés de conflits d'intérêts doivent être mentionnés dans le rapport annuel de contrôle interne.

Article 13

Le responsable du contrôle interne des établissements de crédit est également chargé du suivi du risque de non-conformité notamment de la déontologie et de la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme.

L'organe exécutif élabore une politique de conformité, approuvée par l'organe délibérant.

Chaque établissement de crédit élabore un programme de formation régulière du personnel au respect et à la surveillance des règles déontologiques y compris les règles relatives à la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme

Chapitre II : L'audit interne

Article 14

Les établissements de crédit, en fonction de la nature, du volume de leurs activités et des risques auxquels ils sont exposés, peuvent mettre en place un comité d'audit rattaché directement au conseil d'administration. Son organisation et son mode de fonctionnement doivent être définis dans la charte d'audit interne.

Article 15

La charte d'audit interne élaborée par les établissements de crédit doit définir notamment :

- le principe de l'indépendance de l'audit interne ;
- les pouvoirs, les responsabilités et les objectifs de la fonction d'audit interne ;
- les conditions de réalisation de ses travaux ;
- les modalités de communication des résultats de ses missions de contrôle.

La charte d'audit doit être validée par l'organe délibérant et communiquée à la Banque Centrale pour observation et avis si nécessaire.

Article 16

Les établissements de crédit ayant une taille de bilan supérieure ou égale à un milliard de francs comoriens doivent désigner un responsable de l'audit interne qui doit être rattaché directement à l'organe délibérant et au comité d'audit.

Le responsable de l'audit interne rend compte de l'exercice de sa mission à l'organe délibérant et au comité d'audit, s'il en existe un, afin de l'alerter sur d'éventuelles difficultés rencontrées dans l'exercice de sa mission non résolues par l'organe exécutif. Il rend compte également à l'organe exécutif, à la demande de celui-ci, ou de sa propre initiative.

Pour chaque mission d'audit, l'audit interne consigne les insuffisances relevées dans un rapport écrit et y formule des recommandations pour renforcer les dispositifs de contrôle interne et de gestion des risques.

Article 17

Les établissements de crédit doivent :

- mettre à la disposition de leur service d'audit et de contrôle interne les moyens nécessaires pour l'accomplissement de leurs missions ;
- s'assurer que l'auditeur et le contrôleur interne ont accès sans restriction à toute information utile pour les besoins de sa mission, notamment aux dossiers, au système informatique, aux données nominatives et aux archives de l'établissement de crédit, de toute entité liée et de ses prestataires externalisés ;

- s'assurer que le périmètre d'intervention de l'audit interne couvre l'ensemble des activités de l'établissement de crédit, y compris externalisées.

Article 18

L'auditeur interne est chargé d'évaluer, de façon périodique, l'efficacité de la maîtrise des risques, la qualité de l'organisation, l'adéquation des procédures, ainsi que le bon fonctionnement des différents niveaux de contrôle.

Il évalue notamment le dispositif de maîtrise, de mesure et de suivi des risques, y compris les risques opérationnels et en particulier le plan de continuité d'activité.

Article 19

L'auditeur interne en charge des contrôles périodiques de troisième niveau, tels que définis à l'article 4, alinéa c, du présent règlement, doit :

- s'appuyer sur une cartographie des risques approuvée par l'organe exécutif permettant d'identifier chaque risque significatif encouru par l'établissement de façon à déterminer les priorités d'audit ;
- préparer un plan d'audit triennal couvrant l'ensemble des activités sensibles et prioritaires. Ce plan doit être validé par l'organe exécutif, le cas échéant par le comité d'audit. Il doit être annexé au rapport annuel sur le contrôle interne, communiqué à l'organe délibérant et transmis à la Banque Centrale pour information.

Chapitre III : Rôle des organes sociaux

Article 20 :

La responsabilité de s'assurer que l'établissement assujéti se conforme à ses obligations au titre du présent règlement incombe à l'organe exécutif et à l'organe délibérant.

L'organe exécutif et l'organe délibérant disposent des informations pertinentes sur l'évolution des risques encourus par l'établissement assujéti. Ils sont tenus d'évaluer et de contrôler périodiquement l'efficacité des politiques, des dispositifs et des procédures mis en place pour se conformer au présent règlement et prendre les mesures appropriées pour remédier aux éventuelles défaillances.

Article 21

Les établissements de crédit doivent élaborer des états de synthèse adaptés pour la surveillance de leurs opérations, notamment pour l'information de l'organe exécutif, de l'organe délibérant et, le cas échéant, du comité d'audit.

Ces états doivent comporter des informations quantitatives et qualitatives, permettant notamment d'explicitier la portée des mesures utilisées pour évaluer le niveau des risques encourus et fixer les limites.

Article 22

Au moins deux fois par an, l'organe délibérant procède à l'examen de l'activité et des résultats du contrôle interne sur la base des informations qui lui sont transmises par l'organe exécutif et les responsables du contrôle et de l'audit interne.

Chapitre IV : Le rapport sur le contrôle interne

Article 23

L'organe exécutif des établissements de crédit établit annuellement un rapport de contrôle interne selon le format joint en annexe du présent règlement et dans les 90 jours suivant la fin de l'exercice. Ce rapport est adressé à l'organe délibérant et le cas échéant au comité d'audit.

Une copie de ce rapport est adressée à la Banque Centrale un mois après approbation par l'organe délibérant.

Pour les réseaux d'IFD, les rapports établis par le contrôleur interne de chaque caisse affiliée sont remis à la structure faitière dans les formes et délais fixés à l'alinéa ci-dessus. Il appartient à la structure faitière d'établir un rapport consolidé de contrôle interne relatif à l'ensemble du réseau transmis à la Banque Centrale dans les conditions susmentionnées.

Article 24

Le rapport annuel de contrôle interne comprend notamment, pour les différentes catégories des risques mentionnés dans le présent règlement :

- a) une description des principales actions menées dans le cadre du contrôle et des enseignements qui en ressortent ;
- b) un inventaire des contrôles périodiques réalisés par l'audit interne faisant ressortir les principaux enseignements et, en particulier, les principales insuffisances relevées ainsi qu'un suivi des mesures correctrices prises ;
- c) une description des modifications significatives réalisées dans les domaines du contrôle permanent et périodique en particulier pour prendre en compte l'évolution de l'activité et des risques ;
- d) une description des conditions d'application des procédures mises en place pour les nouvelles activités et les nouveaux produits ;
- g) une annexe recensant les engagements et opérations conclues avec les dirigeants, administrateurs et actionnaires.
- h) une description à jour de la classification des risques de blanchiment des capitaux et de financement du terrorisme, ainsi qu'une présentation des analyses sur lesquelles cette classification est fondée.

- i) une description des mesures prises pour assurer la continuité de l'activité et l'appréciation portée sur l'efficacité des dispositifs en place ;
- j) une description des mesures prises pour assurer le contrôle des activités externalisées et des risques éventuels qui en résultent pour l'établissement de crédit.

TITRE III ORGANISATION ET MAÎTRISE DU RISQUE COMPTABLE - LE SYSTEME INFORMATIQUE DE TRAITEMENT DE L'INFORMATION

Chapitre I : Organisation de la fonction comptable et maîtrise du risque comptable

Article 25

Les établissements de crédit doivent mettre en place une organisation, un dispositif d'enregistrement et de contrôle comptable, un système de traitement de l'information qui soient adaptés à leur taille, à la nature et à la complexité de leurs activités, permettant :

- a) de s'assurer de la fiabilité et de l'exhaustivité de l'information comptable et financière, qu'elle soit destinée à l'organe exécutif, au comité d'audit, à l'organe délibérant ou aux commissaires aux comptes ;
- b) de s'assurer de l'exactitude, de la conformité et de la disponibilité des informations comptables et financières déclarées à la Banque Centrale ou figurant dans les états publiables en application aux dispositions du chapitre 1et 2 du titre III de la loi bancaire n°13-003/AU ;
- c) de vérifier les conditions d'évaluation, d'enregistrement, de conservation et de disponibilité de l'information comptable et financière.

Article 26

L'organisation comptable des établissements de crédit doit garantir l'existence d'une piste d'audit structurée et formalisée.

Toutes les opérations effectuées par l'établissement de crédit doivent comporter une pièce justificative permettant de s'assurer de la régularité, de la fiabilité et de la sécurité de ces opérations ainsi que du respect des autres diligences liées à la surveillance des risques qui leur sont associés.

Article 27

L'organisation comptable des établissements de crédit doit permettre de s'assurer de la séparation des tâches qui doivent être assurées sous des responsabilités distinctes.

Au sein de la direction comptable :

- l'enregistrement des écritures comptables doit être dissocié de leur validation ;
- l'élaboration des procédures comptables doit être dissociée de leur approbation ;
- la fonction de contrôle comptable doit être indépendante de la gestion comptable et de la production des états comptables et déclaratifs.

Article 28

Des manuels de procédures comptables adaptés aux différentes activités exercées par les établissements de crédit doivent être élaborés et tenus à jour. Ces documents doivent notamment décrire les modalités d'enregistrement, de traitement et de restitution des informations comptables et financières, les schémas comptables et les procédures d'engagement des opérations. Ces manuels de procédures doivent garantir la qualité de l'information comptable déclarée à la Banque Centrale.

Article 29

Les états financiers générés et arrêtés à chaque fin d'exercice, communiqués aux organes de contrôle et à l'organe délibérant, doivent être communicables à première demande. Un dossier d'arrêté des comptes annuels doit être établi pour chaque exercice.

Article 30

L'organisation comptable doit permettre d'exercer des contrôles permanents et périodiques pour s'assurer du respect des schémas comptables ainsi que de leur conformité aux règles de comptabilisation, telles que mentionnées dans les manuels de procédures et dans les règlements édictés par la Banque Centrale.

Article 31

Les contrôles comptables permanents doivent être exercés sur l'ensemble des opérations enregistrées dans les livres de l'établissement.

Cette vérification s'opère au premier niveau au moment de la validation de l'opération par la hiérarchie ou par une autre personne habilitée.

Un contrôle comptable permanent de second niveau est exercé par le service de contrôle interne pour s'assurer de la réalisation des contrôles permanents de premier niveau et de la pertinence des schémas et des écritures comptables.

Chapitre II : Le système informatique de traitement de l'information

Article 32

Les institutions financières doivent se doter d'un système d'information lui permettant d'enregistrer l'ensemble des opérations comptables et financières générées au niveau des unités opérationnelles, de les centraliser et de générer des états comptables et financiers de synthèse.

Elles veillent à ce que leur système d'information soit adapté aux besoins inhérents à leurs activités.

Article 33

Les établissements de crédit doivent désigner un responsable de la sécurité informatique dont les travaux et les activités font l'objet d'un programme de contrôle approuvé par le département du contrôle interne.

Les compétences et le périmètre d'intervention du responsable de la sécurité informatique doivent être explicitement définis et le système informatique doit permettre d'éditer un journal de toutes les interventions du responsable de l'exploitation informatique.

Le responsable de la sécurité informatique doit effectuer des contrôles réguliers pour s'assurer du respect des habilitations de chaque utilisateur du système informatique.

Article 34

Les établissements de crédit déterminent le niveau de sécurité informatique jugé souhaitable par rapport aux exigences de leurs métiers et de l'environnement de risque opérationnel auquel elles sont exposées.

Ils veillent à ce que le niveau de sécurité retenu soit atteint en permanence.

Ils doivent aussi définir une politique de protection des serveurs, des différents outils servant au traitement informatique des informations.

Article 35

Des évaluations régulières du système informatique doivent être effectuées en vue de s'assurer que :

- le niveau de sécurité du système est adéquat et que, le cas échéant, les actions correctrices sont entreprises ;
- des procédures de secours informatique sont effectivement disponibles, mises en place et régulièrement testées afin d'assurer la continuité de l'exploitation en cas de difficultés graves dans le fonctionnement des systèmes informatiques ;
- l'intégrité et la confidentialité des informations comptables, financières et nominatives de la clientèle sont préservées en toutes circonstances ;
- la sauvegarde et l'archivage des informations comptables, financières et nominatives de la clientèle sont régulièrement effectués.

TITRE IV DISPOSITIF D'ANALYSE, DE MESURE, DE MAÎTRISE ET DE SURVEILLANCE DES RISQUES

Chapitre I : Dispositions générales

Article 36

Les dispositifs de mesure, de maîtrise et de surveillance des risques doivent permettre de s'assurer que :

- l'ensemble des risques bancaires et non bancaires encourus par l'institution, notamment le risque de crédit, les risques opérationnels, le risque de liquidité ainsi que les risques liés aux activités externalisées soit correctement identifié, évalué et maîtrisé ;
- un dispositif de suivi et de gestion de ces risques est mis en place.

Article 37

Les systèmes de mesure des risques doivent permettre aux établissements de crédit de disposer d'une cartographie des risques qui identifie et évalue les risques encourus au regard de facteurs internes (notamment la complexité de l'organisation, la nature des activités exercées, le professionnalisme des personnels et la qualité des systèmes) et externes (notamment les conditions économiques et les évolutions réglementaires).

Cette cartographie :

- a) prend en compte l'ensemble des risques encourus ;
- b) évalue l'adéquation des risques encourus par rapport aux orientations de l'activité ;
- c) identifie les actions en vue de maîtriser les risques encourus, par :
 - le renforcement des dispositifs de contrôle permanent ;

- la mise en œuvre des systèmes de surveillance et de maîtrise des risques ;
- la définition des plans de continuité d'activité prévus par la présente instruction.

Article 38

Le risque de crédit, les risques opérationnels et le risque de liquidité doivent être maintenus dans des limites globales déterminées par l'organe exécutif, avec information à l'organe délibérant, selon une approche des risques.

L'organe exécutif peut fixer, pour les entités appartenant à un réseau d'IFD, des limites différenciées. Ces limites sont revues autant que nécessaire et au moins une fois par an.

Le contrôle du respect des limites est effectué de façon régulière et inopinée par le contrôle interne et donne lieu à l'établissement d'un compte rendu à l'attention des organes délibérant et exécutif. Ce compte rendu comporte, le cas échéant, une analyse des raisons ayant motivé les dépassements ainsi que, s'il y a lieu, les propositions et/ou recommandations y afférentes.

Article 39

Les établissements de crédit mettent en place un dispositif de mesure, de maîtrise et de suivi des risques liés aux nouveaux produits et aux nouvelles activités.

Ce dispositif doit permettre notamment :

- de définir les conditions requises pour la conception d'un nouveau produit ou d'une nouvelle activité, en particulier, l'identification des ressources techniques et humaines nécessaires ;
- de procéder, préalablement au lancement du nouveau produit ou de la nouvelle activité, à une analyse formalisée des risques encourus et de la conformité à la législation en vigueur ;
- de faire approuver par l'organe exécutif tout nouveau produit ou toute nouvelle activité comportant un niveau de risque significatif. L'établissement de crédit peut le cas échéant en informer préalablement la Banque Centrale pour recueillir son avis.

Chapitre II Risque de crédit

Article 40

Les établissements de crédit doivent mettre en place un dispositif approprié pour la gestion du risque de crédit, avec le conseil d'administration approuvant la stratégie, la direction générale mettant en œuvre la stratégie et développant des politiques et des procédures, et les services de l'établissement de crédit capable d'identifier et de gérer le risque de crédit inhérent à toutes ses activités.

Dans le cas des Unions d'institutions financières décentralisées, le conseil d'administration de l'Union approuve la stratégie et la politique générale en matière de risque de crédit tandis que le conseil d'administration de l'IFD affiliée veille à sa mise en œuvre.

Article 41

Le dispositif de sélection, de mesure, de suivi et de maîtrise du risque de crédit doit permettre de s'assurer que les risques de défaillance des contreparties auxquels est exposé l'établissement, sont correctement évalués et régulièrement suivis, conformément aux stratégies, aux politiques, aux procédures et aux limites qu'il a définies.

Section 1 Dispositif d'octroi des crédits

Article 42

Les établissements de crédit doivent s'assurer que la sélection des crédits repose sur un processus d'octroi encadré par des politiques et organisé avec des procédures internes et des instructions écrites précisant :

- les critères d'appréciation du risque de crédit,
- la définition des attributions des personnes et des organes habilités à engager l'établissement.

Ces critères doivent être adaptés aux caractéristiques de l'établissement, en particulier, sa taille, la nature et la complexité de ses activités.

Les procédures doivent :

- couvrir les différents aspects des activités d'octroi de crédit (demande de crédit, analyse de la demande, approbation du dossier, décaissement, surveillance et recouvrement) ainsi que les opérations administratives qui en résultent ;
- comporter des dispositions spécifiques relatives à l'approbation de l'extension, du renouvellement et de la restructuration des crédits.

Article 43

Sont considérées comme des parties liées à l'établissement de crédit :

- les filiales de l'établissement ;

- les sociétés affiliées et toute autre contrepartie (y compris ses filiales, sociétés affiliées et structures *ad hoc*) sur laquelle l'établissement de crédit exerce un contrôle ou qui exerce un contrôle sur lui ;
- les actionnaires principaux, les administrateurs, la direction générale, les principaux cadres, les apparentés au premier rang, ainsi que les personnes correspondantes dans les sociétés affiliées.

Sont considérées comme des transactions avec des parties liées, notamment :

- les engagements et créances figurant au bilan et hors bilan,
- les contrats de service, les achats et ventes d'actifs, les contrats de construction, les contrats de crédit-bail, les opérations sur produits dérivés, les emprunts et les annulations de créances.

Les transactions avec des parties liées à l'établissement de crédit ne peuvent être assorties de conditions plus favorables (en termes d'évaluation du crédit, de teneur du contrat, de taux d'intérêt, de commissions, d'échéancier de remboursement, de garanties exigées) que celles applicables au reste de la clientèle.

Une exception peut être faite pour les conditions préférentielles qui font partie de la rémunération globale du personnel (par exemple, prêts à taux privilégié).

Les transactions avec des parties liées à l'établissement de crédit doivent s'effectuer selon les politiques et procédures applicables au reste de la clientèle et faire l'objet d'un suivi spécifique pour en maîtriser les risques.

Article 44

L'octroi des crédits doit tenir compte, notamment :

- de la nature des activités exercées par le bénéficiaire, sa situation financière, sa surface patrimoniale, sa capacité de remboursement et les garanties et sûretés proposées ;
- du taux d'endettement du bénéficiaire auprès des autres établissements de crédits de la place ;
- dans le cas d'une personne morale, outre l'analyse de l'activité et de la rentabilité de l'entreprise (à partir des états comptables certifiés les plus récents), il faut également prendre en compte la situation financière et patrimoniale de ses principaux actionnaires ou associés, ainsi que l'analyse de son environnement économique, et celle des entités avec laquelle elle a des intérêts liés.

Les décisions d'octroi de crédit doivent tenir compte de la rentabilité prévisionnelle globale des opérations effectuées avec le client et ce, à travers l'analyse prévisionnelle des charges et produits directs et indirects qui s'y rapportent (coûts opérationnels et charges de refinancement, coût du risque et charges correspondantes au risque de défaillance éventuelle de la contrepartie, ainsi que la rémunération des fonds propres).

L'établissement de crédit doit procéder, au moins une fois par an, à une analyse a posteriori de la rentabilité globale des opérations de crédit. A cette occasion, un rapport doit être établi et remis à l'organe exécutif qui en informe l'organe délibérant.

Article 45

Les procédures de décision de prêts ou d'engagements, notamment lorsqu'elles sont organisées par voie de délégation, doivent être clairement formalisées et adaptées aux caractéristiques de l'établissement, en particulier à sa taille, son organisation, sa nature et son activité.

Lorsque la nature et l'importance des opérations le rendent nécessaire, les établissements de crédit s'assurent, dans le cadre du respect des procédures de délégation définies, que les décisions de prêts ou d'engagements soient prises par au moins deux personnes et que les dossiers de crédit aient fait, le cas échéant, l'objet d'une analyse par une unité spécialisée indépendante des entités opérationnelles.

Lors de l'octroi de prêts ou d'engagements envers les actionnaires, les administrateurs ou les dirigeants, les établissements de crédit examinent la nature des opérations, s'assurent qu'elles ne fassent pas l'objet de conflits d'intérêt et qu'elles soient conformes aux conditions du marché.

Les risques de crédit encourus sur des contreparties bénéficiant de concours importants, doivent être approuvés par l'organe exécutif, faire l'objet d'une surveillance particulière, tant sur base individuelle que consolidée, et d'une information périodique à l'organe délibérant.

Article 46

Les demandes de crédit donnent lieu à la constitution de dossiers comportant, notamment, les éléments d'identification du client bénéficiaire, les documents comptables les plus récents ainsi que les informations, quantitatives et qualitatives permettant l'appréciation du risque de crédit par la prise en compte des éléments sur la situation financière du client bénéficiaire, en particulier de sa capacité de remboursement, et, le cas échéant, des garanties reçues.

Les dossiers de crédit doivent être mis à jour régulièrement et au moins semestriellement pour les contreparties dont les créances sont impayées ou douteuses.

Article 47

Les établissements de crédit doivent consulter régulièrement la centrale des risques et des incidents de paiement pour la sélection et la mesure de leurs risques de crédit, vérifier leur pertinence au regard des incidents de paiement constatés dans le passé récent et en tenant compte de l'évolution de l'activité du client et de l'environnement économique et juridique.

Section 2 Dispositif d'analyse, de mesure et de maîtrise du risque de crédit

Article 48

Les établissements de crédit doivent mettre en place des mécanismes adéquats leur permettant de s'assurer :

- du respect de l'application en leur sein des stratégies, des politiques et procédures de gestion des risques de crédit mises en place ;
- de la qualité de ces stratégies, politiques et procédures pour des éventuelles mises à jour ;
- du respect des limites aux expositions aux mêmes contreparties et aux personnes apparentées ;
- de l'application de processus d'identification du risque de crédit ;
- de l'application de processus d'analyse et d'évaluation du risque de crédit ;
- de l'application du processus de mesure et du suivi de gestion de risque de crédit ;
- du respect de l'interaction entre l'organe délibérant et l'organe exécutif sur la gestion de risque de crédit ;
- de l'adéquation de leurs fonds propres réglementaires au regard de leur profil de risque de crédit ;
- de l'application des mécanismes d'atténuation des risques de crédit.

Article 49

Les établissements de crédit doivent disposer d'un système d'analyse, de mesure et de maîtrise des risques qui résultent de l'ensemble des opérations de bilan et de hors bilan pour lesquelles l'établissement encourt un risque de défaillance d'une contrepartie. Ce système doit leur permettre, notamment :

- d'identifier, de mesurer et d'agréger de manière centralisée leurs risques de bilan et de hors bilan à l'égard d'une contrepartie ou des contreparties considérées comme un même bénéficiaire ;
- d'appréhender les différentes catégories de niveaux de risques à partir d'informations qualitatives et quantitatives ;
- d'appréhender et de contrôler le risque de concentration au moyen des procédures documentées ;
- d'appréhender et de contrôler le risque résiduel au moyen de procédures documentées ;
- de vérifier l'adéquation de la diversification des engagements à leur politique en matière de crédit.

Article 50

Les établissements de crédit doivent procéder, au moins trimestriellement, à l'analyse de l'évolution de la qualité de leurs engagements afin d'identifier les créances irrégulières ou en souffrance. A cette occasion, il est procédé aux reclassements éventuellement nécessaires au sein des catégories internes d'appréciation du niveau de risque de crédit, ainsi que, en tant que de besoin, aux affectations dans les rubriques comptables de créances douteuses et à la constitution des niveaux appropriés de provisions, conformément au règlement relatif à la classification et au provisionnement des créances.

Article 51

Les établissements de crédit doivent se doter de dispositif de mesure, de maîtrise et de surveillance du risque de concentration du crédit.

Le risque de concentration du crédit peut découler de l'exposition envers :

- des contreparties individuelles ;
- des groupes d'intérêt ;
- des types de crédit ;
- des contreparties appartenant à un même secteur d'activité, à une même région géographique, ou à un même pays ;
- des contreparties dont les résultats financiers dépendent d'une même activité, d'un même secteur économique ou d'un même produit de base ;
- des expositions découlant de la concentration des techniques d'atténuation du risque de crédit, sûreté ou garantie.

Article 52

Les établissements de crédit doivent régulièrement effectuer des simulations de crise pour évaluer la vulnérabilité de leur portefeuille de crédits en cas de retournement de conjoncture ou de détérioration de la qualité des contreparties.

Ils doivent également effectuer périodiquement des simulations de crise sur leurs principales formes de concentration du risque de crédit et examiner les impacts sur les résultats et les fonds propres réglementaires.

Chapitre III Risque de liquidité

Article 53

Le risque de liquidité implique pour les établissements de crédit l'estimation, sur une base permanente et prospective, de leur capacité à faire face à tout moment à leurs exigibilités et d'honorer leurs engagements envers les tiers, au fur et à mesure qu'ils viennent à échéance.

Article 54

Les établissements de crédit doivent se doter d'un dispositif d'identification, de mesure, de maîtrise et de surveillance du risque de liquidité avec l'organe délibérant approuvant la stratégie, l'organe exécutif mettant en œuvre la stratégie en développant des politiques et des procédures.

Ce dispositif doit permettre de suivre, de manière permanente, leurs besoins nets de liquidité par échéance et de respecter en permanence le coefficient de liquidité tel que défini par la Banque Centrale.

Article 55

Les organes délibérants des établissements de crédit doivent être en mesure d'identifier :

- les différentes sources potentielles du risque de liquidité auxquelles ils sont exposés, du fait de la structure de leur bilan et de leurs activités hors bilan, ainsi que les impacts sur leur profil de risque et sur leur position de liquidité ;
- les effets des conditions macroéconomiques et de marché sur leur risque de liquidité ;
- les instruments, et les actifs liquides à détenir pour répondre de manière adéquate à leurs besoins de liquidité d'urgence en cas de difficultés importantes.

Article 56

Les établissements de crédit doivent prévenir les risques de liquidité en analysant et évaluant :

- les dépassements réguliers des limites internes ;
- la détérioration de la qualité de leurs actifs ;
- la concentration élevée dans certains actifs ou sources de financement ;
- la baisse des revenus et des marges d'intérêt reçus ;
- la hausse des coûts de financement ou de refinancement ;
- les difficultés ou incapacités à se financer sur le marché ;
- la détérioration des positions de flux de trésorerie due à de plus importants paiements d'échéances, notamment à court terme.

Article 57

Les établissements de crédit doivent mettre en place un processus de mesure du risque de liquidité en fonction de leur profil de risque, de leur taille, de la nature et de la complexité de leurs activités.

Ils doivent estimer les flux de trésorerie futurs sur différentes échéances afin de calculer la position nette de liquidité au jour le jour, sur ces différentes échéances, et être en mesure de calculer, à tout moment, la position nette cumulée de liquidité à court terme ainsi que sur de plus longues durées.

Article 58

Les établissements de crédit doivent mettre en œuvre des techniques d'atténuation du risque de liquidité et, notamment, détenir un niveau adéquat d'actifs liquides et diversifier leurs sources de financement ou de refinancement.

Ils doivent évaluer leur exposition au risque de liquidité en procédant à des simulations de crises reposant sur l'utilisation de scénarios qui diffèrent en termes de probabilité, de sévérité et de durée.

Ils doivent mettre en place des plans d'urgence qui doivent couvrir les différentes situations de crises anticipées et permettre une gestion adéquate d'une éventuelle crise de liquidité.

Chapitre IV Risques opérationnels

Article 59

Les sources de risques opérationnels sont, notamment :

- les fraudes internes et externes ;
- les interruptions d'activités et les pannes de systèmes, notamment informatiques ;
- les dommages causés aux biens physiques ;
- la mauvaise exécution des processus opérationnels et des opérations avec la clientèle ;
- les pratiques commerciales inappropriées à l'égard de la clientèle concernant les produits et l'activité commerciale ;
- les pratiques inappropriées en matière d'emploi et de sécurité sur les lieux de travail ;
- les défaillances en relation avec des problèmes juridiques et judiciaires.

Article 60

Les établissements de crédit doivent mettre en place un environnement approprié pour la gestion du risque opérationnel, avec l'organe délibérant approuvant la stratégie, l'organe exécutif mettant en œuvre la stratégie et développant des politiques et des procédures, et les services de l'établissement identifiant et gérant le risque opérationnel résultant de toutes ses activités.

Article 61

Le dispositif d'identification, de mesure, de maîtrise et de surveillance des risques opérationnels, y compris juridiques, doit comprendre au moins, les éléments suivants :

- la définition des objectifs et des principes de gestion des risques opérationnels ;
- l'identification des sources potentielles de risques opérationnels et la mise en place d'indicateurs avec des seuils, dont le dépassement déclenche la mise en œuvre d'actions préventives ;
- l'identification des forces et faiblesses de son environnement opérationnel ;
- les procédures de suivi et de contrôle de ces risques ;
- les responsabilités et les systèmes de reporting aux différents niveaux de l'établissement.

Les politiques et procédures de gestion du risque opérationnel doivent être adaptées à la taille de l'établissement et à la nature et la complexité de ses activités.

Le dispositif de gestion du risque opérationnel doit faire l'objet d'une actualisation, au moins annuelle, et d'une évaluation régulière en fonction de l'évolution de l'activité.

Article 62

Les systèmes d'analyse et de mesure des risques mis en place par les établissements de crédit doivent prévoir les critères et seuils permettant d'identifier les incidents opérationnels significatifs pouvant avoir un impact financier.

Ces critères doivent être adaptés à l'activité de l'établissement de crédit et couvrir les risques de pertes, y compris lorsque celles-ci ne se sont pas matérialisées, ainsi que les risques de manque à gagner.

Les incidents opérationnels dont l'impact financier est supérieur ou égal à 3% des fonds propres de l'établissement de crédit doivent faire l'objet d'une information sans délai de l'organe délibérant.

Pour les IFD, ce seuil d'information ne peut être inférieur à 1 millions de francs comoriens.

Article 63

Tout acte de fraude, quel que soit sa nature et son importance, constaté par un membre du personnel doit être immédiatement signalé au responsable hiérarchique et au responsable du contrôle interne. Dans l'hypothèse d'une fraude interne, l'identité de l'agent déclarant de bonne foi doit être tenue secrète afin d'assurer sa protection. Une charte de protection pour les dénonciateurs doit être élaborée et validée par l'organe délibérant.

Les cas avérés de fraude impliquant un supérieur hiérarchique ou un membre de l'exécutif doivent être signalés par le contrôleur interne directement à l'organe délibérant et au comité d'audit.

Le responsable du contrôle interne doit rédiger un rapport spécifique, dans un bref délai, relatif à chaque cas de fraude révélé.

Celui-ci doit porter notamment sur les circonstances et la manière dont la fraude a été opérée, l'identité de la ou des personnes impliquées dans l'acte de fraude, le montant estimé du préjudice, les mesures prises par l'établissement de crédit en interne pour remédier aux défaillances constatées et les actions en justice éventuellement engagées.

Ce rapport doit être visé par l'organe exécutif et remis à l'organe délibérant et, le cas échéant, au comité d'audit. Une copie de ce rapport doit être adressée sans délai à la Banque Centrale dès lors que le montant de la fraude excède cinq millions de francs comoriens.

Les autres cas de fraude dont le montant est inférieur au seuil précité, ainsi que les mesures correctives prises, doivent être mentionnés dans le rapport annuel de contrôle interne.

Chapitre V Plan de continuité d'activité

Article 64

Le plan de continuité de l'activité doit permettre d'assurer le fonctionnement ininterrompu des activités des établissements de crédit et de limiter les pertes en cas de perturbation de l'exploitation due à un événement majeur relevant du risque opérationnel.

Les établissements de crédit doivent disposer d'un plan de continuité de l'activité leur permettant de :

- s'assurer que leur organisation et la disponibilité de leurs ressources humaines, immobilières, techniques et financières fassent l'objet d'une appréciation régulière au regard des risques liés à la continuité de l'activité ;
- s'assurer de la cohérence et de l'efficacité du plan de continuité de l'activité par rapport aux objectifs définis par l'organe exécutif et, le cas échéant, par l'organe délibérant.

En fonction de la taille et de la nature des activités de l'établissement de crédit, un responsable du plan de continuité de l'activité peut être nommé par l'organe exécutif afin d'assurer la mise en œuvre des mesures liées à ce plan.

L'efficacité du plan de continuité d'activité doit être évaluée périodiquement au moyen de tests de mise en œuvre en grandeur réelle dont les modalités sont déterminées en fonction de l'importance des risques opérationnels encourus.

Article 65

Le responsable du plan de continuité de l'activité établit annuellement un rapport sur le plan de continuité de l'activité qu'il adresse à l'organe exécutif. Ce rapport est transmis à l'organe délibérant et, le cas échéant, au comité d'audit. Une copie pour information est communiquée au responsable du contrôle interne. Ce rapport doit contenir des éléments d'information sur les caractéristiques pratiques du plan et sur les résultats des tests réalisés en cours d'année.

Une synthèse des activités du responsable du plan de continuité de l'activité doit figurer dans le rapport annuel sur le contrôle interne prévu à l'article 23 du présent règlement.

Chapitre VI Contrôle des prestations externalisées

Article 66

Les établissements de crédit demeurent exclusivement responsables de leurs activités externalisées.

Tout projet d'externalisation d'activités relevant du périmètre d'agrément de l'établissement, ou tout contrat de prestation de services externalisée existante présentant un effet significatif sur la maîtrise des risques, doit être communiqué pour information à la Banque Centrale. Celle-ci dispose d'un droit d'accès aux informations relatives aux activités externalisées et les établissements de crédit prennent les mesures nécessaires pour s'en assurer.

Article 67

Pour l'externalisation de leurs activités, les établissements de crédit doivent respecter les dispositions suivantes :

- choisir le prestataire externe avec la vigilance et la prudence nécessaires, en tenant compte de sa situation financière, de sa réputation et de ses capacités techniques et de gestion. Une attention particulière doit être accordée au risque de dépendance qui apparaît lorsque des activités ou fonctions sont confiées à un unique prestataire pendant une période prolongée ;
- mettre en place une politique formalisée d'évaluation et de contrôle des risques liés à l'externalisation et des relations avec les prestataires externes ;
- s'assurer que les accords d'externalisation ne réduisent pas la capacité de l'établissement de crédit à respecter ses engagements vis-à-vis de ses clients et de la Banque Centrale ;
- gérer les activités externalisées dans le cadre de contrats écrits qui décrivent clairement tous les aspects juridiques et matériels de l'accord d'externalisation, notamment les droits, les responsabilités et les attentes de chacune des parties.

Les contrats de prestations externalisées doivent notamment contenir les clauses réglementaires suivantes :

- a) le droit de contrôle sur place du prestataire par l'établissement de crédit, portant sur la prestation externalisée ;
- b) le droit d'accès par la Banque Centrale chez le prestataire d'un établissement de crédit à l'occasion d'un contrôle sur place ;
- c) des exigences précises relatives au niveau de qualité attendu de la prestation ;
- d) un reporting régulier du prestataire à l'établissement de crédit sur les conditions de mise en œuvre de la prestation ;
- e) la protection de l'information confidentielle de l'établissement de crédit et de sa clientèle contre toute divulgation à des tiers non autorisés ;
- f) un plan de continuité d'activité propre au prestataire et relatif à la prestation externalisée.

Chapitre VII Le dispositif de lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme

Article 68

Les dispositions du présent règlement s'appliquent à la mise en œuvre de la loi n°12-008/AU du 28 juin 2012, relative à la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme.

En tant que de besoin, les modalités d'application de cette loi font l'objet d'un règlement spécifique de la Banque Centrale.

Article 69

Les activités de l'établissement de crédit relatives à la lutte anti blanchiment doivent être présentées dans le rapport de contrôle interne prévu à l'article 23 du présent règlement.

Chapitre VIII Dispositions transitoires

Article 70

Les établissements de crédit agréés à la date de publication du présent règlement disposent d'un délai de trois ans pour se conformer à l'ensemble de ses dispositions.

Chaque établissement de crédit est tenu de remettre à la Banque Centrale, dans les 90 jours suivant la date de publication du présent Règlement, un rapport de mise en conformité de l'ensemble de ses dispositions.

Article 71

Le présent Règlement entre en vigueur à compter de sa date de signature.

Mzé Abdou Mohamed Chanfiou

Moroni le 28 janvier 2015

13. Règlement n°012/2015/BCC/DSBR relatif à la mise en place d'un taux effectif global pour les opérations de crédit des établissements de crédits

Vu les statuts de la Banque Centrale des Comores ;

Vu la loi bancaire N° 13-003-AU du 12 juin 2013 en ses articles 10, 56, 57 et 103 ;

Considérant le rôle de la Banque centrale de favoriser la fluidité et la transparence des opérations bancaires et financières,

Considérant que la Banque centrale doit veiller à ce qu'un consommateur, à qui un établissement de crédit fait une offre de crédit, puisse disposer d'éléments d'information suffisants pour lui permettre d'avoir une vision claire sur les modalités du crédit proposé, notamment ses conditions d'octroi et son coût réel,

Le Gouverneur de la Banque Centrale des Comores

Fixe les règles relatives au Taux Effectif Global (TEG) défini à l'article 57 de la loi 13-003/AU susvisée.

Article 1er : Obligation de calcul du TEG

Les établissements de crédit ont l'obligation de calculer un Taux Effectif Global (TEG), qui doit représenter le coût réel du crédit.

Cette obligation concerne tous les types d'emprunteurs et tous les types d'opérations de crédit au sens de l'article 10 de la loi bancaire N° 13-003-AU.

Elle concerne donc également les opérations de crédit-bail et de location avec ou sans option d'achat.

Article 2 : Définition du TEG

Le taux effectif global (TEG) est le taux annuel, calculé à terme échu, exprimé pour cent unités monétaires selon la méthode d'équivalence définie par la formule figurant en annexe 1 du présent Règlement, qui mesure le coût réel d'un crédit.

C'est le taux actuariel (= « taux équivalent »), base 365 jours, qui assure, pour un crédit donné, selon la méthode des intérêts composés, l'égalité entre, d'une part, les sommes créditées et, d'autre part, tous les versements dus par l'emprunteur pour le remboursement du capital et le paiement du coût total du crédit.

Article 3 : Eléments entrant dans le calcul du TEG

Pour la détermination du TEG d'un crédit, sont à considérer tous les frais, commissions ou rémunérations de toute nature, directs ou indirects, que ces éléments soient déduits du montant nominal du crédit lors de sa mise en place, ou qu'ils soient payables périodiquement, lors de chaque échéance de remboursement.

Ces éléments doivent inclure ceux qui sont payés ou dus à des intermédiaires intervenus de quelque manière que ce soit dans l'octroi du crédit, même si ces frais, commissions ou rémunérations correspondent à des débours réels.

Ils peuvent concerner notamment :

- des frais de dossier d'ouverture du crédit,
- des frais d'intermédiaire, les commissions payées pour un courtier en crédit,
- des frais de constitution de garanties (hypothèque, privilège de créancier de deniers, caution, nantissement,...),
- des frais d'actes notariaux,
- des primes d'assurances obligatoires,
- des commissions,
- des frais annexes, dont le montant ne doit pas dépasser 10 % du total des frais et commissions.

Toutefois, ne sont pas à intégrer dans le calcul du TEG le coût de services optionnels (exemple : assurances facultatives sur les crédits à la consommation) ni les taxes sur les opérations de crédit.

Article 4 : Mentions obligatoires à faire figurer dans les offres de crédit, les contrats de crédit et les publicités

Le TEG lui-même, qui devra comporter au minimum deux décimales, ainsi que tous les éléments de calcul de ce TEG, tels que définis à l'article 3 du présent règlement, devront obligatoirement figurer de façon détaillée sur les offres préalables de crédit ainsi que sur les contrats de crédit.

Cette obligation porte sur toutes les offres préalables de crédit ainsi que sur les contrats de crédit qui seront mis en place à partir de la date de mise en vigueur du présent Règlement.

Toute promotion ou publicité portant sur une offre de crédit devra impérativement mentionner le TEG correspondant.

Article 5 : Modalités de calcul du TEG

Le calcul du TEG repose sur l'hypothèse que le contrat de crédit restera valable pendant la durée convenue et que le créancier et l'emprunteur rempliront leurs obligations selon les conditions et dans les délais précisés dans le contrat de crédit.

Si un contrat de crédit est à taux variable, le taux effectif global est calculé en partant de l'hypothèse que le taux d'intérêt ainsi que les frais et commissions resteront fixes par rapport au niveau initial et s'appliqueront jusqu'au terme du contrat de crédit.

Les TEG concernant les comptes débiteurs (découverts) doivent être calculés sur la base du montant du plafond d'autorisation accordé et d'une durée théorique de trois mois.

A des fins de simplification, si un contrat de crédit ouvre la possibilité de mises à disposition partielles successives, son TEG doit être calculé sur la base du montant de l'engagement total contractuel de l'établissement de crédit, et non pas sur la base de mises à disposition partielles.

Article 6 : Non respect des dispositions du présent Règlement

L'inobservation des dispositions du présent Règlement (absence de calcul du TEG, absence d'information de l'emprunteur sur le TEG, calcul erroné d'un TEG), donnera lieu à des sanctions disciplinaires telles que prévues par les articles 64 à 66 de la loi N° 13-003-AU.

Article 7 : Contestation du calcul du TEG

L'emprunteur a la possibilité de contester le calcul du TEG (ou de faire constater son absence) auprès d'un établissement de crédit durant toute la durée du crédit.

Toute omission dans le calcul du TEG génère une déchéance du droit aux intérêts pour l'ensemble de l'emprunt. L'emprunteur a ainsi le droit de demander le remboursement des intérêts depuis le début du crédit concerné. Il n'est alors tenu qu'au seul remboursement du capital suivant l'échéancier prévu.

Article 8 : Obligation de déclaration et taux maximum

Les établissements de crédit doivent fournir à la Banque Centrale au plus tard le 20 suivant la fin du trimestre un état dont le modèle est repris en annexe 2 du présent Règlement.

Après observation et analyse de ces états pendant un délai significatif, la Banque Centrale fixera un taux d'usure pour les opérations de crédit.

Dans l'attente de la détermination de taux d'usure, la fourchette des taux débiteurs (actuellement de [7% - 14%]) sera maintenue.

Article 9 : Entrée en vigueur

Le présent Règlement entre en vigueur au 1^{er} avril 2015.

Mzé Abdou Mohamed Chanfiou

II- LA REGLEMENTATION DES CHANGES

1. INSTRUCTION N°2 AUX INTERMEDIAIRES AGREES, PRISE EN APPLICATION DU DECRET N°87-005/PR PORTANT REGLEMENTATION DES RELATIONS FINANCIERES ENTRE LA REPUBLIQUE FEDERALE ISLAMIQUE DES COMORES ET L'ETRANGER.

Moroni, le 17 février 1987

Article 1^{er} -

Pour l'application du décret précité, il faut entendre au sens de la réglementation des changes, par :

1°/ étranger : les pays autres que la République Fédérale Islamique des Comores.

Toutefois, ne sont pas considérés comme étranger, la France, ses départements et territoires d'outre-mer et assimilés, la principauté de Monaco et les Etats dont l'Institut d'Emission est lié au Trésor français par un compte d'opérations à savoir :

- Etats membres de la Banque des Etats de l'Afrique Centrale : Cameroun, Centrafrique, Congo, Gabon, Guinée Equatoriale, Tchad,
- Etats membres de la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest : Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Mali, Niger, Sénégal, Togo.

2°/ résidents : Les personnes physiques ayant leur résidence habituelle en République Fédérale Islamique des Comores ou dans l'un des pays de la zone franc et les personnes morales comoriennes ou étrangères pour leurs établissements en République Fédérale Islamique des Comores. Il est précisé que les personnes physiques de nationalité étrangère, à l'exception des fonctionnaires étrangers en poste en République Fédérale Islamique des Comores, acquièrent en la qualité de résident lorsqu'elles sont établies en République Fédérale Islamique des Comores depuis deux ans.

3°/ non-résidents : les personnes physiques ayant leur résidence habituelle à l'étranger (hors zone franc) et les personnes morales comoriennes ou étrangères pour leurs établissements à l'étranger (hors zone franc). Il est précisé que les personnes physiques de nationalité comorienne, à l'exception des fonctionnaires comoriens en poste à l'étranger, acquièrent la qualité de non-résident lorsqu'elles sont établies à l'étranger depuis deux ans.

Article 2.-

Sont autorisés, à titre général, sur présentation des justifications appropriées, les règlements à destination de l'étranger afférents aux opérations dont la liste suit :

1. Paiement résultant de la livraison de marchandises ;
2. Remboursements de trop-perçus ;
3. Frais de services portuaires, d'entrepôt, de magasinage, de dédouanement, frais de douane et tous autres frais accessoires du trafic marchandises ;
4. Frais de tout genre relatifs au transport des marchandises et des personnes, par voie terrestre, aérienne, fluviale et maritime ainsi qu'au louage des moyens de transports ;
5. Assurances et réassurances (primes et indemnités) ;
6. Frais de transformations, d'usinage, de montage, de réparation, de travail à façon ;
7. Frais bancaires de toute nature ;
8. Impôts, amendes et frais de justice ;
9. Dommages et intérêts ;
10. Entretien des postes diplomatiques et consulaires et des missions officielles ;
11. Salaires, traitements et honoraires dus à des non-résidents ;
12. Salaires dus à des résidents travaillant à l'étranger ;
13. Cotisations, prestations et indemnités des assurances sociales, pensions et rentes résultant d'un contrat de travail, d'emploi ou louage de services ou ayant un caractère de dette publiques ;
14. Droits et redevances de brevets, licences et marques de fabrique, droits d'auteurs, redevances d'exploitation cinématographique et autres, abonnements à des journaux et revues ;
15. Successions ;
16. Amortissement contractuel des dettes et remboursements de crédits à court terme consentis pour le financement d'opérations commerciales et industrielles ;
17. Remboursements de prêts régulièrement contractés.

Article 3.-

Tous les autres règlements à destination de l'étranger sont soumis à l'autorisation préalable de la Banque Centrale.

Cette autorisation est sollicitée par les intermédiaires agréés en utilisant un imprimé conforme à l'annexe I.

Article 4.-

Les voyageurs résidents se rendant hors des Comores sont autorisés à se faire délivrer des moyens de paiement, dans la limite d'une allocation forfaitaire qui, sauf autorisation particulière accordée par la Banque Centrale, ne doit pas dépasser un montant maximum fixé par instruction de la Banque Centrale.

Les voyageurs résidents ou non résidents se rendant hors des Comores sont autorisés à exporter des billets émis par la Banque Centrale pour un montant maximum fixé par instruction de la Banque Centrale.

Article 5.-

Les intermédiaires agréés peuvent procéder aux règlements visés à l'article 2 ci-dessus, sous réserve de la production de toutes pièces justificatives (facture, contrat,...) permettant de s'assurer notamment de la réalité de l'opération et de son montant, de l'identité et de la résidence du donneur d'ordre et du bénéficiaire. Des instructions précisent, en tant que de besoin, la nature de ces justifications ainsi que les conditions et modalités selon lesquelles ces documents sont contrôlés. Elles peuvent, en outre, subordonner l'exécution de certaines catégories de transferts à la présentation préalable desdites justifications, par les intermédiaires agréés, aux autorités responsables.

Article 6.-

Le régime des comptes ouverts en République Fédérale Islamique des Comores au nom de non-résidents est défini par instruction de la Banque Centrale.

Article 7.-

L'octroi par des résidents de prêts en francs comoriens à des non-résidents est subordonné à l'autorisation de la Banque Centrale.

Article 8.-

Les devises acquises en vue d'un règlement à destination de l'étranger autorisé par la présente instruction ou par décision particulière et qui n'ont pas été utilisées pour ce règlement à l'expiration d'un délai d'un mois doivent être rétrocédées sur le marché des changes.

Article 9.-

Les intermédiaires agréés peuvent être autorisés à détenir des avoirs en devises étrangères. Les conditions dans lesquelles ces avoirs peuvent être détenus et utilisés sont fixées par instruction de la Banque Centrale.

Article 10.-

Les résidents sont tenus dans un délai global maximum d'un mois à compter de la date d'exigibilité du paiement d'encaisser et, au cas où le règlement est effectué en devises, de céder l'intégralité des sommes soumises à l'obligation de rapatriement.

Dans le cas où le règlement effectué en francs comoriens, il ne peut en aucun cas être fait au moyen de billets de banque. Pour les exportations de marchandises, la date d'exigibilité du paiement est la date d'échéance prévue au contrat commercial. Cette échéance ne doit pas, sauf autorisation particulière de la Banque Centrale, se situer plus de 90 jours après l'arrivée des marchandises au lieu de destination.

Article 11.-

Des instructions complémentaires de la Banque Centrale préciseront, en tant que de besoin, les modalités d'application de la présente instruction.

2. INSTRUCTION N°5 SUR LA REGLEMENTATION DES CHANGES, PRISE EN APPLICATION DU DECRET N°87.005/PR PORTANT REGLEMENTATION DES RELATIONS FINANCIERES ENTRE LA REPUBLIQUE FEDERALE ISLAMIQUE DES COMORES ET L'ETRANGER : DISPOSITIONS RELATIVES AUX COMPTES OUVERTS A DES NON-RESIDENTS

Dispositions relatives aux comptes ouverts à des non-résidents

Moroni, le 17 février 1987

Les non-résidents peuvent se faire ouvrir sur les livres des banques intermédiaires agréés :

- des comptes intérieurs
- des comptes étrangers en francs comoriens
- des comptes d'attente
- des comptes en monnaies étrangères.

Article premier.-

L'ouverture des comptes intérieurs au nom de non résidents est libre.

Article 2.- Comptes étrangers en francs comoriens.

Les intermédiaires agréés sont libres d'ouvrir des comptes étrangers en francs comoriens au bénéfice des non-résidents.

Le fonctionnement de ces comptes est soumis aux dispositions suivantes :

A) Opérations au crédit :

Les comptes étrangers en francs comoriens peuvent être crédités sans autorisation préalable :

- 1 - du produit de la cession par un non-résident de devises étrangères sur le marché des changes ;
- 2 - du produit de la cession auprès d'un intermédiaire agréé par un non résident de billets de banques étrangers, les billets français ou émis par les Etats dont les instituts d'émission sont liés au Trésor Français par un compte d'opérations ;
- 3 - des sommes provenant d'un autre compte étranger en francs comoriens ;
- 4 - des règlements effectués par un résident, lorsque le paiement correspondant est autorisé par la réglementation des changes. Dans ce dernier cas, l'intermédiaire agréé est tenu de s'assurer de la réalité de l'opération, de se faire présenter les

justifications appropriées et de vérifier que les différentes prescriptions réglementaires ont bien été respectées, notamment : domiciliation, autorisation préalable... Toute autre opération requiert l'autorisation préalable de la Banque Centrale.

b) Opérations au débit :

Les comptes étrangers en francs comoriens peuvent être débités sans autorisation préalable :

- 1 - en vue de l'achat au comptant de devises étrangères sur le marché des changes ;
- 2 - en vue de l'achat de billets de banques étrangers ou du retrait de billets de banque comoriens ;
- 3 - du montant des billets de banques comoriens adressés directement par voie postale par les intermédiaires agréés à leurs correspondants étrangers ;
- 4 - des règlements effectués par crédit d'un compte étranger en francs comoriens ;
- 5 - en vue de tout autre paiement en francs comoriens au profit d'un résident.

Tout découvert en francs comoriens, de même que, d'une façon générale, toute avance consentie à un non-résident, est subordonné à l'autorisation de la Banque Centrale.

Article 3.- Comptes d'attente.

Les sommes en francs comoriens, reçues pour le compte d'un non-résident, qui ne peuvent être créditées à un compte étranger soit parce qu'aucune réglementation ne l'autorise, soit parce qu'une demande particulière aura été préalablement refusée par la Banque Centrale, seront portées à des comptes d'attente qui peuvent être ouverts sans autorisation.

Opérations au crédit :

Toutes inscription au crédit des comptes d'attente est libre.

Opérations au débit :

Les inscriptions au débit des comptes d'attente pour crédit à des comptes étrangers sont soumises à l'autorisation préalable de la Banque Centrale ; les virements effectués en comptes d'attente ouverts au nom d'un même titulaire, ou au crédit de comptes intérieurs et le prélèvements en espèces, sont libres.

Article 4.- Comptes en monnaies étrangères.

L'ouverture de comptes en monnaies étrangères est subordonnée à une autorisation préalable de la Banque Centrale.

3. INSTRUCTION N°6, RELATIVE AUX FRAIS DE VOYAGE A L'ETRANGER PRISE EN APPLICATION DU DECRET N°87-005/PR PORTANT REGLEMENTATION DES RELATIONS FINANCIERES ENTRE LA REPUBLIQUE FEDERALE ISLAMIQUE DES COMORES ET L'ETRANGER : DISPOSITIONS RELATIVES AUX VOYAGEURS

Dispositions relatives aux voyageurs

La présente instruction a pour objet de définir les conditions dans lesquelles les intermédiaires agréés sont habilités à délivrer des moyens de paiement aux voyageurs quittant le territoire national, ainsi que les règles applicables aux voyageurs venant en République Fédérale Islamique des Comores.

Article 1^{er}.- Pour l'application de la présente instruction, il faut entendre par « voyageurs résidents » et par « voyageurs non-résidents » les personnes physiques qui ont qualité de résident ou de non-résident selon la définition donnée par l'article 1 de l'Instruction n°2 : « Réglementation des Changes » de la Banque Centrale.

TITRE I - Voyageurs résidents :

Article 2.- Les résidents quittant le territoire national sont tenus de déclarer à l'administration des Douanes, au moment de la sortie, les moyens de paiement dont ils sont porteurs.

Article 3.- Les voyageurs résidents se rendant dans un pays autre que ceux de la zone franc peuvent emporter, par personne et par voyage, tous moyens de paiement jusqu'à une contre-valeur de 500.000 FC (250.000 FC pour les moins de 15 ans).

L'exportation de moyens de paiement supérieurs à ces limites est soumise à autorisation préalable de la Banque Centrale.

Article 4.- Les voyageurs résident se rendant dans un autre pays de la zone franc peuvent emporter, par personne et par voyage :

- la contre-valeur de 500.000 FC en billets de banque, (250.000 FC pour les moins de 15 ans) ;
- toute somme sans limitation en monnaie scripturale payable dans la zone franc (chèque visé, chèque de voyage, lettre de change etc....)

Article 5.- Les importations de billets comoriens, français ou émis par des instituts d'émission liés au Trésor français par un compte d'opérations et de tous moyens de paiement libellés en monnaies étrangères sont libres.

Toutefois, les résidents porteurs de moyens de paiement libellés en monnaies étrangères sont tenus de les déclarer à l'administration des Douanes, au moyen de l'imprimé prévu à l'annexe I.

Article 6.- Les résidents sont tenus de céder les devises étrangères dont ils sont porteurs à un intermédiaire agréé dans le délai d'un mois suivant leur retour.

TITRE II - Voyageurs non-résidents :

Article 7.- L'importation de tous moyens de paiement libellés en devises et de billets de banque comoriens, français ou émis par des instituts d'émission liés au trésor français par un compte d'opérations est libre.

Article 8.- Les voyageurs non-résidents doivent déclarer à l'Administration des Douanes lors de leur arrivée en République Fédérale Islamique des Comores, la totalité des billets de banque dont ils sont porteurs au moyen de l'imprimé prévu à l'annexe II. Un exemplaire de cet imprimé, visé par l'administration des Douanes, doit être conservé par le voyageur.

Article 9.- Les voyageurs non-résidents sont autorisés à exporter :

- sans justification
 - 1/ les billets de banque de toute nature dans la limite de 500.000 francs comoriens (250.000 FC pour les moins de 15 ans).
 - 2/ les moyens de paiement établis à leur nom à l'étranger (chèques de voyage, lettre de crédit...)
- avec justification
 - 3/ les billets de banque excédant le plafond visé en 1 à condition de présenter à l'administration des Douanes, lors de leur départ, soit une déclaration d'importation de billets de banque, soit un bordereau d'achat de billets de banque si ces billets ont été acquis auprès d'un intermédiaire agréé par débit d'un compte étranger en francs comoriens ou d'un compte en monnaie étrangère ;
 - 4/ les moyens de paiement établis à leur nom en République Fédérale Islamique des Comores sous réserve que ces moyens de paiement aient été acquis auprès d'un intermédiaire agréé par débit d'un compte étranger en francs ou d'un compte en monnaie étrangère.

Article 10.- Les moyens de paiement qui, compte tenu des dispositions précédentes ne peuvent être emportés, pourront, le cas échéant, faire l'objet de transferts bancaires avec l'autorisation de la Banque Centrale.

TITRE III - Exportation et importation d'or

Article 11.- L'exportation et l'importation d'or monétaire (barres, lingots, monnaies) sont soumises à une autorisation préalable de la Banque Centrale.

Article 12.- L'exportation et l'importation de l'or non monétaire, de métaux précieux et des articles contenant des métaux précieux donnent lieu à l'établissement d'une déclaration écrite à l'administration des douanes. Toutefois, le transport des bijoux personnels, dans la limite d'un poids de 500 grammes par personne, est dispensé de cette obligation.

4. INSTRUCTION N°15/2001/BDP, RELATIVE A LA DECLARATION STATISTIQUE DES OPERATIONS FINANCIERES ENTRE LES

Article 1^{er} -

En vue de l'élaboration de la balance des paiements, les banques et les établissements financiers, en tant qu'intermédiaires agréés, sont tenus de déclarer à la Banque Centrale, l'ensemble de leurs opérations financières avec le reste du monde.

Article 2. -

Cette déclaration s'effectue suivant le formulaire Etat B.P. 3 pour les banques et autre modèle adapté pour les établissements spécialisés.

Article 3. --

La déclaration est établie pour une période trimestrielle (mars, juin, septembre et décembre), dans un délai ne dépassant pas 45 jours après l'échéance.

Article 4. --

Les autres formulaires de déclaration (états B.P. 1 et 2) restent en vigueur.

Moroni, le 28 février 2001

Le Gouverneur,
SAID AHMED Said Ali

5. LETTRE-CIRCULAIRE AUX IMPORTATEURS ET EXPORTATEURS RELATIVE A LA DOMICILIATION DES OPERATIONS DE COMMERCE EXTERIEUR

Le décret n°87-005/PR du 16 janvier 1987 portant réglementation des relations financières entre la République Fédérale Islamique des Comores et l'Etranger, a institué en son article 10, l'obligation pour les opérateurs du commerce extérieur de domicilier leurs transactions auprès d'un intermédiaire agréé.

Cette disposition qui fait partie intégrante de la réglementation des changes, a pour objet d'assurer la transparence et la régularité dans les règlements financiers et le rapatriement des produits d'exportation.

Il est donc rappelé aux opérateurs que la suppression des licences d'importation et d'exportation par l'Arrêté n°99-001/MECIA/Cab du 4/01/2000 n'a pas d'effet sur la nécessité des formalités de domiciliation bancaire.

Moroni, le 7 février 2000

Le Gouverneur,
SAID AHMED Said Ali

6. NOTE CIRCULAIRE N°2/99, RELATIVE A LA PARITE DE L'EURO PAR RAPPORT AU FRANC COMORIEN

Moroni, le 14 janvier 1999

Le 1er janvier 1999, les monnaies nationales des onze pays de l'Union Economique et Monétaire participant à l'Union Monétaire ont été converties en Euro.

Les taux de conversion ont été définis le 31 décembre 1998. Le taux de conversion de l'euro en Franc français a été fixé irrévocablement à :

1 EURO = 6,55957 FRF.

Les monnaies des pays de la Zone Franc, qui sont liées au Franc français par les accords de coopération monétaire, ont été parallèlement converties en Euro.

La parité de l'Euro par rapport au Franc comorien ressort en définitive à :

1 EURO = 75 x 6,55957 = 491,96775 FC.

Le Gouverneur,
SAID AHMED Said Ali

III- LA POLITIQUE ET LE CADRE MONETAIRE

1. INSTRUCTION N° 16/2001/RDC, RELATIVE AU LANCEMENT DES OPERATIONS DE CHANGE SUR L'EURO

VU la Loi 80-05 du 26 juin 1980 autorisant le président de la République à ratifier l'Accord de coopération monétaire entre la RFIC et la République Française ;

VU la Loi 80-07 du 26 juin 1980 portant réglementation des banques et établissements financiers ;

VU la Loi 80-08 du 26 juin 1980 relative à la monnaie et au rôle de la Banque Centrale des Comores dans le contrôle des banques, des établissements financiers, du crédit, des changes et notamment en son article 14 ;

VU le décret n°87/005/PR du 16 janvier 1987 portant réglementation des relations financières entre la RFIC et l'Etranger ;

VU le Traité instituant la Communauté Européenne et notamment son article 109 concernant les arrangements monétaires avec des pays ou organisations non communautaires ;

VU la Décision n°98/683/CE du 23 novembre 1998 du Conseil de l'Union Européenne portant sur la base juridique des relations de change entre la Zone Euro et la Zone Franc ;

VU la Décision du 11 février 2000 du Comité National (français) de l'Euro sur l'orientation nationale pour l'introduction des pièces et billets en Euro.

Article 1 : Les intermédiaires agréés sont informés qu'ils sont autorisés à effectuer sur le territoire de la République des opérations sur les billets de banque en Euro à partir du 1^{er} janvier 2002.

Article 2 : La parité entre l'Euro et le Franc comorien, déterminée par la parité fixe et immuable de l'Euro par rapport au Franc français, est établie à :
1 Euro = 491,96775 FC

Article 3 : Tous les calculs se rapportant à des opérations entre l'Euro et le Franc comorien (change manuel, règlements par écritures) seront effectués en prenant en compte les cinq (5) chiffres après la virgule. Les arrondis ne sont autorisés qu'à la dernière étape de la chaîne de calculs et suivant les normes définies.

Article 4 : Les opérations sur l'Euro (change manuel, règlement par écritures) sont réalisées conformément aux dispositions de change en vigueur.

Fait à Moroni, le 31 décembre 2001

**Le Vice-Gouverneur,
François MOURET**

2. INSTRUCTION N° 17/2001/RDC, RELATIVE A L'ARRET DES OPERATIONS DE CHANGE SUR LE FRANC FRANÇAIS

VU la Loi 80-05 du 26 juin 1980 autorisant le Président de la République à ratifier l'Accord de coopération monétaire entre la RFIC et la République Française ;

VU la Loi 80-07 du 26 juin 1980 portant réglementation des banques et établissements financiers ;

VU la Loi 80-08 du 26 juin 1980 relative à la monnaie et au rôle de la Banque Centrale des Comores dans le contrôle des banques, des établissements financiers, du crédit, des changes et notamment en son article 14 ;

VU le décret n°87/005/PR du 16 janvier 1987 portant réglementation des relations financières entre la RFIC et l'Etranger ;

VU la Décision du 11 février 2000 du Comité National (français) de l'Euro sur l'orientation nationale pour l'introduction des pièces et billets en Euro ;

Article unique : en raison du lancement de l'Euro et du retrait de circulation du Franc français, les intermédiaires agréés sont informés que l'arrêt des opérations de change sur cette devise est programmé comme suit :

- a- les opérations d'achat de billets de banque peuvent être réalisées jusqu'à la date limite du 29 mars 2002;
- b - les opérations de vente sont définitivement arrêtées le 1^{er} janvier 2002;
- c - les ordres de paiement en monnaie scripturale (chèques, virements, transferts sur l'extérieur) libellés en Francs français sont interdits à compter du 1^{er} janvier 2002 ;
- d - les comptes en devise détenus en Francs français sont automatiquement convertis en Euro au 1^{er} janvier 2002.

Fait à Moroni, le 31 décembre 2001

Le Vice-Gouverneur,
François MOURET

3. REGLEMENT N° 07/2015/BCC/DSBR RELATIF AUX RESERVES OBLIGATOIRES SUR LES DEPOTS DES INSTITUTIONS FINANCIERES QUI REÇOIVENT DES FONDS DU PUBLIC EN APPLICATION A LA LOI 13-003/AU

Vu la Loi 80-08 du 26 juin 1980 relative à la monnaie et au rôle de la Banque Centrale des Comores dans le contrôle des banques et des établissements financiers, du crédit et des changes ;

Vu la Loi 13-003/AU portant réglementation des activités bancaires et financières, en ses articles 26, 29, 46 et 103 ;

Vu la loi 12-008/AU du 28 juin 2012 portant lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme ;

Vu la Loi 12-011/AU du 26 juin 2012 portant réglementation et organisation du crédit-bail ;

Le Gouverneur de la Banque Centrale des Comores ;

Fixe les règles de calcul des réserves obligatoires sur les dépôts en application à la loi 13-003/AU.

Article 1er.-

Les Institutions Financières qui reçoivent des fonds du public sont tenues de déposer sur un ou plusieurs comptes ouverts à la Banque Centrale des Comores un montant de réserves obligatoires dont les modalités de calcul, le taux, la périodicité et le modèle de déclaration sont fixés par circulaire de la Banque Centrale des Comores.

Article 2.-

L'assiette retenue pour le calcul des réserves obligatoires est constituée du montant total des dépôts de la clientèle et des titres de créances émis. Le montant de ces exigibilités est calculé sur la base des chiffres figurant sur la situation comptable remise mensuellement par les Institutions financières qui reçoivent des fonds du public précédant la période de constitution des réserves. Le montant de l'assiette est constitué par les soldes comptables suivants :

- comptes de dépôts,
- comptes courants,
- comptes courants postaux,
- comptes spéciaux,
- comptes sur livrets,
- comptes à terme,
- comptes d'épargne,
- autres dépôts de la clientèle,
- titres de créances émis.

Article 3.-

La Banque Centrale des Comores fixe par Circulaire le taux de réserves obligatoires appliqué à toutes les exigibilités comprises dans l'assiette des réserves.

Article 4.-

Le montant des réserves obligatoires à constituer est déterminé selon le modèle figurant en annexe par application du taux des réserves sur le total de l'assiette.

Article 5.-

La période de constitution est d'un mois. Elle débute le vingtième jour calendaire de chaque mois N suivant la date d'arrêté de la situation et se termine le dix-neuvième jour calendaire du mois N+1 suivant.

Article 6.-

L'Institution financière assujettie doit constituer ses réserves obligatoires sur un compte ouvert à la Banque Centrale des Comores.

Une Union formée entre des Institutions Financières Décentralisées peut constituer ces réserves pour le compte de tout ou partie de ses adhérents.

Un assujetti remplit son obligation de constitution de réserves obligatoires lorsque le solde moyen de fin de journée de ses comptes de réserves sur la période de constitution est au moins égal au montant des réserves obligatoires défini pour la période considérée.

Article 7.-

La Banque Centrale des Comores peut vérifier à tout moment l'exactitude et la qualité des informations qui lui sont fournies pour établir le montant des réserves obligatoires,

Article 8.-

Lorsqu'une Institution financière assujettie ne remplit pas son obligation de déclaration prévue à l'article 1er, transmet des renseignements inexacts ou omet de remettre les situations comptables périodiques permettant de vérifier l'assiette déclarée, la rémunération des réserves peut être suspendue jusqu'à la production des documents requis.

Lorsque l'Institution financière assujettie ne répond pas aux demandes de régularisation émanant de la Banque Centrale des Comores ou en cas d'omissions répétées de ses obligations déclaratives, la Banque Centrale des Comores peut décider de diminuer le taux de rémunération de ses réserves obligatoires sur la période de 1/8ème supplémentaire.

Article 9.-

Lorsqu'un assujetti manque totalement ou partiellement à ses obligations de constitution de réserves prévue à l'article 1er, la Banque Centrale des Comores applique une sanction dont le montant est calculé sur l'insuffisance de réserves obligatoires constatée en appliquant un taux de pénalité fixé par Circulaire de la Banque Centrale des Comores.

Article 10.-

En cas de manquements graves ou persistants aux dispositions du présent Règlement, toute Institution assujetti s'expose à l'application par la Banque Centrale des Comores des sanctions disciplinaires et/ou pécuniaires prévues par les textes qui lui sont applicables.

Article 11.-

Le taux de pénalité applicable sur les insuffisances de réserves est porté au taux moyen mensuel de l'EONIA constaté durant le mois calendaire incluant le premier jour de la période de constitution des réserves, majoré de deux points.

Article 12.-

Le présent Règlement annule et remplace l'Instruction n°013/2004/COB et la Circulaire n°008/2004/COB.

Il entre en vigueur à compter de sa date de signature.

Moroni, le 28 janvier 2015

Mzé Abdou Mohamed Chanfiou

4. CIRCULAIRE N° 002/2015/BCC/DSBR RELATIVE AU TAUX DE RESERVES OBLIGATOIRES DES INSTITUTIONS FINANCIERES QUI REÇOIVENT DES FONDS DU PUBLIC EN APPLICATION DU REGLEMENT N°007/2015/BCC/DSBR

Vu la Loi 80-08 du 26 juin 1980 relative à la monnaie et au rôle de la Banque Centrale des Comores dans le contrôle des banques et des établissements financiers, du crédit et des changes ;

Vu la Loi 13-003/AU portant réglementation des activités bancaires et financières, en ses articles 26, 29, 46 et 103 ;

Vu la loi 12-008/AU du 28 juin 2012 portant lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme ;

Vu la Loi 12-011/AU du 26 juin 2012 portant réglementation et organisation du crédit-bail ;

Vu la décision du Conseil d'administration de la Banque Centrale des Comores en sa séance du 10 décembre 2013 ;

Vu le règlement relatif aux réserves obligatoires, en son article 3;

Le Gouverneur de la Banque Centrale des Comores ;

Fixe les règles de calcul des réserves obligatoires sur les dépôts.

Article 1er

Le taux de réserves obligatoires des Institutions Financières qui reçoivent des fonds du public est fixé à 15% de l'assiette retenue pour le calcul des réserves.

Article 2

La présente Circulaire annule et remplace la Lettre-circulaire n°003/2013/DSBR du 30 décembre 2013.

Elle entre en vigueur à compter de sa date de signature.

Moroni, le 28 janvier 2015

Mzé Abdou Mohamed Chanfiou

5. LETTRE N° 2783/CD, PORTANT TAUX D'ESCOMPTE ET DES AVOIRS DE L'ETAT

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance les décisions de politiques monétaires prises par le Conseil d'administration en sa séance du 19 novembre 1999 à Moroni.

Le taux d'escompte et celui des avances à l'Etat ont été remaniés pour être indexés sur l'EONIA. ils s'établiront, pour un mois donné, à compter du 1^{er} janvier 2000, à :

Moyenne mensuelle de l'EONIA + 1,5 point.

Il a été décidé en outre d'assortir désormais de pénalités les réserves obligatoires aux quelles sont astreints les banques et les établissements financiers.

En cas de manquement grave aux obligations imposées, le taux de pénalité a été fixé à celui de l'escompte.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma haute considération.

**Le Vice-Gouverneur,
Bruno Faure**

IV- LES AGREMENTS ET LES DIVERSES AUTORISATIONS

1. Circulaire N°001-2014/COB relative à l'agrément de Comores Assistance Internationale (CASI - SA)

Vu la loi cadre fédérale n° 80-08 du 03 mai 1980, relative à la monnaie et au rôle de la Banque Centrale des Comores dans le contrôle des Banques et Etablissements Financiers;

Vu la loi bancaire n°13-003/AU du 12 juin 2013-07 du 26 juin 1980;

Vu la loi n°12-008/Au du 28 juin 2012 relative à la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme ;

Vu le Décret 87-005/PR du 16 janvier 1987 portant réglementation des relations Financières entre les Comores et l'étranger;

Considérant la résolution du Conseil d'Administration de la Banque Centrale des Comores en sa séance du 10 décembre 2013.

Article 1^{er}

Est agréée en qualité d'Intermédiaire Financier pour l'exercice des activités de change manuel et de transfert d'argent entre l'Union des Comores et l'Etranger :

Dénomination : **CASI - SA**

Forme Juridique : **Société Anonyme (SA)**

Siège Social : **Missiri-Anjouan (Union des Comores)**

Article 2

L'inscription sur le registre des Etablissements agréés est faite ce jour sous le numéro :

001-2014/AG/IF

Moroni, le 09 juin 2014

Le Gouverneur,

Mzé Abdou Mohamed Chanfiou

2. Lettre circulaire N°002/2014/COB relative aux opérations de transferts d'argent et de change entre l'Union des Comores et l'Etranger, réalisées par la Société Comores Assistance International (CASI-SA)

Vu la loi cadre fédérale n° 80-08 du 03 mai 1980, relative à la monnaie et au rôle de la Banque Centrale des Comores dans le contrôle des Banques et Etablissements Financiers;

Vu la loi bancaire n°13-003/AU du 12 juin 2013-07 du 26 juin 1980;

Vu la loi n°12-008/Au du 28 juin 2012 relative à la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme ;

Vu le Décret 87-005/PR du 16 janvier 1987 portant réglementation des relations Financières entre les Comores et l'étranger;

Vu la Circulaire n°001 - 2014/COB du 06 juin 2014 relative à l'agrément de CASi en qualité d'intermédiaire financier ;

Article 1^{er}

Les opérations de transfert d'argent entre l'Union des Comores et l'Etranger, réalisées par la société CASi, sont limitées à 1.000.000 FC (un million de francs comoriens) par opération et par personne.

Tout transfert de fonds d'un montant supérieur à 1.000.000 FC (un million de francs comoriens) est soumis à une autorisation préalable de la Banque Centrale.

Article 2

La société CASi – SA est autorisée à effectuer à ses guichets des opérations de changes en francs comoriens/euros/dollar USD.

Article 2

Les opérations de changes en euros seront réalisées à la parité officielle, en plus des commissions qui seront facturées à l'occasion de la transaction.

Article 4

La société CASi – SA est autorisée à vendre des devises (euros et dollar USD) aux voyageurs se rendant hors du territoire de l'Union des Comores dans la limite d'une contre-valeur de 750.000 FC (sept cent cinquante mille francs comoriens). Toute opération de vente d'un montant supérieur à 750.000 FC doit, conformément à l'article 3 de l'instruction n°06 du 17 février 1987 relative aux frais de voyage à l'étranger, être soumise à l'autorisation préalable de la Banque Centrale.

Article 5

Toute opération de vente de devise doit être justifiée (photocopies du billet et passeport du client).

Article 6

La société CASi – SA doit justifier à tout moment la nature des opérations et déclarer à chaque fin de mois à la Banque Centrale, en application de la réglementation des changes, les statistiques sur les opérations de transfert et de change correspondantes.

Article 7

La présente Lettre-Circulaire entre en vigueur à compter de sa date de signature et est révoquée à tout moment.

Moroni, le 09 juin 2014

Le Gouverneur,

Mzé Abdou Mohamed Chanfiou

3. Instruction N°003/2014/DSBR/BCC relative à la conformité des établissements de crédits comoriens à la Loi FATCA

Vu la loi 80-08 du 26 juin 1980 relative à la monnaie et au rôle de la Banque Centrale des Comores dans le contrôle des banques et des établissements financiers, du crédit et des changes.

Vu la loi N°13-003/AU du 12 Juin 2013 portant réglementation des activités bancaires et financières en son article 17 ;

Compte tenu de la procédure déjà engagée par le Gouvernement comorien et les autorités américaines pour la signature d'une convention bilatérale relative à la Loi FATCA ;

Article 1^{er}

Les établissements de crédits agréés par la BCC et concernés par la Loi « FATCA » doivent s'enregistrer sur le site de l'Internal Revenue Service (IRS), l'administration fiscale américaine. : <https://sa.www4.irs.gov/fatca-rup/>

Article 2

Suite à cet enregistrement, chaque établissement de crédit devra déclarer annuellement les comptes bancaires ouverts par des personnes physiques et/ou morales américaines en suivant les modèles mise à la disposition en ligne par l'IRS.

Article 3

Avant toute déclaration auprès de l'IRS, chaque établissement de crédit est tenu d'informer son client

Article 4 :

La présente instruction entre en vigueur à compter de sa date de signature

Moroni, le 29 octobre 2014

Le Gouverneur

Mzé Abdou Mohamed Chanfiou

4. Instruction N°002/2014/DSBR/BCC relative aux institutions financières agréées

Vu les statuts de la Banque Centrale des Comores ;

Vu la loi n° 80-08 du 03 mai 1980, relative à la monnaie et au rôle de la Banque Centrale des Comores dans le contrôle des Banques et établissements Financiers;

Vu la loi N°13-003/AU du 12 Juin 2013 portant réglementation des activités bancaires et financières ;

Vu la loi de la loi N°12-008/AU, du 28 juin 2012, portant lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme

Article 1^{er}

Sont agréés et inscrits dans le registre des institutions financières à la date du 16 septembre 2014, les établissements ci-dessous cités;

- La BIC-Comores (Banque pour l'Industrie et le Commerce-Comores),
- La BDC (Banque de Développement des Comores),
- La SNPSF (Société Nationale des Postes et des Services Financiers)
- L'EXIM Bank-Comores,
- La BFC (Banque Fédérale du Commerce),
- L'Union des MECK et les Institutions affiliées (Mutuelles d'Epargne et de Crédit – KOMOR),
- L'Union régionale des SANDUK d'Anjouan et les Institutions affiliées,
- L'Union régionale des SANDUKS de Mohéli et les institutions affiliées
- La Société CASi S.A. (Comores Assistance Internationale)
- La MCTV (Maison Comorienne de Transfert et de Valeur)

Article 2

Ces établissements sont habilités à exercer sur le territoire national les activités autorisées conformément à la réglementation bancaire et financière en vigueur.

Fait à Moroni, le 16 septembre 2014

Le Gouverneur

Mzé Abdou Mohamed Chanfiou

5. Lettre Circulaire relative à l'adhésion de la Meck Iconi Au sein de L'Union des Meck

Vu la loi 80-08 du 03 mai 1980 relative à la monnaie et au rôle de la Banque Centrale des Comores dans le contrôle des banques, des établissements financiers, du crédit, des changes ;

Vu le décret n°04-069/PR du 22 juin 2004 portant réglementation de l'activité des Institutions Financières Décentralisées;

Vu l'instruction n°0011/2004/COB relative à la demande d'agrément des institutions Financières Décentralisées en application du décret n°04-069/PR notamment son article 4 ;

Vu la circulaire n°002120A4/COB relative à la déclaration de création d'une Institution

Financière Décentralisée au sein d'une union déjà agréée en son article 2,

Considérant l'instruction de la demande d'adhésion déposée à la Banque Centrale des Comores par la Direction Générale de l'Union des Mecks.

Article Unique :

La Meck Iconi est autorisée à adhérer et à exercer ses activités au sein de l'Union des Mecks.

Elle est inscrite dans le registre des institutions Financières Décentralisées en tant institution affiliée.

La présente lettre circulaire entre en vigueur à compter de sa date de signature.

Fait à Moroni, le 11 juillet 2013

Le Gouverneur

Mzé Abdou Mohamed Chanfiou

6. Lettre-circulaire relative à l'ouverture d'une agence MCTV Aéroport Hahaya " Maison comorienne des transferts et valeurs " MCTV).

Vu la loi cadre fédérale n°80-08 du 03 mai 1980, relative à la monnaie et au rôle de la Banque Centrale des Comores dans le contrôle des Banques et établissements Financiers;

Vu la loi 80-07 du 26 juin 1980, portant réglementation des Banques et Etablissements Financiers;

Vu le Décret 87-005/PR, portant réglementation des relations Financières entre les Comores et l'étranger;

Vu la Loi n°12-008/AU du 28 juin 2012 portant lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme;

Vu l'arrêté n°09-078 /VP-/MFBF/CAB du 12 décembre 2009, portant agrément de MCTV;

Vu la Circulaire n°008/2009/COB du 31 décembre 2009 relative à l'agrément de MCTV en qualité d'intermédiaire financier;

Article 1^{er}

La Banque Centrale autorise MCTV à ouvrir une agence MCTV pour le transfert d'argent et le change à l'Aéroport International Moroni-Hahaya.

Article 2

Les opérations réalisées par cette nouvelle agence devront se faire dans le respect des dispositions légales et réglementaires qui régissent les activités de MCTV.

Fait à Moroni, le 2 mai 2013

Le Gouverneur

Mzé Abdou Mohamed Chanfiou

7. Circulaire N°002/2012/COB relative à la publication par les Banques, les établissements financiers et les institutions financières décentralisées des produits et services proposés à leur clientèle

Article 1 :

Les banques, les IFD et les autres établissements financiers sont tenus d'informer leur clientèle et le public sur les conditions générales et tarifaires applicables à l'ensemble des produits et services proposés.

Article 2 :

Ces informations seront communiquées sous la forme d'une brochure que les banques, les IFD et les autres établissements financiers devront fournir à leurs clients avant la signature de toute convention.

Article 3 :

La tarification des principaux produits et services doivent faire l'objet d'une publication par voie d'affichage bien visible dans les locaux de chaque agence, comprenant au minimum les informations contenues en annexe de la présente circulaire.

Article 4 :

Ces informations concernant la transparence des opérations avec la clientèle doivent être insérées dans le dispositif de contrôle interne des banques, IFD et des autres établissements financiers.

Article 5 :

La présente circulaire est d'application immédiate.

Moroni, le 6 mars 2012

Le Gouverneur

Mzé Abdou MOHAMED CHANFIOU

8. Lettre circulaire N° 006/2012/COB/BDC relative aux opérations de transfert d'argent Entre l'Union des Comores et l'Etranger, réalisées par la Banque de Développement des Comores.

Vu la loi cadre fédérale n° 80-08 du 03 mai 1980, relative à la monnaie et au rôle de la Banque Centrale des Comores dans le contrôle des Banques et des établissements Financiers;

Vu la loi 80-07 du 26 juin 1980, portant réglementation des Banques et Etablissements Financiers;

Vu la Loi 81-026/PR portant statuts de la Banque de Développement des Comores ;

Vu le décret 87-005/PR du 16 janvier 1987, portant réglementation des relations Financières entre les Comores et l'étranger;

Vu l'Ordonnance n°09-002 du 6 mars 2009, relative au blanchiment, confiscation et coopération internationale en matière de produits de crime;

Vu la circulaire n°006/2011/COB du 06 septembre 2011, relative à la nomination de la Banque de Développement des Comores en qualité d'intermédiaire agréé pour les relations financières entre l'Union des Comores et l'Etranger ;

Article 1

La Banque de Développement des Comores est autorisée à effectuer à ses guichets les opérations de transfert d'argent entre l'Union des Comores et l'Etranger en partenariat avec la société MONEY GRAM.

Article 2

Les opérations de transfert d'argent vers l'Etranger, réalisées par la Banque de Développement des Comores, sont limitées à 1 000 000 FC (1 million de francs comoriens) par opération et par personne.

Tout transfert de fond d'un montant supérieur à 1 000 000 FC (un million de francs comoriens) est soumis à une autorisation préalable de la Banque Centrale.

Article 3

La Banque de Développement des Comores doit justifier à tout moment de la nature de ces opérations et doit fournir à la Banque Centrale, les statistiques correspondantes, conformément à la réglementation des changes.

La présente Lettre Circulaire est révoquée à tout moment et entre en vigueur à partir de sa date de signature.

Moroni le 10 août 2012

**Le Vice-Gouverneur,
Madi Ahamada**

9. Circulaire N° 03 /2012/COB relative à l'enregistrement des clients des Banques et Etablissements Financiers (BEF), et des Institutions de Finance Décentralisée (IFD) par un identifiant uniformisé par type de clientèle

Vu la loi 80-08 du 03 mai 1980 relative à la monnaie et au rôle de la Banque Centrale des Comores dans le contrôle des banques, des établissements financiers, du crédit, des changes et notamment en son article 15 sur le rattachement de la Centrale des risques et incidents de paiement à la Banque Centrale des Comores

Vu la loi 80-07 du 26 juin 1980 portant réglementation des banques et des établissements financiers et notamment en son article 45 sur la remontée des informations obligatoires par les BEF à la Banque Centrale, et en son article 91 sur la protection des données personnelles par la BCC ;

Vu l'ordonnance n° 03-002/PR relative au blanchiment, confiscation et coopération internationale en matière de produits du crime en son article 2-2,

Vu le décret n° 04-069/PR portant réglementation de l'activité des Institutions Financières Décentralisées (IFD) ;

Article 1

Les Banques, Etablissements Financiers (BEF) et Institutions Financières Décentralisées (IFD) sont tenues d'enregistrer chacun de leurs clients par un identifiant unique. Cet identifiant est fonction de chaque type de clientèle :

Particuliers nationaux : **NIN**

Résidents non nationaux : **Numéro du passeport**

Non résidents : **Numéro du passeport**

Sociétés : **Numéro RCCM**

Artisans, commerçants et professions libérales : **Numéro RCCM**

Association à but non lucratif : **Numéro de récépissé du Ministère de l'Intérieur**

Les BEF et IFD doivent conserver les pièces justificatives de l'identification, qui pourraient faire l'objet de contrôles ultérieurs de la Banque centrale.

Article 2

Par la présente instruction, la Banque Centrale vise :

- à permettre aux Banques, Etablissements Financiers (BEF) et Institutions Financières Décentralisées (IFD) de connaître mieux leur clientèle dans le cadre de la lutte anti-blanchiment
- à faciliter les échanges d'information entre les BEF, IFD et la Banque Centrale.
En particulier, l'enregistrement de ces identifiants dans les systèmes des BEF et des IFD est indispensable pour permettre le fonctionnement de la centrale des risques et incidents de paiement.

Article 3

La mise en place de ce dispositif pourra se faire graduellement :

- L'enregistrement des identifiants des nouveaux clients devra s'effectuer dès que possible, mais au plus tard le 1^{er} juin 2012.
- La mise à jour des données concernant la clientèle existante devra être achevée au plus tard le 31 décembre 2012.

La présente Circulaire entre en vigueur à compter de sa date de signature.

Moroni le 22 février 2012,

**Le Gouverneur,
Mzé Abdou MOHAMED CHANFIOU.**

10. Circulaire N°001/2012/COB relative à l'agrément de l'Union des Sanduks de Mohéli et ses Institutions affiliées

Vu le décret n°04-069/PR portant réglementation de l'activité des Institutions Financières Décentralisées et notamment en ses articles 5 et 10 ;

Vu l'Arrêté N° 069/11/VP-MFEBICE du Ministre chargé des Finances du 29 décembre 2011;

Vu la résolution du Conseil d'Administration de la Banque Centrale des Comores en sa séance du 08 décembre 2011 ;

Article 1^{er}

L'Union des Sanduks de Mohéli et les Institutions affiliées sont agréées et habilitées à exercer sur le territoire national, l'activité prévue par le décret n°04-069/PR du 22 juin 2004, portant réglementation de l'activité des Institutions Financières Décentralisées.

Article 2

L'Inscription sur le registre des Institutions Financières Décentralisées est faite ce jour sous le numéro :

2012-001/AG/IFD

Moroni le 09 Janvier 2012

**Le Gouverneur
Mzé Abdou Mohamed Chanfiou**

11. Lettre circulaire N° 004/2011/COB/BFC relative aux opérations de transfert d'argent réalisées par la Banque Fédérale de Commerce en partenariat avec la société Money Gram

Vu la loi cadre fédérale n° 80-08 du 03 mai 1980, relative à la monnaie et au rôle de la Banque Centrale des Comores dans le contrôle des Banques et des établissements Financiers;

Vu la loi 80-07 du 26 juin 1980, portant réglementation des Banques et Etablissements Financiers;

Vu la Loi 81-026/PR portant statuts de la Banque de Développement des Comores ;

Vu le décret 87-005/PR du 16 janvier 1987, portant réglementation des relations Financières entre les Comores et l'étranger;

Vu l'Ordonnance n°09-002 du 6 mars 2009, relative au blanchiment, confiscation et coopération internationale en matière de produits de crime;

Vu la circulaire n°006/2009/COB du 09 septembre 2009, relative à la nomination de la Banque Fédérale de Commerce en qualité d'intermédiaire agréé pour les relations financières entre l'Union des Comores et l'Etranger ;

Article 1

La Banque Fédérale de Commerce est autorisée à effectuer à ses guichets les opérations de transfert d'argent entre l'Union des Comores et l'Etranger en partenariat avec la société MONEY GRAM.

Article 2

Les opérations de transfert d'argent vers l'Etranger, réalisées par la Banque de Développement des Comores, sont limitées à 1 000 000 FC (1 million de francs comoriens) par opération et par personne.

Tout transfert de fond d'un montant supérieur à 1 000 000 FC (un million de francs comoriens) est soumis à une autorisation préalable de la Banque Centrale.

Article 3

La Banque Fédérale de Commerce doit justifier à tout moment de la nature de ces opérations et doit fournir à la Banque Centrale, les statistiques correspondantes, conformément à la réglementation des changes.

La présente Lettre Circulaire est révoquée à tout moment et entre en vigueur à partir de sa date de signature.

Moroni le 06 juin 2012

**Le Vice-Gouverneur,
Mzé Abdou Mohamed Chanfiou**

12. Lettre circulaire N°002/2011/COB relative à l'adhésion de la Meck Koimbani au sein de l'Union des Meck

Vu la loi 80-08 du 03 mai 1980 relative à la monnaie et au rôle de la Banque Centrale des Comores dans le contrôle des banques, des établissements financiers, du crédit, des changes.

Vu le décret n°04-069/PR du 22 juin 2004 portant réglementation de l'activité des Institutions Financières Décentralisées;

Vu l'instruction n°001/2004/COB relative à la demande d'agrément des institutions Financières Décentralisées en application du décret n°04-069/PR notamment son article 4.

Vu la circulaire n°002/2004/COB relative à la déclaration de création d'une Institution Financière Décentralisée au sein d'une Union déjà agréée en son article 2.

Considérant l'instruction de la demande d'adhésion déposée à la Banque Centrale des Comores par la Direction Générale de l'Union des Mecks.

Article Unique

La Meck Koimbani est autorisée à adhérer et à exercer ses activités au sein de l'Union des Meck et est inscrite dans le registre des Institution Financières Décentralisées.

Cette présente lettre circulaire entre en vigueur à compter de sa date de signature.

Moroni, le 31 Janvier 2011

**Le Vice-Gouverneur
Mzé Abdou Mohamed Chanfiou**

13. Lettre Circulaire N°004/2010/COB, relative aux opérations de transferts d'argent entre l'Union des Comores et l'Etranger, réalisées par la Société «Maison Comorienne des Transferts et Valeurs" (MCTV)

Vu la loi cadre fédérale n° 80-08 du 03 mai 1980, relative à la monnaie et au rôle de la Banque Centrale des Comores dans le contrôle des Banques et établissements Financiers;

Vu la loi 80-07 du 26 juin 1980, portant réglementation des Banques et Etablissements Financiers;

Vu le Décret 87-005/PR, portant réglementation des relations Financières entre les Comores et l'étranger;

Vu l'Ordonnance n°09-002/PR du 6 mars 2009, relative au blanchiment, confiscation et coopération internationale en matière de produits de crime;

Vu l'arrêté n°09-078/VP-/MFBEB/CAB du 12 décembre 2009, portant agrément de MCTV ;

Vu la Circulaire n°008/2009/COB du 31 décembre 2009 relative à l'agrément de MCTV en qualité d'intermédiaire financier ;

Article 1^{er}

Les opérations de transfert d'argent entre l'Union des Comores et l'Etranger, réalisées par la MCTV, sont limitées à 1.000.000 FC (un million de francs comoriens) par opération et par personne.

Tout transfert de fonds d'un montant supérieur à 1.000.000 FC (un million de francs comoriens) est soumis à une autorisation préalable de la Banque Centrale.

Article 2

La MCTV doit justifier à tout moment de la nature de ces opérations et doit fournir à la Banque Centrale, les statistiques correspondantes, conformément à la réglementation des changes et au modèle ci-joint.

Moroni, le 26 juillet 2010

**Le Vice-gouverneur,
Mzé Abdou Mohamed Chanfiou**

14. Lettre Circulaire N° 002/2010/ COB relative aux opérations de change réalisées par la Société « Maison comorienne des transferts et valeurs » (MCTV)

Vu la loi 80-07 du 26 juin 1980, portant réglementation des Banques et Etablissements Financiers;

Vu la loi n° 80-08 du 03 mai 1980, relative à la monnaie et au rôle de la Banque Centrale des Comores dans le contrôle des Banques et établissements Financiers;

Vu le Décret 87-005/PR, portant réglementation des relations Financières entre les Comores et l'étranger;

Vu la loi n°09-001/AU du 28 avril 2009, relative au blanchiment, confiscation et coopération internationale en matière de produits de crime;

Vu l'arrêté n°09-078/VP-/MFBEB/CAB du 12 décembre 2009, portant agrément de MCTV ;

Vu la Circulaire n°008/2009/COB du 31 décembre 2009 relative à l'agrément de MCTV en qualité d'intermédiaire financier ;

Article 1

La MCTV est autorisée à effectuer à ses guichets des opérations de changes entre francs comoriens et monnaies étrangères.

Article 2

Les opérations de changes en euros seront réalisées à la parité officielle, en plus des commissions qui peuvent être facturées à l'occasion de la transaction.

Article 3

MCTV est autorisée à vendre des devises aux voyageurs se rendant hors du territoire de l'Union des Comores dans la limite d'une contre valeur de 750.000 FC (sept cent cinquante mille francs comoriens). Toute opération de vente d'un montant supérieur à 750.000 FC doit, conformément à l'article 3 de l'instruction n°06 du 17 février 1987 relative aux frais de voyage à l'étranger, être soumise à l'autorisation préalable de la Banque Centrale.

Article 4

Toute opération de change (achat et vente) doit être justifiée (photocopies du billet et passeport du client).

Article 5

La MCTV doit justifier à tout moment la nature de ces opérations, établir, en application de l'article 2 de l'Instruction n°7 du 17 février 1987 relative à la réglementation des changes, les statistiques correspondante à chaque trimestre conformément au modèle ci-joint et les remettre à la Banque Centrale des Comores dans un délai de 20 jours calendaires après la date d'arrêté de la situation.

Article 6

Les devises en euros doivent être déposées à la Banque Centrale des Comores et la contrepartie en francs comoriens sera portée au crédit du compte de la MCTV

Article 7

La présente Lettre-Circulaire est révoquée à tout moment.

Moroni, le 12 juillet 2010

**Le Gouverneur,
Ahamadi ABDOULBASTOI**

15. Instruction N°001/2010/COB relative aux opérations d'achat et de vente d'euro réalisées par le réseau des Sanduks Anjouan

Vu la loi 80-08 du 03 mai 1980 relative à la monnaie et au rôle de la Banque Centrale des Comores dans le contrôle des banques, des établissements financiers, du crédit, des changes et notamment en son article 14 ;

Vu la loi 80-07 du 26 juin 1980 portant réglementation des banques et des établissements financiers ;

Vu le décret n°87/005/PR du 16 janvier 1987 portant réglementation des relations financières entre la RFIC et l'Etranger ;

Vu le décret n°04-069/PR portant réglementation de l'activité des Institutions Financières Décentralisées et notamment en son article 34 ;

Vu l'arrêté n°06-91/MFBEPP/CAB portant agrément de l'Union des Sanduk d'Anjouan et des caisses affiliées du 19 Août 2006 ;

Vu l'instruction n°012/2004/COB relative à la limitation des opérations autorisées à titre accessoire aux Institutions Financières Décentralisées en application du décret n°04-069/PR du 22 juin 2004 et notamment en son article premier ;

Et en application de l'article 4 de l'instruction n°2 du 17 février 1987, prise en application du décret n°87-005/PR portant réglementation des relations entre les Comores et l'Etranger

Article 1

L'Union des Sanduks d'Anjouan est autorisée à effectuer à ses guichets des opérations d'achat et de vente d'euros.

Article 2

L'Union des Sanduks d'Anjouan est autorisée à vendre des devises aux voyageurs se rendant hors du territoire de l'Union des Comores dans la limite d'une contre valeur de 750 000 FC (sept cent cinquante mille francs comoriens), sur présentation de pièces justificatives (billet et passeport).

Article 3

Ces opérations seront réalisées à la parité officielle, indépendamment des commissions qui peuvent être facturées à l'occasion de la transaction.

Article 4

Les devises achetées seront versées à la Banque Centrale et la contrepartie en francs comoriens sera portée au crédit du compte de l'Union des Sanduks d'Anjouan.

Article 5

Une déclaration trimestrielle sur ces opérations doit être établie chaque fin de mois conformément au modèle ci-joint et remise à la Banque Centrale dans un délai de 20 jours calendaires à la fin de chaque trimestre.

Article 6

La présente instruction entre en vigueur à compter de sa date de signature.

Moroni le 02 Avril 2010

**Le Vice-Gouverneur
Mzé Abdou MOHAMED CHANFIOU,**

16. Lettre Circulaire N005/2009/COB/UNION DES MECKS relative aux opérations de transfert d'argent entre l'union des Comores et l'étranger, réalisées par l'Union des Mecks

Vu la loi cadre fédérale n° 80-08 du 03 mai 1980, relative à la monnaie et au rôle de la Banque Centrale des Comores dans le contrôle des Banques et des établissements Financiers;

Vu la loi 80-07 du 26 juin 1980, portant réglementation des Banques et Etablissements Financiers;

Vu le décret 87-005/PR du 16 janvier 1987, portant réglementation des relations Financières entre les Comores et l'étranger;

Vu le décret n°04-069/PR portant réglementation de l'activité des Institutions Financières Décentralisées et notamment en son article 34 ;

Vu l'Ordonnance n°03-002/PR, relative au blanchiment, confiscation et coopération internationale en matière de produits de crime;

Vu l'arrêté n°05-92/MFB/CAB portant agrément de l'Union des Meck et des Institutions affiliées du 18 octobre 2005 ;

Vu l'instruction n°012/2004/COB relative à la limitation des opérations autorisées à titre accessoire aux Institutions Financières Décentralisées, notamment en son article premier ;

Article 1^{er}

Le réseau Meck est autorisé à effectuer à ses guichets les opérations de transfert d'argent entre l'Union des Comores et l'Etranger en partenariat avec Money Gram.

Article 2

Les opérations de transfert d'argent entre l'Union des Comores et l'Etranger, réalisées par l'Union des Mecks, sont limitées à 1 000 000 FC (1 million de francs comoriens) par opération et par personne.

Tout transfert de fond d'un montant supérieur à 1 000 000 FC (un million de francs comoriens) est soumis à une autorisation préalable de la Banque Centrale.

Article 2

L'Union des Mecks doit justifier à tout moment de la nature de ces opérations et doit fournir à la Banque Centrale, les statistiques correspondantes, conformément à la réglementation des changes.

Moroni le 14/Août /2009

Le Vice-Gouverneur,

Mzé Abdou MOHAMED CHANFIOU

17. Circulaire N°006/2009/COB relative à la nomination de la Banque Fédérale du Commerce en qualité d'intermédiaire agréé pour les relations financières entre l'Union des Comores et l'Etranger

Vu la loi 80-07 du 26 juin 1980, portant réglementation des Banques et Etablissements Financiers;

Vu la loi n° 80-08 du 03 mai 1980, relative à la monnaie et au rôle de la Banque Centrale des Comores dans le contrôle des Banques et établissements Financiers;

Vu le Décret 87-005/PR, portant réglementation des relations Financières entre les Comores et l'étranger;

Vu la loi n°09-001/AU du 28 avril 2009, relative au blanchiment, confiscation et coopération internationale en matière de produits de crime;

Vu la Circulaire n°005/2006/COB du 20 novembre 2006 portant agrément de la Banque « Banque Fédérale de Commerce » ;

Vu la Circulaire n°006/2009/COB, relative à la nomination de la Banque Fédérale de Commerce en qualité d'intermédiaire agréé pour les relations financières entre l'Union des Comores et l'Etranger ;

Article 1^{er}

La banque « Banque Fédérale de Commerce » est autorisée à effectuer à ses guichets des opérations de changes en francs comoriens/euros/dollar USD.

Article 2

Les opérations de changes en euros seront réalisées à la parité officielle, en plus des commissions qui peuvent être facturées à l'occasion de la transaction.

Article 3

La Banque Fédérale de Commerce est autorisée à vendre des devises (euros et dollar USD) aux voyageurs se rendant hors du territoire de l'Union des Comores dans la limite d'une contre valeur de 750.000 FC (sept cent cinquante mille francs comoriens). Toute opération de vente d'un montant supérieur à 750.000 FC doit, conformément à l'article 3 de l'instruction

n°06 du 17 février 1987 relative aux frais de voyage à l'étranger, être soumise à l'autorisation préalable de la Banque Centrale.

Article 4

Toute opération de change (achat et vente) doit être justifiée (photocopies du billet et passeport du client).

Article 5

La Banque Fédérale du Commerce doit justifier à tout moment la nature de ces opérations, établir, en application de l'article 2 de l'Instruction n°7 du 17 février 1987 relative à la réglementation des changes, les statistiques correspondante à chaque fin de mois conformément au modèle ci-joint et les remettre à la Banque Centrale des Comores dans un délai de 20 jours calendaires après la date d'arrêt de la situation.

Article 6

Les devises en euros doivent être déposées à la Banque Centrale des Comores et la contrepartie en francs comoriens sera portée au crédit du compte de la Banque Fédérale de Commerce.

Article 7

Le présent Lettre-Circulaire est révocable à tout moment

Moroni, le 09 septembre 2009

**Le Gouverneur,
Ahamadi Abdoulbastoi**

18. Lettre Circulaire N° 006/2009/ COB relative à la nomination de la Banque Fédérale du Commerce en qualité d'intermédiaire agréé pour les relations financières entre l'Union des Comores et l'étranger

Vu la loi 80-07 du 26 juin 1980, portant réglementation des Banques et Etablissements Financiers;

Vu la loi n° 80-08 du 03 mai 1980, relative à la monnaie et au rôle de la Banque Centrale des Comores dans le contrôle des Banques et établissements Financiers;

Vu le Décret 87-005/PR, portant réglementation des relations Financières entre les Comores et l'étranger;

Vu l'Ordonnance n°09-001/AU du 28 Avril 2009, relative au blanchiment d'argent, confiscation et coopération internationale en matière de produits de crime;

Vu la Circulaire n°005/2006/COB du 20 novembre 2006 portant agrément de la Banque « Banque Fédérale de Commerce » ;

Article 1

La banque «Banque Fédérale du Commerce» est agréée en qualité d'intermédiaire pour toutes les opérations de change, mouvements de capitaux et règlements de toute nature entre l'Union des Comores et l'étranger ou en Union des Comores, entre un résident et un non-résident.

Article 2

Pour toutes les opérations effectuées par son entremise ou placées sous son contrôle, l'intermédiaire agréé est chargé de veiller sous sa responsabilité au respect des prescriptions édictées par le décret n°87-005/PR et par les textes pris en son application.

Article 3

La présente Circulaire est révocable à tout moment

Moroni le 09 Septembre 2009

**Le Gouverneur,
Ahamadi ABDOULBASTOI**

19. Lettre Circulaire N° 007/2009/ COB relative aux opérations de changes (achats et ventes) en euros et en dollar USD réalisées par la Banque Fédérale de Commerce

Vu la loi 80-07 du 26 juin 1980, portant réglementation des Banques et Etablissements Financiers;

Vu la loi n° 80-08 du 03 mai 1980, relative à la monnaie et au rôle de la Banque Centrale des Comores dans le contrôle des Banques et établissements Financiers;

Vu le Décret 87-005/PR, portant réglementation des relations Financières entre les Comores et l'étranger;

Vu la loi n°09-001/AU du 28 avril 2009, relative au blanchiment, confiscation et coopération internationale en matière de produits de crime;

Vu la Circulaire n°005/2006/COB du 20 novembre 2006 portant agrément de la Banque « Banque Fédérale de Commerce » ;

Vu la Circulaire n°006/2009/COB, relative à la nomination de la Banque Fédérale de Commerce en qualité d'intermédiaire agréé pour les relations financières entre l'Union des Comores et l'Etranger,

Article 1

La banque « Banque Fédérale de Commerce » est autorisée à effectuer à ses guichets des opérations de changes en francs comoriens/euros/dollar USD.

Article 2

Les opérations de changes en euros seront réalisées à la parité officielle, en plus des commissions qui peuvent être facturées à l'occasion de la transaction.

Article 3

La Banque Fédérale de Commerce est autorisée à vendre des devises (euros et dollar USD) aux voyageurs se rendant hors du territoire de l'Union des Comores dans la limite d'une contre valeur de 750.000 FC (sept cent cinquante mille francs comoriens). Toute opération de vente d'un montant supérieur à 750.000 FC doit, conformément à l'article 3 de l'instruction n°06 du 17 février 1987 relative aux frais de voyage à l'étranger, être soumise à l'autorisation préalable de la Banque Centrale.

Article 4

Toute opération de change (achat et vente) doit être justifiée (photocopies du billet et passeport du client).

Article 5

La Banque Fédérale du Commerce doit justifier à tout moment la nature de ces opérations, établir, en application de l'article 2 de l'Instruction n°7 du 17 février 1987 relative à la réglementation des changes, les statistiques correspondante à chaque fin de mois conformément au modèle ci-joint et les remettre à la Banque Centrale des Comores dans un délais de 20 jours calendaires après la date d'arrêt de la situation.

Article 6

Les devises en euros doivent être déposées à la Banque Centrale des Comores et la contrepartie en francs comoriens sera portée au crédit du compte de la Banque Fédérale de Commerce.

Article 7

La présente Lettre-Circulaire est révoquée à tout moment

Moroni, le 09 septembre 2009

**Le Gouverneur,
Ahamadi Abdoulbastoi**

20. Circulaire N° 005/2008/ COB relative aux opérations de ventes d'euros réalisées par le réseau Meck

Vu la loi cadre fédérale n° 80-08 du 03 mai 1980, relative à la monnaie et au rôle de la Banque Centrale des Comores dans le contrôle des Banques et établissements Financiers;

Vu la loi 80-07 du 26 juin 1980, portant réglementation des Banques et Etablissements Financiers;

Vu le décret n°04-069/PR portant réglementation de l'activité des Institutions Financières Décentralisées et notamment en son article 34 ;

Vu le Décret 87-005/PR, portant réglementation des relations Financières entre les Comores et l'étranger;

Vu l'Ordonnance n°03-002/PR, relative au blanchiment, confiscation et coopération internationale en matière de produits de crime;

Et en application de l'article 4 de l'instruction n°2 du 17 février 1987, prise en application du décret n°87-005/PR portant réglementation des relations entre les Comores et l'Etranger

Article 1

L'Union des Meck est autorisée à vendre des devises aux voyageurs se rendant hors du territoire de l'Union des Comores dans la limite d'une contre valeur de 750 000 FC (sept cent cinquante mille francs comoriens), sur présentation de pièces justificatives (billet et passeport).

Article 2

L'Union des Meck doit justifier à tout moment de la nature de ces opérations et doit fournir à la BCC, les statistiques correspondantes, conformément à la réglementation des changes et au modèle joint en annexe.

Article 3

La présente circulaire entre en vigueur à partir du 1^{er} janvier 2008.

Moroni le 24 décembre 2008

**Le Gouverneur,
AHAMADI ABDOULBASTOI**

21. Lettre Circulaire N° 03/2008/ COB/EXIM BANK relative aux opérations de transfert d'argent entre l'Union des Comores et l'Etranger, réalisées par l'Exim Banque-Comores

Vu la loi cadre fédérale n° 80-08 du 03 mai 1980, relative à la monnaie et au rôle de la Banque Centrale des Comores dans le contrôle des Banques et établissements Financiers;

Vu la loi 80-07 du 26 juin 1980, portant réglementation des Banques et Etablissements Financiers;

Vu le Décret 87-005/PR, portant réglementation des relations Financières entre les Comores et l'étranger;

Vu l'Ordonnance n°03-002/PR, relative au blanchiment, confiscation et coopération internationale en matière de produits de crime;

Vu la Circulaire n°001/2007/COB relative à l'agrément de la Banque « Exim banque- Comores »;

Vu la circulaire n°001/2008/COB, relative à la nomination d'Exim Banque-Comores en qualité d'intermédiaire agréé pour les relations financières entre l'Union des Comores et l'Etranger ;

Article 1

Les opérations de transfert d'argent entre l'Union des Comores et l'Etranger, réalisées par l'Exim banque -Comores, sont limitées à 1 000 000 FC (un million de francs comoriens) par opération et par personne.

Tout transfert de fond d'un montant supérieur à 1 000 000 FC (un million de francs comoriens) est soumis à une autorisation préalable de la Banque Centrale, conformément à l'**ANNEXE I** ci-joint.

Article 2

L'Exim banque-Comores doit justifier à tout moment de la nature de ces opérations et doit fournir à la Banque Centrale, les statistiques correspondantes, conformément à la réglementation des changes.

Moroni le 12 août 2008

**Le Gouverneur,
AHAMADI ABDOULBASTOI**

22. Lettre Circulaire N° 001/2008/ COB relative à la nomination d'Exim Banque-Comores en qualité d'intermédiaire agréé pour les relations financières entre l'Union des Comores et l'étranger

Vu la loi 80-07 du 26 juin 1980, portant réglementation des Banques et Etablissements Financiers;

Vu la loi n° 80-08 du 03 mai 1980, relative à la monnaie et au rôle de la Banque Centrale des Comores dans le contrôle des Banques et établissements Financiers;

Vu le Décret 87-005/PR, portant réglementation des relations Financières entre les Comores et l'étranger;

Vu l'Ordonnance n°03-002/PR, relative au blanchiment, confiscation et coopération internationale en matière de produits de crime;

Vu la Lettre-Circulaire n°001/2007/COB, portant agrément de la Banque « Exim Banque-Comores » ;

Article 1

La banque « Exim Banque-Comores » est agréée en qualité d'intermédiaire pour toutes les opérations de change, mouvements de capitaux et règlements de toute nature entre l'Union des Comores et l'étranger ou en Union des Comores, entre un résident et un non-résident.

Article 2

Pour toutes les opérations effectuées par son entremise ou placées sous son contrôle, l'intermédiaire agréé est chargé de veiller sous sa responsabilité au respect des prescriptions édictées par les décret n°87-005/PR et par les textes pris en son application.

Article 3

La présente Lettre-Circulaire est révocable à tout moment

Moroni le 26 mai 2008

**Le Vice-Gouverneur,
Mzé Abdou Mohamed Chanfiou**

23. Lettre Circulaire N° 002/2008/ SP relative à la confiscation des billets douteux

Vu la loi cadre fédérale n°80-08 du 03 mai 1980, relative à la monnaie et au rôle de la Banque Centrale des Comores dans le contrôle des Banques et Etablissements Financiers ;

Vu la loi 80-07 du 26 juin 1980, portant réglementation des Banques et Etablissements Financiers;

Vu le Décret 87-005/PR, portant réglementation des relations Financières entre les Comores et l'étranger;

Vu l'Ordonnance n°03-002/PR, relative au blanchiment, confiscation et coopération internationale en matière de produits de crime;

Article 1

Les billets douteux (ou présumés faux) présentés aux guichets des banques et établissements financiers de la place doivent être impérativement confisqués pour authentification auprès de la Banque Centrale des Comores contre la remise d'une attestation.

Article 2

Cette attestation doit mentionner les informations suivantes :

- L'identité de la personne détentrice du ou des billet (s) douteux (nom, prénom, adresse)
- Les coordonnées bancaires de la personne (numéro de compte,...)
- Le ou les numéro (s) de série des présumés faux.

L'annexe 1 indique le format d'un modèle d'attestation.

Article 3

Cette attestation doit être remise au présentateur du billet douteux. Un second exemplaire, accompagne le ou les billets douteux, pour l'authentification à la Banque Centrale des Comores.

Article 4

Une fois authentifiée, les billets reconnus faux seront conservés et détruits par la Banque Centrale, les billets authentifiés vrais seront échangés à concurrence du montant versés et crédités sur le compte de la Banque ou établissements financiers dépositaires.

Moroni le 21 mai 2008

**Le Gouverneur,
Ahamadi ABDOULBASTOI**

24. Lettre Circulaire relative à l'exercice de la SNPSF en qualité d'Intermédiaire Financier

Vu la loi cadre fédérale n°80-08 du 03 mai 1980, relative à la monnaie et au rôle de la Banque Centrale des Comores dans le contrôle des Banques et établissements Financiers;

Vu la loi 80-07 du 26 juin 1980, portant réglementation des Banques et Etablissements Financiers;

Vu le Décret 87-005/PR, portant réglementation des relations Financières entre les Comores et l'étranger;

Vu l'Ordonnance n°03-002/PR, relative au blanchiment, confiscation et coopération internationale en matière de produits de crime;

Vu l'Ordonnance n° 04-002/PR du 23 février 2004 portant scission de la Société Nationale des Poste et Télécommunications (SNPT) ;

Vu le Décret n°05-049/PR du 11 juin 2005, portant statut de la Société Nationale des Poste et Services Financiers (SNPSF)

Vu l'instruction n°18/2002/RDC du 25 juin 2002, relative aux opérations de changes sur l'euro réalisées par la SNPT ;

Article 1^{er}

La Société Nationale des Poste et Services Financiers (SNPSF) est autorisée à exercer en qualité d'Intermédiaire Financier les activités de transfert d'argent entre l'Union des Comores et l'Etranger.

Article 2

En sa qualité d'Intermédiaire agréé, la SNPSF est autorisée à effectuer à ses guichets des opérations de change manuel sur l'Euro.

Ces opérations seront réalisées à la parité officielle et porteront uniquement sur les achats.

Moroni le 03 mars 2006

**Le Gouverneur,
AHAMADI ABDOULBASTOI**

25. Circulaire N°005/2006/COB, relative à l'agrément de la Banque Fédérale du Commerce (BFC)

Vu la loi cadre fédérale n°80-08 du 3 mai 1980, relative à la monnaie et au rôle de la Banque Centrale des Comores dans le contrôle des Banques et des Etablissements financiers ;

Vu la loi n°80-07 du 26 juin 1980, portant réglementation des Banques et Etablissements financiers ;

Vu le décret n°87-005/PR du 16 janvier 1987, portant réglementation des relations financières entre les Comores et l'étranger ;

Vu l'Arrêté n°53/MFBEPPE/CAB du Ministre chargé des Finances du 4 juillet 2006, portant agrément de la Banque Fédérale du Commerce (BFC) ;

Vu la décision du Conseil d'Administration de la Banque Centrale des Comores en sa séance du 8 juin 2006 ;

Article 1^{er}

La Banque Fédérale du Commerce (BFC) est agréée et habilitée à exercer sur le territoire national les activités prévues par la loi et la réglementation bancaire en vigueur.

Article 2

La Banque Fédérale Commerce (BCF) est inscrite sur le registre des Banques et Etablissements financiers agréés sous le numéro :

2006-004/AG/B

Moroni, le 20 novembre 2006

**Le Vice-Gouverneur,
Mzé Abdou Mohamed Chanfiou**

26. Circulaire N°004/2006/COB, relative à l'agrément de l'Union des Sanduks d'Anjouan et des Institutions affiliées

Vu le décret n°04-069/PR portant réglementation de l'activité des Institutions Financières Décentralisées et notamment en ses articles 5 et 10 ;

Vu l'Arrêté n°06-91/MFBEPP/CAB du Ministre chargé des Finances du 19 août 2006 ;

Vu la décision du Conseil d'Administration de la Banque Centrale des Comores en sa séance du 8 juin 2006 ;

Article 1^{er}

L'Union régionale des Sanduks d'Anjouan et les Institutions affiliées sont agréées et habilitées à exercer sur le territoire national, l'activité prévue par le décret n°04-069/PR du 22 juin 2004, portant réglementation de l'activité des Institutions Financières Décentralisées.

Article 2

L'Inscription sur le registre des Institutions Financières Décentralisées est faite ce jour sous le numéro :

2006-003/AG/IFD

Moroni le 28 août 2006

**Le Gouverneur,
Ahamadi ABDOULBASTOI**

27. Circulaire N°008/2009/ COB relative à l'agrément de la Maison Comorienne des Transferts et des Valeurs (MCTV)

Vu la loi cadre fédérale n° 80-08 du 03 mai 1980, relative à la monnaie et au rôle de la Banque Centrale des Comores dans le contrôle des Banques et Etablissements Financiers;

Vu la loi 80-07 du 26 juin 1980, portant réglementation des Banques et Etablissements Financiers;

Vu le Décret 87-005/PR portant réglementation des relations Financières entre les Comores et l'étranger;

Vu l'Ordonnance n°03-002/PR relative au blanchiment, confiscation et coopération internationale en matière de produits de crime;

Vu l'arrêté n°09-078/VP-/MFBEF/CAB du 12 décembre 2009, portant agrément de la Maison Comorienne Des Transferts et des Valeurs.

Considérant la résolution du Conseil d'Administration de la Banque Centrale des Comores en sa séance du 2 décembre 2009.

Article 1^{er}

Est agréée en qualité d'Intermédiaire Financier pour l'exercice des activités de change manuel et de transfert d'argent entre l'Union des Comores et l'Etranger :

Dénomination : **MCTV - SA**

Forme Juridique : **Société Anonyme (SA)**

Siège Social : **Quartier Philips, Magoudjou - Moroni**

Article 2

L'inscription sur le registre des Etablissements agréés est faite ce jour sous le numéro :

2009-006/AG/IF

Moroni, le 31 Décembre 2009

**Le Vice-Gouverneur,
Mzé Abdou Mohamed Chanfiou**

28. Lettre Circulaire N°001/2008/COB, relative à la nomination d'Exim Banque-Comores en qualité d'intermédiaire agréée pour les relations financières entre l'Union des Comores et l'Etranger

Vu la loi 80-07 du 26 juin 1980, portant réglementation des Banques et Etablissements Financiers;

Vu la loi n° 80-08 du 03 mai 1980, relative à la monnaie et au rôle de la Banque Centrale des Comores dans le contrôle des Banques et établissements Financiers;

Vu le Décret 87-005/PR, portant réglementation des relations Financières entre les Comores et l'étranger;

Vu l'Ordonnance n°03-002/PR, relative au blanchiment, confiscation et coopération internationale en matière de produits de crime;

Vu la Lettre-Circulaire n°001/2007/COB, portant agrément de la Banque « Exim Banque-Comores » ;

Article 1^{er}

La banque « Exim Banque-Comores » est agréée en qualité d'intermédiaire pour toutes les opérations de change, mouvements de capitaux et règlements de toute nature entre l'Union des Comores et l'étranger ou en Union des Comores, entre un résident et un non-résident.

Article 2

Pour toutes les opérations effectuées par son entremise ou placées sous son contrôle, l'intermédiaire agréé est chargé de veiller sous sa responsabilité au respect des prescriptions édictées par les décret n°87-005/PR et par les textes pris en son application.

Article 3 La présent Lettre-Circulaire est révocable à tout moment

Moroni le 26 mai 2008

**Le Vice-Gouverneur,
Mzé Abdou Mohamed Chanfiou**

29. Lettre Circulaire N°005/2006/COB relative à l'agrément de la Banque « Exim Bank Comores »

Vu la loi cadre fédérale n°80-08 du 3 mai 1980, relative à la monnaie et au rôle de la Banque Centrale des Comores dans le contrôle des Banques et des Etablissements financiers ;

Vu la loi n°80-07 du 26 juin 1980, portant réglementation des Banques et Etablissements financiers ;

Vu le décret n°87-005/PR du 16 janvier 1987, portant réglementation des relations financières entre les Comores et l'étranger ;

Vu l'Arrêté n°53/MFBEPPE/CAB du Ministre chargé des Finances du 7 septembre 2005, portant agrément de la Banque « Exim Bank Comores » ;

Vu la décision du Conseil d'Administration de la Banque Centrale des Comores en sa séance du 12 décembre 2005 ;

Article 1

La Banque Exim Bank Comores est agréée et habilitée à exercer sur le territoire national les activités prévue par la loi et la réglementation bancaire en vigueur.

Article 2

La Banque « Exim Bank Comores » est inscrite sur le registre des Banques et Etablissements financiers agréés sous le numéro :

2007-005/AG/B

Moroni, le 27 juillet 2007

**Le Gouverneur,
AHAMADI ABDOULBASTOI**

30. Instruction n°001/2006/COB, relative aux opérations d'achat d'euro réalisées par le réseau Meck

Vu la loi 80-07 du 26 juin 1980 portant réglementation des banques et des établissements financiers ;

Vu la loi 80-08 du 03 mai 1980 relative à la monnaie et au rôle de la Banque Centrale des Comores dans le contrôle des banques, des établissements financiers, du crédit, des changes et notamment en son article 14 ;

Vu le décret n°87/005/PR du 16 janvier 1987 portant réglementation des relations financières entre la RFIC et l'Etranger ;

Vu le décret n°04-069/PR portant réglementation de l'activité des Institutions Financières Décentralisées et notamment en son article 34 ;

Vu l'instruction n°012/2004/COB relative à la limitation des opérations autorisées à titre accessoire aux Institutions Financières Décentralisées en application du décret n°04-069/PR du 22 juin 2004 et notamment en son article premier ;

Vu l'arrêté n°05-92/MFB/CAB portant agrément de l'Union des Meck et des Institutions affiliées du 18 octobre 2005 ;

Article 1

Le réseau Meck est autorisé à effectuer à ses guichets des opérations d'achat d'euros.

Article 2

Ces opérations seront réalisées à la parité officielle, indépendamment des commissions qui peuvent être facturées à l'occasion de la transaction.

Article 3

Les devises achetées seront intégralement versées à la Banque Centrale et la contrepartie en francs comoriens sera portée au crédit du compte de l'Institution Financière Décentralisée dépositaire.

Article 4

Une déclaration sur ces opérations doit être établie chaque fin de mois conformément au modèle ci-joint et remise à la Banque Centrale dans un délai de 20 jours calendaires après la date d'arrêté de la situation.

Article 5

La présente instruction entre en vigueur à compter de sa date de signature.

Moroni le 28 juin 2006

**Mzé Abdou MOHAMED CHANFIOU,
Vice-Gouverneur**

31. Lettre Circulaire N°004/2006/COB relative à l'agrément de l'Union des Sanduks d'Anjouan et des Institutions affiliées

Vu le décret n°04-069/PR portant réglementation de l'activité des Institutions Financières Décentralisées et notamment en ses articles 5 et 10 ;

Vu l'Arrêté n°06-91/MFBEPP/CAB du Ministre chargé des Finances du 19 août 2006 ;

Vu la décision du Conseil d'Administration de la Banque Centrale des Comores en sa séance du 8 juin 2006 ;

Article 1

L'Union régionale des Sanduks d'Anjouan et les Institutions affiliées sont agréées et habilitées à exercer sur le territoire national, l'activité prévue par le décret n°04-069/PR du 22 juin 2004, portant réglementation de l'activité des Institutions Financières Décentralisées.

Article 2

L'Inscription sur le registre des Institutions Financières Décentralisées est faite ce jour sous le numéro :

2006-003/AG/IFD

Moroni le 28 août 2006

**Le Gouverneur,
Ahamadi ABDOULBASTOI**

32. Lettre Circulaire N° 002./2006/ COB relative à l'exercice de la SNPSF en qualité d'Intermédiaire Financier

Vu la loi cadre fédérale n° 80-08 du 03 mai 1980, relative à la monnaie et au rôle de la Banque Centrale des Comores dans le contrôle des Banques et établissements Financiers;

Vu la loi 80-07 du 26 juin 1980, portant réglementation des Banques et Etablissements Financiers;

Vu le Décret 87-005/PR, portant réglementation des relations Financières entre les Comores et l'étranger;

Vu l'Ordonnance n°03-002/PR, relative au blanchiment, confiscation et coopération internationale en matière de produits de crime;

Vu l'Ordonnance n° 04-002/PR du 23 février 2004 portant scission de la Société Nationale des Poste et Télécommunications (SNPT)

Vu le Décret n°05-049/PR du 11 juin 2005, portant statut de la Société Nationale des Poste et Services Financiers (SNPSF)

Vu l'instruction n°18/2002/RDC du 25 juin 2002, relative aux opérations de changes sur l'euro réalisées par la SNPT

Article 1

La Société Nationale des Poste et Services Financiers (SNPSF) est autorisée à exercer en qualité d'Intermédiaire Financier les activités de transfert d'argent entre l'Union des Comores et l'Etranger.

Article 2

En sa qualité d'Intermédiaire agréé, la SNPSF est autorisée à effectuer à ses guichets des opérations de change manuel sur l'Euro.

Ces opérations seront réalisées à la parité officielle et porteront uniquement sur les achats.

Moroni le 03 mars 2006

Le Gouverneur,

AHAMADI ABDOULBASTOI

33. Circulaire n° 003/2006/ COB, prise en application de l'article 4 de l'instruction n°2 du 17 février 1987 relative à la réglementation aux opérations de changes de la SNPSF

Vu la loi cadre fédérale n° 80-08 du 03 mai 1980, relative à la monnaie et au rôle de la Banque Centrale des Comores dans le contrôle des Banques et établissements Financiers;

Vu la loi 80-07 du 26 juin 1980, portant réglementation des Banques et Etablissements Financiers;

Vu le Décret 87-005/PR, portant réglementation des relations Financières entre les Comores et l'étranger;

Vu l'Ordonnance n°03-002/PR, relative au blanchiment, confiscation et coopération internationale en matière de produits de crime;

Vu l'Ordonnance n° 04-002/PR du 23 février 2004 portant scission de la Société Nationale des Poste et Télécommunications (SNPT) ;

Vu le Décret n°05-049/PR du 11 juin 2005, portant statut de la Société Nationale des Poste et Services Financiers (SNPSF) ;

Vu l'instruction n°18/2002/RDC du 25 juin 2002, relative aux opérations de changes sur l'euro réalisées par la SNPT ;

Vu le Circulaire n°002/2006/COB du 03 mars 2006, relative à l'exercice de la SNPSF en qualité d'Intermédiaire financier ;
Et en application de l'article 4 de l'instruction n°2 du 17 février 1987, prise en application du décret n°87-005/PR portant réglementation des relations entre les Comores et l'Etranger, il est décidé ce qui suit :

Article 1

La SNPSF est autorisée à vendre des devises aux voyageurs se rendant hors du territoire de l'Union des Comores dans la limite d'une contre valeur de 750 000 FC (sept cent cinquante mille francs comoriens), sur présentation de pièces justificatives (billet et passeport).

Article 2

La SNPSF doit justifier à tout moment de la nature de ces opérations et doit fournir à la BCC, les statistiques correspondantes, conformément à la réglementation des changes.

Moroni le 08 mai 2006

**Le Gouverneur,
AHAMADI ABDOULBASTOI**

34. Circulaire N°006/2011/COB, relative à la nomination de la Banque de Développement des Comores en qualité d'intermédiaire agréée pour les relations financières entre l'Union des Comores et l'Etranger

Vu la loi 80-07 du 26 juin 1980, portant réglementation des Banques et Etablissements Financiers;

Vu la loi n° 80-08 du 03 mai 1980, relative à la monnaie et au rôle de la Banque Centrale des Comores dans le contrôle des Banques et établissements Financiers;

Vu la loi n°81-026/PR portant statut des de la Banque de Développement des Comores ;

Vu le Décret 87-005/PR, portant réglementation des relations Financières entre les Comores et l'étranger;

Vu l'Ordonnance n°09-001/AU du 28 Avril 2009, relative au blanchiment d'argent, confiscation et coopération internationale en matière de produits de crime;

Article 1 La banque «Banque de Développement des Comores» est agréée en qualité d'intermédiaire pour toutes les opérations de change, mouvements de capitaux et règlements de toute nature entre l'Union des Comores et l'étranger ou en Union des Comores, entre un résident et un non-résident.

Article 2 Pour toutes les opérations effectuées par son entremise ou placées sous son contrôle, l'intermédiaire agréé est chargé de veiller sous sa responsabilité au respect des prescriptions édictées par le décret n°87-005/PR et par les textes pris en son application.

Article 3 La présente Circulaire entre en vigueur à compter de sa signature.
Elle est révoquée à tout moment.

Moroni le 06 septembre 2011
Le Gouverneur
Mzé Abdou Mohamed Chanfiou

35. Lettre Circulaire n°001/2006/ COB, relative aux opérations de transfert d'argent entre l'Union des Comores et l'Etranger, réalisées par la SNPSF

Vu la loi cadre fédérale n° 80-08 du 03 mai 1980, relative à la monnaie et au rôle de la Banque Centrale des Comores dans le contrôle des Banques et établissements Financiers;

Vu la loi 80-07 du 26 juin 1980, portant réglementation des Banques et Etablissements Financiers;

Vu le Décret 87-005/PR, portant réglementation des relations Financières entre les Comores et l'étranger;

Vu l'Ordonnance n°03-002/PR, relative au blanchiment, confiscation et coopération internationale en matière de produits de crime;

Vu l'instruction n°1 du 17 février 1987, relative à la nomination des intermédiaires agréés pour les relations financières entre les Comores et l'Etranger ;

Vu le Circulaire n°002/2006/COB du 03 mars 2006, relative à l'exercice de la SNPSF en qualité d'Intermédiaire financier ;

Article 1^{er}

Les opérations de transfert d'argent entre l'Union des Comores et l'Etranger, réalisées par la SNPSF, sont limitées à 1.000.000 FC (un million de francs comoriens) par opération et par personne.

Tout transfert de fond d'un montant supérieur à 1.000.000 FC (un million de francs comoriens) est soumis à une autorisation préalable de la Banque Centrale.

Article 2

La SNPSF doit justifier à tout moment de la nature de ces opérations et doit fournir à la Banque Centrale, les statistiques correspondantes, conformément à la réglementation des changes.

Moroni, le 08 mai 2006

Le Gouverneur, AHAMADI ABDOULBASTOI

V- AUTRES REGLEMENTS DE LA BANQUE CENTRALE

14. Règlement n° 17/2015/bcc/dsbr relatif à l'agrément des dirigeants responsables des institutions financières, en application de la loi 13-003/au.

Vu la loi 80-08 du 26 juin 1980 relative à la monnaie et au rôle de la Banque Centrale des Comores dans le contrôle des banques et des établissements financiers, du crédit, des changes,

Vu la loi 13-003/AU du 12 juin 2013 portant réglementation des activités des Institutions Financières en ses articles 21, 22 et 103 ;

LE GOUVERNEUR DE LA BANQUE CENTRALE DES COMORES

Fixe les conditions d'agrément des dirigeants responsables des institutions financières définies à l'article 21 de la loi 13-003/AU.

Article 1^{er} :

Conformément à l'article 21 de la loi 13-003/AU, tout établissement de crédit doit désigner au moins deux dirigeants responsables.

Toutefois, seules les IFD dont le total de bilan excède un milliard de francs comoriens au 31 décembre de l'année antérieure sont soumises à l'obligation de désigner deux dirigeants responsables.

Pour les IFD dont le total bilan est en dessous d'un milliard de francs comoriens, l'Union des IFD concernée est tenue de communiquer à la Banque Centrale le curriculum vitae et le procès-verbal de désignation des gérants.

Article 2 :

La demande d'agrément d'un dirigeant responsable doit être formulée par un représentant habilité de l'organe délibérant, tel que défini au règlement No 011/2015 /BCC/DSBR relatif au dispositif de contrôle interne.

En ce qui concerne les IFD et les Unions d'IFD, la demande d'agrément doit être effectuée par l'Union d'IFD pour le compte de l'IFD affiliée.

Cette demande doit être effectuée selon le formulaire en annexe du présent règlement et reçue dans un délai de trois mois minimum avant la date souhaitée pour la prise de fonction du dirigeant.

Article 3 :

Le premier dirigeant responsable doit être à la tête de l'organe exécutif, tel que défini au règlement No 011/2015 /BCC/DSBR relatif au dispositif de contrôle interne.

Le second dirigeant responsable doit avoir les capacités d'assumer les responsabilités de l'organe exécutif.

Article 4 :

La Banque Centrale peut demander, dans le cadre de l'instruction de la demande d'agrément, toute information complémentaire qu'elle juge nécessaire.

L'agrément est valable exclusivement dans l'institution financière qui en a fait la demande.

Article 5 :

Chaque institution financière est tenue de notifier sans délai à la Banque Centrale tout changement intervenu au cours de l'année dans la composition de l'organe exécutif et de l'organe délibérant.

Article 6 :

L'agrément est révocable à tout moment par la Banque Centrale dès lors que le dirigeant est personnellement condamné conformément aux dispositions de l'article 22 de la loi 13-003/AU.

Article 7 :

Le présent règlement annule et remplace l'instruction n°001/2011/COB relative à la mise à jour des informations concernant les dirigeants et administrateurs des établissements financiers.

Les dispositions du présent règlement entrent en vigueur à compter de sa date de signature.

Moroni, le 30 novembre 2015

Mzé Abdou Mohamed Chanfiou

15. Règlement n°19/2015/bcc/dsbr relatif à certaines dispositions organisationnelles des institutions financières décentralisées (IFD), en application de la loi n°13-003/AU.

Vu la loi 80-08 du 26 juin 1980 relative à la monnaie et au rôle de la Banque Centrale des Comores dans le contrôle des banques et des établissements financiers, du crédit, des changes ;

Vu la loi 13-003/AU du 12 juin 2013 portant réglementation des activités des Institutions Financières en ses articles 11 alinéa 2, 15 et 103 ;

Vu l'acte uniforme OHADA relatif au droit des sociétés coopératives en date du 15 décembre 2010 ;

Vu l'acte uniforme OHADA relatif au droit des sociétés commerciales et du Groupement d'Intérêt Economique en date du 17 avril 1997 ;

Article 1^{er} :

Les IFD peuvent prendre toutes les formes juridiques de sociétés édictées par les actes uniformes OHADA relatives aux sociétés commerciales et aux sociétés coopératives.

En ce qui concerne les sociétés coopératives, seule la forme avec conseil d'administration est conforme à l'article 15 de la loi bancaire.

Article 2:

Les dispositions du présent règlement entrent en vigueur à compter de sa date de signature.

Sont abrogées toutes dispositions contraires au présent règlement.

Toutefois, les IFD disposent d'un délai de mise en conformité d'un an à compter de la date d'entrée en vigueur du présent règlement.

Moroni, le 30 novembre 2015

Mzé Abdou Mohamed Chanfiou

16. Règlement n°18/2015/bcc/dsbr relatif à l'agrément des commissaires aux comptes, en application de la loi n°13-003/AU

Vu la loi 80-08 du 26 juin 1980 relative à la monnaie et au rôle de la Banque Centrale des Comores dans le contrôle des banques et des établissements financiers, du crédit, des changes ;

Vu la loi 13-003/AU du 12 juin 2013 portant réglementation des activités des Institutions Financières en ses articles 37 à 44 et 103 ;

Vu l'acte uniforme OHADA relatif au droit des sociétés coopératives en date du 15 décembre 2010 en son article 121 ;

Vu l'acte uniforme OHADA relatif au droit des sociétés commerciales et du groupement d'intérêt économique du 17 avril 1997 en ses dispositions sur les Commissaires aux comptes ;

Le Gouverneur de la Banque Centrale des Comores

Fixe les règles relatives à l'agrément des commissaires aux comptes définies à l'article 37 de la loi 13-003/AU.

Article 1^{er} :

Les Commissaires aux comptes exerçant dans une institution financière ainsi que leur suppléant doivent respecter les dispositions édictées dans les actes uniformes OHADA relatives aux Commissaires aux comptes et être agréés par la Banque Centrale.

Article 2 :

La demande d'agrément doit être formulée par l'institution financière conformément à l'annexe jointe au présent règlement dans un délai maximum de trois mois avant la prise de fonction effective des Commissaires aux comptes.

En cas de renouvellement de contrat, ce délai doit être de trois mois minimum avant la date d'arrêt des comptes annuels de l'institution financière.

Cette demande doit être accompagnée du projet de contrat entre les Commissaires aux comptes et l'institution financière.

Article 3 :

Les diligences relatives à la certification des comptes annuels et aux contrôles incombant aux Commissaires aux comptes doivent être accomplies en conformité avec les lois et réglementations en vigueur et les normes communément admises dans la profession.

Les Commissaires aux comptes des réseaux d'institutions financières décentralisées doivent prévoir, dans leur programme de certification et de contrôle, d'effectuer des diligences dans toutes les caisses locales affiliées, selon une approche par les risques.

Article 4 :

Les Commissaires aux comptes agréés sont tenus de transmettre à la Banque Centrale chaque année leur lettre de mission indiquant notamment la durée de leur mission et la composition de leur équipe. Ils doivent communiquer à la Banque Centrale tout changement intervenu dans la composition de l'équipe.

Les Commissaires aux comptes agréés sont tenus, dans les quinze jours ouvrables (15 jours) au maximum après la fin de leur mission, de présenter à la Banque Centrale les principales conclusions de leur rapport et de lui transmettre une copie de leur rapport définitif, établi en langue française.

Pour les IFD constituées en Union, le rapport des Commissaires aux comptes doit contenir les états financiers consolidés du réseau.

Article 5 :

Toute procédure de révocation, ou tout autre différend grave entre une institution financière et ses commissaires aux comptes doit être portée à la connaissance de la Banque Centrale, à l'initiative soit par les organes sociaux ou par les Commissaires aux comptes ou, le cas échéant, par le comité d'audit ou le responsable du contrôle interne.

Article 6

Les dispositions du présent règlement entrent en vigueur à compter de sa date de signature.

Moroni, le 30 novembre 2015

Mzé Abdou Mohamed Chanfiou

17. Règlement n°16/2015/bcc/dsbr relatif à l'agrément des institutions financières, en application de la loi n°13-003/au.

Vu la loi 13-003/AU du 12 juin 2013 portant réglementation des activités des Institutions Financières en ses articles 18 à 20 et 103 ;

Vu la loi 12-011/AU du 28 juin 2012 portant réglementation et organisation du crédit-bail ;

Vu la loi 12-008/AU du 28 juin 2012 portant lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme ;

Vu la loi 80-08 du 26 juin 1980 relative à la monnaie et au rôle de la Banque Centrale des Comores dans le contrôle des banques et des établissements financiers, du crédit, des changes ;

Vu le décret n°15-026/PR portant sur les systèmes, moyens et incidents de paiements ;

Vu le décret n° 87-005/PR portant réglementation des relations financières entre les Comores et l'étranger ;

Le Gouverneur de la Banque Centrale des Comores

Fixe les conditions d'agrément des institutions financières définies dans la loi 13-003/AU.

Article 1^{er} :

La demande d'agrément doit être adressée à la Banque Centrale des Comores par un représentant habilité de la société requérante.

La demande d'agrément doit être établie conformément à l'annexe du présent règlement.

Article 2 :

Au dépôt d'une demande d'agrément, des frais de dossier et de procédure doivent être acquittés par la société requérante.

Ces frais sont modulés en fonction du type d'agrément sollicité auprès de la Banque Centrale :

- ✓ Cinq cent mille francs pour l'ouverture d'un établissement de crédit, d'une entreprise d'investissement ou d'un établissement de monnaie électronique ;
- ✓ Deux cent cinquante mille francs pour les autres institutions financières.

Il est délivré un reçu du dépôt du dossier à réception de la demande d'agrément, contre le versement de la somme fixée à l'alinéa précédent.

La date du reçu fait courir le délai d'instruction de la demande.

Article 3 :

La Banque Centrale peut demander toute information ou pièce justificative complémentaire qu'elle juge nécessaire à la société requérante. S'il y a lieu, une telle demande est faite par écrit et assortie d'un délai de réponse expressément indiqué.

Au terme du délai précité, en l'absence d'obtention des éléments attendus, la Banque Centrale peut considérer, après avoir formellement mis en demeure la société requérante, que la demande d'agrément est laissée sans suite.

Article 4 :

En complément de l'article 19 de la loi 13-003/AU du 12 juin 2013, la Banque Centrale dispose d'un délai maximum de trois ans pour statuer d'une manière définitive sur un dossier de demande d'agrément.

L'absence de réponse ne vaut pas délivrance implicite de l'agrément.

Article 5 :

Toute institution agréée a l'obligation de mentionner, sur tous ses documents officiels destinés à des tiers, son inscription sur le registre des institutions financières relevant de sa catégorie, son capital social, son siège social ainsi que sa dénomination officielle.

Article 6 :

Les dispositions du présent règlement entrent en vigueur à compter de sa date de signature.

Moroni, le 30 novembre 2015

Mzé Abdou Mohamed Chanfiou

18. Règlement n°013/2015/BCC/DSBR relatif au fonctionnement de la centrale des risques et des incidents de paiements

Vu les Statuts de la Banque Centrale des Comores ;

Vu la loi-cadre N°80-08 du 3 mai 1980 relative à la monnaie et au rôle de la Banque Centrale des Comores dans le contrôle des banques, des établissements financiers, du crédit, des changes en son article 15 ;

Vu la loi N° 13-003-AU du 12 juin 2013 portant réglementation des activités des institutions financière en ses articles 45 et 103;

Vu la réglementation relative aux moyens, systèmes et incidents de paiement en vigueur ;

Vu le règlement N°011/2015/BCC/DSBR du 28 janvier 2015 relatif au dispositif de contrôle interne et de gestion et de maîtrise des risques des établissements de crédit ;

Vu la circulaire N° 03/2012/COB relative à l'obligation faite aux établissements de crédit d'enregistrer chacun de leurs clients par un identifiant unique avant le 31 décembre 2012 ;

Considérant la nécessité d'offrir une meilleure visibilité aux établissements de crédit dans leur approche de la clientèle et de leur permettre de limiter les risques de crédit et les incidents sur les moyens de paiement, la Banque Centrale a mis en place une Centrale des risques et des incidents de paiement.

LE GOUVERNEUR DE LA BANQUE CENTRALE DES COMORES

Fixe les modalités de fonctionnement de la Centrale des risques en application de la Loi N° 13-003-AU du 12 juin 2013

Préambule

La « Centrale des risques et des incidents de paiement » dénommée CdRIP, placée sous la supervision de la Banque Centrale des Comores, est constituée de :

- Une Centrale des risques répertoriant les informations sur les crédits et concours bancaires et les impayés associés à ces engagements,
- Une Centrale des incidents de paiement répertoriant les infractions liées à l'utilisation des moyens de paiement.

L'objectif de cet outil est de :

- Donner aux établissements de crédits des renseignements sur la solvabilité, le niveau d'endettement, le niveau d'utilisation des demandeurs de crédit, facilitant ainsi l'octroi de crédits et l'autorisation de concours bancaires,
- Identifier les mauvais payeurs,

- Permettre de réduire les incidents de paiements en vue de faciliter le développement de l'utilisation des moyens de paiement scripturaux ainsi que leur acceptabilité,
- Enrichir l'information dont la Banque Centrale a besoin dans le cadre de ses activités d'études et de supervision bancaire et lui donner une visibilité sur la qualité globale du portefeuille de crédit du secteur bancaire,
- Permettre à terme une évaluation des entreprises en termes de solvabilité et de qualité de signature,
- Prévenir le surendettement des ménages,
- Améliorer l'utilisation du chèque et autres moyens de paiement.

Article 1^{er} : Etablissements de crédit adhérent à la CdRIP

Conformément à l'article 45 de la loi bancaire, tous les établissements de crédit sont tenus d'adhérer à la CdRIP, d'en assurer les frais de fonctionnement et de fournir toutes les informations nécessaires à son fonctionnement.

Les modalités de cette obligation de renseigner et de consulter la CdRIP sont décrites ci-dessous.

Article 2 : Principes de déclaration et règles de gestion y afférentes

La déclaration dans la Centrale des risques et des incidents de paiement se fait par :

- **Extraction** des données du système d'information et de gestion de chaque établissement de crédit et création de fichiers au format standardisé défini dans le document intitulé « *Centrale des risques et incidents de paiements - Protocole d'échange avec les établissements de crédit* », communiqué par la Banque Centrale aux établissements de crédit le 30 avril 2014, afin de permettre le transfert de données par lots,
- **Intégration** de ces fichiers dans l'interface Web de la Centrale des risques et des incidents de paiement,
- **Validation** des données intégrées dans la Centrale avant sa transmission par le système dans la base de données au niveau de la Banque Centrale.

Il existe quatre catégories de fichiers de données à produire par les établissements de crédit pour alimenter la Centrale des risques et des incidents de paiement :

- **Agents économiques (= clients),**
- **Crédits mis en place,**
- **Situations d'engagements (=encours) et impayés sur les crédits mis en place,**
- **Incidents de paiements.**

Article 3 : Identification des agents économiques

L'identification des agents économiques doit se faire suivant les dispositions de la circulaire de la Banque Centrale n° 03/2012/COB du 22 février 2012 relative à l'identification de la clientèle des institutions financières.

Pour les administrations publiques, les entreprises publiques, les ambassades et organismes internationaux, l'identification se fera par l'attribution par la Banque Centrale d'un code unique pour chaque agent économique.

Les établissements de crédit doivent conserver les pièces justificatives de l'identification, qui pourraient faire l'objet de contrôles ultérieurs de la Banque Centrale.

Article 4 : Règles de déclaration des agents économiques

Qu'il s'agisse d'une nouvelle entrée ou d'une modification, les règles de déclaration des clients de chaque établissement de crédit sont les suivantes :

- Chaque agent économique est enregistré dans le système en utilisant un numéro d'identification unique conformément à la nomenclature mentionnée à l'article 3.

- C'est ce numéro d'identification qui est utilisé pour consolider les engagements et/ou les incidents de paiements de tous les agents économiques renseignés par les établissements de crédit. Ce numéro constitue la base du système.
- L'identification de chaque agent économique au niveau de chaque établissement de crédit se fera par le biais d'un PIN client qui lui est propre (par exemple le radical client inclus dans le numéro de compte bancaire du client au sein de l'Etablissement de crédit). Ce PIN client servira à rattacher un agent économique au sein d'un établissement de crédit avec ses engagements de crédit, ses encours de crédit, ses encours d'impayés sur ce crédit et ses incidents de paiements.
- Ce PIN client permettra également de rattacher un ou plusieurs agents économiques entre eux, pour le cas des comptes joints par exemple qui ont un seul PIN pour plusieurs personnes (cf. article 5).

Article 5 : Règles spécifiques de déclaration d'agents économiques

Des règles spécifiques de déclaration seront appliquées en ce qui concerne les comptes joints et les clients particuliers ne disposant pas de numéro d'identification nationale (NIN) dans les systèmes des établissements de crédit.

- Pour le cas des comptes joints, chaque membre titulaire du compte sera déclaré individuellement en tant qu'agent économique, sous un seul et même PIN. La déclaration d'un crédit pris au nom d'un compte joint sera identifiée sur la base du PIN client, de manière à retrouver tous les titulaires du compte joint. Il en est de même pour les situations et impayés ainsi que sur les incidents de paiement.

De plus, il convient d'ajouter un champ (« flag d'identification ») permettant de fixer la responsabilité de chaque titulaire du compte joint, en introduisant la notion de « titulaire principal », à désigner par l'ensemble des titulaires, les autres titulaires étant des « ayants droit secondaires ».

Cette disposition sera accompagnée au niveau de la réglementation bancaire, de précisions sur le plan de la responsabilité en cas d'incident de paiement sur un compte.

- Pour le cas des clients particuliers ne disposant pas de NIN dans les systèmes d'information des établissements de crédit (clients depuis plus de 5 ans pour lesquels les établissements de crédit n'ont pu obtenir le NIN, en pratique, essentiellement les clients contentieux), la déclaration portera sur l'utilisation du numéro de pièce d'identité disponible auprès de l'établissement de crédit, à renseigner dans le champ numéro d'identité. Le système générera un numéro unique concernant ces personnes sur la base des pièces disponibles renseignées. Cette solution est temporaire, jusqu'à la régularisation par chaque établissement de crédit des clients encore sans NIN dans leur base.

Article 6 : Nature des obligations de déclaration dans la CdRIP

Les établissements de crédit ont l'obligation de déclarer dans la Centrale des risques au minimum les informations suivantes :

- **Crédits :**
Obligation d'effectuer une déclaration préalable pour tout crédit octroyé d'un montant égal ou supérieur à 100 000 FC. Les établissements de crédit peuvent déclarer les crédits de moins de 100 000 FC. Cette déclaration peut être faite progressivement et au plus tard avant la date de consolidation dans les « situations mensuelles » (voir ci-dessous). Les « agents économiques » bénéficiaires de ces crédits devront au préalable être renseignés dans la base de données.
- **Situations mensuelles :**
L'encours de ces crédits, appelé « situation », doit être renseigné mensuellement.
Pour certains cas, comme le découvert, le montant à déclarer est celui de l'autorisation de découvert et non celui du solde du compte. Ainsi, l'autorisation sera déclarée comme un crédit et le solde débiteur sera inclus dans la situation mensuelle.
- **Impayés sur ces crédits :**
Obligation de déclarer au premier franc, progressivement et au plus tard avant la date de consolidation dans les « situations mensuelles » (voir ci-dessous).
- **Incidents de paiement :**
Obligation de déclarer au premier franc dès la constatation de l'incident.

En ce qui concerne les chèques, seuls les motifs de rejet liés à une provision insuffisante ou à une absence de provision sont à prendre en compte.

Article 7 : Nature des obligations de consultation des établissements de crédit

Les établissements de crédit sont tenus de consulter la CdRIP:

- avant une ouverture de compte,
- lors du montage de chaque dossier de crédit.

Chaque consultation est tracée dans le système, qui attribue un code sur 6 chiffres pour chaque consultation :

- que la centrale consultée soit la Centrales des risques / impayés ou celle des incidents de paiement,
- que la requête aboutisse ou non.

Le code généré devra être porté par chaque établissement de crédit systématiquement sur le document interne correspondant.

Article 8 : Calendrier des déclarations

➤ **Déclarations concernant les agents économiques et les crédits**

Il n'y a aucune contrainte, ni de limite de date d'envoi ni de volumes (plusieurs fichiers de déclarations peuvent être envoyés le même jour).

➤ **Déclarations concernant les incidents de paiement**

La déclaration doit se faire le jour même de l'apparition de l'incident, en cohérence avec les résultats de la compensation du jour.

➤ **Déclarations mensuelles des situations**

Une seule déclaration par mois, portant sur la situation à la fin dudit mois.

Cette déclaration est recevable dès le 1^{er} jour du mois suivant la fin du mois de déclaration et doit être validée dans les 10 jours qui suivent; au-delà de ce délai, la BCC appliquera des pénalités en fonction du nombre de jours de retard (voir article 11).

Dans la nuit du 10 au 11 de chaque mois, le système consolide les fichiers des situations de tous les établissements de crédit du mois précédent. Pour ceux qui n'auraient pas validé à temps (c'est-à-dire dans les 10 jours qui suivent la fin du mois précédent), leur situation du mois précédant sera reprise automatiquement dans le traitement global de la centralisation.

La régularisation aura lieu à la prochaine déclaration de situation.

Les établissements de crédit doivent prêter une attention particulière à la date de validation des situations, évènement qui génère l'envoi des fichiers.

Article 9 : Périodes d'utilisation de la CdRIP

➤ **Saisie et consultation**

- ✓ Chaque établissement de crédit peut saisir et consulter à n'importe quel jour/heure.
- ✓ Chaque établissement de crédit peut déclarer **les agents économiques** à n'importe quel jour/heure, un **crédit** à n'importe quel jour/heure (l'agent économique bénéficiaire doit être déclaré auparavant).

➤ **Validation des déclarations**

Il est recommandé d'effectuer la validation des déclarations pendant les horaires et journées ouvrés de la Banque Centrale, soit :

- ✓ Lundi à jeudi de 7 heures 30 A 15 heures

- ✓ Vendredi : de 7 heures à 11 heures.

Cette limitation n'est pas technique (données paramétrables), mais fonctionnelle, fixée dans l'intérêt des établissements de crédit. En effet, en cas de problème durant la validation, la Banque Centrale pourra ainsi réagir activement, échanger avec les établissements de crédit et leur faire un retour instantanément, sachant que **c'est la date de validation qui fera foi pour le calcul des éventuelles pénalités de retard.**

Article 10 : Coût de fonctionnement de la CdRIP et base de facturation des établissements de crédit

La CdRIP est mise gracieusement à la disposition des établissements de crédit. L'investissement correspondant à ce projet été pris en charge par le Fonds de Développement du Secteur Bancaire et Financier qui a bénéficié d'une aide budgétaire de la France.

En revanche, une participation aux frais de fonctionnement de la CdRIP sera appliquée à chaque établissement de crédit, l'objectif étant d'assurer un simple équilibre financier du système en phase de fonctionnement.

L'assiette de facturation, convenue avec les établissements de crédit, inclut :

- Les frais généraux supportés par la Banque Centrale,
- L'amortissement des matériels informatiques et logiciels (hors le logiciel de la solution CdRIP elle-même) – de 2014 à 2018,
- L'amortissement des coûts de mise en place (2014 à 2018),
- La maintenance annuelle de la solution.

Article 11 : Principes de calcul de la facturation aux établissements de crédit

- Les modalités de la facturation convenues avec les établissements de crédit ont conclu à la nécessité de conjuguer une partie fixe et une partie variable.

La facturation se compose donc :

- ✓ **d'une part fixe forfaitaire** fixée à 1/3 du budget prévisionnel annuel des dépenses établi en fonction des parts de marché (définies comme la part de chaque établissement de crédit, à la fin de chaque exercice, dans la moyenne des encours de crédits) ;
- ✓ **d'une part variable** en fonction du nombre de consultations couvrant les 2/3 du budget prévisionnel annuel des dépenses.

Le coût par consultation a été fixé à 2500 KMF, tarif qui, d'après les estimations effectuées pour la première année, est susceptible d'entraîner des ajustements de fin d'année relativement modestes. Cette tarification peut être modifiée en commun accord entre les établissements de crédit et la Banque Centrale.

- Le montant de la facturation ainsi calculé fera l'objet d'un prélèvement trimestriel sur le compte de chaque Etablissement de crédit ouvert à la Banque Centrale.
- A la fin de chaque année, une comparaison sera effectuée entre les coûts réellement supportés par la Banque Centrale et les montants versés par les établissements de crédit.

Un ajustement peut être alors opéré :

- ✓ En cas de couverture insuffisante des coûts supportés par la Banque Centrale, le complément sera facturé aux établissements de crédit,
- ✓ En cas d'excédent, le surplus sera redistribué aux établissements de crédit, selon la clé de répartition utilisée pour le calcul de la part forfaitaire (ou conservé sous forme de provision utilisable pour couvrir des déficits d'années ultérieures).
- Pour l'année suivante, si nécessaire et après discussion, une nouvelle règle sera appliquée, pour se rapprocher le plus possible des coûts réels anticipés.

Cette solution présente l'avantage d'inciter à une utilisation fréquente mais à bon escient de la CdRIP, tout en respectant les principes de simplicité, d'équité et d'évolutivité.

Article 12 : Non-respect des dispositions du présent Règlement

L'inobservation des dispositions du présent règlement, en particulier en cas d'absence de déclaration sur les crédits, impayés ou incidents de paiement, ou en cas de fausses déclarations, donnera lieu à des sanctions disciplinaires telles que prévues par les articles 64 à 66 de la loi bancaire.

En cas de retard dans les déclarations mensuelles de situation, les établissements de crédit pourront être soumis à une astreinte de 150.000 FC par jour de retard à compter du 11 du mois suivant jusqu'à la date où la déclaration de situation est effectuée.

Article 13 : Entrée en vigueur

Le présent Règlement entre en vigueur dès sa signature.

Moroni, le 28 janvier 2015

Mzé Abdou MOHAMED CHANFIOU

19. Règlement n°14/2015/BCC/DSBR portant attribution des codes banques et normalisation du relevé d'identité bancaire

Vu les statuts de la Banque Centrale des Comores,

Vu la loi n° 13-003/AU du 12 juin 2013 portant réglementation des activités des Institutions Financières, en son article 103,

Considérant la nécessité de normaliser et de moderniser les instruments et moyens de paiements,

LE GOUVERNEUR DE LA BANQUE CENTRALE DES COMORES

Fixe les règles relatives à la normalisation du Relevé d'Identité Bancaire

ARTICLE 1^{er} : Codes Banques

Il est attribué par la Banque Centrale des Comores à chaque Etablissement de crédit un numéro à cinq chiffres correspondant à son « code Banque ».

Les codes suivants sont actuellement affectés :

- Banque Centrale des Comores	00099
- Banque pour l'Industrie et le Commerce – Comores (BIC)	00001
- Société Nationale des Postes et Services Financiers (SNPSF)	00003
- Banque de Développement des Comores (BDC)	00004
- Banque Fédérale de Commerce (BFC)	00005
- EXIM BANK – Comores	00006
- UNION MECK	00007
- SANDUK ANJOUAN	00008
- SANDUK MOHELI	00009

Le code Banque 00002 anciennement attribué à la Banque Centrale n'est plus utilisé.

ARTICLE 2: Eléments constitutifs du Relevé d'Identité Bancaire

Les établissements de crédit doivent veiller à mettre aux normes les identifiants nationaux et internationaux de leurs clients, à savoir le RIB et l'IBAN.

Le **RIB (Relevé d'Identité bancaire)** : Identifiant domestique du compte bancaire, qui se compose de **23 caractères** alphanumériques comprenant :

- a) Le **code de la banque** : Code à cinq chiffres correspondant au numéro de l'établissement de crédit, conformément à l'article 1.

- b) Le **code du guichet** : Code à cinq chiffres correspondant au numéro de chaque agence de l'établissement. Au cas où, dans la nomenclature interne de l'établissement, ce nombre est inférieur à cinq chiffres, un ou plusieurs zéros doivent être ajoutés à partir de la gauche afin de former un nombre à cinq chiffres.
- c) Le **numéro du compte** : Code à onze chiffres correspondant au numéro de compte du client. Au cas où, dans la nomenclature interne de l'établissement, la structure du numéro de compte est alphanumérique, il conviendra de remplacer les lettres présentes dans les données du compte pour pouvoir calculer la clé RIB, selon les clés de représentation suivantes :
A,J=1 ; B,K,S=2 ; C,LT = 3 ; D,M,U=4 ; E, N,V=5 ; F,O ,W=6 ; G,P,X=7 ; H,Q,Y=8 et I, R,Z=9
 Dans le cas où, dans la nomenclature interne de l'établissement, ce nombre est inférieur à onze chiffres, un ou plusieurs zéros doivent être ajoutés à partir de la gauche afin de former un nombre à onze chiffres.
- d) **Clé RIB** : Code à deux chiffres compris entre 01 et 97 correspondant à une clé de contrôle du RIB. C'est **une formule mathématique** permettant de vérifier la validité du RIB (code banque, code guichet et numéro de compte) selon la méthode de calcul "MOD 97-10" indiquée dans la norme internationale ISO 7064.

Exemple de RIB

Code Banque	Code Guichet	Numéro Compte	Clé RIB
00099	00001	720002	88

ARTICLE 3: Eléments constitutifs de l'IBAN

L'**IBAN**(International Bank Account Number - **identifiant international**) d'un compte est composé du **RIB** complété d'un préfixe comportant 2 éléments :

- a) Un **code pays alphabétique de 2 lettres** (norme ISO) permettant d'identifier le pays où est tenu le compte, en l'occurrence « **KM** », qui se réfère au code ISO des Comores.
- b) Un **code de 2 chiffres représentant la clé numérique** qui permet de contrôler l'ensemble de l'IBAN suivant un mode de calcul universellement adopté. Son but est de vérifier la validité du numéro de compte. Elle est calculée selon la méthode de calcul "MOD 97-10", indiqué dans la norme internationale ISO 7064.

L'**IBAN** d'un compte bancaire comorien a une longueur fixe de **27 caractères alphanumériques** (4 pour le préfixe + 23 pour le RIB). Lorsqu'il est utilisé en format papier, l'IBAN doit être imprimé à partir de la gauche vers la droite, divisé en sept groupes séparés par des espaces, chaque groupe formé de quatre chiffres comme suit:

KM 46	0009	9000	0100	0007	2000	288
--------------	-------------	-------------	-------------	-------------	-------------	------------

ARTICLE 4: Information à la clientèle sur le RIB et sur l'IBAN

Les établissements de crédit doivent informer leurs clients sur les supports appropriés (relevés de compte en particulier) dans les meilleurs délais sur les règles et principes régissant l'utilisation du RIB et de l'IBAN, avec une clarification de leur nature, de leur objectif et de leur importance, en les sensibilisant en particulier à la nécessité de communiquer leur RIB pour toute opération intérieure et leur IBAN pour toute opération à l'international.

Ils doivent également mettre à la disposition des clients du relevé RIB et IBAN qu'ils peuvent joindre à toute demande de virement.

ARTICLE 5 : Le code BIC (Bank Identifier Code)

Pour les opérations avec l'international, la Banque Centrale des Comores encourage les établissements de crédit à s'affilier au réseau international SWIFT (Society for worldwide Interbank Financial Telecommunication) pour obtenir leurs codes BIC (Bank Identifier Code) qui est l'identifiant international de l'établissement de crédit. Ce code peut être représenté sur le RIB de cette manière :

- a) Quatre lettres identifient le code de l'Etablissement de Crédit: Exemple COCB (Central Bank of Comoros)

- b) Les deux suivantes représentent le code du pays. Exemple : KM
- c) Les deux caractères suivants (lettre ou chiffres) indiquent la localisation. Exemple KM
- d) Il peut être complété par trois caractères correspondant à une agence. Exemple XXX

Exemple :

COCBKMKMXXX ou BFDCKMKMXXX ou BICCKMKMXXX ou EXTNKMKMXXX

Les établissements de crédit opérant aux Comores pourront ainsi fournir à leurs clients le RIB incluant l'IBAN et le SWIFT en particulier pour chaque compte utilisé pour traiter les opérations de transfert internationaux.

ARTICLE 6 :

Les établissements de crédit ont l'obligation, à compter de la date d'entrée en vigueur du présent règlement :

- 1- De n'accepter et de n'exécuter les virements bancaires nationaux que sur la base des RIB du donneur d'ordre et du bénéficiaire
- 2- De n'accepter et de n'exécuter les virements bancaires internationaux que sur la **base des IBAN** du donneur d'ordre et du bénéficiaire.

ARTICLE 7 :

Le présent Règlement entre en vigueur le 1^{er} octobre 2015.

Moroni, le 17 février 2015

Mzé Abdou Mohamed Chanfiou

20. La Convention de compensation

Les soussignés, tous membres de la Chambre de Compensation des Comores et ci-après dénommés « participants », ont décidé de s'engager désormais entre eux par les dispositions suivantes :

TITRE I – DEFINITION

ART. 1 : **Chambre de compensation** : système interbancaire d'échange d'ordres de paiement sous forme papier et/ou électroniques (dans un premier temps uniquement les chèques) pour lesquels les participants sont convenus de se régler par compensation sur les livres de la Banque Centrale des Comores.

ART. 2 : **Participants aux échanges** : tout établissement qui délivre à sa clientèle des chèques tirés sur ses caisses et qui dispose d'un compte courant dans les livres de la Banque Centrale. La remise des valeurs étant réalisée à Moroni, seule chambre de compensation de l'Union des Comores.

ART. 3 : **Gestionnaire** : la Banque Centrale des Comores est gestionnaire de la chambre de compensation. A ce titre, elle est chargée de la surveillance générale et du bon ordre des échanges, notamment au travers du respect par les participants de la présente convention, ainsi que de l'établissement de la situation récapitulative des soldes nets multilatéraux et de leur règlement dans ses livres.

ART. 4 : **Convention de compensation** : ensemble de règles qui engagent les participants aux échanges entre eux et vis-à-vis du gestionnaire.

TITRE II – FONCTIONNEMENT

2. Organisation de la séance

ART. 5 : Les opérations de compensation donnent lieu, chaque jour ouvrable, à l'exception de ceux qui sont totalement chômés sur la place et du samedi, à une séance.

ART. 6 : Les séances de la Chambre de Compensation auront lieu chaque jour ouvré à 10h00, sauf le vendredi où la séance se tiendra à 9 heures. Aucune séance n'aura lieu le samedi qui n'est pas considéré, dans cette présente convention, comme un jour ouvré.

ART. 7 : Chacun des participants à la Chambre de Compensation doit envoyer, à chaque séance, un représentant. Un titulaire, *et un suppléant en cas d'indisponibilité du titulaire*, sont désignés en tant que représentant. Le participant et ses représentants sont tenus de prendre toutes dispositions nécessaires pour être présent lors des séances de compensation et assurer la présentation et la réception des valeurs échangées.

Le représentant, *et le suppléant en cas d'indisponibilité du titulaire*, reçoivent une carte d'accréditation ou tout autre moyen sécurisé, délivrée par la BCC.

Le représentant (titulaire ou suppléant) qui ne disposerait de cette carte à la séance ne pourrait y participer et notamment accéder aux moyens informatiques de présentation et de réception des valeurs et d'enregistrement de celles-ci sur support électronique.

ART. 8 : Les participants conviennent que tout participant retardataire sera pénalisé, selon des modalités précisées par la BCC, si son retard dépasse 15 minutes. Au delà, sauf dérogation exceptionnelle accordée par le gestionnaire de la Chambre, le retardataire ne pourra pas présenter ses remises à la séance du jour et leur présentation se trouvera reportée à la séance suivante. En revanche il sera tenu de recevoir les valeurs présentées par les autres participants et son établissement sera tenu de régler les soldes nets qui en résulteront.

De même, tout participant qui se présentera avec un support défectueux, sera exclu de la séance dans les mêmes conditions que celles indiquées ci-dessus.

ART. 9 : Afin d'assurer la continuité des échanges interbancaires, l'absence en cas de force majeure d'un ou plusieurs participants ne devra pas entraîner préjudice vis-à-vis de la collectivité. Aussi, conformément aux principes généraux reconnus au sein de la Communauté bancaire, la BCC sera mandatée pour la prise en compte des opérations destinées au(x) participant(s) absent(s) et les soldes de compensation en résultant seront présentés pour règlement le jour même.

La BCC ne procédera à aucun contrôle sur les lots reçus, les incidents liés à ces échanges étant réglés directement entre les établissements concernés. Ces valeurs seront tenues à la disposition de l'établissement absent et leur règlement interviendra à bonne date, même si l'absence de cet établissement ne permet pas à ce dernier de signer la situation récapitulative.

ART. 10 : Les séances sont dirigées par le gestionnaire de la BCC, qui est en charge de la supervision de la séance et de la surveillance générale, ainsi que du système de compensation permettant de traiter les flux d'échanges, le calcul des soldes nets multilatéraux et d'établir les états récapitulatifs résultants des opérations échangées et compensées.

A l'issue de la séance, les soldes nets multilatéraux de compensation seront validés par la signature apposée sur la ou les situations récapitulatives par le représentant de chaque participant dûment habilité auprès de la Banque Centrale des Comores.

Si le participant est exceptionnellement absent (cf. article 9), la Banque centrale signe la situation récapitulative à sa place. Cette prise en charge, n'engage pas la responsabilité de la Banque Centrale de Comores.

9) Présentation matérielle des valeurs

ART. 11 : Le représentant de chaque participant est porteur de toutes les valeurs admises (cf. art 20) créées au bénéfice des autres participants ainsi que de celles qui sont tirées sur les caisses ou dont le paiement est domicilié aux guichets de ces établissements.

Les valeurs présentées sont revêtues par le présentateur d'une griffe « présenté » à son nom et portant la date du jour de la remise en chambre de compensation (cette date devra être actualisée en cas report de la présentation par la banque présentatrice du fait des dispositions des articles 8 et 9)².

Les valeurs rejetées, feront partie de lots séparés comportant individuellement, sur une fiche ou dans l'une des cases prévues à cet effet, l'indication du motif du rejet, et seront listées sur des récapitulatifs distincts des présentations initiales.

ART. 12 : Les valeurs sont regroupées en autant de liasses qu'il y a de catégories de valeurs et de destinataires; chaque liasse doit être accompagnée d'un bordereau.

Une copie de chaque bordereau doit être laissée au gestionnaire de la chambre.

10) Règlement des opérations

² La présentation de la griffe fait l'objet de l'annexe 1

ART. 13 : L'ensemble des opérations de compensation, quels que soient l'horaire adopté et la nature des valeurs échangées, donne lieu à un règlement unique constaté par une seule écriture au compte ouvert auprès de la BCC.

ART. 14 : Chaque participant doit avoir ouvert à cet effet un compte sur lequel la BCC imputera le solde de compensation.

Les participants à la Chambre donnent expressément mandat à la BCC de mouvementer le compte courant sur lequel les opérations de compensation sont imputées.

ART. 15 : Dès l'arrêté des soldes de compensation, chaque participant (débiteur) doit s'assurer que le solde de son compte permettra de couvrir son solde débiteur avant l'heure fixée par la BCC.³

En cas de manque de liquidité d'un participant, et après avoir épuisé les possibilités de concours interbancaires, la BCC interviendra, sous des modalités à définir par instruction de la Banque Centrale, afin de couvrir le solde débiteur du participant en manque de liquidité.

Si cette facilité de trésorerie n'est pas remboursée par le participant avant la séance de compensation du jour suivant, le participant concerné sera exclu de la compensation et les lots le concernant ne seront pas pris en compte. Cette situation (de crise) devra donner lieu à des mesures et décisions prises en urgence au niveau du gouverneur de la BCC afin de la dénouer.

ART. 16 : Les sommes correspondant au montant des valeurs présentées ne sont réglées de manière « finale » qu'après imputation sur les livres de la BCC. Les sommes concernées ne deviennent donc la propriété des bénéficiaires qu'après passation des écritures sur les livres de la BCC, arrêtées en fin de journée.

ART. 17 : Lorsque des participants sont représentés auprès de la Chambre par un participant mandataire, celui-ci n'est responsable vis-à-vis des autres participants que de la transmission matérielle des valeurs échangées.

En cas de défaillance du mandant, les valeurs doivent être retournées par ce dernier afin que son mandataire puisse les restituer par l'intermédiaire de la Chambre de Compensation.

Sous réserve que le mandataire en ait avisé les autres participants, le premier jour ouvré suivant la compensation avant 10 heures (le vendredi avant 9 heures), les délais de restitution des rejets prévus à l'article 22 ne peuvent lui être opposés.

TITRE III - VALEURS ADMISES

ART. 18 : Sont acceptés en compensation :

- Les chèques,
- Les rejets correspondants aux valeurs ci-dessus⁴,
- Les fiches de redressement d'écritures.
- Toute autre valeur agréée par les participants de la Chambre et la BCC et faisant l'objet de dispositions arrêtées dans un addendum au règlement de la chambre.

ART. 19 : Seules sont admises les valeurs payables aux Comores en Francs Comoriens.

ART. 20 : Les chèques, les fiches de redressement d'écritures sont présentées et réglés au cours de la même séance.

Les valeurs rejetées sont réglées à la séance au cours de laquelle intervient leur restitution dans le cadre des délais de rejet convenus.

1. Chèques

ART. 21 : Les chèques sont présentés, éventuellement post marqués, par lots comprenant au maximum 100 valeurs. Chaque lot est détaillé sur un bordereau récapitulatif établis après écriture des valeurs individuelles et comportant une ligne spécifique indiquant au minimum : le type de valeur, le nom de la banque présentatrice, le nom de la banque destinataire, le nombre de valeurs et le montant total; le total de chaque lot est également repris sur un bordereau récapitulatif.

ART. 22 : Tout chèque qui, pour un motif quelconque (défaut de provision, irrégularité de forme....) ne peut être imputé au débit du compte du tireur est restitué au participant présentateur au plus tard le deuxième jour ouvré (le samedi n'est pas considéré comme jour ouvré) qui suit sa présentation quelle que soit la date à laquelle est intervenu son règlement.

b) Fiches de redressement d'écritures

³ La BCC communiquera à chaque participant la position de son compte avant imputation des opérations de compensation.

⁴ La liste des motifs de rejet de chèque est jointe en annexe 2 de ce présent règlement.

ART. 23 : Ces fiches (FRE) sont considérées comme des remises et sont donc réglées comme les autres valeurs; elles sont inscrites en conséquence sur les bordereaux récapitulatifs.

L'initiative de la rectification éventuelle d'une opération « FRE » appartient au seul destinataire de cette remise hors compensation.

TITRE IV – ENTREE EN VIGUEUR DE LA CONVENTION

ART 24 : Les dispositions de la présente convention entreront en vigueur le et régiront, à partir de cette date, toutes les opérations de la Chambre de Compensation y compris celles qui, ayant été engagées précédemment, n'auraient pas encore été dénouées.

ART 25 : La présente convention se substitue à toute convention ou avenant antérieur ; les dispositions de ces précédents textes qui ne se trouveraient pas reproduits ci-dessus cesseront d'être applicables à cette date.

ART 26 : Toute nouvelle demande d'adhésion à la Chambre de Compensation devra être adressée au gestionnaire de la Chambre deux mois avant sa mise en œuvre souhaitée en précisant le compte courant sur lequel sera assuré le règlement de son solde de compensation. Le gestionnaire informe de la demande les autres participants et notifie par écrit son accord au futur participant, en lui précisant la date à partir de laquelle il est autorisé à participer aux échanges.

Le nouveau participant signe la présente convention et s'engage à en respecter les dispositions. Un exemplaire de la convention est, après signature, retourné par le gestionnaire à l'ensemble des participants à la Chambre.

Fait à Moroni leen plusieurs originaux

1. Pour la BANQUE CENTRALE DES COMORES Signature
2. Pour la Banque pour l'Industrie et le Commerce – COMORES BIC-C Signature
3. Pour la Société Nationale des Postes et des Services Financiers Signature
4. Pour la Banque Fédérale de Commerce Signature
5. Pour l'Union des Mecks Signature
6. Pour l'EXIM BANK Comores Signature
7. Pour la BDC Signature
8. **Futurs Participants Signature**

21. Règlement N°15 /2015 /BCC / DSBR

Relatif à l'application de certaines dispositions relatives au décret n° 15-026/PR sur les systèmes, moyens et incidents de paiements

Vu les statuts de la Banque Centrale des Comores ;

Vu la loi 13-003/AU du 12 juin 2013 portant réglementation des activités des Institutions Financières ;

Vu le décret n°15-026/PR du 03 mars 2015 portant sur les systèmes, moyens et incidents de paiements en ses articles 45, 56,191 et 210 ;

Le Gouverneur de la Banque Centrale des Comores

Fixe les règles d'application de certaines dispositions relatif au décret n°15-026/PR

Article 1er : Obligation de paiement partiel des chèques

En cas de provision insuffisante et si la provision disponible dans le compte est au moins égal à 40 % de la valeur du chèque, les établissements teneurs de compte ont l'obligation de procéder au paiement partiel du chèque à hauteur de 40 % de sa valeur.

Les chèques payés partiellement en chambre de compensation doivent être rejetés à hauteur du montant impayé.

Le dos des chèques ainsi rejetés doivent porter les mentions du montant payé et du solde du compte après paiement.

Article 2 : Emission de chèque non pré barré par un établissement teneur de compte

Les établissements teneur de compte sont tenus d'émettre des chèques aux caractéristiques de barrement d'avance et intransmissibles par voie d'endossement, sauf au profit d'un établissement de crédit.

Le non respect de cette disposition donne lieu au paiement d'un droit de timbre de cinq milles par formules de chèques mise à la disposition à la clientèle.

Article 3 : Montant de la pénalité pour la régularisation d'un interdit bancaire

Le client, pour pouvoir recouvrer la faculté de posséder à nouveau, des moyens de paiements, doit s'acquitter d'une pénalité dite libératoire fixée comme suit :

- Dix mille francs comoriens pour les chèques d'un montant inférieur ou égal à cinquante mille francs comoriens ,

- Vingt cinq mille francs comoriens pour les chèques d'un montant supérieur à cinquante mille francs comoriens.

Article 4 : Lieu de paiement des pénalités

L'ensemble des pénalités et des droits de timbre stipulés dans le présent règlement doivent être réglés au Trésor public.

Article 5 : Non respect des dispositions du présent Règlement

L'inobservation des dispositions du présent Règlement donnera lieu à des sanctions disciplinaires telles que prévues par les articles 64 à 66 de la loi N° 13-003-AU.

Article 6 : Entrée en vigueur

Le présent Règlement entre en vigueur à la date de sa signature.

Moroni, le 2 avril 2015

Mzé Abdou Mohamed Chanfiou

LES ANNEXES

Annexe 1 : Règlement N°002/2015/BCC/DSBR sur les Fonds propres

DECLARATION DES FONDS PROPRES DES ETABLISSEMENTS DE CREDIT (Déclaration semestrielle) (Règlement n° 002 /2015/BCC/DSBR)

Etablissement déclarant :

Situation arrêté au :

ID	DENOMINATION	Pondération	MONTANT
1	FONDS PROPRES DE BASE		
1.1	Capital social		
1.2	Dotation en capital non remboursables des Unions d'IFD apporté aux caisses de base		
1.3	Primes d'émission liées au capital,		
1.4	Réserves légales		
1.5	Les autres réserves hormis les réserves de réévaluation		
1.6	Report à nouveau créditeur		
1.7	Les provisions à caractère général (FRBG) et les fonds de garantie, non affectées à la couverture de risques (provisions non affectées)		
1.8	Bénéfice net en instance d'affectation approuvé par les CAC et après dividendes prévisionnelles		
1.9	Fonds de garantie des Institutions Financières Décentralisées non affectés à la couverture de risques		
1.10	Le résultat provisoire de l'exercice en cours		
1.11	Sous-total (1) Fonds Propres de base		0
1.12	Capital social ou dotation non libéré		
1.13	Actions propres détenues évaluées à leurs valeurs comptables nettes		
1.14	Report à nouveau débiteur		
1.15	Frais d'établissement		
1.16	Immobilisations incorporelles nets		
1.17	Résultat net déficitaire du dernier exercice en cours d'approbation		
1.18	Le résultat provisoire déficitaire de l'exercice en cours		
1.19	Sous-total (2) éléments à déduire des fonds propres de base		0
1.20	TOTAL A = (1) - (2) fonds propres de base)		0
2	FONDS PROPRES COMPLEMENTAIRES		
2.1	Subventions d'investissement publiques ou privées non remboursables		
2.2	Dons et legs acquis définitivement et approuvés par les CAC		
2.3	Fonds de garantie, de solidarité et de financement affectés	10%	
2.4	Dette subordonnée à durée indéterminée intégralement versées et approuvées par la BCC		
2.5	Dette subordonnée a durée déterminée		
2.6	Réserves de réévaluation		
2.7	TOTAL B fonds propres complémentaires		0
2.8	TOTAL C (FONDS PROPRES COMPLEMENTAIRES RETENUS)		0
2.9	SI B ≥ A, C = A		
2.10	SI B < A, C = B		
2.11	TOTAL D (DEDUCTIONS DES FONDS PROPRES)		0
2.12	Concours aux actionnaires et ou associés		
2.13	Concours aux administrateurs et ou dirigeants		
2.14	Titres de participation	10%	
	FONDS PROPRES REGLEMENTAIRE = A+ C - D		0

Date

ANNEXE 2 :Règlement N°005/2015/BCC/DSBR sur la Gestion risque crédit

ETAT DECLARATIF DES EXIGENCES EN FONDS PROPRES DES ETABLISSEMENTS DE CREDITS

(Déclaration semestrielle)

(Règlement N° 005/2015/BCC/DSBR)

Etablissement déclarant :

Situation arrêtée au :

Classifications	Nombres de clients	Encours restant dû (Capital + Intérêts échus + Intérêts courus non échus)	Provisions	Nature de la garantie prise	Montant de la garantie prise
SAINS					
IMPAYES					
CREANCES RECHELONNEES					
CREANCES RESTRUCTUREES					
CREANCES DOUTEUSES (90 - 180)					
CREANCES DOUTEUSES (180 - 360)					
CREANCES DOUTEUSES (360 - 720)					
CREANCES DOUTEUSES (720 - 1080)					

ANNEXE 3 : Règlement n°009/2015/DSBR/BCC comptes de correspondants

Nature et volume des mouvements dans les comptes des correspondants

(Règlement n° 009/2015/DSBR/BCC)

Etablissement déclarant :

Mois de :

(en milliers de FC.)

Nature des mouvements	Nom de la banque*		Nom de la banque*		Nom de la banque*	
	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
Solde en début de période						
Règlements pour le compte de la clientèle						
Règlements pour le compte de l'établissement						
Opération de trésorerie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Via Banque Centrale						
Via autres correspondants						
Achats ou ventes de billets étrangers						
Ajustements divers						
Solde en fin de période	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Totaux des mouvements	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

* Autant de colonnes que de comptes de correspondants ouverts à l'étranger

Annexe 4 : Règlement n°011/2015/BCC/DSBR sur le contrôle interne : Canevas indicatif du rapport annuel de contrôle interne

Préambule

Ce rapport a pour objet de rendre compte de l'activité du contrôle interne au cours de l'exercice écoulé et de retracer les dispositifs de mesure, de surveillance, d'encadrement des risques auxquels l'établissement est exposé.

Les éléments du canevas ci-après sont mentionnés à titre indicatif et doivent être développés dans la mesure où ils s'avèrent pertinents au vu de l'activité et de l'organisation de l'établissement.

Ils sont complétés par toute autre information de nature à permettre une appréciation du fonctionnement du système de contrôle interne et une évaluation des risques effectifs de l'établissement.

Les derniers documents transmis à l'organe délibérant et, le cas échéant, au comité d'audit sur la mesure des risques auxquels l'établissement est exposé doivent être inclus dans le présent rapport (tableaux de bord internes).

Par ailleurs, il est précisé que les documents examinés par l'organe délibérant dans le cadre de l'examen de l'activité et des résultats du contrôle interne, doivent être adressés à la Banque Centrale des Comores sans attendre les extraits des procès-verbaux des réunions au cours desquelles ils sont examinés.

1. Présentation générale des activités exercées et des risques encourus par l'établissement

1.1. Description des activités :

- description synthétique des activités exercées ;
- pour les nouvelles activités, indiquer notamment la description détaillée des nouvelles activités exercées par l'établissement au cours du dernier exercice, la présentation des procédures définies pour ces nouvelles activités, la description du contrôle interne des nouvelles activités ;
- description des changements organisationnels ou humains importants et des projets significatifs lancés ou menés au cours du dernier exercice.

1.2. Présentation des principaux risques générés par les activités exercées par l'établissement :

- description, formalisation et mise à jour de la cartographie des risques ;
- description des actions mises en œuvre pour réduire l'exposition aux risques identifiés par la cartographie ;
- présentation des informations quantitatives et qualitatives des risques présentés dans les états de synthèse transmises à l'organe exécutif, à l'organe délibérant et le cas échéant au comité des risques et au comité d'audit permettant d'explicitier la portée des mesures utilisées pour évaluer le niveau des risques encourus et fixer les limites.

2. Modifications significatives apportées à l'organisation du dispositif de contrôle interne

Lorsque l'organisation du dispositif de contrôle interne ne présente pas de changements significatifs par rapport au précédent exercice, elle peut être présentée de manière synthétique dans une annexe ou en communiquant la charte de contrôle interne en vigueur.

2.1 Modifications apportées au dispositif de contrôle permanent (y compris l'organisation du contrôle des activités externalisées) :

- description des changements significatifs dans l'organisation du dispositif de contrôle permanent (y compris les principales actions projetées dans le domaine du contrôle permanent). Préciser notamment l'identité, les coordonnées, le rattachement hiérarchique et fonctionnel du responsable de contrôle permanent, ainsi que les autres fonctions éventuellement exercées par ce dernier au sein de l'établissement ou au sein d'autres entités du même groupe ;
- description des changements significatifs dans l'organisation du dispositif de contrôle de la conformité. Préciser notamment l'identité, le rattachement hiérarchique et fonctionnel du responsable de la conformité ainsi que les autres fonctions éventuellement exercées par ce dernier au sein de l'établissement ou au sein d'autres entités du même groupe ;
- description des changements significatifs dans l'organisation du dispositif de lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme – LCB/FT.

2.2 Modifications apportées au dispositif de contrôle périodique (y compris l'organisation du contrôle de l'activité à l'étranger et des activités externalisées) :

- Identité, coordonnées, rattachement hiérarchique et fonctionnel du responsable de contrôle périodique ;
- principales actions réalisées ou projetées dans le domaine du contrôle périodique (plan d'audit pluriannuel).

3. Description des principales actions effectuées par le contrôle interne et les enseignements tirés

3.1 Information des organes sociaux et des dirigeants dans le domaine du contrôle interne

3.1.1 Modalités d'information de l'organe délibérant :

- conclusions des contrôles effectués portés à la connaissance de l'organe délibérant, et en particulier éventuelles défaillances relevées, et mesures décidées pour y remédier ;
- modalités d'information de l'organe délibérant et, le cas échéant, du comité d'audit, par les responsables du contrôle périodique, au sujet de l'absence d'exécution des mesures correctrices décidées ;
- modalités d'information de l'organe délibérant sur les mesures prises pour assurer le contrôle des activités externalisées et des risques en résultant (cf. article du règlement sur le CI) ;
- modalités d'information de l'organe délibérant des conditions dans lesquelles les limites fixées sont respectées ;
- modalités d'information de l'organe délibérant ainsi que, le cas échéant, de la Banque Centrale, en cas de survenance d'incidents significatifs au sens de l'article.....du règlement sur le CI) ;
- modalités d'information de l'organe délibérant sur les anomalies significatives détectées par le dispositif de suivi et d'analyse en matière de LCB/FT ainsi que sur les insuffisances de ce dispositif ;

3.1.2. Modalités d'information de l'organe exécutif :

- modalités d'information de l'organe exécutif en cas de survenance d'incidents significatifs au sens de l'article.....du règlement sur le CI ;
- modalités d'information de l'organe exécutif sur les anomalies significatives détectées par le dispositif de suivi et d'analyse en matière de LCB/FT ainsi que sur les insuffisances de ce dispositif ;

3.2 Implication des organes sociaux et dirigeants dans le contrôle interne

3.2.1 Diligences effectuées par les organes sociaux et dirigeants :

- description des diligences effectuées par les organes sociaux pour vérifier l'efficacité des dispositifs et procédures de contrôle interne.
- description des diligences effectuées par l'organe exécutif pour vérifier l'efficacité des dispositifs et procédures de contrôle interne

3.2.2 Traitement des informations par les organes sociaux et dirigeants :

- dates auxquelles l'organe délibérant a examiné l'activité et les résultats du contrôle interne au cours de l'exercice écoulé ;
- dans le cadre de l'examen par l'organe délibérant des incidents significatifs révélés par les procédures de contrôle interne, indiquer les principales insuffisances constatées, les enseignements tirés de l'analyse et les mesures prises pour y remédier.

4. Résultats des contrôles périodiques effectués au cours de l'exercice écoulé (y compris pour les activités à l'étranger et les activités externalisées)

Développer les éléments suivants :

- liste des processus d'activités, domaines de risques et/ou entités ayant fait l'objet d'une vérification du contrôle périodique au cours de l'exercice écoulé ;
- principales insuffisances relevées ;
- mesures correctives engagées pour remédier aux insuffisances relevées, date de réalisation prévisionnelle de ces mesures et état d'avancement de leur mise en œuvre à la date de rédaction du présent rapport ;
- modalités de suivi des recommandations résultant des contrôles périodiques (outils, personnes en charge) et résultats du suivi des recommandations ;
- le cas échéant, liste des enquêtes sur place réalisées par le corps d'inspection de la maison-mère ou par des organismes extérieurs (consultants, etc.), résumé des principales conclusions et précisions relatives aux décisions prises pour pallier les éventuelles insuffisances relevées.

5. Recensement des opérations avec les dirigeants et actionnaires principaux

Joindre une annexe comprenant les informations suivantes :

- caractéristiques des engagements ayant fait l'objet d'une déduction des fonds propres prudentiels : identité des bénéficiaires, type de bénéficiaires – personne physique ou personne morale, actionnaire ou dirigeant –, nature

des engagements, montant brut, déductions éventuelles et pondération, date de leur mise en place et date d'échéance ;

- nature des engagements envers des actionnaires principaux et des dirigeants, n'ayant pas fait l'objet d'une déduction en raison soit des dates auxquelles ont été conclus ces engagements, soit de la notation ou de la cotation attribuée aux bénéficiaires des engagements.

6. Risque comptable

6.1. Modifications significatives apportées à l'organisation du dispositif comptable

Lorsque l'organisation du dispositif comptable ne présente pas de changements significatifs, elle peut être présentée de manière synthétique dans une annexe.

6.2. Résultats des contrôles permanents menés en matière de risque comptable :

- principales insuffisances relevées ;
- mesures correctives engagées pour remédier aux insuffisances relevées, date de réalisation prévisionnelle de ces mesures et état d'avancement de leur mise en œuvre à la date de rédaction du présent rapport ;
- modalités de suivi des recommandations résultant des contrôles permanents (outils, personnes en charge) ;

Modalités de vérification de l'exécution dans des délais raisonnables des mesures correctives décidées.

7.1. Dispositif de sélection des opérations :

- politique d'octroi des crédits ;
- description des procédures d'octroi de crédit, incluant le cas échéant un dispositif de délégation ;
- critères prédéfinis de sélection des dossiers de crédit ou d'engagement, modulés en fonction de la nature des crédits (prêt sur gage, crédit de trésorerie, crédit immobilier, etc.) ;
- éléments d'analyse de la rentabilité prévisionnelle des opérations de crédit pris en compte lors des décisions d'engagement.

7.2. Dispositif de mesure et de surveillance des risques :

- description synthétique des limites d'engagement fixées en matière de risque de crédit par bénéficiaire (préciser le niveau des limites fixées en interne par rapport aux fonds propres et par rapport aux résultats) ;
- modalités et périodicité de la révision des limites fixées en matière de risque de crédit (indiquer la date de la dernière révision) ;
- dépassements éventuels de limites observés au cours du dernier exercice (préciser les causes, les contreparties concernées, le montant de l'engagement total, le nombre des dépassements et leur montant) ;
- procédures suivies pour autoriser ces dépassements (personne ayant autorisé le dépassement, motif du dépassement) ;
- mesures mises en œuvre pour régulariser ces dépassements ;
- identification, effectifs et positionnement hiérarchique et fonctionnel de l'unité chargée de la surveillance et de la maîtrise des risques de crédit ;
- modalités et périodicité de l'analyse de la qualité des engagements de crédit et des garanties qui y sont attachées ; indication des éventuels reclassements des engagements au sein des catégories internes d'appréciation du niveau de risque, ainsi que les affectations dans les rubriques comptables de créances douteuses ou dépréciées ; indication de l'ajustement éventuel du niveau de provisionnement ; date à laquelle cette analyse est intervenue au cours du dernier exercice ;
- modalités, périodicité et résultats de l'actualisation et de l'analyse des dossiers de crédit (au moins pour les contreparties dont les créances sont impayées ou douteuses ou dépréciées ou qui présentent des risques ou des volumes significatifs) ;
- modalités d'information de l'organe exécutif (via des états de synthèse) sur le niveau des risques de crédit ;
- modalités, périodicité et résultats de l'analyse par l'organe exécutif de la rentabilité des opérations de crédit (indiquer la date de la dernière analyse) ;
- modalités et périodicité d'information de l'organe délibérant sur l'exposition de l'établissement au risque de crédit (joindre le dernier tableau de bord destiné à l'information de l'organe délibérant).

7.3. Risque de concentration par contrepartie

Préciser les éléments suivants :

- analyse d'ensemble de l'exposition au risque de concentration.
- modalités du suivi du risque de concentration par contrepartie, notamment les agrégats éventuellement définis, la description du dispositif de mesure des engagements globalisés sur un même bénéficiaire. Préciser les procédures d'identification des bénéficiaires liés entre eux ;
- modalités d'information de l'organe exécutif sur le risque de concentration.

7.4. Résultats des contrôles permanents menés sur les activités de crédit :

- principales insuffisances relevées ;
- mesures correctives engagées pour remédier aux insuffisances relevées, date de réalisation prévisionnelle de ces mesures et état d'avancement de leur mise en œuvre à la date de rédaction du présent rapport ;
- modalités de suivi des recommandations résultant des contrôles permanents (outils, personnes en charge) ;
- modalités de vérification de l'exécution, dans des délais raisonnables, des mesures correctives décidées par les personnes compétentes.

7.5. Simulations de crise relatives au risque de crédit

Décrire les hypothèses et principes méthodologiques retenus pour élaborer une simulation de crise (hausse des défauts de paiement de la clientèle, par exemple), ainsi que des résultats obtenus.

8. Risque de liquidité

S'agissant du cadre général, apporter les informations suivantes :

- politique de refinancement et de transformation
- description synthétique du cadre général de la gestion du risque de liquidité. Préciser le périmètre des entités et opérations prises en compte, le rôle des organes exécutif et délibérant et la répartition des compétences en matière de pilotage du risque de liquidité ;
- information sur la nature et les sources de refinancement et leur diversification.

8.1. Dispositif de mesure et de suivi des risques de liquidité et de transformation :

- description des outils et de la méthodologie utilisée en matière de gestion des risques de liquidité et de transformation. Préciser les hypothèses retenues et les échéances prises en compte pour le calcul des indicateurs utilisés par l'établissement ;
- information sur la typologie des dépôts de la clientèle et leur diversification (nombre de déposants, volume, etc.) ;
- information sur les plans de refinancement, notamment les modalités d'évaluation de la capacité de l'institution à lever des fonds auprès des sources de refinancement habituelles en temps normal et en période de crise. Préciser les hypothèses et les résultats des tests de simulation de crise de liquidité effectués ;
- description des plans d'urgence mis en place pour faire face à une crise de liquidité. Préciser notamment les procédures mises en place (identité et niveau hiérarchique des personnes concernées, solutions d'accès à la liquidité envisagée, communication au public, etc.).

8.2. Dispositif de surveillance du risque de liquidité :

- description synthétique des limites fixées en matière de risque de liquidité. Préciser le niveau des limites, par type d'activité, le cas échéant par devise, par type de contreparties, par rapport au volume d'opérations de ces contreparties et par rapport aux fonds propres ;
- périodicité de la révision des limites fixées en matière de risque de liquidité (indiquer la date de la dernière révision) ;
- dépassements éventuels de limites observés au cours du dernier exercice (préciser les causes des dépassements, leur nombre et leur montant) ;
- procédures suivies pour autoriser ces dépassements et mesures mises en œuvre pour régulariser ces dépassements ;
- description synthétique du reporting utilisé pour la gestion du risque de liquidité (préciser notamment la périodicité et les destinataires des états de reporting) ;
- description des incidents rencontrés au cours du dernier exercice.

8.3. Résultats des contrôles permanents menés en matière de risque de liquidité et de transformation :

- principales insuffisances relevées ;
- mesures correctives engagées pour remédier aux insuffisances relevées, date de réalisation prévisionnelle de ces mesures et état d'avancement de leur mise en œuvre à la date de rédaction du présent rapport ;
- modalités de suivi des recommandations résultant des contrôles permanents (outils, personnes en charge) ;
- modalités de vérification de l'exécution dans des délais raisonnables des mesures correctives décidées.

9. Risque opérationnel

Décrire le cadre général de gestion du risque opérationnel. Préciser le rôle des organes exécutif et délibérant et la répartition des compétences, au sein de l'institution, en matière de gestion du risque opérationnel.

9.1. Identification, évaluation et maîtrise du risque opérationnel :

- description de la typologie des risques opérationnels auxquels l'établissement est exposé (fraude, défaillance matérielle, panne, etc.) ;
- description du système de mesure et de surveillance de chaque type de risque opérationnel ;
- description synthétique du reporting utilisé pour la mesure et la gestion du risque opérationnel. Préciser notamment la périodicité et les destinataires des états de reporting, les zones de risques couvertes et non-couvertes, la présence ou non d'indicateurs d'alerte mettant en évidence le cas échéant un risque de pertes potentielles) ;
- documentation et communication des procédures relatives à la surveillance et à la gestion du risque opérationnel ;
- description des procédures spécifiques relatives à la prévention, à la détection et au traitement de la fraude interne ou externe ;
- description des principaux risques opérationnels avérés au cours de l'exercice écoulé (incidents de règlement, erreurs, fraudes...), des enseignements qui en ont été tirés, des recommandations formulées et de l'avancement de la mise en œuvre des actions correctives.

9.2. Plan de continuité de l'activité :

- objectifs du plan de continuité d'activité, scénarios retenus, responsabilités (nom, coordonnées et positionnement des différents responsables en charge de la gestion du plan de continuité et de son déclenchement, périmètre des activités couvertes par le plan, activités traitées en priorité en cas de crise ;
- description synthétique des sites de secours informatique et de repli des services ;
- formalisation des procédures relatives au mode opératoire pratique du plan de continuité d'activité ;
- existence d'un test régulier de l'efficacité du plan de continuité, modalités du test (objectifs, périmètre, fréquence, résultats), mise à jour du plan de continuité (fréquence, critères), reporting aux organes sociaux ;

9.3. Sécurité informatique :

- identité et positionnement fonctionnel du responsable de la sécurité des systèmes d'information ;
- cartographie des risques informatiques ;
- politique de sécurité informatique. Indiquer en particulier les modalités de préservation de la disponibilité, de l'intégrité et de la confidentialité des données, ainsi que leur archivage ;
- description du contrôle permanent exercé sur la sécurité des systèmes d'informations et de ses résultats.

9.4. Résultats des contrôles permanents menés en matière de risque opérationnel :

- principales insuffisances relevées ;
- mesures correctives engagées pour remédier aux insuffisances relevées, date de réalisation prévisionnelle de ces mesures et état d'avancement de leur mise en œuvre à la date de rédaction du présent rapport ;
- modalités de suivi des recommandations résultant des contrôles permanents (outils, personnes en charge) ;
- modalités de vérification de l'exécution dans des délais raisonnables des mesures correctives décidées.

10. Risque de blanchiment des capitaux et de financement du terrorisme

10.1 Classification des risques (LCB/FT) :

Description, formalisation, mise à jour et présentation des analyses sur lesquelles la classification des risques de blanchiment est fondée.

10.2 Procédures (LCB/FT) :

- description, formalisation et date de mise à jour des procédures sur lesquelles s'appuie le dispositif de LCB/FT, faisant ressortir les modifications significatives intervenues au cours de l'exercice écoulé, notamment sur les procédures relatives
 - o à l'identification des nouveaux clients et des bénéficiaires effectifs,
 - o à l'identification des clients occasionnels,
 - o à la connaissance de la clientèle,
 - o aux modalités de mise en conformité et d'actualisation de la documentation des dossiers existants de la clientèle avec les obligations réglementaires ;
- description des modalités de mise en œuvre des obligations de vigilance, modulées selon le niveau de risque (vigilance allégée, complémentaire ou renforcée) ;
- description des modalités de mise en œuvre des obligations de surveillance des opérations de virement de fonds de la clientèle, notamment des virements internationaux ;
- modalités de définition des critères et seuils de significativité des anomalies en matière de LCB/FT, devant donner lieu à un examen approfondi par l'institution financière.

10.3 Résultats des contrôles permanents menés en matière de risque de blanchiment des capitaux et de financement du terrorisme :

- principales insuffisances relevées ;
- mesures correctives engagées pour remédier aux insuffisances relevées, date de réalisation prévisionnelle de ces mesures et état d'avancement de leur mise en œuvre à la date de rédaction du présent rapport ;
- modalités de suivi des recommandations résultant des contrôles permanents (outils, personnes en charge) ;
- modalités de vérification de l'exécution, dans des délais raisonnables, des mesures correctives décidées par les personnes compétentes.

ANNEXE 5 :Règlement n°004/2015/DSBR/BCC sur la division des risques

ETAT DECLARATIF DE LA DIVISON ET DES GRANDS RISQUES							
Etablissement déclarant : (Déclaration semestrielle) Situation arrêtée au :							
			En milliers de francs comoriens				
Montant équivalent à 10 % des fonds propres (FP)							0
Montant équivalent à 25 % des fonds propres							0
Montant équivalent à 800 % les fonds propres D							0
Liste des engagements dont la valeur nette comptable (VNC)							
Bénéficiaires*	Engagement (VNC)	En % des FP	Garanties reçus	Pondération de la garantie %	Garantie à déduire	Risque résiduel	En % des FP
1.							
2.							
3.							
Cumul des risques résiduels pondérés qui atteignent ou dépassent chacun 10 % des fonds propres nets E							

ANNEXE 6 :Règlement n°003/2015/DSBR/BCC sur les exigences en fonds propres

ETAT DECLARATIF DES EXIGENCES EN FONDS PROPRES DES ETABLISSEMENTS DE CREDITS (Règlement N°003/2015/BCC/DSBR)			
Etablissement déclarant : <i>(Déclaration semestrielle)</i> Situation arrêtée au :			
FONDS PROPRES (Règlement N° 002/2015/BCC/DSBR)			
	ENCOURS NET COMPTABLE	PONDERATION (%)	RISQUE NET PONDERE
RISQUE DE CREDIT (RC)			
Les Créances ou engagements sur l'Etat ou sur le Trésor de l'Union	0	0	0
Les créances sur la Banques Centrales Comores et autres Banques Centrales	0	0	0
Les créances intégralement garanties par un gage espèces libellé en franc comorien	0	0	0
Les créances garanties par le nantissement de certificat de dépôts émis par l'EC et déposés auprès de lui-même	0	0	0
Les créances garanties par un gage espèces libellé dans une autre devise que les créances qu'elles garantissent	0	20	0
les contres garanties émanant d'IF internationales de coopération ou de banques régionales de développement	0	20	0
Créances garanties par une contre garantie bancaire émanant d'un établissement de crédits de droit comorien	0	20	0
Créances garanties par une contre garantie bancaire émanant d'un établissement de crédit de droit étranger de première signature	0	20	0
les créances garanties par un gage en or	0	35	0
les créances ou engagements sur les intermédiaires financiers	0	35	0
les Créances ou engagements sur les administrations territoriales et les collectivités publiques locales	0	70	0
les créances ou engagements sur les entreprises publiques de droit comoriens	0	70	0
les créances ou engagements sur les entreprises internationales de première signature	0	70	0
Créances sur la clientèle garanties par une hypothèque de premier rang sur un terrain nu	0	70	0
Créances sur la clientèle garanties par une hypothèque de premier rang sur un immeuble résidentiel	0	70	0
Créances sur la clientèle garanties par une hypothèque de premier rang sur un immeuble destiné aux activités productives	0	70	0
les créances garanties par des titres en portefeuille ou des titres de participation	0	70	0
Autres Crédits à la clientèle	0	100	0
Créances douteuses nettes de provisions	0	100	0
les actifs correspondant aux débiteurs divers et aux comptes de régularisation	0	100	0
Biens loués en crédit-bail	0	100	0
SOUS-TOTAL I : RISQUES AU BILAN	0	-	0
Engagements de garantie ou de financement sur le Trésor ou l'Etat	0	0	0
Engagements de garantie ou de financement en faveur des établissements de crédits de droit comorien	0	20	0

Engagements de garantie ou de financement en faveur des établissements de crédits de droit étranger de première signature	0	20	0
Engagements de garantie ou de financement sur les intermédiaires financières	0	35	0
Engagements de garantie ou de financement sur les administrations territoriales ou collectivités publique locales	0	70	0
Engagements de garantie ou de financement sur les entreprises publiques de droit comorien	0	70	0
Engagements de garantie ou de financement en faveur d'autres clientèles	0	100	0
SOUS-TOTAL II : RISQUES AU HORS BILAN	0	-	0
TOTAL IV (II + III) : RISQUE DE CREDIT	-	-	0
EXIGENCES EN FONDS PROPRES POUR LA COUVERTURE DU RISQUE DE CREDIT : TOTAL IV *10%	-	-	0
RISQUE OPERATIONNEL (RO)			
Année	Année n-3	Année n-2	Année n-1
montant total des produits d'exploitation bancaire			
montant total des charges d'exploitation bancaire			
SOUS-TOTAL : SOMME des produits et charges d'exploitation bancaire	0	0	0
MOYENNE ANNUELLE de la somme des produits des charges d'exploitation bancaire des 3 dernières exercices: TOTAL V = (n-3+n-2+n-1)/3	-	-	0
EXIGENCES EN FONDS PROPRES POUR LA COUVERTURE DU RISQUE OPERATIONNEL : TOTAL V*15%	-	-	0
MONTANT TOTAL DES EXIGENCES EN FONDS PROPRES (RC + RO)	-	-	0
FONDS PROPRES DECLARES conformément Règlement N°003/2015/BCC/DSBR	-	-	0
EXCEDENT OU INSUFFISANCE DE FONDS PROPRES POUR LA COUVERTURE DES RISQUES DE CREDIT			0
EXCEDENT OU INSUFFISANCE DE FONDS PROPRES POUR LA COUVERTURE DES RISQUES DE CREDIT ET OPERATIONNEL	-	-	0
MONTANT NET DES IMMOBILISATIONS	-	-	0
EXCEDENT OU INSUFFISANCE DE FONDS PROPRES POUR LA COUVERTURE DES IMMOBILISATIONS	-	-	0
SI E52 < 0 : insuffisance de FP pour la couverture du risque de crédit			
SI E53 < 0 : insuffisance de FP pour la couverture des risques de crédit et opérationnels			
SI E56 < 0 : INSUFFISANCE DE COUVERTURE DES IMMOB PAR LES FONDS PROPRES			

Date et signature du déclarant

ANNEXE 7 :Règlement n°10/2015/DSBR/BCC relatif aux opérations interbancaires

OPERATIONS INTERBANCAIRES

Chiffres en millions FC

Etablissement déclarant :

Mois de

[illegible]

ANNEXE 8 :Règlement n°12/2015/DSBR/BCCrelatif au Taux effectif global (TEG)

ANNEXE 1 du règlement No 12 : Equation de base traduisant l'équivalence des crédits

La formule, aussi désignée comme l'**équation des intérêts composés** ou la **formule des flux actualisés** (ou formule d'actualisation des flux), se présente de la façon suivante.

La formule a été simplifiée en considérant une mise à disposition du crédit en un seul déblocage.

Formule des flux actualisés

$$A_0 - \sum F_s = \sum_{p=1}^{p=n} \frac{A_p}{(1+i)^{tp}}$$

- i : le taux effectif global annuel (à rechercher)
- A_0 : le montant du crédit,
- F_s : Frais ou commission payé lors du déblocage du crédit
- p : le numéro d'ordre d'une échéance de remboursement,
- n : le numéro d'ordre de la dernière échéance,
- A_p : le montant de l'échéance numéro p , incluant les primes d'assurances et tous les autres frais inclus dans chaque échéance de remboursement,
- tp : l'intervalle de temps entre le déblocage et l'échéance numéro p .

Cette équation représente l'égalité entre la mise à disposition des fonds ⁵(nette des frais « flat ») et tous les remboursements ou dépenses, actualisés à la date du déblocage.

Dans sa forme générale, les intervalles de temps doivent être exprimés en années et fractions d'années, en précisant qu'une année compte 365 jours (ou 366 pour les bissextiles).

Exemple :

Montant du crédit : 5.000.000 FC

Taux nominal annuel : 10%

Total des frais « flat » (= payés lors de la mise à disposition du crédit) : 50.000 FC

Taux d'assurance : 0,3% par an

Mise à disposition le 1er janvier

Remboursements de 439.828 FC **tous frais compris** le 1er de chaque mois en 12 mensualités.

L'équation peut s'écrire : $5\,000\,000 - 50\,000 = \frac{439\,828}{(1+i)^{31/365}} + \frac{439\,828}{(1+i)^{59/365}} + \frac{439\,828}{(1+i)^{90/365}} + \dots + \frac{439\,828}{(1+i)^{334/365}} + \frac{439\,828}{(1+i)^{365/365}}$

Le coefficient de temps de la première mensualité, au 1er février, sera de 31 jours divisé par 365, puis de 59/365 pour celle du 1er mars. Et ainsi de suite, jusqu'à la dernière avec 365/365.

Par la résolution de l'équation, on obtient un TEG $i = 12,01\%$

⁵Si un contrat de crédit ouvre la possibilité de mises à disposition partielles successives : sur la base de l'engagement total contractuel, conformément aux dispositions de l'article 5 du présent Règlement.

ANNEXE 2 du règlement No 12 : Déclaration trimestrielle des crédits

Annexe 2 du Règlement N°012 relatif au taux effectif global

Déclaration trimestrielle des crédits mis en place au cours du ... trimestre 2015

Nom de l'établissement :

Agents économiques	Types de crédits	Nombre de dossiers mis en place	Montant total des crédits mis en place (en millions FC)	Taux nominal moyen des crédits mis en place (*)	Taux effectif global (TEG) moyen (**)	Taux effectif global (TEG) maximum (***)
Particuliers	Découverts	0	0	0	0	0
	dont Autorisations de découvert - Montants < 500 000 FC					
	dont Autorisations de découvert - Montants = ou > 500 000 FC					
	Crédits à court terme (<1an)	0	0	0	0	0
	dont Prêts sur gages - Montants < 500 000 FC					
	dont Prêts sur gages - Montants = ou > 500 000 FC					
	dont Crédits à la consommation - Montants < 1000 000 FC					
	dont Crédits à la consommation - Montants = ou > 1000 000 FC					
	dont Autres crédits < 1 an					
	Crédits à moyen terme (1 à 5 ans)	0	0	0	0	0
	dont Crédit bail - Montants < 1000 000 FC					
	dont Crédit bail - Montants = ou > 1000 000 FC					
	dont Crédits immobiliers - Montants < 1000 000 FC					
	dont Crédits immobiliers - Montants = ou > 1000 000 FC					
	dont Autres crédits de 1 à 5 ans - Montants < 1000 000 FC					
	dont Autres crédits de 1 à 5 ans - Montants = ou > 1000 000 FC					
	Crédits à long terme (> 5 ans)	0	0	0	0	0
	dont Crédit bail - Montants < 1000 000 FC					
	dont Crédit bail - Montants = ou > 1000 000 FC					
	dont Crédits immobiliers - Montants < 1000 000 FC					
	dont Crédits immobiliers - Montants = ou > 1000 000 FC					
	dont Autres crédits > 5 ans - Montants < 1000 000 FC					
	dont Autres crédits > 5 ans - Montants = ou > 1000 000 FC					

Entreprises	Comptes débiteurs	0	0	0	0	0
	<i>dont Comptes débiteurs - Montants < 3 000 000 FC</i>					
	<i>dont Comptes débiteurs - Montants = ou > 3 000 000 FC</i>					
	Crédits à court terme (< 1 an)	0	0	0	0	0
	<i>dont Facilité de caisse/de trésorerie - Montants < 5 000 000 FC</i>					
	<i>dont Facilité de caisse/de trésorerie - Montants = ou > 5 000 000 FC</i>					
	<i>dont Crédit import hors crédits - Montants < 10 000 000 FC</i>					
	<i>dont Crédit import hors crédits - Montants = ou > 10 000 000 FC</i>					
	<i>dont Créances commerciales - Montants < 10 000 000 FC</i>					
	<i>dont Créances commerciales - Montants = ou > 10 000 000 FC</i>					
	<i>dont Ouverture de Crédit documentaires - Montants < 10 000 000 FC</i>					
	<i>dont Ouverture de Crédit documentaires - Montants = ou > 10 000 000 FC</i>					
	<i>dont Avances sur marchandises - Montants < 10 000 000 FC</i>					
	<i>dont Avances sur marchandises - Montants = ou > 10 000 000 FC</i>					
	<i>dont Crédit productif (****) - Montants < 500 000 FC</i>					
	<i>dont Crédit productif (****) - Montants = ou > 500 000 FC</i>					
	<i>dont Crédits à l'exportation - Montants < 10 000 000 FC</i>					
	<i>dont Crédits à l'exportation - Montants = ou > 10 000 000 FC</i>					
	<i>dont Autres Crédits < 1 an</i>					
	Crédits à moyen terme (1 à 5 ans)	0	0	0	0	0
	<i>dont Crédits à l'exportation - Montants < 10 000 000 FC</i>					
	<i>dont Crédits à l'exportation - Montants = ou > 10 000 000 FC</i>					
	<i>dont Crédits immobiliers - Montants < 10 000 000 FC</i>					
	<i>dont Crédits immobiliers - Montants = ou > 10 000 000 FC</i>					
	<i>dont Crédit-bail mobilier - Montants < 10 000 000 FC</i>					
	<i>dont Crédit-bail mobilier - Montants = ou > 10 000 000 FC</i>					
	<i>dont Crédit-bail immobilier - Montants < 10 000 000 FC</i>					
	<i>dont Crédit-bail immobilier - Montants = ou > 10 000 000 FC</i>					
	<i>dont Crédits d'investissement - Montants < 10 000 000 FC</i>					
	<i>dont Crédits d'investissement - Montants = ou > 10 000 000 FC</i>					
	<i>dont Crédit d'équipement hors Crédit-bail - Montants < 10 000 000 FC</i>					
	<i>dont Crédit d'équipement hors Crédit-bail - Montants = ou > 10 000 000 FC</i>					
	<i>dont Autres crédits < 5 ans</i>					
	Crédits à long terme (> 5 ans)	0	0	0	0	0
	<i>dont Crédits à l'exportation - Montants < 10 000 000 FC</i>					
	<i>dont Crédits à l'exportation - Montants = ou > 10 000 000 FC</i>					
	<i>dont Crédits immobiliers - Montants < 10 000 000 FC</i>					
	<i>dont Crédits immobiliers - Montants = ou > 10 000 000 FC</i>					
	<i>dont Crédit-bail immobilier - Montants < 10 000 000 FC</i>					
	<i>dont Crédit-bail immobilier - Montants = ou > 10 000 000 FC</i>					
	<i>dont Crédits d'investissement - Montants < 10 000 000 FC</i>					
	<i>dont Crédits d'investissement - Montants = ou > 10 000 000 FC</i>					
	<i>dont Crédit-bail d'équipement - Montants < 10 000 000 FC</i>					
	<i>dont Crédit-bail d'équipement - Montants = ou > 10 000 000 FC</i>					
	<i>dont autres crédits > 5 ans</i>					

(*) A des fins de simplification, renseigner un taux nominal moyen et non un taux moyen pondéré par les montants.

(**) A des fins de simplification, renseigner un taux effectif global moyen et non un taux moyen pondéré par les montants.

Taux incluant toutes commissions flat et frais inclus, notamment :

- Assurances obligatoires
- Frais de dossier
- Frais d'intermédiaire
- Frais de constitution des garanties
- Frais d'actes notariaux
- Autres frais

(***) TEG le plus élevé pour chaque type de crédit dans le trimestre considéré.

(****) Agriculture, pêche, élevage, ...

ANNEXE 9 : Circulaire N° 002 /2015/ BCC/DSBR relative à la déclaration des réserves obligatoires

ELEMENTS DE CALCUL DES RESERVES OBLIGATOIRES

Etablissement déclarant :

Date d'arrêté des comptes :

Période de constitution des réserves : au

ASSIETTE DES RESERVES OBLIGATOIRES	Montant FC
Comptes de dépôts.....	
Comptes courants.....	
Comptes courants postaux.....	
Comptes spéciaux.....	
Comptes sur livrets.....	
Compte à terme.....	
Comptes d'épargne.....	
Autres dépôts de la clientèle.....	
Titres de créances émis.....	
TOTAL.....A	
TAUX DES RESERVES OBLIGATOIRES	15%
MONTANT DES RESERVES OBLIGATOIRES A CONSTITUER	
A * 15%	

Date

Signature du déclarant

ANNEXE 10 : Demande d'agrément ou de renouvellement de commissaires aux comptes

Formulaire 002/DSBR/AGR

N.B : cette demande doit être introduit obligatoirement par l'institution financière concernée

1. Objet de la demande :

- Première nomination ☐
- Renouvellement d'agrément ☐
- En tant que commissaire aux comptes, personne physique pour mon propre compte. ☐
- En tant que commissaires aux comptes personne morale exerçant la mission au nom de la société ☐

2. Identification de l'institution financière demanderesse :

Nom et adresse du siège social

Organe⁶ ayant désigné le commissaire aux comptes

Durée du mandat du commissaire aux comptes

Du 10/10/2015 Au 17/10/2015 soitans

3. Identification du commissaire aux comptes à agréer :

Nom et adresse⁷ du siège social (adresse, n° de téléphone, adresse mail, nom du représentant légal)

Coordonnées complète en Union des Comores (adresse, n° de téléphone, adresse mail, nom du représentant légal)⁸

⁶Veillez joindre un document attestant cette désignation

⁷Veillez indiquer l'adresse de la résidence fiscale

⁸ Conformément à l'article 37 alinéa 2 de la loi bancaire 13-003/AU

Le commissaire aux comptes fait-il partie d'un réseau d'auditeurs et/ou d'un ordre de commissaires aux comptes ?
OUI ☐ **NON** ☐

Si oui, veuillez donner toutes les informations relatives à l'appartenance à ce réseau ou à cet ordre

Récapitulatif des missions exercées en Union des Comores

Autres missions exercées en tant que commissaires aux comptes ces cinq dernières années

Formations du ou des commissaires aux comptes (veuillez spécifier le nombre d'heures, les diplômes et/ou certificats obtenus ainsi que les dates d'obtention, CV)

La certification des comptes de l'institution financière (nombre d'exercices concernés, normes comptables, nombres de personnes⁹ affectées à l'institution financière durant le mandat

⁹ Veuillez informer la Banque Centrale pour tout changement d'équipe de commissaires aux comptes au cours du mandat

Déclaration sur l'honneur du ou des commissaires aux comptes

Je soussigné¹⁰ atteste ne pas tomber sur le coup d'une quelconque condamnation (pénale ou professionnelle) et autorise la Banque Centrale des Comores à mener toutes les diligences nécessaires afin de s'assurer de la véracité des informations recueillies dans le présent formulaire dans le strict respect de la vie privée.

Je m'engage par la présente à respecter la législation en vigueur ainsi que l'ensemble des textes applicables aux

10 Nom du ou des commissaires aux comptes (personnes morales ou physiques)

institutions financières.

Je me tiens à la disposition de la Banque Centrale durant mon mandat pour toute demande d'information concernant l'institution financière dans le cadre de mon mandat.

A chaque fin d'inspection, je m'engage à faire une restitution des principales conclusions de mon rapport à la Banque Centrale au plus tard dans les 15 jours ouvrables.

Je m'engage par la présente à signaler à la Banque Centrale, tout changement d'équipes pendant la durée de mon mandat au sein de l'institution financière.

Moroni le

signature et cachet du commissaire aux comptes

4. Autres informations utiles à l'appréciation de la demande d'agrément

La Banque Centrale des Comores peut, dans le cadre de la procédure d'agrément, demander tout complément d'informations à l'institution financière ou au commissaire aux comptes à agréer.

Moroni le

Signature du Président du conseil d'administration de l'institution financière ou du représentant dûment habilité